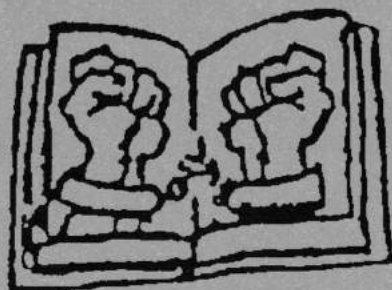


# **Cahiers du mouvement ouvrier**



**C.E.R.M.T.R.I.**  
Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux

**N° 9 - MARS 2000**

**REVUE TRIMESTRIELLE**

**PRIX : 50 F**



# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris



## SOMMAIRE

- **Présentation** ..... p. 5
- **Eric Mühsam : *La République des conseils de Bavière (1918-1919)*** ..... p. 9
- **La révolution russe vue par le général Denikine, chef de l'Armée (blanche) des volontaires** ..... p. 21
- **La maladie de Lénine (deuxième partie)** ..... p. 33  
(Iouri Lopoukhine)
- **Dmitri Lobok : la Nouvelle Opposition dans les syndicats de Leningrad (1925-1926)** ..... p. 43
- **La grève générale de 1926 en Angleterre** ..... p. 49
- **Andreï Kourionichev : des gravures qui mentent** ..... p. 55
- **La famille Bronstein (Trotsky)** ..... p. 65  
(Valeri Bronstein)
- **Vladimir Tsederbaum-Levitski : les destins du socialisme en Russie** ..... p. 75
- **Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne (1936)** ..... p. 81  
(Mark Goloviznine)
- **L'entourage de Staline : 3. Andreïev, Kalinine, Jdanov, Khrouchtchev** ..... p. 89  
(Vadim Rogovine)
- **Blasco : Antonio Gramsci** ..... p. 97
- **Le manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin** ..... p. 103
- **Interview de Robert Mencherini : les grèves de 1947 en France** ..... p. 111

- **Chronique des falsifications : ..... p. 117**  
 — les (mauvais) romans-feuilletons d'Alexandre Adler  
 — *Historia*, mars 2000 : Alexandre Adler,  
 ou de l'affabulation débridée au mensonge grossier  
 — le retour d'Aragon, le faussaire impudique
- **Correspondance ..... p. 129**
- **Une brochure du CERMTRI :**  
*Karl Kautsky : la Révolution française ..... p. 133*
- **Notes de lecture ..... p. 137**
- **Pages oubliées ..... p. 147**  
 — Pierre Monatte  
 — Louise Bodin
- **Les archives du CERMTRI :**  
 le fonds allemand ..... p. 157

# Présentation

**L**E numéro s'ouvre par des extraits du mémoire d'Eric Mühsam sur la révolution de 1919 en Bavière, trop souvent réduite à l'action de Kurt Eisner et aux conséquences de son assassinat (1). Eric Mühsam est un anarchiste, qui, lors de la révolution, travailla en étroite collaboration avec les spartakistes (ou communistes à partir de la fondation du Parti communiste allemand par eux et le Groupe des internationaux, à la fin du mois de décembre). Son mémoire est destiné à expliquer aux dirigeants de la Russie soviétique ce qui s'est passé en Bavière en 1919, tout en défendant la politique développée alors par le groupe anarchiste dont Mühsam était membre.

Les *Cahiers* commencent ensuite la publication d'extraits des souvenirs du général de l'Armée blanche des volontaires, Denikine. Cette publication s'étendra sur plusieurs numéros. Pendant deux ans, Denikine fut le principal adversaire du gouvernement soviétique. Il ne changea bien entendu pas de point de vue une fois dans l'émigration. L'intérêt de ses souvenirs, à l'époque où l'on écrit et publie n'importe quoi sur la révolution russe, est que ce participant direct (ô combien...) des événements donne sur eux un éclairage qui, malgré sa position idéologique et politique, réduit à néant bien des élucubrations actuelles.

La seconde partie de l'étude de Iouri Lopoukhine sur la maladie de Lénine répond à la question laissée en suspens dans la première partie (publiée dans le n° 8 des *Cahiers*) : si le diagnostic de 1924 était faux, de quoi est mort Lénine ? La réponse présente un intérêt politique, et pas seulement médical ! D'après Lopoukhine, Lénine est mort des suites des blessures que lui infligea Fanny Kaplan le 30 août 1918. C'est donc un assassinat politique différé...

---

(1) Publié par les éditions Spartacus, dont les ouvrages sont en dépôt au siège de L'Ecole émancipée, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris.

Le document publié par Dmitri Lobok illustre un des moments de la lutte entre la Nouvelle Opposition de Zinoviev-Kamenev et le groupe de Staline. Tant que Zinoviev fut le patron de Leningrad, la grande majorité de l'appareil syndical le suivit. Dès que Staline eut défait Zinoviev au XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste (décembre 1925), ses partisans retournèrent de leur côté la grande majorité des fonctionnaires syndicaux et liquidèrent sans beaucoup de résistance les dirigeants zinoviévistes.

Les deux points de vue sur la grève générale britannique de 1926 n'apportent rien de neuf, mais répondent aux questions de plusieurs lecteurs en rétablissant le souvenir d'un épisode aujourd'hui systématiquement effacé de l'histoire qui s'enseigne...

Dans le souci des *Cahiers* de donner une image des divers courants politiques existant en URSS et que Staline s'est donné comme tâche de liquider physiquement, ce numéro publie une lettre du frère cadet du dirigeant menchevique Jules Martov, qui exprime son analyse de la réalité sociale et politique de l'URSS en 1933 et les perspectives qu'il développe.

L'étude d'Andreï Kourionichev et les dessins qui l'accompagnent mettent en relief l'une des méthodes de la falsification stalinienne, dans ses moyens techniques (la calomnie et la diffamation) et dans son mécanisme politique : pour salir Trotsky, Staline fait appel pour l'essentiel à des "artistes" qui l'avaient d'abord encensé ou avaient pour le moins travaillé avec lui.

L'autre face de la méthode est illustrée par l'article de Valeri Bronstein sur la famille de Trotsky, dont il est en Russie le dernier représentant portant le nom de Bronstein : la vengeance sur les enfants, les petits-enfants, les frères, les sœurs, comme dans le Bas-Empire romain ou les tyrannies asiatiques.

L'avant-dernière série des études de Vadim Rogovine sur l'entourage de Staline complète ce tableau.

Si celui-ci apparaît peu contrasté, l'étude de Mark Goloviznine sur le journal d'Antonov-Ovseenko, consul général à Barcelone de septembre 1936 à septembre 1937, souligne à quel point Staline ne pouvait que se défier des anciens bolcheviks opposants ralliés, même s'ils s'étaient vautrés devant lui. Malgré tous ses efforts, une fois livré à lui-même, quoique sous la surveillance du NKVD, Antonov-Ovseenko, l'ancien organisateur de la prise du palais d'Hiver en 1917, n'arrive pas à appliquer complètement la ligne de Staline. Ainsi, inconscient du caractère inacceptable de la proposition pour les gouvernements de Londres et de Paris, avec qui Staline veut s'allier, il soutient la demande des nationalistes marocains d'accorder l'indépendance au Maroc espagnol comme prix d'une insurrection sur les arrières de Franco. Le sort de la guerre civile aurait alors sans doute basculé. Mais Staline n'a que



faire des ouvriers et des paysans espagnols, qui ne sont pour lui que des pions sur l'échiquier d'un jeu diplomatique. Antonov-Ovseenko paiera cette inconséquence de sa vie, comme la quasi-totalité des autres ralliés...

Dans la prison où Mussolini l'avait enfermé, Antonio Gramsci était hors d'atteinte des sbires de Staline, qui l'exclurent néanmoins du PC italien pour crime d'indépendance de pensée, mais tinrent la décision secrète pour mieux pouvoir utiliser son nom et sa pensée — soigneusement déformée. Vu sa santé fragile, la détention finit par avoir raison de lui. Il ne restera plus qu'à en faire une image sainte, trafiquée. L'article que Blasco (Pietro Tresso) lui consacra au lendemain de sa mort rétablit quelques vérités, peut-être élémentaires, mais trop occultées.

Vieux militants responsables du Parti communiste français, Raffin-Dugens — le vieux militant de la conférence de Kienthal contre la guerre (1916) —, Charles Martel et Horace Martin décident, en 1945, d'adhérer à la IV<sup>e</sup> Internationale et lancent à cette occasion un manifeste. C'est le dernier acte militant de Raffin-Dugens et d'Horace Martin, qui vont mourir peu après.

Deux ans après le manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin, éclatent en France, en novembre 1947, les grèves auxquelles Pierre Monatte donnera le nom de "*grèves Molotov*". Robert Mencherini, auteur du livre *Guerre froide, grèves rouges* (2), a étudié cette période en travaillant sur de nombreux documents d'archives jusqu'alors inutilisables ou inutilisés. L'interview qu'il a donnée aux *Cahiers* répond à quelques-unes des questions fondamentales que posent ces grèves (3).

En réponse à des demandes de nombreux lecteurs, les *Cahiers* publient à partir de ce numéro une rubrique de "Notes de lecture".

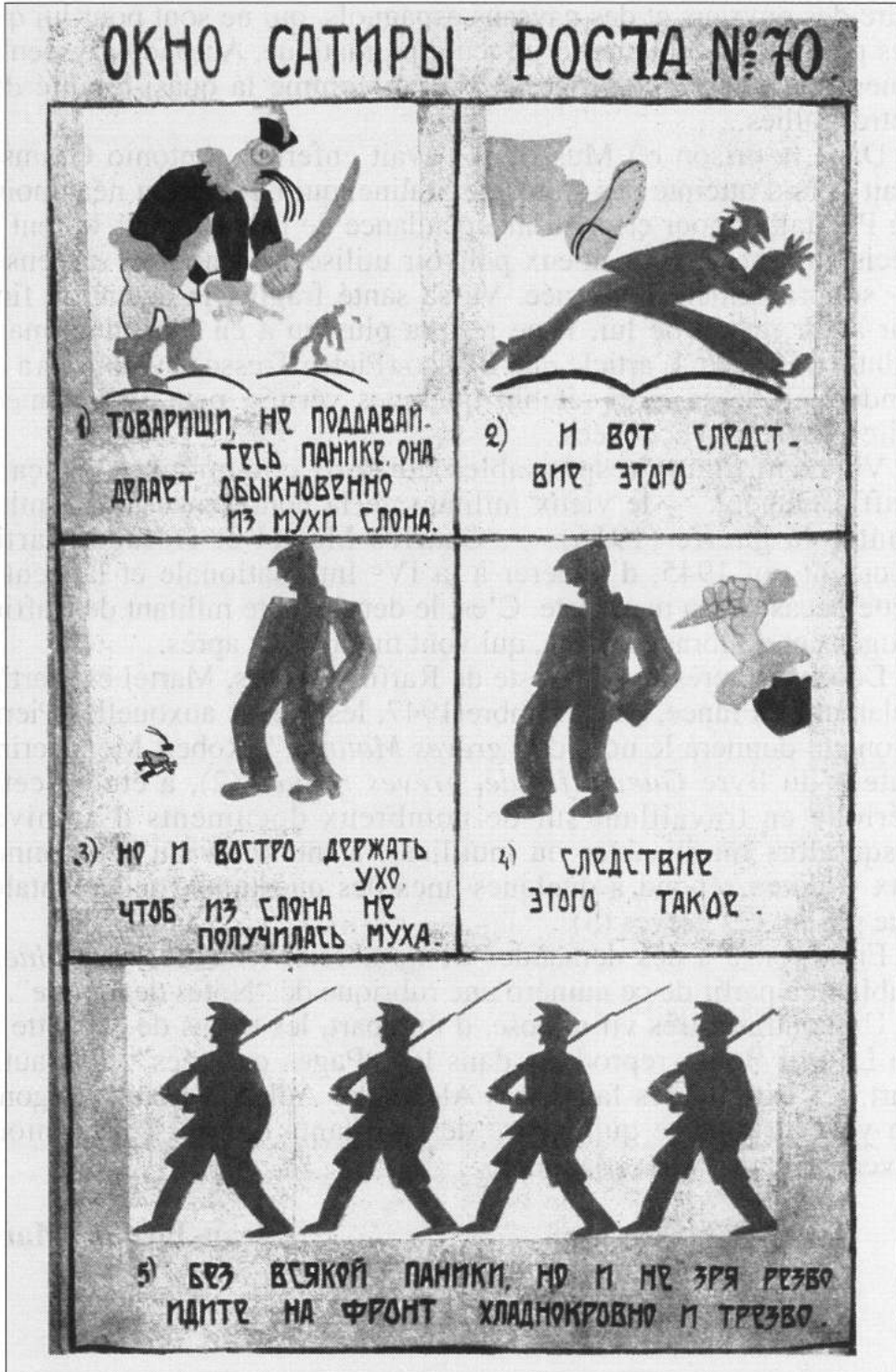
Un contraste très vif oppose, d'une part, les textes de Monatte et de Louise Bodin reproduits dans les "Pages oubliées" et, d'autre part, les extraits des faussaires Alexandre Adler et Louis Aragon : on y verra tout ce qui sépare des militants ouvriers, d'opinions diverses, et des valets de plume.

**Jean-Jacques Marie**

---

(2) Publié par les éditions du Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris.

(3) Le CERMTRI envisage d'organiser en octobre 2000 une conférence avec Robert Mencherini.



Affiche datée de 1920 (textes et dessins de Maïakovski) : 1) "Camarades, ne cédez pas à la panique, elle fait d'ordinaire d'une mouche un éléphant" ; 2) "Et en voici la conséquence" ; 3) "Mais aussi, faites gaffe à ne pas transformer l'éléphant en mouche" ; 4) "Voici quelle en est la conséquence" ; 5) "Sans panique aucune, mais sans fougue inutile, partez au front calmes et lucides".

**Eric Mühsam :**  
**La République**  
**des conseils**  
**de Bavière**  
**(1918-1919)**

Erich Mühsam (1878-1934), poète, pamphlétaire et militant anarchiste allemand, fondateur de la revue *Kain*, joue un rôle important dans l'instauration en avril 1919 de la République des conseils de Bavière, écrasée dans le sang au début de mai par les corps francs. Jugé le 12 juillet 1919, Mühsam est condamné à quinze ans de forteresse. Sa peine étant plus tard réduite à huit ans, il est libéré sous condition le 20 décembre 1924. Le vote d'une loi d'amnistie, en juillet 1928, lui permet de récupérer ses papiers, saisis lors de son arrestation, puis en prison. Parmi ceux-ci, figure le document qu'il avait écrit dans la forteresse d'Ansbach, compte rendu de l'expérience de la République des conseils de Bavière et de ses antécédents, vécue et vue par lui, et qu'il avait destiné, comme il le dit, "*aux créateurs de la République des soviets de Russie*".

Une copie clandestine en avait déjà été transmise en Russie soviétique. Anarchiste et Juif, Mühsam est une proie doublement désignée à la vindicte nazie. Il est arrêté dès avril 1933 et déporté au camp de concentration de Brandebourg. Systématiquement torturé par la Gestapo ainsi que ses camarades de détention, le sympathisant communiste Kurt Hiller et l'avocat des ouvriers berlinois, Hans Litten, il est abattu par ses geôliers le 8 juillet 1934. Son assassinat est officiellement transformé en suicide.

Sa compagne, Kreszentia Mühsam, s'enfuit à Prague, puis se réfugie en URSS en 1935. Le Guépéou la jette en prison en 1936, puis l'envoie au Goulag en 1939 ; elle n'en sortira qu'en 1953, après la mort de Staline.

Les éditions Spartacus viennent de rééditer le texte complet du livre de Mühsam, d'où sont extraites, avec leur autorisation, les pages ci-après.



## **“Pas sauver du vieux, mais édifier du neuf !”**

### **“Mener à son terme la jonction avec les peuples des autres pays”**

**J**'AI fondé fin novembre la première organisation prolétarienne révolutionnaire. Pour information, je reproduis ici le tract qui parut le 30 novembre et qui eut beaucoup d'impact sur les ouvriers les plus avancés :

*“Révolutionnaires, ouvriers et soldats communistes et internationalistes ! Hommes et femmes !*

*Tous nos concitoyens ne sont pas d'accord avec le cours actuel de la révolution. Nous ne sommes pas satisfaits de ce qu'on limite les exigences révolutionnaires à des affaires d'ordre politique. Nous voulons la réalisation du socialisme comme couronnement du mouvement populaire actuel.*

*La fin de la guerre mondiale et la révolution mondiale signifient toutes deux la ruine du capitalisme. Sur ses décombres, notre intention n'est pas de sauver du vieux, mais d'édifier du neuf. Nous n'avons pas les yeux fixés sur les moyens, mais sur le but. Le moyen de la révolution, c'est la révolution. Ce n'est pas le meurtre et l'assassinat, mais la construction et la réalisation. C'est par ces moyens que nous voulons mettre en place chez nous la société socialiste de*

*la justice et de la vérité, afin de donner à nos frères de toute l'Internationale l'exemple que nous ont montré nos camarades russes. Comme eux, nous voulons faire de l'amour de l'humanité le fil conducteur de nos actions. Pour cela, il faut d'abord donner nos raisons et rassembler les forces qui voient le salut du monde dans une nouvelle Internationale socialiste-communiste, radicale et sans concession. Nous appelons le peuple bavarois et, au-delà, le peuple allemand, à se joindre à nous pour mener à son terme la jonction avec les peuples des autres pays, à jeter bas radicalement le capitalisme et l'impérialisme internationaux et à faire des travailleurs manuels et intellectuels les bénéficiaires de leurs propres œuvres.*

*Vive la liberté du peuple ! Vive la révolution mondiale ! Vive l'Internationale socialiste !*

*Association des Internationalistes révolutionnaires de Bavière.”*

*Erich Muhsam, Ios. Merl,  
Hilde Kramer, F. A. Fister*

Cet appel très général, qui ne fait pas encore référence à l'exigence fondamentale des communistes, la dictature des conseils, et qui n'évoque que prudemment sa sympathie pour vous, bolcheviks, correspondait au degré de maturité

révolutionnaire que l'aile gauche la plus extrême avait alors atteint à Munich. C'est uniquement au cours des réunions par lesquelles nous agitions quotidiennement les masses que nous pûmes dissiper les préjugés incroyablement enracinés contre le bolchevisme, éradiquer la superstition selon laquelle l'Assemblée nationale promise par Eisner allait ouvrir une ère de liberté, populariser la notion de communisme et rendre consciente la volonté révolutionnaire par la formule : *Tout le pouvoir aux conseils !*

L'Association des internationalistes révolutionnaires (VRI) jouit très rapidement d'une immense popularité dans la classe ouvrière révolutionnaire, laquelle voyait dans ses réunions le point de focalisation de l'opposition qui se développa peu à peu contre la politique de démocratie bourgeoise d'Eisner. J'ai la certitude que cette popularité reposait essentiellement sur le refus, que j'avais pour ma part érigé en principe, de nous constituer en parti. Je répétais aux travailleurs : *"Collez tous les timbres que vous voulez, adhérez où vous voulez, tant que vous voudrez, ou laissez tomber. Ici, nous n'allons pas nous quereller pour des questions d'organisation. La VRI entend rassembler tous ceux qui, animés du désir de pousser la révolution vers le communisme, veulent apprendre comment le prolétariat révolutionnaire doit œuvrer dans ce sens. Travaillez pour nos idées au sein de votre parti, de votre syndicat, dans votre entourage."*

Du reste, personne n'avait la qualité de membre à proprement parler. Les moyens d'agitation, etc., provenaient de contributions volontaires, de dons et de collectes dans les assemblées. On vit bientôt quel esprit gagna dans ce court laps de temps ce travail ininterrompu au sein du prolétariat : dans la nuit du 6 au 7 décembre, à la suite d'un discours que j'avais tenu contre l'obscénité et la prostitution de la presse, l'assemblée m'obligea littéralement à prendre la tête d'une marche sur un journal clérical particulièrement détesté. Comme nous fûmes rejoints en route par un millier de soldats, nous réussîmes cette nuit-là à occuper la quasi-totalité des journaux bourgeois de Munich. Aussitôt alerté par la réaction,

le ministre-président Eisner apparut en personne, flanqué du commandant de la ville et du préfet de police : il avait encore assez de prestige pour annuler l'action. La presse qu'il avait "libérée" le remercia en déclenchant contre lui une campagne de calomnies, qui culmina avec son assassinat le 21 février par le comte Arco.

La VRI se retrouvait chaque jour en un petit cercle, composé en partie des mêmes personnes qui formaient le RAR (1), dans l'arrière-salle d'un café. C'est là qu'on tenait la comptabilité, qu'on préparait tracts et affiches, et qu'on discutait des principes et de la politique à suivre. Vers la fin décembre se joignit à ce cercle le camarade Max Levien, dans l'idée d'amener à faire de la VRI un groupe local de la Ligue Spartakus. Je m'élevai là-contre (Landauer [2], qui vivait à l'extérieur de Munich et n'y venait qu'à l'occasion, n'appartenait pas à l'association). D'une part, je craignais que nous constituer en parti ne produise les mêmes conséquences qu'on a toujours constatées en Allemagne : la subordination de la volonté révolutionnaire prolétarienne aux intérêts du parti ; d'autre part, j'étais opposé au principe d'un programme tel que le demandait la Ligue : une République des conseils unitaire et centraliste pour toute l'Allemagne. La Bavière et l'ensemble de l'Allemagne méridionale n'ont adhéré au Reich qu'il y a un demi-siècle — en 1866, à la suite de leur guerre d'indépendance contre la Prusse. Les courants particularistes sont extrêmement forts en Bavière, et la ligne unitaire prônée par le gouvernement "démocratique" du Reich, soutenu par les partis socialistes de toutes tendances, suprêmement impopulaire. Pour moi, je vois dans le puissant renforcement de la réaction en Bavière, qui en fait actuellement une Vendée allemande, le résultat d'une

#### Notes de la rédaction :

(1) RAR : conseil ouvrier révolutionnaire, formé en novembre par une cinquantaine de militants, qui firent ensuite procéder à des élections de conseils ouvriers à Munich.

(2) Gustav Landauer, anarchiste, fusillé en avril 1919. Kurt Eisner était un "socialiste indépendant" (USP), président de la République de Bavière.

horreur instinctive de la petite paysannerie et d'une partie du prolétariat à l'égard de la "prussification".

Je pus imposer ces vues, au sein de la VRI, face à Levien. Mais comme je m'apercevais que les camarades souhaitaient ardemment s'affilier à l'organisation d'un parti révolutionnaire, j'appelai à rejoindre en bloc les "communistes internationaux" de Brême (3), qui, tout comme moi, réclamaient le maintien du caractère fédéraliste pour la future Allemagne. Cette jonction se fit donc. En ce qui me concerne, tant pour affirmer ma position anarchiste que pour afficher mon entière solidarité vis-à-vis des camarades avec lesquels j'avais fait ce bon bout de chemin, je m'y inscrivis en tant que membre "honoraire" et mis en outre à leur disposition ma revue *Kain*, dont j'avais repris la publication depuis novembre, pour servir leur propagande. La VRI continua d'ailleurs d'exister à côté.

Début janvier, après que la Ligue Spartakus se fut retirée de l'USP et que sa fusion avec les "communistes internationaux" eut débouché sur la fondation du Parti communiste allemand (Ligue Spartakus) (4), les révolutionnaires qui s'étaient rassemblés à mon initiative — je me vois obligé de souligner ce point pour assurer ma défense — se constituèrent en groupe munichois du KPD sous la direction du camarade Levien. Alors se déploya une activité des plus énergiques et fécondes, fruit d'une coopération intime entre lui et moi, organisée dans la plus franche camaraderie. De nombreuses affiches de cette époque sont signées conjointement par la VRI et le groupe local du KPD. Levien et moi avons pris la parole côte à côte au cours de nombreuses réunions, ou bien nous avons tenu des réunions parallèles après nous être accordés sur le contenu de la conférence. L'Association des internationalistes révolutionnaires était peu à peu devenue superflue. Le parti communiste m'offrit maintes et maintes fois l'occasion de faire de la propagande. Je fus donc l'orateur officiel de nombre de ses meetings, j'eus souvent à prendre la place de Levien lorsqu'il était empêché et je fus même envoyé en dehors de Munich par le parti pour y assurer sa publicité.

Au sein de la classe ouvrière révolutionnaire, lui et moi nous jouissions, je crois, de la même popularité, quoiqu'il fût notoire que je n'étais pas devenu membre du parti.

Je reste persuadé que l'évolution rapide du prolétariat munichois vers des positions radicales est d'abord due au mot d'ordre que nous soutenions d'un commun accord, communistes et internationalistes, à savoir l'abstention aux élections des Assemblées nationales allemande et bavaroise. La croyance en la toute-puissance du parlementarisme était devenue dans la vieille social-démocratie la substance de toute politique à un point tel que, lorsque les travailleurs se rendirent compte que leurs anciens chefs étaient des imposteurs, ils en vinrent également à comprendre que le principal organe de l'imposture était précisément le Parlement. En opposant la nature de la République des conseils à la démocratie parlementaire, nous gagnâmes à nous la meilleure fraction du prolétariat, dont la volonté révolutionnaire toujours plus ferme s'exprima avec force dans le rejet virulent de l'électoratisme.

### **"Eisner faisait du parlementarisme bourgeois l'alpha et l'oméga"**

Le 8 novembre, dans sa première proclamation, Eisner avait promis la convocation rapide d'une Assemblée nationale. Cette promesse devint bientôt le cri de

(3) Les groupes radicaux allemands de Brême, Brunswick et Berlin se constituent, après la Conférence de Zimmerwald (5-8 septembre 1915), en *Internationale Sozialisten Deutschlands* (ISD, socialistes internationaux d'Allemagne). Ils prirent le nom d'*Internationale Kommunisten Deutschlands* (IKD) en novembre 1918.

(4) Le Parti communiste allemand (Ligue Spartakus (*KPD[Spartakusbund]*)) fut fondé au congrès du 29 décembre 1919 au 1<sup>er</sup> janvier 1919 par la fusion de l'IKD et de la Ligue Spartacus. L'USP est le Parti social-démocrate indépendant, formé en avril 1917 par une scission du Parti social-démocrate (SPD).

guerre de la réaction, qui se reconstituait petit à petit. Les mots d'ordre "Pour l'Assemblée nationale !" ou "Contre l'Assemblée nationale !" marquèrent la frontière entre la bourgeoisie et le prolétariat révolutionnaire. Il ne fait pour moi aucun doute que, si le premier congrès du KPD avait décidé que le parti prendrait part aux élections, c'en était fini dès le départ, au moins pour ce qui est du groupe local à Munich. Eisner lui-même, qui faisait du parlementarisme bourgeois l'alpha et l'oméga de ses prises de position politiques, eut à tenir compte de la résistance qu'en particulier le conseil ouvrier révolutionnaire se trouva obligé de lui opposer — Eisner se proposait uniquement d'attribuer aux conseils le rôle d'un "parlement annexe", doté de quelques droits de contrôle — et il eut recours à une politique dilatoire en faisant espérer à la bourgeoisie le retour au foyer des corps d'armée qui battaient en retraite, et même celui des prisonniers de guerre. Néanmoins, fin décembre, une manifestation armée des régiments réactionnaires lui arracha la promesse que les élections seraient fixées au 12 janvier.

## Les douze arrestations

Le 10 janvier 1919, redoutant de notre part des perturbations pendant le scrutin et sa mise en place, Eisner se résolut à un coup de force. Il fit arrêter au petit jour les personnalités qui étaient à la tête du KPD et du RAR, douze personnes en tout, dont Levien et moi. Cette opération fut un échec décisif, qui lui aliéna parmi les masses radicalisées les sympathies et la considération que son attitude courageuse et décidée au moment des grèves de janvier (1918) et des événements de novembre lui avaient attirées plus que de raison. Une manifestation monstre se massa spontanément devant le ministère des Affaires étrangères pour exiger notre libération. Eisner ne voulait céder à aucun prix et commença même par refuser de traiter avec le porte-parole de la foule. C'est finalement le matelot Rudolf Eglhofer, futur comman-

dant en chef de l'Armée rouge, qui força le passage en escaladant le bâtiment et en faisant irruption par la fenêtre dans le bureau d'Eisner. Les menaces de la foule obligèrent alors Eisner à donner l'ordre de nous libérer sur l'heure. A l'Assemblée, où les masses nous attendaient, nous fûmes accueillis par des ovations fantastiques.

Eisner avait joué et perdu. La classe ouvrière révolutionnaire lui tourna le dos, tandis que la réaction se sentait maintenant suffisamment d'attaque pour se dresser contre un ministre-président tout de même gênant et le remplacer par Auer, toujours prêt à n'importe quel forfait antiprolétarien.

La haine que la bourgeoisie nourrissait à l'endroit d'Eisner n'était pas dictée par la peur de son radicalisme socialiste ; elle était d'ordre nationaliste. Car Eisner avait fait sienne toute la phraséologie de l'Entente contre les *boches* (5). Négligeant de combattre le capitalisme dans le pays où il avait pris le pouvoir, il s'en prenait au militarisme, à la corruption de la presse (qu'il n'osait quand même pas attaquer), au bureaucratisme incorrigible, à la diplomatie secrète et au pharisaïsme ; tout cela était bel et bien à combattre, mais les attaques d'Eisner avaient le don d'exaspérer et d'inquiéter les nationalistes orthodoxes. Quant à la personnalité politique d'Eisner, elle se caractérisait par le fait que, dès sa première proclamation, il s'était incliné devant le "grand patriote" Clemenceau et qu'ensuite, conséquent avec son wilsonisme subjectivement tout à fait sincère, il n'avait pas hésité à publier des documents bavarois accablants touchant la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre. Comme "socialiste", les capitalistes de Bavière n'avaient aucune raison de le craindre. Dès les premiers jours de son gouvernement, il avait publié une déclaration qui se voulait complètement rassurante pour les capitalistes : sa prise de pouvoir ne saurait être considérée comme une attaque contre leurs intérêts d'exploiteurs. Eisner défendait la thèse qu'il ne saurait

(5) En français dans le texte.



être question de socialisation tant qu'il n'y avait rien à socialiser. Il partait du point de vue que le capitalisme, qui s'était effondré au cours de la guerre mondiale, devait maintenant se rétablir et retrouver toute sa splendeur pour ensuite "se métamorphoser" mécaniquement en socialisme.

### **"Rendre leur poste à tous les officiers et hauts fonctionnaires..."**

Outre cela, les bourgeois avaient lieu d'en être satisfaits. L'un de ses décrets rendit leur poste à tous les officiers et hauts fonctionnaires que le peuple avait chassés. Pour lutter contre le bolchevisme, il donna carte blanche au ministre de l'Intérieur, Auer, qui avait la police sous ses ordres. C'est ainsi que nous vîmes nos affiches interdites et nos distributeurs de tracts arrêtés, alors que la Ligue de la lutte contre le bolchevisme pouvait distribuer tranquillement sa propagande incitant à des pogromes. Les deux autres ministres appartenant aux socialistes majoritaires suivirent fidèlement leur collègue. Ainsi, M. Timm, qui coiffait la justice, fit jouer les anciens paragraphes politiques du Code pénal monarchiste contre les révolutionnaires, et M. Rosshaupter, ministre des Affaires militaires, se laissait utiliser par les officiers des Wittelsbach en tant qu'exécutif de la réaction contre les conseils de soldats.

Après les élections qui virent la défaite catastrophique du parti d'Eisner et l'éclatant triomphe des "aurochs" (6) (c'est de ce terme que j'aimais désigner les sociaux-démocrates majoritaires dans les réunions), la fermentation révolutionnaire s'accrut considérablement chez les masses. Deux événements portèrent la tension à son comble. Rosshaupter rendit aux officiers de l'ancien régime des droits qui mettaient les conseils de soldats à leur merci et, en outre, il fit savoir qu'il songeait carrément à dissoudre ces conseils sous prétexte qu'ils étaient devenus inutiles devant l'imminence de la liquidation de toute la force armée. Cu-

rieusement, dans cette action réactionnaire, le ministre fut puissamment soutenu par le conseil national de soldats lui-même. Début février, lorsque l'aile radicale du conseil ouvrier munichois envoya une députation à la session du conseil national de soldats, me chargeant de réclamer la démission de Rosshaupter, nous fûmes proprement rejetés par cet organisme. Cependant, dans les casernes et au sein de la classe ouvrière, la tension suscitée par ce coup porté à la révolution devint formidable.

### **"La lutte finale contre la bourgeoisie"**

L'autre événement fut la conséquence d'un discours que le camarade Levien, qu'entre-temps nous avions coopté aussi dans le RAR, prononça devant le conseil ouvrier munichois. Il y appelait à la lutte finale contre la bourgeoisie "*yeux dans les yeux, poitrine contre poitrine*". Il fut arrêté pour avoir violé l'article réprimant l'incitation à l'émeute de l'ancien Code pénal. Le RAR provoqua une session spéciale du conseil ouvrier munichois, qui décida à l'unanimité d'exiger son élargissement avec la dernière énergie. Une délégation, envoyée sur-le-champ chez le procureur de la République, revint bredouille, l'intéressé étant allé au cinéma. On choisit donc une délégation de trois membres du RAR (les camarades Landauer, Hagemeister et moi-même), qui partit voir Timm, le ministre de la Justice, le lendemain, pour le menacer de manifestations massives. M. Timm se retrancha derrière son procureur, qui était son subordonné, et refusa de se prononcer, mais relâcha malgré tout Levien l'après-midi même, comprenant que les conséquences de son refus seraient dangereuses, pour lui comme pour l'ensemble du cabinet Eisner.

Cela se passait le 9 février, date mémorable de la révolution en Bavière. Le conseil ouvrier munichois était à nou-

(6) Jeux de mots sur le ministre de l'Intérieur social-démocrate Auer.

veau convoqué dans la soirée au Deutsche Theater. Dans l'après-midi, le RAR, réuni dans les salles du Conseil d'Etat de la Diète, débattit de la situation et résolut de demander au conseil ouvrier munichoïse d'organiser une manifestation monstre. Levien arriva en pleine discussion ; il sortait tout droit de prison. Sur une proposition de Landauer, on décida alors de marcher en rangs serrés jusqu'au Deutsche Theater, drapeau rouge en tête, et de pénétrer de même dans la salle où se réunissait le conseil ouvrier munichoïse. Ainsi fut fait.

Vu l'importance de la séance — il s'agissait de défendre le droit fondamental à la liberté d'expression —, les hommes de confiance (7) des entreprises de Munich avaient été invités à y assister. Ils remplissaient les tribunes du rez-de-chaussée et du premier étage, tandis que la galerie du deuxième étage était occupée par les communistes, venus en nombre. L'irruption dans la salle du conseil ouvrier révolutionnaire en rangs serrés, Levien en tête, précédé du drapeau rouge, souleva une tempête de cris de joie dans les tribunes.

La séance elle-même se déroula dans une ambiance dramatique. Levien tint un discours incendiaire, soulignant qu'on ne venait de le relâcher que par crainte de la colère du prolétariat, mais que les poursuites engagées contre lui suivaient leur cours. Pendant ce temps, deux camarades me montrèrent une convocation du juge d'instruction qui les citait comme témoins dans une affaire pénale où j'étais accusé : le gouvernement comptait mettre en scène un procès pour troubles de l'ordre public lors de l'occupation des journaux du 6 décembre. Je communiquai ces faits à l'assemblée ; on se mit alors à réclamer à grands cris une manifestation destinée à obtenir du gouvernement l'assurance que l'ancienne législation pénale ne serait en aucun cas appliquée aux révolutionnaires. Une grande agitation accompagna les débats sur la manifestation et, lorsque nous, les radicaux, exigeâmes la démission d'Auer, Timm et Rosshaupter et l'annulation de la convocation de l'Assemblée nationale, il y eut un fort tumulte, au cours duquel les sociaux-démocrates —

qui constituaient la grosse majorité du conseil ouvrier munichoïse — quittèrent la salle en signe de protestation.

Landauer se rua sur le podium pour demander aux hommes de confiance des entreprises, en tant que véritables représentants du prolétariat, d'occuper les places vides. Sous les applaudissements nourris des tribunes et tandis que j'agitais le drapeau rouge au-dessus des orateurs, on vit le regroupement s'accomplir. Là-dessus, la décision fut prise à l'unanimité de convoquer la manifestation pour le 16 février. Elle devait exiger concrètement que les articles politiques ne soient pas appliqués et, en outre, affirmer la détermination révolutionnaire du prolétariat aux yeux du gouvernement et de toute la population.

A cette époque, eut lieu la première réunion du congrès des conseils bavarois, dont la tâche était d'établir les compétences du congrès vis-à-vis de la Diète, qui allait se réunir le 21 février. Le RAR y était représenté par dix membres, dont moi. Eisner venait de rentrer du congrès socialiste de Berne, où il avait tenu un discours tout de repentir et de prière aux sociaux-traîtres des pays de l'Entente, plaidant pour que l'Allemagne entre à la Société des Nations et à sa succursale socialiste, la Deuxième Internationale.

Ce discours lui avait à coup sûr attiré les grâces de Renaudel (8) et de ses compères, mais il lui avait valu la haine des nationalistes allemands, qui, désormais, lui en voulaient à mort. La presse réactionnaire, à laquelle il avait laissé toute "liberté" en dépit des avertissements que nous n'avions cessé de lui donner, le calomnia et l'accusa d'avoir renforcé la détermination des Français de garder les prisonniers de guerre allemands (alors

(7) *Revolutionnaire Obleute* ("hommes de confiance révolutionnaires"). Lors des grèves qui secouèrent l'Allemagne en 1917 et en janvier 1918, réprimées militairement, les ouvriers élurent dans les entreprises des "hommes de confiance révolutionnaires", souvent syndicalistes, mais indépendants des directions syndicales.

(8) Dirigeant de l'aile droite de la SFIO, partisan de la guerre.

que c'est le contraire qui était vrai), et, dans les cercles d'étudiants et d'officiers, on appelait ouvertement à son assassinat.

Durant son absence s'était nouée également, au sein même de son cabinet, une intrigue subtile contre lui. A son retour de Berne, Eisner découvrit que ses collègues sociaux-démocrates de droite, Auer et Rosshaupter, qu'il avait lui-même nommés à leurs postes, avaient déjà préparé une nouvelle liste ministérielle où Auer prenait la présidence et d'où Eisner était exclu, ainsi que ses deux équipiers indépendants, le ministre des Affaires sociales, Unterleitner, et le ministre des Finances, Jaffé (de loin, la tête la plus capable du cabinet d'Eisner). Il dévoila publiquement ces manœuvres devant le congrès des conseils et se répandit en invectives contre son collègue Rosshaupter, qui était présent ; mais les jours suivants, après un Conseil des ministres où il avait été décidé que le cabinet restait inchangé, et Landauer ayant dans l'intervalle traité Rosshaupter de "singé de Noske", Eisner entreprit de défendre "son ami", ce dont je profitai pour réclamer l'élimination du cabinet dans son ensemble et son remplacement par un organisme révolutionnaire.

### ***"Prendre lui-même la tête du cortège dans l'espoir d'en émousser l'élan révolutionnaire"***

Pendant ce temps, le conseil ouvrier révolutionnaire apportait tout son zèle aux préparatifs de la manifestation, pour lui donner un caractère indéniablement révolutionnaire. On savait en effet que les socialistes de droite comptaient y participer pour créer un climat favorable à la "démocratie", au "calme et à l'ordre" et au Parlement. Les chefs du parti et du syndicat se rendirent compte à temps que le climat qui régnait dans les masses leur était contraire et on ordonna aux "aurochs" de rester chez eux. En re-

vanche, Eisner, qui avait essayé autant qu'il lui était possible de faire avorter la manifestation, voyant que son autorité était ébranlée auprès du prolétariat, se résolut finalement à prendre lui-même la tête du cortège dans l'espoir d'en émousser l'élan révolutionnaire.

Il comptait faire d'une pierre deux coups : d'abord, faire d'une protestation contre son gouvernement une manifestation de confiance à son endroit, et ensuite — face aux manigances des acolytes socialistes de droite de son cabinet — renforcer sa popularité auprès des masses, afin de trouver de l'appui dans l'opposition radicale pour le cas où il tomberait, chose qui ne manquerait pas de se produire sous peu au vu des résultats des élections.

Les projets d'Eisner échouèrent sur tout les plans. Lorsque, le 16 février, les masses se rassemblèrent sur la Theresienwiese pour une manifestation telle que Munich n'en avait jamais connue, il arriva en effet, en voiture découverte. Cependant, les ovations qu'il attendait ne se produisirent pas, et il eut tout loisir de voir quel esprit animait le prolétariat en lisant les affiches que distribuait le RAR et autour desquelles se groupaient hommes et femmes.

Certaines des inscriptions montrent quels étaient les mots d'ordre sous lesquels le cortège s'ébranla — et les cris de la foule, ses chants et son attitude prouvèrent que les drapeaux rouges, déployés en grand nombre, étaient ses pancartes, avec ces mots d'ordre :

*"Souvenez-vous de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg !"*

*"Tout le pouvoir aux conseils des travailleurs, de paysans et de soldats !"*

*"Aucun procureur n'interdira la révolution du peuple souverain !"*

*"Vive Lénine et Trotsky !"*

*"Ne vous laissez pas représenter par des bavards,*

*Le peuple se gouverne lui-même dans ses conseils !"*

*"Les conseils de travailleurs et de soldats ne dansent pas aux sons de flûte de la Diète !"*

*“Le sang des travailleurs a assez coulé,*

*Camarades, désarmez les gardes blancs !”*

*“Encore huit jours du même refrain et c’est le chien sanglant (9) Noske qui viendra nous fusiller en Bavière !”*

*“A bas la dictature du capitalisme !*

*Vive la dictature du socialisme !”*

## **“Les vivats enthousiastes qui saluaient la Russie soviétique et le bolchevisme”**

Tous les bâtiments publics de Munich étaient pavoisés de drapeaux rouges, ainsi que beaucoup des maisons devant lesquelles passait le cortège. Il pouvait y avoir quinze mille personnes. Les sections du KPD formaient à elles seules tout un cortège. Plusieurs régiments de la garnison de Munich fournirent des détachements compacts. Les invalides étaient transportés en voiture.

Des membres du congrès des conseils étaient venus en nombre et diverses entreprises étaient représentées par des délégations. Le conseil ouvrier révolutionnaire, organisateur de l’ensemble, était précédé de son imposant emblème révolutionnaire et fut acclamé frénétiquement.

Eisner, dans la voiture, avait pris la tête de ce cortège manifestant contre sa politique. Il se sentit lui-même si déplacé qu’au milieu du parcours il fit bifurquer son auto pour aller attendre au Deutsche Theater, avec les ministres Unterleitner et Jaffé, la délégation de la foule : c’est Landauer, en tant que porte-parole, qui lui présenta les revendications du prolétariat.

Pendant ce temps, le cortège parcourait les rues principales de la ville sous les vivats enthousiastes qui saluaient la Russie soviétique et le bolchevisme, et les huées qui conspuaient Noske, Auer, Scheidemann, Rosshaupter, la presse et la bourgeoisie.

## **“Présenter un menu unitaire...”**

Devant le ministère de la Guerre, d’où pendaient de gigantesques drapeaux rouges, le cri sauvage des soldats : “A bas Rosshaupter !” fut repris depuis les fenêtres de son propre ministère. En fin d’après-midi, le cortège revint à la Theresienwiese, où devait être apportée la réponse aux revendications. Eisner avait accepté de suspendre les poursuites contre Levien et contre moi, et s’était engagé à intervenir en Conseil des ministres pour faire supprimer les articles politiques du Code pénal. Le bénéfice de la manifestation était donc des plus minces et la foule, loin d’être satisfaite, voulait encore se porter devant le ministère d’Eisner. Une courte discussion entre quelques membres du RAR et du KPD nous mit d’accord : il ne s’agissait pas, alors que la nuit tombait et que les citoyens, plutôt passifs, ne pouvaient qu’avoir été fortement impressionnés par la manifestation, de dévaloriser celle-ci par une suite aux conclusions douteuses, et il valait mieux rentrer chez soi. Levien et moi parlâmes en dernier pour souligner la nécessité de continuer la lutte contre le gouvernement Eisner, et tout finit par des vivats pour la révolution mondiale.

Le congrès des conseils conclut les jours suivants ses travaux, qui consistaient à transférer ses compétences à la Diète, appelée à se réunir le 21 février dans la même salle. A une intervention de nos camarades qui lui demandaient quelles tâches il comptait attribuer concrètement aux conseils ouvriers, Eisner répliqua (c’était, si je ne m’abuse, le 18 février, le dernier jour où je le vis) qu’il voulait obliger dorénavant tous les restaurants publics à présenter un menu unitaire et en laisser le contrôle au conseil ouvrier. Je lui rétorquai que je

(9) *Der Bluthund* : surnom attribué au social-démocrate Noske, qui dirigea la répression du soulèvement spartakiste à Berlin, en janvier 1919, à la fin de laquelle Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés par les corps francs.

me réjouissais d'avance des menus qui seraient offerts dans l'arrière-salle de l'hôtel du Regina Palace, mais qu'en tant que révolutionnaires, nous exigions de lui d'autres mesures pour relever la vie économique de la Bavière que de pareilles balivernes, que c'était à lui, Eisner, à nouer sans tarder, et sans tenir compte de Berlin, des relations diplomatiques avec la Russie soviétique, afin d'établir éventuellement des relations économiques. Eisner ne trouva rien à répondre.

Je ne rapporte cet épisode que pour montrer l'horizon des visions d'un dirigeant socialiste indépendant, qui jouissait alors d'une immense influence. Dès le début, ses efforts visèrent à restreindre la portée des conseils, à condamner leur activité à rester lettre morte. Sa position vis-à-vis de la Russie soviétique n'avait pas bougé d'un pouce depuis l'époque de Kerenski. Lors de l'invitation au RAR, qui lui avait été faite en janvier (j'en ai parlé plus haut), où j'avais été choisi comme orateur, j'avais posé à Eisner la question précise de savoir quels seraient les rapports de son gouvernement avec la Russie. Il avait répondu textuellement : *"Je n'entretiens pas de rapports avec un gouvernement qui travaille avec des millions (10)."* Vous savez de toute façon, camarades russes, puisque vous l'avez appris du camarade Tobia Axelrod, comment Eisner avait laissé à son endroit éclater sa haine des bolcheviks.

Le congrès des conseils siégea encore jusqu'au 20 février. Persuadé que rien d'important ne sortirait plus des délibérations, puisqu'en outre les organisations révolutionnaires avaient décidé de laisser provisoirement la Diète se réunir sans broncher, je partis le 19 pour un voyage d'agitation dans le Bade, où les spartakistes de Mannheim et de Heidelberg m'avaient invité. C'est ce 19 février que la réaction tenta un premier coup de force contre la révolution : une forte troupe de matelots, spécialement appelés d'Allemagne du Nord sous le prétexte de "protéger la Diète", tentèrent un putsch contre le congrès des conseils pour occuper le bâtiment de la Diète. Le coup fut déjoué. Il y a tout lieu de croire que le

véritable instigateur de cette entreprise n'était autre que le ministre de l'Intérieur, Auer, appartenant à la droite socialiste. Je n'entrerai pas dans les détails de cette action, car je tiens dans ce rapport à ne faire valoir que les faits dont j'ai été témoin ou acteur.

J'appris l'assassinat d'Eisner le 21 février, à Mannheim, et interrompis mon voyage. Mais en raison des perturbations du trafic ferroviaire et de la confusion qui régnait à Munich, je ne pus avoir de communication qui me permît de trouver une auto ou un avion, ce qui fit que je n'y parvins qu'à l'aube du 24 février. Malheureusement, Landauer avait été lui aussi absent de Munich au moment de la catastrophe, de sorte que notre influence se trouva réduite à néant lors des premières initiatives. Je suppose connus les faits, mais quelques indications seront les bienvenues. On sait qu'Eisner a été abattu alors qu'il se rendait de son domicile de fonction à la Diète, où il avait justement l'intention — comme on l'apprit ensuite — de donner sa démission et de remettre tout son pouvoir au Parlement contre-révolutionnaire.

L'attentat ne fut d'ailleurs pas un acte isolé d'Arco, l'assassin, contrairement à ce qu'il a affirmé et que le tribunal a considéré comme établi ; c'était au contraire une partie d'un vaste complot, qui visait, outre Eisner, Landauer, Levien et moi-même. La veille, en effet, un soldat était venu prévenir ma femme. Ordonnance au mess des officiers, il avait entendu dire que le lendemain — le 21 février, donc — un officier devait venir chez moi, en uniforme de simple soldat, qui n'avait certainement pas de bonnes intentions à mon égard. On avait prévu la même chose pour Landauer et Levien (l'homme ne mentionna pas Eisner, mais donna le nom de l'officier qui devait me rendre visite). Comme Landauer et moi étions partis en voyage — ce que les conjurés ont sûrement appris — et que Levien n'avait pas de logement fixe et était toujours difficile à joindre, ces attentats n'eurent pas lieu.

(10) Reprise de la calomnie sur l'argent allemand.

En fait, l'engeance bornée à laquelle appartenait le comte Arco était bien incapable de distinguer les divergences fondamentales qui nous séparaient, nous communistes, d'Eisner. C'est ce qu'on vit bien au procès, où l'assassin accola à plusieurs reprises mon nom à celui d'Eisner, en se figurant que nous étions totalement d'accord. Ce meurtre était donc bien une entreprise dirigée contre la révolution prolétarienne elle-même, qu'Eisner sauva par sa mort au moment même où il s'appretait à la livrer à sa perte.

Car ce fut justement en tant qu'attentat contre la révolution que ce crime fut perçu par le prolétariat, et il n'y avait rien que de naturel à ce que toutes les sympathies se réveillent à l'endroit d'Eisner dans les heures qui ont suivi son assassinat. Sa mort en faisait le symbole de la révolution en Bavière, et c'étaient précisément les combattants du prolétariat qui avait lutté le plus farouchement contre sa politique qui manifestaient le désir de vengeance le plus aigu. Il tombe également sous le sens qu'à ce moment-là ce désir se soit tourné contre le Parlement, et tout particulièrement contre le ministre Auer. On savait bien qu'Auer voulait renverser Eisner et aussi qu'il s'était assuré pour ce faire le soutien de toute la bourgeoisie. On avait des preuves que sa qualité de ministre de l'Intérieur lui avait permis d'armer et d'organiser la partie la plus réactionnaire de la paysannerie ; et même qu'il avait, conjointement avec le ministre de la Justice, Timm, signé un appel à la formation d'une "garde civile", autrement dit d'une garde blanche dressée contre le prolétariat.

Il était probablement faux de le soupçonner d'avoir trempé dans l'assassinat d'Eisner, mais ce soupçon était compréhensible. L'attentat — manqué — au revolver dont je fus victime le 26 décembre était dû — c'est là mon intime conviction — à l'instigation d'Auer. Aucun moyen n'était trop bas aux yeux de ce "socialiste" pour être utilisé contre les révolutionnaires. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir, comme on l'apprit plus tard au procès de Lindner, que la femme d'un lieutenant, qui me rendit vi-

sité à plusieurs reprises, venait m'espionner pour le compte d'Auer.

Lindner, membre du RAR dès le premier jour, était un homme simple, mais tout à fait fiable, un prolétaire sincèrement dévoué au communisme et de surcroît très émotif. Son irruption au siège de la Diète qui était en train de condamner hypocritement le meurtre d'Eisner, et les coups de feu qu'il tira sur Auer furent simplement un réflexe de la révolution à la violence préméditée de la contre-révolution. Il est significatif que le geste de Lindner ait été jugé devant le tribunal de classe comme obéissant à de basses motivations, alors que le meurtre délibéré et perpétré par-derrière par le comte Arco fut expressément reconnu comme résultat de motifs qui l'honoraient. Le camarade Lindner purge une peine de réclusion, tandis qu'Arco bénéficie d'un régime de faveur dans une enceinte fortifiée, où nous, révolutionnaires, subissons des conditions de détention autrement dures.

Lorsque je retrouvai Munich le 24 février, j'avais l'espoir que le conseil ouvrier révolutionnaire se serait constitué en gouvernement provisoire jusqu'à ce qu'un nouveau congrès des conseils, issu de nouvelles élections révolutionnaires dans les entreprises, puisse sceller le destin du pays que le Parlement avait laissé en plan en se dispersant lâchement. En effet, le RAR avait d'abord fait ce qu'il fallait : il avait décrété l'état de siège dans toute la Bavière, appelé à la grève générale, fait occuper les journaux qui pouvaient ensuite paraître, quoique soumis à une étroite censure, et procéda à l'armement de la classe ouvrière. Malheureusement, il avait omis de dissoudre l'ancien conseil central, lui laissant ainsi toute latitude pour reconvoquer immédiatement le congrès des conseils. Ainsi, on se retrouvait au point de départ : un congrès des conseils ouvriers, paysans et de soldats, qui certes représentait le seul pouvoir souverain du pays maintenant qu'il n'existait plus de cabinet, mais qui, vu la domination des socialistes majoritaires au conseil central et au congrès, se voyait seulement comme représentant provisoire du Parlement bourgeois et du gouvernement que celui-ci allait mettre en place.

L'inhumation d'Eisner donna lieu à des manifestations monstres dans l'ensemble du pays. Les cloches de toutes les villes et les localités de Bavière devaient sonner, et la bourgeoisie, en proie à une lâche crainte, se joignit aux défilés. A Munich même, le cortège, hérissé de drapeaux rouges et de couronnes mortuaires, s'étira de la Theresienwiese jusqu'au cimetière de l'Est, où eurent lieu les obsèques et la crémation. L'USP avait envoyé de Berlin une délégation, dont faisait partie Luise Zietz, ainsi que Haase, Kautsky et Barth.

Ces trois derniers, qui avaient participé au gouvernement Scheidemann, ne rentrèrent malheureusement pas à Berlin avec M<sup>me</sup> Zietz, mais crurent nécessaire d'aller faire profiter de leur sagesse le congrès bavarois des conseils. Leur prestation sema le germe de tout le malheur qui allait s'ensuivre.

**NDLR :** Sur Kreszentia Mühsam, la veuve d'Eric Mühsam, voir les pages que lui consacre Margaret Buber-Neumann, qui l'a rencontrée au Goulag, dans *Déportée en Sibérie* (Le Seuil, pp. 197 à 203).

# KAIN

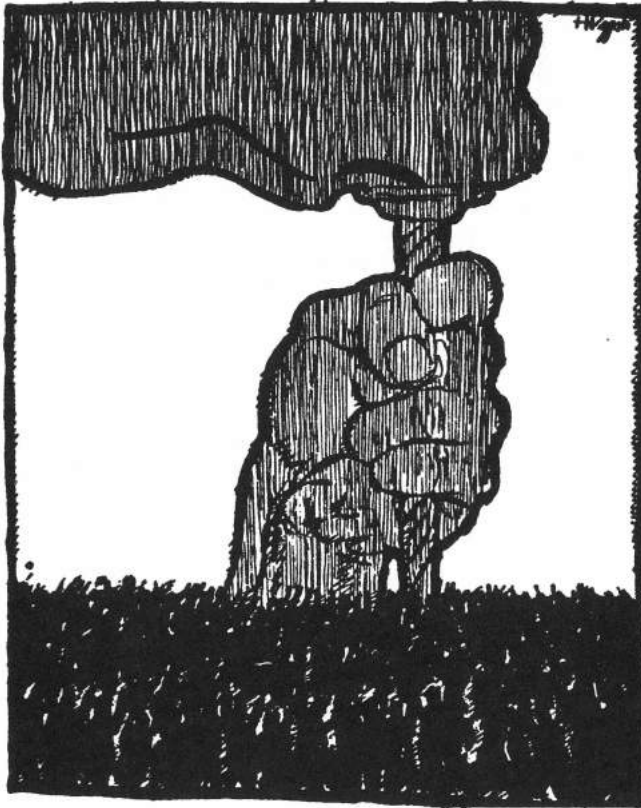
Zeitschrift für Menschlichkeit  Herausgeber: Erich Mühsam

Erhalten beim Vertrieb: Bestellschein für Bestellungen und Verlag Erich Mühsam, München, Georgstraße 20/21, Telefon 2300. / Druck von Max Sauerbach  
München, Baderstraße 4 und 14. Belegdruck: München, Baderstraße 14, Telefon 2020. / Drucknummer in Formica, unentgeltlicher Bezugpreis RM. 1.50  
Die bestellbare Anzahl der Heftausgaben: / Druckverlag in München: J. Finkler, Rosenau-Strasse (Postadresse 17-20, Telefon 1949); Felix Wenzel, Haupt-  
Zweigsverlag, Schaffstr. 11, Crispian 2192. Bezugspreis der 4 mal wöchentlich erscheinenden 60 Pfennig, bei Abbestellung Kasse.

Nummer 1.

Dienstag, den 10. Dezember 1918.

5. Jahrgang.





# **La révolution russe vue par Denikine, le chef de l'Armée (blanche) des volontaires**

(I)

Le général tsariste Denikine a, de mars 1918 à mars 1920, commandé l'Armée des volontaires, qui, dans le sud de la Russie, a mené jusqu'au bout le combat armé contre la révolution russe et les bolcheviks. Lorsque Denikine a abandonné son commandement, il a confié sa succession au général-baron Wrangel pour qu'il continue une œuvre à laquelle il attachait une extrême importance. Adversaire résolu (et pour cause) des bolcheviks, qualifiant très souvent les couches qui les soutiennent de "racaille", décidé, affirma-t-il dans son premier discours devant l'Armée des volontaires, à mener "le combat jusqu'à la mort" (1), il alla même jusqu'à affirmer l'authenticité des faux grossiers intitulés "documents Sisson" (2), qui, en 1918, tentaient de confirmer l'affirmation que les bolcheviks étaient des agents allemands stipendiés.

Une fois en exil, il s'attacha à la rédaction de ses souvenirs, œuvre énorme dont seul le début (portant de février à septembre 1917) a été traduit en français (3). Si le point de vue de Denikine est évidemment celui d'un adversaire acharné d'une révolution qui représente à ses yeux une catastrophe nationale, il essaie de raconter le plus précisément possible ce qu'il a fait, vécu et vu, et d'analyser les événements auxquels il a lui-même pris une part non négligeable. En ce sens, son témoignage, s'il doit être, comme tout autre, étudié avec un esprit critique en éveil, est précieux et ses tentatives d'analyses intéressantes, car il cherche à trouver les causes de ce qui s'est passé. Alors que l'école historique du *Livre noir du communisme* réduit l'explication des causes à l'idéologie et à l'action des individus ou du parti, Denikine allait nettement plus loin, tout en affirmant sa subjectivité. C'est ainsi qu'il écrit :

*« L'histoire nous révélera avec le temps les sources du bolchevisme, de ce phénomène énorme et effrayant qui a écrasé la Russie et ébranlé le monde, elle établira les causes lointaines et proches de la catastrophe, qui gisent dans le passé historique du pays, dans l'esprit de son peuple, dans les conditions sociales et économiques de son existence. Dans la chaîne des événements, qui ont frappé les contemporains par leur caractère inattendu, leur cruelle perversité et leur inconséquence chaotique, l'histoire trouvera un lien étroit, une régularité sévère et, peut-être, un caractère tragiquement inéluctable.*

*Mais la perspective du temps ne garantit pas encore la vérité absolue. La vérité universelle nous est inaccessible. Il n'en existe que des reflets multiformes. Et ceux qui font l'histoire et ceux qui l'écrivent ne peuvent se débarrasser définitivement des liens imposés par les traditions et les idées de leur époque, de leur nation, de leur société, de leur classe. Ces temps troublés trouveront leur Karamzine (4) et son approche nationale historique, et leur Jaurès, qui, dans l'introduction à son travail capital que constitue l'histoire de la Grande Révolution française, écrit en déchirant les voiles obligatoires de l'objectivité : "C'est du point de vue socialiste que nous voulons raconter au peuple, aux ouvriers, aux paysans, les événements."*

(1) *Voprosy Istorii* ("Questions d'histoire"), n° 12, 1991, p. 134.

(2) Ces documents sont si faux que nul n'ose plus les invoquer depuis longtemps.

(3) Général A. I. Denikine, *La Décomposition de l'armée et du pouvoir*, février-septembre 1917, Povolozky et Cie éditeurs, Paris, sans date (sans doute 1922).

(4) Nicolas Karamzine (1766-1826), célèbre historien russe, auteur d'une monumentale histoire de la Russie des origines à Catherine II.

*La situation des contemporains, des participants aux événements n'en est que plus difficile » (5).*

Dans la liste des causes, Denikine oublie — bizarrement pour un général — la guerre, et donc l'aspect international de la révolution, mais en tout cas, pour lui, la révolution a des causes historiques profondes, antérieures à l'activité des groupements et partis politiques et des diverses forces organisées.

Aujourd'hui, il est de bon ton de gommer de l'histoire l'intervention armée organisée par les divers gouvernements pour étrangler la révolution d'Octobre, renverser le Conseil des commissaires du peuple et dépecer la Russie, faits qui ont pesé très lourdement sur l'histoire de la Russie soviétique en la soumettant tout entière aux besoins d'une guerre acharnée, dont l'issue était la victoire ou la mort : si, dans une guerre entre Etats, l'issue est un traité plus ou moins léonin au détriment du vaincu, mais qui ne met en général pas en jeu son existence même (perte de territoires, réparations de guerre, etc.), dans une guerre civile, la défaite, c'est l'anéantissement.

Tout cela serait une légende dorée inventée par les bolcheviks pour justifier la Tchéka, la terreur rouge, l'interdiction des autres partis, le communisme de guerre, les détachements de réquisition des grains, etc. Or Denikine évoque avec un tranquille détachement les diverses phases des interventions étrangères qu'il a sollicitées et encouragées, les soulèvements antibolcheviks, les plans de dépeçage de la Russie (pour le sud de la Russie, par exemple, toute la rive droite du Dniepr à la France, toute la rive gauche jusqu'à la Caspienne... avec le pétrole de Bakou à l'Angleterre). Les faits qu'il évoque sur le soutien apporté par l'état-major allemand au gouvernement menchevique de Géorgie sont aujourd'hui tout aussi occultés ; vérité gênante, il est vrai, si l'on se rappelle que le gouvernement provisoire du prince Lvov, puis de Kerenski, soutenu par les mencheviks, était partisan de la guerre aux côtés des Alliés jusqu'à la victoire et que les mencheviks accusèrent les bolcheviks de capituler devant l'Allemagne en signant la paix de Brest-Litovsk. Vérité au-delà du Caucase, erreur en deça...

Voilà sans doute pourquoi Denikine est très rarement cité par les historiens français en vogue. Cet homme, qui a combattu les bolcheviks les armes à la main, dit des vérités inacceptables pour l'histoire officielle d'aujourd'hui...

Nous laissons, bien entendu, à Denikine la totale responsabilité de ses jugements et des conclusions qu'il tire des faits qu'il cite, mais les faits eux-mêmes qu'il rapporte méritent d'être rappelés, même s'il les sollicite, voire à l'occasion les déforme, pour les besoins de sa cause.

---

(5) *Voprossy Istorii*, n° 1, 1992, p. 101.

## La victoire des blancs et de l'armée allemande en Finlande

**D**ENIKINE évoque la situation en Finlande au début de 1918, après la proclamation de l'indépendance du pays reconnue par le Conseil des commissaires du peuple :

« En janvier 1918, le pouvoir dans le pays passa entre les mains des sociaux-démocrates et fut couronné par un conseil finlandais de commissaires, qui s'installa à Helsinki ; le gouvernement, appuyé sur les armées "blanches" et présidé par le général Mannerheim (6), fut contraint de se retirer dans le nord du pays, à Vasa, où fut constitué un nouveau centre de pouvoir et de combat. La guerre civile se développa avec un grand acharnement et des succès alternatifs, jusqu'à ce que le gouvernement finlandais demande le secours de l'Allemagne.

Au milieu de mars, les Allemands envoyèrent en Finlande la division du général von der Goltz, qui, avec Mannerheim, nettoya au milieu d'avril le pays des gardes rouges et occupa avec ses troupes tous les points stratégiques les plus importants de la Finlande.

La haine des Finlandais pour les bolcheviks russes s'étendit à tout ce qui portait un nom russe. La répression s'abattit sur toute la population russe, qui n'avait rien connu de semblable pendant les jours du communisme finlandais (7). »

## Le soulèvement des Tchécoslovaques

Il évoque ensuite la situation de la Russie au début de l'été 1918, lors du soulèvement des anciens prisonniers de guerre tchécoslovaques :

« Au-delà de la Volga, dans l'Oural et en Sibérie, la lutte contre le pouvoir soviétique se déploya largement à une échelle correspondant aux immenses espaces de l'Est.

C'est le soulèvement des Tchécoslovaques (8) qui donna la principale impulsion. Le rôle que joua au début le

(6) Karl-Gustav Mannerheim (1867-1951) : général finlandais, servit à la cour du tsar jusqu'en février 1917, puis dans l'armée blanche finlandaise ; commandant en chef des troupes finlandaises pendant la Seconde Guerre mondiale.

(7) *Voprossy Istorii*, n° 1, 1992, p. 113.

(8) Armés depuis l'été 1917 pour participer à la guerre aux côtés des pays alliés, les détachements tchécoslovaques devaient être rapatriés en Europe par l'Est, puisque l'armée allemande occupait tout le territoire de la Méditerranée à la mer Baltique, et embarquer à Vladivostok. Au début d'avril, les troupes japonaises débarquent à Vladivostok et occupent la ville le 6, rendant problématique le rembarquement de ces troupes, d'autant que la partie voisine de la Sibérie est sous la coupe des bandes armées d'un certain Semenov. Le même jour, les Etats-Unis entrent en guerre contre l'Allemagne et annoncent le débarquement prochain de régiments américains en France. L'état-major français se désintéresse dès lors du rapatriement des Tchécoslovaques, que les adversaires des bolcheviks pensent alors utiliser à l'intérieur du pays. Le gouvernement soviétique propose alors aux Alliés d'étudier un réembarquement des Tchécoslovaques par Arkhangelsk. Les Anglais font la moue : ils craignent ne pas avoir assez de bateaux. Etalés sur des milliers de kilomètres, vu l'état lamentable des chemins de fer soviétiques et la volenté du gouvernement de ne pas trop concentrer des troupes à la conduite incertaine, les Tchécoslovaques étaient l'objet d'attentions nombreuses de la part des représentants des Alliés et des officiers blancs, qui essayaient d'utiliser cette force militaire face à une Armée rouge encore en pleine et difficile gestation et dans un état de grande faiblesse et d'impréparation. C'est pourquoi Trotsky avait ordonné que ne soient laissés aux troupes tchèques que l'armement nécessaire "dans chaque convoi, pour le service de garde". Les officiers tchécoslovaques en gardèrent beaucoup plus. Et le 25 mai, les Tchécoslovaques prirent la ville de Tcheliabinsk, le 29 Penza, le 30 Syzrane. Dans ses *Ecrits militaires* (tome I : *Comment la révolution s'est armée*), Trotsky consacre une vingtaine de pages à la "révolte tchécoslovaque" (pp. 247 à 270). Le 29 mai, Trotsky affirme : "Le commissariat à la Guerre a publié l'ordre de désarmer immédiatement et totalement tous les Tchécoslovaques et de fusiller immédiatement ceux d'entre eux qui s'opposeraient par les armes aux mesures prises par le pouvoir soviétique."

corps de troupes tchécoslovaques de 30 000 à 40 000 hommes sur le plan purement militaire et stratégique illustre concrètement la totale impuissance dans laquelle se trouvait le gouvernement soviétique au printemps et à l'été 1918, et la facilité avec laquelle il aurait été possible de le renverser si les forces antibolcheviques avaient été utilisées de façon convenable.

Si cela ne se produisit pas, la responsabilité historique de la prolongation de l'expérience sanglante en incombe non seulement à la politique sans principe et à courte vue des Allemands et de l'Entente, mais à un degré plus élevé encore, à la conscience des dirigeants russes antibolcheviques.

Les divergences sociales, de classes et même tribales approfondies et aiguës par la révolution jetèrent vite un épais brouillard sur l'idée nationale russe, qui avait commencé à s'éveiller.

Le mouvement antibolchevik engendré par la révolution, se nourrissant de ses perversions plus encore que du poids de l'invasion étrangère, nous donna Arkhangelsk, Kiev, Novotcherkassk, Samara, Omsk, mais il fut impuissant à se hausser jusqu'à l'édification de son Piémont (9).

Après la paix de Brest-Litovsk, le corps d'armée tchécoslovaque se dirigea vers Vladivostok, d'où l'Entente se proposait de le transférer sur le théâtre européen de la guerre. Au printemps 1918, les Tchécoslovaques étaient dispersés sur une énorme distance : sept mille kilomètres et demi, de Penza à Vladivostok. En mai, en réponse à l'exigence de Mirbach (10), Trotsky publia un décret ordonnant le désarmement des Tchécoslovaques. Mais sur l'insistance de Masaryk (11), qui évitait systématiquement de "*s'ingérer dans les affaires intérieures russes*", les Tchèques se soumièrent à cette injonction en exigeant seulement qu'on laisse à chaque convoi 150 carabines et quelques mitrailleuses. A la suite de quoi, une nouvelle instruction fut envoyée de Moscou : bloquer sur place tous les convois tchécoslovaques, désarmer les Tchèques définitivement et les interner dans des camps de concentration.

Cette mesure du gouvernement soviétique eut des conséquences tout à fait inattendues pour lui : les Tchèques se soulevèrent.

Sans aucun plan, sans ordres d'en haut, les troupes tchécoslovaques, pour sauver leur liberté et leur existence, entrèrent en lutte avec les bolcheviks ; ils s'emparèrent des lignes et des gares de chemin de fer, chassèrent les soviets et désarmèrent ou liquidèrent la garde rouge. Les forces des bolcheviks au-delà de la Volga étaient insignifiantes, tant du point de vue de la quantité que de leur capacité de combat ; aussi les actions des Tchécoslovaques furent-elles partout couronnées d'un succès rapide, stupéfiant. Partout, leur intervention suscitait des insurrections locales et l'organisation, spontanée ou suscitée par les centres militaires et politiques locaux, de détachements de volontaires, surtout formés d'officiers. Ces détachements s'unirent spontanément aux troupes tchèques, élargissant ainsi leur force et leur signification, et donnant à l'intervention des Tchèques désireux de s'ouvrir un chemin vers l'Est la portée et le sens d'un mouvement idéologique (...). Quels qu'aient été les motifs qui dirigeaient les Tchécoslovaques, leur intervention joua un rôle extrêmement important dans l'histoire du développement du mouvement antibolchevik (12). »

## Les Anglais au nord

*Il évoque plus loin la situation à l'automne 1918 :*

« A l'extrême nord, les Alliés, surtout les Anglais, occupaient le district de Mourmansk. Les armées étrangères re-

(9) C'est-à-dire la capacité de constituer un territoire indépendant moteur de la reconquête.

(10) L'ambassadeur allemand. Cette affirmation de Denikine n'est qu'une interprétation et ne repose sur aucun témoignage ni document.

(11) Thomas Masaryk : homme politique tchécoslovaque de tendance démocrate ; sera le premier président de la République tchèque en 1918.

(12) *Voprossy Istorii*, n° 8-9, 1992, pp. 115 à 117.

présentaient une quantité négligeable. C'est seulement à l'automne que les Alliés amenèrent jusqu'à neuf-dix bataillons (dont cinq-six anglais, un français, un italien, un serbe) et trois batteries (françaises). Vu le caractère désertique de la région, les formations russes ne dépassaient pas quelques compagnies. Jusqu'au 2 août, l'organisation soviétique fut conservée, seules étaient rompues les relations officielles du soviet local avec Moscou. Le commandement anglais était alors indifférent à la physionomie politique non seulement du pouvoir local, mais même de la force armée qu'il constituait et dans laquelle figuraient, entre autres, des détachements de la garde rouge finlandaise, qui avaient fui la Finlande après l'occupation de ce pays par les troupes allemandes.

Les intérêts russes leur étaient tout aussi indifférents : les Anglais s'attachèrent à former un "bataillon carélien" spécial, en se fondant sur la définition de la Carélie comme "une nation" et un "Etat" particulier. Puis, le 2 août, les Alliés débarquèrent un contingent à Arkhangelsk, que les bolcheviks abandonnèrent en toute hâte. Le général anglais Pool prit le commandement de toutes les armées de la région du nord (la plus grande partie de la province d'Arkhangelsk). Dans ces troupes, figuraient, outre les Anglais (quatre-cinq bataillons), des Américains (quatre-cinq bataillons), des Français (un bataillon), des Polonais, des Italiens... Ces troupes furent peu à peu renforcées par de nouvelles formations mixtes, du type "bataillons franco-russes", "légion anglo-slave", etc.

Puis on s'attela à l'organisation d'une force armée russe, dont la base fut constituée par des équipes d'officiers, par un régiment constitué de soldats mobilisés à Arkhangelsk flanqué de deux divisions d'artillerie et, surtout, des détachements de partisans paysans ; ces forces comptèrent jusqu'à 3 000 hommes répartis sur des distances énormes de Pinègue à Chenkoursk, sur la Dvina du nord, l'Onega, la Petchora, Mezen... Toutes ces forces étaient subordonnées à un "commandant des armées" russe, dont le pouvoir était néanmoins purement nominal et limité à des fonc-

tions administratives et d'organisation. Jusqu'au départ des troupes alliées, les Anglais tenaient entre leurs mains le commandement, la direction des opérations et le ravitaillement. Le "commandant" russe ne disposait même pas d'organes opérationnels et de ravitaillement. Le général Marouchevski, nommé à la fin de l'année 1918 commandant des armées, s'attacha à utiliser les détachements de partisans, en les transformant en troupes régulières par la fusion d'officiers et de compagnies de soldats d'Arkhangelsk.

A la fin de 1918, le nombre total des troupes alliées ne dépassait pas 10 000 à 15 000 hommes d'armées mixtes, d'une composition tout à fait moyenne, et 7 000 à 8 000 Russes, encore peu organisés (...).

Le général Pool, dès son arrivée à Arkhangelsk, déclara que *"les Alliés se présentaient pour défendre leurs propres intérêts bafoués par l'arrivée des Allemands en Finlande"* et poussa le commandement russe, pour cette raison, à organiser sa propre armée. Le général Ironside, qui le remplaça à l'automne, évoqua *"une offensive sur Vziatka-Kotlas pour s'unir à Koltchak et lui transmettre ses fournitures pour son armée"*. En même temps, les autorités londoniennes suggéraient aux volontaires britanniques envoyés d'Angleterre dans le nord russe qu'ils étaient là *"seulement pour occuper les lieux, pas pour se battre"*.

Les Alliés, qui occupaient un territoire énorme, de la frontière finlandaise à Pinega, développèrent leur offensive, par ailleurs fort molle, le long de deux axes : en direction de Petrozavodsk et de Vologda. Au cours de l'année 1918, ils atteignirent à peu près une ligne Pinega-Chenkoursk-Lessenskaia (station de chemin de fer)-Tourgassovo-Parandovo (station de chemin de fer de Mourmansk).

Sur ces deux axes étaient concentrées de maigres forces soviétiques, qui s'élevaient en 1918 à deux armées ne dépassant pas 18 000 hommes, avec 70 canons. Ces troupes ne constituaient pas une force quelque peu sérieuse. Elles avaient comme tâche de défendre activement les directions de Moscou et de Petrograd (...).

Au début d'août, lorsque les Anglais arrivèrent à Arkhangelsk, le pouvoir soviétique fut renversé et le pouvoir suprême passa entre les mains d'un "gouvernement provisoire", avec à sa tête N. Tchaïkovski (13), membre de l'Assemblée constituante au titre des provinces du nord, et surtout de gauche.

Avec sa psychologie toujours vivace de "l'approfondissement de la révolution", avec les traditions de l'époque de "Kerenski" et de la conciliationnisme, ce gouvernement devint vite odieux aux yeux de la bourgeoisie, du corps des officiers et du commandement anglais. Au su du général Pool, ce gouvernement fut renversé par les officiers et enfermé dans le couvent de Solovki (14), d'où il fut ensuite libéré sur l'exigence des diplomates alliés et Tchaïkovski se vit confier la formation d'un nouveau gouvernement constitué d'éléments plus modérés, essentiellement de socialistes populaires (...).

La province du nord fut un exemple de la scission complète qui déchira le milieu de la démocratie et de l'intelligentsia, du maintien de la psychose du bolchevisme dans les masses et de l'absence en elles de toute confiance envers leur gouvernement démocratique. Incapable d'attirer à lui les cercles de la bourgeoisie, ce gouvernement se heurta en même temps à une opposition dans le large front de la démocratie révolutionnaire, chez les membres de l'Assemblée constituante, dans les organisations des partis s-r, s-d, dans l'union des zemstvos, chez les ouvriers, dans les coopératives, etc.

Ils menèrent tous contre ce gouvernement une longue lutte pour le pouvoir. En même temps, dès le début de 1919, des insurrections sanglantes se succédèrent dans les forces armées...

Manifestement, les formes du pouvoir d'Etat n'étaient pas, et de loin, les causes essentielles de l'échec de la lutte antibolchevique (15).

**Pendant six à huit mois, un mur compact de baïonnettes allemandes, séparant 19 provinces (sans compter la Pologne et la Finlande) des possessions soviétiques, s'étendait de la mer Baltique à la mer d'Azov.**

D'un côté de cette frontière, se déchaînait un pillage ouvert ou une balkanisation du territoire russe soumis à une lourde exploitation. Mais l'existence et les biens de la population se trouvaient sous la protection d'une puissance étrangère... dans la mesure, par ailleurs, ou la justice militaire et les larges réquisitions ne bafouaient pas leurs droits.

De l'autre côté, bouillonnait l'anarchie...

**Le cordon allemand qui instaurait un blocus serré de la Russie soviétique en la coupant des mers, des greniers à blé et du charbon, plaçait toute la vie politique et économique du pays dans une situation très difficile (16). »**

## La république menchevique de Géorgie et le pétrole de Bakou

*Un peu plus loin, Denikine évoque la situation de la Géorgie, proclamée république indépendante par les mencheviks.*

« Après la proclamation de la République démocratique indépendante de Géorgie, une délégation de la république se rendit à Berlin et, le 11 juin (1918), le Reichstag proclama la reconnaissance par l'Allemagne de la nouvelle république "de facto". Une mission diplomatique dirigée par le colonel von Kros, flanquée de deux compagnies, s'installa à Tiflis. Dès ce moment-là, la politique

(13) N. Tchaïkovski, socialiste-révolutionnaire de droite, avait fondé une petite organisation en marge de ce parti, les socialistes populaires, partisans de la continuation de la guerre aux côtés des Alliés.

(14) Ainsi, ce sont les officiers monarchistes — et non les bolcheviks — qui, les premiers pendant la révolution, ont utilisé le monastère de Solovki comme camp d'internement pour leurs adversaires. Mais les Anglais ne pouvaient laisser les officiers monarchistes interner les socialistes populaires à Solovki, puisque l'intervention étrangère était justifiée par la défense de la "démocratie", dont ils étaient des représentants officiels et dont Tchaïkovski sera bientôt l'un des envoyés permanents en Europe...

(15) *Voprossy Istorii*, n° 1, 1992, pp. 111 à 113.

(16) *Voprossy Istorii*, n° 7, 1993, pp. 132-133.

intérieure et extérieure du pays fut totalement soumise à l'influence allemande. Les Allemands commencèrent à rafler les matières premières, tout en entreprenant d'organiser une force armée géorgienne. Au témoignage du général Ludendorff, cette force armée devait servir d'auxiliaire dans la lutte contre les Anglais sur le terrain asiatique... et contre l'Armée des volontaires, qui commençait à inquiéter de plus en plus le commandement allemand.

Le pétrole de Bakou hantait tout particulièrement les esprits et les sentiments des politiciens asiatiques et européens. Dès le printemps s'engagea une vive concurrence, une lutte de vitesse dans les domaines militaire et politique pour atteindre le but final : Bakou. Les Anglais en partant d'Enzeli, en s'appuyant sur Nouri-Pacha (le frère d'Enver-Pacha) à travers l'Azerbaïdjan, et les Allemands à travers la Géorgie. A cette fin, Ludendorff retira du front des Balkans une brigade de cavalerie et quelques bataillons (six ou sept), qu'il se hâta de transférer à Batoum et à Poti, port que les Allemands venaient de louer aux Géorgiens pour soixante ans.

Mais le destin en décida autrement : Nouri-Pacha arriva avant les Allemands à Bakou et les troupes de débarquement allemandes n'auront pas eu le temps de se regrouper que la perte de la Bulgarie au début de septembre ébranlera définitivement la situation des puissances centrales et contraindra l'état-major allemand à rappeler ses troupes de Géorgie dans les Balkans...

Le Conseil national géorgien, détenteur désormais du pouvoir suprême, forma un gouvernement présidé par Noé Ramichvili. Vu la prédominance des sociaux-démocrates mencheviques dans le conseil et dans le gouvernement, prédominance artificielle dans un pays majoritairement paysan, ce sont les dirigeants du parti qui définissaient entièrement la politique des institutions.

L'activité du gouvernement se concentra avant tout sur la formation d'une force armée et sur l'élargissement des frontières de la nouvelle république. Sous la direction de Djiguéli furent for-

més des détachements d'une "garde populaire" aux effectifs de 10 000 à 12 000 hommes, qui, dans leur apparence, leur composition, leur discipline et leurs traditions, ne se distinguaient de la garde rouge que par leur chauvinisme national (...). Les Allemands apportèrent tout leur concours possible à l'organisation et à l'armement des troupes géorgiennes (...). Le gouvernement démocratique s'attacha à étendre systématiquement son pouvoir sur des territoires peuplés d'éléments étrangers sur le plan ethnique aux Géorgiens et qui leur étaient hostiles, en utilisant à cette fin les moyens les plus divers : la guerre, la corruption, la terreur et le chantage politique (17). »

## L'Armée des volontaires et les armées française et anglaise

*Denikine, citant la déclaration de l'ataman Krasnov faite au général Franchet d'Esperey dans une lettre du 6 novembre 1918 ("Sans l'aide des Alliés, il est impossible de libérer la Russie"), évoque ensuite les faits suivants sur les rapports entre les Alliés et les forces russes antibolcheviques :*

« Les rapports mutuels du commandement allié étaient mal définis et compliqués par les rivalités entre les puissances. A Constantinople, se trouvait le "commandant en chef de l'armée alliée de Salonique", le général Franchet d'Esperey ; s'y trouvait aussi le siège du "commandant en chef de l'armée britannique dans les Balkans", le général Milne ; les représentants alliés installés à Ekaterinodar leur furent initialement subordonnés. Le général Erdeli, envoyé en mission à Constantinople, me rapporta une lettre très instructive du général Franchet d'Esperey et de vagues promesses.

En même temps, à Bucarest, se trouvait l'état-major du général Bertelot, qui se donnait le titre de "commandant en

(17) *Voprossy Istorii*, n° 4-5, 1992, pp. 92-93.



chef des forces alliées de Roumanie, Transylvanie et de la Russie du sud". Le général Chtcherbatchev, qui entra en rapport avec lui sur mon ordre à Iassy, m'envoya au début de novembre (le 3 novembre) une note qui éclairait les propositions initiales du commandement allié dans la question russe :

"A été décidé ce qui suit :

1) Douze divisions, dont une sera à Odessa dans les jours prochains, seront envoyées aussi vite que possible pour occuper le sud de la Russie.

2) Ces divisions seront françaises et grecques.

3) Sur propositions des Alliés et du général Bertelot, je serai l'assistant de ce dernier et je participerai aux décisions sur ces questions.

4) La base des Alliés sera Odessa ; Sébastopol sera aussi occupée rapidement.

5) Les armées alliées du sud de la Russie seront dans un premier temps placées sous le commandement du général d'Anselme, dont le lieu d'attache principal sera Odessa, où je me trouverai avec les personnes qui m'accompagnent et que vous connaissez.

6) Le général Bertelot restera provisoirement avec son état-major principal à Bucarest.

7) Après l'arrivée des armées alliées, outre Odessa et Sébastopol, qui seront indubitablement occupées lorsque vous recevrez cette lettre, les Alliés occuperont Kiev et Kharkov avec les bassins (houillers) de Krivoroj et du Donetsk, le Don et le Kouban, pour donner à l'Armée des volontaires et à l'Armée du Don la possibilité de s'organiser de façon plus solide et d'être libres pour des opérations plus vastes.

8) Sous la couverture de l'occupation alliée, il est indispensable de former rapidement des armées russes dans le sud de la Russie au nom de la résurrection de la Grande Russie une et indivisible. Il faut à cette fin soulever et régler la question des moyens de former ces armées et des districts où elles le seront au fur et à mesure de l'avance des Alliés. Ce n'est qu'à cette condition que sera garantie une offensive très rapide de toutes les forces russes du

sud sous un commandement unique en direction de Moscou.

9) Odessa, en tant que base principale des Alliés, verra arriver une énorme quantité de fournitures militaires de toutes sortes : armes, munitions, tanks, vêtements, moyens de transport automobiles et ferroviaires, avions, ravitaillement, etc.

10) Nous pouvons désormais considérer que les riches réserves du front roumain de la Bessarabie et de la Petite Russie (18), ainsi que celles du Don, sont à notre entière disposition. Il ne nous reste à faire pour cela que quelques efforts diplomatiques, dont le succès est garanti dans la mesure où il s'appuie sur toute la puissance des Alliés.

11) En ce qui concerne le soutien financier, nous élaborons avec les Alliés un plan particulier spécial."

Cette lettre précise nous faisait enfin sortir du domaine des suppositions. La manière vaste et concrète dont la question était posée nous ouvrait de nouvelles perspectives inhabituellement favorables et nous donnait de nouvelles tâches dans la lutte avec les bolcheviks. Sur la base de cette lettre, puis de la proposition du représentant français, mon état-major rédigea et adressa aux généraux Bertelot et Franchet d'Esperey une note sur la situation politique et stratégique de la Russie du sud et un plan de campagne concertée avec les Alliés. Son contenu se résumait brièvement à ce qui suit : "La tâche générale des armées russes est d'écraser les armées soviétiques, de prendre possession du centre (Moscou) en déclenchant en même temps une offensive sur Petrograd et le long de la rive droite de la Volga" (19). »

## **"Le blocus stratégique de la Russie soviétique était réalisé..."**

Un peu plus loin, Denikine écrit :

« Au début de 1919, le blocus stratégique de la Russie soviétique était réali-

(18) Nom russe habituel de l'Ukraine.

(19) *Voprossy Istorii*, n° 8, 1993, pp. 97-98.

sé... Les intentions de leurs adversaires étaient tout à fait obscures pour le pouvoir soviétique et ils en appréciaient mal les forces. L'état-major bolchevique les définissait dans une note du milieu de janvier (20) :

“1) *Front nord (de Mourmansk à Petchora) : 57 977 baïonnettes.*

2) *Front de Finlande : 55 800 baïonnettes.*

3) *Front occidental (du golfe de Finlande à Riga et à Mozyr) : 20 divisions d'infanterie 3/4 et une division de cavalerie, dont 12 divisions d'infanterie et une division de cavalerie allemandes, les autres de “gardes blancs”.*

4) *Le front germano-ukrainien (de Mozyr à la mer d'Azov) : 17 divisions d'infanterie et 4 divisions de cavalerie.*

5) *Le front du Don et de l'Armée des volontaires (d'après les frontières soviétiques, la province du Don et le territoire situé entre la mer d'Azov et la mer Caspienne) : 51 divisions d'infanterie et 32 divisions de cavalerie.*

6) *Le front oriental (de Verkhoturii à Gouriev) : 35 divisions et demie d'infanterie et 17 divisions et demie de cavalerie.”*

Le nombre de divisions des ennemis du pouvoir soviétique, nous le verrons plus loin, était en fait inférieur, et sur le front russe le terme impressionnant de division ne rassemblait pas plus de 1 000 baïonnettes...

**Néanmoins, près d'un demi-million d'ennemis se tenaient en armes dans le cercle étroit qui enserrait de tous les côtés la Russie soviétique ; les cinq mers et les deux océans se trouvaient sous le contrôle de la flotte de l'Entente et les troupes de débarquement des Alliés étaient installées dans les ports de la mer Blanche et de la mer Noire.**

Ainsi s'annonçait une lutte difficile, une lutte pour la préservation et pour le pouvoir du parti communiste, et cette lutte mettait en jeu de façon fatale les destinées de tout le peuple russe (21). »

*Ce développement donne la dimension, souvent occultée, du combat qui opposait les deux camps, d'autant que si l'Armée rouge a mobilisé au total près de 5 millions d'hommes, elle n'a pu engager sur les champs de bataille à un moment donné jamais plus de 600 000 hommes normalement équipés.*

(20) Denikine a connaissance de ce document parce qu'il a un ou des agents dans l'état-major de l'Armée rouge. Un peu plus de 35 000 anciens officiers et généraux tsaristes ont servi dans l'Armée rouge ; si la grande majorité l'a fait loyalement, une petite partie d'entre eux travaillait pour le compte des blancs pour espionner, organiser des complots divers, favoriser les désertions en cas de recul ou défaite, etc. C'est là-dessus que Staline et ses amis (Voroichilov, Boudionny) s'appuyaient pour traiter tous ces officiers et généraux en suspects.

(21) *Voprossy Istorii*, n° 7, 1993, p. 139.

**Les passages en gras sont soulignés par la rédaction.**



Mars 1918 : les troupes allemandes entrent dans Kiev.

# **La maladie de Lénine**

## **(deuxième partie)**

### **(Iouri Lopoukhine)**

Dans le n° 8 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous avons publié la première partie de l'étude de Iouri Lopoukhine sur les causes de la maladie qui terrassa Lénine en 1923 et provoqua sa mort le 21 janvier 1924. Dans cette première partie, il analysait le diagnostic de l'origine syphilitique souvent porté et montrait son inconsistance. Il s'agit, comme ce fut souvent le cas jusqu'à la fin des années 1930, d'un diagnostic par défaut : lorsqu'on ne parvenait pas à trouver l'origine d'une maladie, on réglait le problème en diagnostiquant une "origine syphilitique".

Dans cette seconde partie, il examine et rejette le diagnostic d'athérosclérose, pour parvenir à la conclusion : Lénine est mort des suites de la blessure provoquée par les deux balles tirées contre lui par Fanny Kaplan. Hostile à la révolution d'Octobre, Fanny Kaplan tira sur Lénine par deux fois le 30 août 1918, à la fin d'un meeting tenu à l'usine Michelson. Cet attentat a suscité une masse d'interprétations feuilletonnesques depuis dix ans... L'Américain Iouri Felchtinski s'y est particulièrement distingué en fabriquant un complot contre Lénine monté par Felix Dzerjinski, hostile à la paix de Brest-Litovsk, et Jacob Sverdlov (Lénine se serait vengé en mars 1919 en tuant Sverdlov !). On n'oserait évoquer ces mauvais romans policiers s'ils n'étaient accueillis dans des publications ayant une réputation de sérieux en Russie.

Fanny Kaplan (de son vrai nom Rotblut, ou blat), née en 1888, se proclama lors de la révolution de 1905 "anarchiste-communiste". Après un attentat à la bombe, dont elle avait assuré le transport, elle fut condamnée au bagne à vie par le tribunal militaire de Kiev le 30 décembre 1906. Elle devint presque aveugle en prison. Libérée par la révolution de Février, hostile à la révolution d'Octobre et à la dissolution de l'Assemblée constituante, elle se lie à un petit groupe, dans lequel figuraient deux membres du Parti socialiste-révolutionnaire (Pevine et Semenov).

On ne sait dans quelles conditions fut préparé l'attentat, qui survint deux jours après un attentat déjoué contre Zinoviev et le même jour que l'attentat qui, à Petrograd, tua le responsable de la Tchéka de Petrograd, Ouritski, abattu par un sympathisant socialiste-révolutionnaire, Kanneguisser. Presque aveugle et dans le crépuscule tombant, elle tira sur Lénine à une distance maximale de trois mètres ; malgré cette courte distance, elle ne parvint qu'à le blesser (sérieusement). Ce point a suscité lui aussi de nombreuses élucubrations sur la présence beaucoup plus loin d'un autre tireur, dont Fanny Kaplan, trop handicapée par sa quasi-cécité pour être une meurtrière efficace, n'aurait été que la couverture (et le bouc émissaire). Outre qu'aucun indice ne confirme la présence de ce mystérieux tueur embusqué, c'est faire litière des traditions du courant terroriste des socialistes-révolutionnaires et de leur mouvance : celui qui commet l'attentat marque par là un dévouement à la "cause", qui va aisément jusqu'au sacrifice de sa propre vie, considéré comme ayant par là valeur de témoignage. La compétence technique est seconde par rapport à cette forme d'engagement...

# Un assassinat politique différé...

## L'autopsie

Dans la nuit qui suivit la mort de Lénine, le 22 janvier 1924, fut créée une commission pour l'organisation des funérailles, composée de Dzerjinski (président), Molotov, Vorochilov, Bont-Brouievitch et quelques autres.

La commission prit quelques décisions urgentes : elle confia au sculpteur Merkourov le soin de prendre immédiatement un masque de plâtre du visage et des mains de Lénine (ce qui fut fait à quatre heures du matin), elle invita le fameux anatomopathologiste Abrikossov à effectuer un embaumement provisoire (pour les trois jours précédant les funérailles) et à procéder à l'autopsie du corps. Il fut décidé de placer le cercueil avec le corps dans la salle des colonnes pour les adieux, puis d'enterrer le corps sur la place Rouge.

Pour l'embaumement ("congélation") provisoire fut utilisée une solution standard composée de formaline (30 doses), de chlorure de zinc (10 doses), d'alcool (20 doses), de glycérine (20 doses) et d'eau (100 doses). A cette fin, on effectua l'habituelle coupe de la cage thoracique le long des cartilages costaux et le sternum fut momentanément écarté. A travers l'ouverture, un liquide de conservation fut injecté à l'aide d'une grande seringue de type Janet dans la crosse de

l'aorte. Semachko, qui assista à l'autopsie, raconta le 29 janvier 1924 :

*"Lors du remplissage, on s'aperçut que les artères temporales ne se dessinaient pas et que des taches sombres se formaient sur la partie inférieure du pavillon auriculaire (sans doute le droit, NDA). Après le remplissage par le liquide, ces taches commencèrent à se résorber et lorsqu'on frotta les extrémités des oreilles avec les doigts, elles rosirent et tout le visage prit une apparence de grande fraîcheur."*

On avait là tous les signes d'une bonne imprégnation des tissus de la tête et du corps par la solution d'embaumement et d'une bonne conservation du système vasculaire. Cependant, il fallut procéder à l'autopsie presque aussitôt après l'injection de la solution, qui fut donc inévitablement évacuée des tissus.

Le procès-verbal de l'autopsie note :

*"Homme âgé, de constitution physique régulière, d'alimentation satisfaisante. Sur la peau de l'extrémité antérieure de la clavicule droite, une cicatrice d'une longueur de 2 centimètres. A la surface externe de l'épaule gauche, encore une cicatrice de dessin irrégulier (première trace de balle). Sur la peau du dos, sous la pointe de l'omoplate gauche, une cicatrice circulaire d'1 cm (trace de la seconde balle). A la jonction entre la partie inférieure et la partie moyenne de l'humérus, on sent un cal.*

*Au-dessus de cet endroit, sur l'épaule, on sent dans les tissus mous la première balle, entourée d'une membrane de tissu conjonctif (...). Le cerveau, sans ses enveloppes, pèse 1 340 grammes (...).*

*Diagnostic anatomique. Athérosclérose développée des artères, avec une altération très nettement marquée des artères du cerveau. Athérosclérose de l'aorte thoracique descendante. Hypertrophie du ventricule gauche du cœur, nombreux foyers de ramollissement jaunâtre (en rapport avec la sclérose des vaisseaux), dans l'hémisphère gauche du cerveau en phase de résorption et de kystisation. Une récente hémorragie dans le réseau vasculaire cérébral au-dessus des ventricules. Cal de l'humérus.*

*Balle encapsulée dans les tissus mous de la partie supérieure de l'épaule gauche.*

*Conclusion : la maladie principale du défunt est une athérosclérose généralisée des vaisseaux découlant de leur usure prématurée (Abnutzungsclerose). Le rétrécissement du diamètre des artères du cerveau et la perturbation de leur alimentation due à l'insuffisant apport sanguin ont entraîné une série de ramollissements des tissus cérébraux, qui expliquent tous les symptômes précédemment relevés de la maladie (paralysies, troubles de l'élocution). La mort a été provoquée directement par 1) l'aggravation de la perturbation de la circulation sanguine dans le cerveau ; 2) une hémorragie méningée située dans la région sus-ventriculaire."*

L'autopsie, commencée à 11 h 40 le 22 janvier 1924, s'est achevée ce même jour à 15 h 50.

A. I. Abrikossov décrit ainsi les résultats de son examen microscopique :

*"On constate un épaississement des membranes internes aux endroits où se trouvent des petites plaques d'artériosclérose. Partout apparaissent des lipoides, en rapport avec des combinaisons de cholestérine. Dans de nombreuses accumulations de petite plaques, on observe des cristaux de cholestérine, des couches calcaires, une pétrification.*

*La paroi musculaire moyenne des vaisseaux est atrophiée, sclérotique dans ses couches internes. L'enveloppe externe est sans changement.*

*Le cerveau. Foyers de ramollissement (kystes), résorption du tissu mort. Des boules granuleuses sont visibles, dépôts de grains de pigment sanguin (...)."*

*"Ainsi, écrit Abrikossov, l'enquête microscopique confirmait les données de l'autopsie, en établissant que l'athérosclérose du système artériel avec une affection des artères du cerveau a été la source unique de toutes les altérations. Aucune indication d'un caractère spécifique du processus (syphilis et autres), ni dans le système vasculaire ni dans les autres organes, n'a été découverte."*

Il est curieux que les experts, parmi lesquels se trouvaient Förster, Ossipov, Dechine, Rozanov, Weisbrod, Bounak, Gauthier, Elistratov, Oboukh et Semachko, aient trouvé un terme inhabituel, mais visiblement adapté au cas présent, en définissant les particularités de la pathologie du cerveau de Lénine : "Abnutzungsclerose", à savoir la sclérose due à l'usure.

## L'athérosclérose

Le troisième jour après la mort de Lénine, le 24 janvier 1924, Nicolas Semachko, inquiet par les bruits qui se répandaient en Russie et à l'étranger sur la prétendue origine syphilitique de la maladie du défunt, ainsi que par les preuves relativement maigres de l'athérosclérose apportées dans l'acte d'autopsie, écrit, visiblement sur ordre :

*"Tous considèrent (et parmi eux Weissbrodt) qu'il est plus utile de rappeler les arguments en faveur de l'absence de toute manifestation syphilitique dans le compte rendu des recherches microscopiques qu'on prépare actuellement. N. Semachko, 24-1."*

L'autopsie de Lénine fut effectuée le 22 janvier, dans des conditions inhabituelles :

“*Au deuxième étage de la maison (1), dans une pièce donnant sur le côté ouest de la terrasse. Le corps de Vladimir Ilitch reposait sur deux tables disposées côte à côte, recouvertes d'une toile cirée*” (note annexe à l'acte d'autopsie).

Comme on prévoyait alors une conservation éphémère du corps que l'on se préparait à exposer, certaines opérations de l'autopsie ont été simplifiées.

On n'effectua pas d'ouverture du cou, et donc la carotide et l'artère sous-clavière ne furent pas examinées et soumises à une observation au microscope. Pour l'analyse au microscope, on préleva de petits fragments du cerveau, des reins et de la paroi seulement de l'aorte abdominale.

Il apparut plus tard que ce choix réduisit fortement les arguments contre la syphilis de l'analyse microscopique.

Qu'est-ce qui découle donc de cette autopsie ?

D'abord, la présence de nombreux foyers de nécrose du tissu cérébral, surtout dans l'hémisphère gauche. A sa superficie s'étendaient six zones d'affaiblissement (crevasses) de l'écorce cérébrale. L'une d'entre elles se trouvait dans la zone pariétale et embrassait de fortes circonvolutions, délimitant devant et derrière un profond sillon central de haut en bas. Ces sillons dirigent les fonctions sensibles et motrices de toute la moitié droite du corps, et plus le foyer de nécrose du tissu cérébral se trouve situé haut, plus bas sur le corps s'observent les troubles de la motricité et de la sensibilité (le pied, la jambe, la hanche, etc.). La deuxième zone se rapporte au lobe frontal du cerveau, qui, on le sait, concerne la sphère intellectuelle. La troisième zone est disposée dans le lobe temporal et la quatrième dans les lobes de l'occiput.

Extérieurement, l'écorce du cerveau dans tous ces secteurs, et particulièrement dans la zone du sillon central, était soudée par de grossières cicatrices avec les enveloppes du cerveau, et plus profondément se trouvaient des cavités remplies de liquides (kystes), qui s'étaient formés dans le cadre de la résorption de la substance cérébrale nécrosée.

L'hémisphère gauche avait perdu un bon tiers de sa masse. L'hémisphère droit avait souffert de façon insignifiante.

Le poids total du cerveau ne dépassait pas les chiffres moyens (1 340 grammes), mais vu la perte de matière dans l'hémisphère gauche, on doit le juger assez gros. Précisons que le poids et les dimensions du cerveau et de ses diverses parties sont en principe peu significatifs. Tourgueniev possédait le plus grand cerveau connu (plus de 2 kilos), alors que celui d'Anatole France dépassait à peine 1 kilo.

Ces découvertes éclairent le tableau de la maladie : paralysie du côté droit n'affectant pas les muscles du cou et du visage, difficultés de calcul (addition, multiplication), ce qui témoigne de la baisse, en premier lieu, des habitudes non professionnelles.

La sphère intellectuelle, liée surtout aux lobes frontaux, même au stade final de la maladie, a été relativement préservée. Lorsque les médecins proposèrent à Lénine de jouer aux échecs — et, qui plus est, avec un adversaire faible — pour le distraire ou le calmer, il répondit sur un ton irrité : “*Qu'est-ce qu'ils veulent, est-ce qu'ils me prennent pour un crétin ?*”

Les commissures du cortex cérébral recouvertes de membranes, particulièrement marquées dans le territoire des circonvolutions centrales, furent manifestement à l'origine des épisodes fréquents de crises de convulsions, qui inquiétaient tellement le malade Lénine.

L'examen du cerveau donne-t-il des éléments permettant de déterminer la cause initiale de son affection ? Remarquons d'abord que l'on n'a pas trouvé des modifications syphilitiques typiques du type des gomes (nodosités suppuratives), de protubérances tumorales spécifiques caractéristiques de la syphilis tertiaire.

On découvrit des boules granuleuses aux alentours des cavités enkystées — résultat de l'activité des phagocytes (cel-

(1) Lénine se trouvait alors dans la villa dite de Leninskie Gorki, qui possède deux étages (NDLR).

lules résorbant l'hémoglobine et les tissus nécrosés).

Le diagnostic d'entardérite syphilitique porté par Strumpel n'est pas confirmé. Le diamètre des artères du cerveau à partir de la valvule de Vieussens a été effectivement réduit, mais il est pratiquement impossible, d'après le tableau morphologique, d'en déterminer la raison (infection ou athérosclérose). Il s'agit probablement d'une mauvaise irrigation de ces vaisseaux, à cause du rétrécissement des veines ou d'une thrombose de la carotide gauche. Les pathologistes fameux Stroukov, Avtsyne, Bogolepov — qui ont effectué plusieurs expertises des préparations du cerveau de Lénine — nient catégoriquement l'existence de signes morphologiques d'une affection de type syphilitique.

Ensuite, on a procédé à l'examen des vaisseaux sanguins du cerveau lui-même après son extraction de la boîte crânienne. Il fut manifestement possible de voir de la cavité du crâne la carotide gauche interne sectionnée, qui apparut entièrement oblitérée (bouchée). La carotide droite semblait aussi abîmée, avec un certain rétrécissement.

Rappelons que l'irrigation sanguine de la grande masse du cerveau s'effectue seulement par quatre vaisseaux, dont les deux grosses carotides internes, qui alimentent les deux tiers antérieurs du cerveau, et les deux artères vertébrales, relativement minces, qui irriguent le cervelet et les lobes postérieurs du cerveau (le tiers postérieur du cerveau).

La rationnelle nature a pris une mesure qui réduit le danger d'une mort immédiate en cas de thrombose ou de détérioration d'une, deux ou même trois de ces quatre artères : à savoir l'union de ces quatre artères entre elles sous la forme d'un anneau de vaisseaux compact, dénommé la valvule de Vieussens. De cet anneau partent des rameaux artériels vers l'avant, vers le milieu du cerveau et vers l'arrière. Tous les gros rameaux artériels du cerveau se disposent dans les sillons entre les multiples circonvolutions et se ramifient en petits vaisseaux, depuis la surface du cerveau jusque dans ses profondeurs.

Les cellules du cerveau sont extraordinairement sensibles à l'arrêt de l'irrigation sanguine et meurent irrémédiablement dans les cinq minutes qui suivent cet arrêt.

Si la carotide interne gauche de Lénine a été la plus abîmée, l'alimentation en sang de l'hémisphère gauche s'est effectuée en pompant dans la carotide droite par l'intermédiaire de la valvule de Vieussens. Bien entendu, cette irrigation a été incomplète. L'hémisphère gauche, en quelque sorte, "volait" l'alimentation sanguine de l'hémisphère droit sain. L'autopsie indique que l'artère centrale (artère basilaire), formée par la confluence des deux artères vertébrales et des six artères spécifiquement cérébrales (antérieures, moyennes et postérieures), a subi un rétrécissement.

Même un spasme temporaire des vaisseaux du cerveau, sans parler d'une thrombose ou d'une rupture des cellules lors d'altérations aussi profondes des artères essentielles irriguant le cerveau, débouchait ou bien sur des parésies temporaires des extrémités et sur des troubles de l'élocution, ou bien sur des paralysies durables, ce que l'on put observer lors du dernier stade de la maladie.

On peut aussi regretter que ne furent pas étudiés les vaisseaux du cou, dits vaisseaux extracrâniens : les artères carotides externes et internes, ainsi que les artères vertébrales, qui sortent des gros troncs cervico-thyroïdiens. On sait bien maintenant que c'est précisément dans ces vaisseaux que se joue la tragédie essentielle : leur altération athérosclérotique, qui aboutit à une réduction progressive de leur diamètre à cause du développement de petites plaques dans leur conduit et de l'épaississement des parois des vaisseaux, jusqu'à leur complète obturation.

A l'époque de Lénine, cette forme des maladies du cerveau (dite pathologie extracrânienne) était pour l'essentiel inconnue. Dans les années 1920, on n'avait pas les moyens de les diagnostiquer : angiographies, encéphalographies de toutes sortes, définition de la vitesse volumétrique du débit sanguin à l'aide des ultrasons, etc. Il n'y avait aucun moyen efficace de traitement : angio-



plasties, dérivations vasculaires contournant la zone rétrécie, etc.

Des petites plaques typiques d'athérosclérose furent découvertes lors de l'autopsie du cadavre de Lénine dans les parois de la section abdominale de l'aorte. Les vaisseaux du cœur étaient altérés de façon peu importante, tout comme les vaisseaux de tous les organes internes.

Le 7 février 1924, Forster, dans une lettre à son collègue O. Vitke, décrit en ces termes l'origine de la maladie de Lénine :

*“L'autopsie a révélé une obturation complète de la carotide interne gauche, de toute l'artère basilaire. La carotide interne droite présentait une importante calcification. L'hémisphère gauche est presque totalement détruit, l'hémisphère droit présente des altérations. Une grave aortite abdominale, une légère sclérose coronarienne”* (Kuhlendaal Der Patient Lénine, 1974).

Nicolas Semachko, dans son article *“Qu'a révélé l'autopsie du corps de Lénine ?”* (1924), écrivait :

*“L'artère centrale qui alimente en gros les 3/4 du cerveau, la carotide interne était à l'entrée même dans le crâne si indurée que ses parois ne s'affaîsèrent pas lors de la coupe transversale, qu'elles fermaient sensiblement le passage et étaient à certains endroits tellement imprégnées de calcifications que l'on frappait sur elles avec la pince comme sur des os.”*

En ce qui concerne la syphilis, ni l'autopsie ni l'analyse microscopique des fragments de tissus prélevés pour l'examen ne révélèrent l'existence d'aucune des altérations spécifiques de cette maladie.

On ne découvrit par exemple pas de gommages dans le cerveau, dans les muscles et dans les organes internes, et on n'observa pas les modifications typiques des gros vaisseaux, avec l'altération, surtout, de la tunique artérielle moyenne. Il aurait été évidemment très important d'effectuer un examen de la crosse de l'aorte, qui, en cas de syphilis, est la première à être affectée. Mais de toute évidence, les anatomopathologistes étaient tellement certains de leur diag-

nostic d'athérosclérose généralisée qu'ils jugèrent superflu d'effectuer un examen de cette sorte.

Ce qui frappa surtout les médecins soignants comme les chercheurs ultérieurs, c'est la discordance entre l'évolution de la maladie de Lénine et le cours habituel de l'athérosclérose des vaisseaux du cerveau, telle qu'il est décrit dans la littérature médicale.

Une fois que les déficiences apparues eurent rapidement disparu au lieu de s'aggraver, comme cela se passe d'ordinaire, la maladie se développa par à-coups et non de façon régulière, comme d'ordinaire.

Plusieurs hypothèses furent avancées à cette occasion. Le plus raisonnable est sans doute de souscrire à l'avis de V. Kramer, que partageait aussi A. M. Kojevnikov. En mars 1924, dans son article *“Mes souvenirs sur V. I. Oulianov-Lénine”*, il écrit :

*“Comment expliquer l'originalité, le développement de la maladie de Vladimir Ilitch, qui ne correspond pas au tableau habituel de l'athérosclérose générale du cerveau ? Une seule réponse est possible : comme l'idée s'en est ancrée dans la conscience des médecins, tout est inhabituel chez les gens éminents : comme leur vie, la maladie, chez eux, se développe toujours d'autre manière que chez les autres mortels.”*

Certes, cette opinion est loin d'être scientifique, mais elle est humainement très compréhensible. Ce qui a été dit ci-dessus suffit pour aboutir à une conclusion précise et claire : Lénine souffrait d'une altération des vaisseaux du cerveau, et en particulier du système de la carotide gauche. Ce qui reste en revanche inexpliqué, c'est la cause de l'altération inhabituellement dominante unilatérale, précisément de la carotide gauche.

## La balle fatale de Fanny Kaplan

La blessure que reçut Lénine à l'usine Michelson, le 30 août 1918, joua fina-

lement un rôle presque décisif dans la maladie et la mort de Lénine.

Fanny Kaplan tira sur Lénine, à une distance maximale de trois mètres, des balles de calibre moyen, à l'aide d'un browning. Selon la reconstitution effectuée par Kinguissep, au moment des coups de feu, Lénine discutait avec Popova et présentait à la meurtrière son côté gauche. L'une des balles pénétra dans la partie supérieure de l'épaule gauche, traversa l'humérus et se fixa dans les tissus mous de la région scapulaire. La deuxième balle, entrant dans le tissu scapulaire de l'épaule gauche, accrocha l'épine de l'omoplate, traversa le cou de part en part et ressortit du côté droit opposé sous la peau, près de la jonction entre la clavicule et le sternum.

Sur la radio prise par D. T. Boudinov (interne de l'hôpital Ekaterinine), le 1<sup>er</sup> septembre 1918, on distingue bien la position des deux balles.

Quels furent les effets destructeurs du trajet de la balle entre l'ouverture initiale sur la partie postérieure du tissu scapulaire jusqu'à l'extrémité du muscle qui relie la clavicule et le sternum du côté droit ?

Passant à travers la couche des tissus mous, la balle, dont la tête avait été fendillée par le choc sur l'épine de l'omoplate, traversa le sommet du poumon gauche, qui dépassait la clavicule de trois à quatre centimètres, déchira la plèvre qui le recouvre et endommagea le tissu pulmonaire sur deux centimètres. Dans cette partie du cou (appelée le triangle vertébral) est situé un épais réseau de vaisseaux sanguins (le canal thyroïdien, la grande artère du cou, les artères sous-clavières, un plexus veineux), mais surtout c'est là que passe l'artère centrale, qui irrigue le cerveau, ainsi que la grande veine jugulaire interne et les nerfs pneumogastrique et sympathique.

La balle ne pouvait que détruire le réseau dense d'artères et de veines dans cette région et, d'une façon ou d'une autre, endommager ou meurtrir (contusionner) la paroi de la carotide. Du sang s'écoula en abondance de la blessure dans le dos juste après le coup de feu, et ce sang dans le creux de la blessure s'écoula aussi dans la cavité de la plèvre,

qu'il remplit très vite complètement. En 1924, Rozanov se rappelle :

*"Il y eut un énorme épanchement de sang dans la cavité pleurale gauche, qui a repoussé le cœur loin sur la droite."*

Plus loin, la balle est entrée en arrière du pharynx, le heurt avec la colonne vertébrale a modifié sa direction et elle a pénétré le côté gauche du cou dans la région de l'extrémité interne de la clavicule. Elle a formé à cet endroit un hématome sous-cutané (amas sanguin dans le tissu adipeux).

Malgré la gravité de la blessure, Lénine se rétablit assez vite et, après un bref repos, reprit une activité vigoureuse.

Néanmoins, au bout d'un an et demi, apparurent des phénomènes liés à l'insuffisante irrigation sanguine du cerveau : douleurs de tête, insomnie, perte partielle de la capacité de travail.

L'extraction de la balle logée dans le cou effectuée en 1922 n'apporta, on le sait, aucun soulagement. D'après les observations de V. N. Rozanov, qui prit part à l'opération, Lénine ne présenta alors aucun signe d'athérosclérose. Il souligna :

*"Je ne me rappelle pas que nous ayons alors remarqué quelque chose de particulier dans le domaine de la sclérose ; sa sclérose correspondait à son âge."*

Tous les développements ultérieurs découlent clairement d'un rétrécissement progressif de la carotide gauche, en liaison avec la résorption et la cicatrisation des tissus autour d'elle. En même temps, un thrombus (caillot) étroitement soudé à la membrane intérieure du vaisseau dans la zone de la paroi artérielle qui subit la contusion initiale a manifestement commencé à se former. Le caillot peut grossir progressivement sans symptôme apparent, jusqu'au moment où il bouche jusqu'à 80 % du diamètre du vaisseau, ce qui se produisit visiblement au début de 1921.

Le développement ultérieur de la maladie, avec des périodes d'amélioration et d'aggravation, est typique de ce genre de complication.

L'athérosclérose dont souffrait indubitablement Lénine à cette époque frap-

pa probablement surtout le lieu de moindre résistance, la carotide gauche, qui avait subi le traumatisme.

L'un de nos célèbres neuropathologues, Z. L. Lourié, est d'accord avec cette conception de la maladie de Lénine. Il écrit en effet dans son article "*La maladie de Lénine, à la lumière de l'enseignement moderne sur la pathologie de la circulation sanguine du cerveau*" :

*"Ni les examens cliniques ni l'autopsie ne découvrirent de signes sérieux d'athérosclérose ou de quelconques autres pathologies parmi les organes internes."*

C'est pourquoi Lourié considère que "*l'artère gauche de Lénine s'est rétrécie*

*non pas à la suite d'une athérosclérose, mais à cause de la contraction produite par les cicatrices laissées par les balles, qui traversèrent le tissu du cou près de la carotide lors de l'attentat contre sa vie commis en 1918"*.

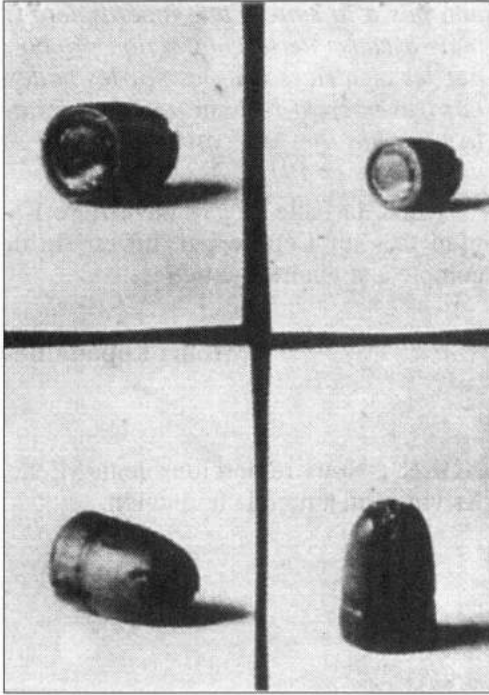
Ainsi, la balle que la meurtrière Kaplan tira sur Lénine parvint en fin de compte à atteindre son but.

**Iouri Lopoukhine**

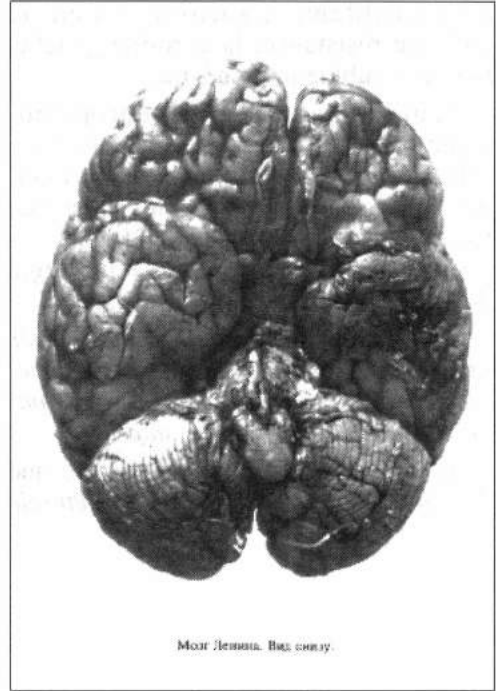
**NDLR :** Nous remercions Jean-Michel Krivine, qui a revu la traduction.



Iouri Lopoukhine.

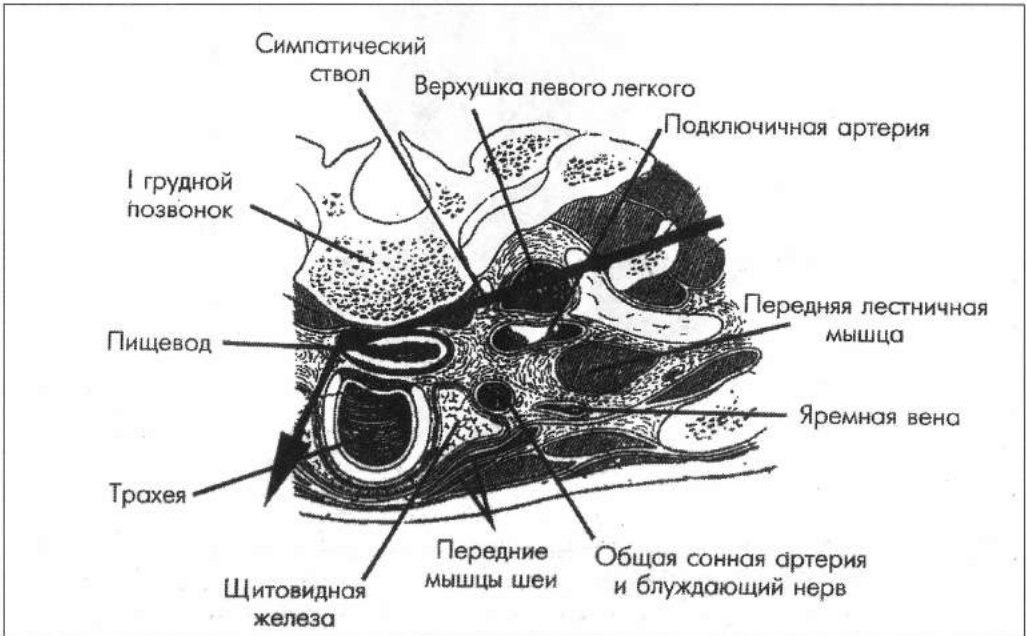


Photographies des balles tirées sur Lénine par Fanny Kaplan.



Мозг Ленина. Вид снизу.

Le cerveau de Lénine, vu de dessous.



Le trajet de la balle à travers les tissus (de gauche à droite, en partant du haut) : chaîne sympathique, sommet du poumon gauche, artère sous-clavière, muscle, jugulaire, carotide et nerf vague (ou pneumogastrique), muscles antérieurs du cou, glande thyroïde, trachée, œsophage, première vertèbre dorsale.

# **La Nouvelle Opposition dans les syndicats de Leningrad**

**(Dmitri Lobok)**

**Le document présenté ci-après éclaire une page peu connue de la lutte de la direction stalinienne contre les représentants de la "Nouvelle Opposition" de Zinoviev-Kamenev, qui dirigeait les syndicats de Leningrad. La défaite de la Nouvelle Opposition au XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe (bolchevique) en décembre 1925 (18-31 décembre) fut suivie d'une épuration des cadres politiques et syndicaux de Leningrad.**

**Ce document donne une idée des méthodes utilisées par les deux camps dans la lutte interne au parti. Il a été rédigé par G. D. Weinberg, membre de la commission centrale de contrôle du parti et alors directeur de la section de tarification économique du conseil régional des syndicats. Partisan de la "ligne générale" stalinienne, G. D. Weinberg prit une part active à l'élimination des partisans de Zinoviev de leurs responsabilités dans les syndicats de Leningrad, ce qui ne resta pas inaperçu. Weinberg fut en effet ensuite nommé secrétaire du conseil central des syndicats. Mais il fut plus tard liquidé, comme beaucoup d'autres cadres syndicaux. Malgré la volonté de Weinberg de présenter le cours des événements sous un jour favorable à lui-même et à ses partisans, sa note présente un intérêt indubitable pour tous ceux qui s'intéressent à la lutte interne au parti dans les années 1920.**

**Le document est reproduit avec quelques coupures insignifiantes. Le style de l'auteur y est fidèlement reproduit. Ce document se trouve conservé aux Archives centrales d'Etat de Leningrad, fonds 6 276, inventaire 272, dossier 8, feuilles 1 à 3.**

**Dmitri Lobok, agrégé d'histoire,  
professeur à l'Université des syndicats  
de Saint-Pétersbourg**

## **“Le rôle et le travail de l’opposition de Leningrad dans les syndicats”**

**L**E 27 décembre (1925), les camarades Glebov (1), Moïsseïev (2), Fedorov (3), de retour du congrès, décidèrent de convoquer le bureau de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad (4) pour les informer des travaux du congrès. Le camarade Lisskier (5) fut invité à ne pas convoquer Weinberg (6), Legrak, Kondratiev, Suerganine, Koulaboukov, Ioukossov (7) et d’autres. Dix minutes avant l’ouverture de la réunion, il fut proposé de les inviter, sauf Weinberg... L’opposition réussit ainsi à obtenir la majorité dans la réunion (qui, sur l’exigence des partisans du comité central, fut déclarée seulement consultative, vu l’absence de quorum), mais ne parvint pas à faire voter une résolution... Glebov donna une vision tendancieuse des travaux du congrès. On nous refusa de présenter un contre-rapport... Des résolutions analogues furent organisées dans les autres syndicats, avec pour but d’obtenir que les syndicats de Leningrad soutiennent l’opposition.

Le 28 décembre, Glebov invita Lisskier à venir chez lui et lui demanda de convoquer la fraction du plénum du conseil régional des syndicats et de vérifier l’attitude de ses membres (150) à l’égard de l’opposition, en les visitant chez eux, en les faisant convoquer chez des organisateurs, chez les secrétaires des comités de district du parti.

Dans les bureaux de Glebov et de Moïsseïev au conseil régional s’installe un état-major, qui convoque les cadres dirigeants des syndicats et des comités d’usine et de fabriques (8). Cet état-major convoque Redakov, de Skorokhod, Dementiev, de l’usine Koniachine de Grampark, et d’autres (9). Les dirigeants des syndicats oppositionnels (métallur-

---

(1) Glebov-Avilov N. P. (nom de famille réel : Avilov) (1887-1937), président du conseil régional des syndicats de la région de Leningrad, membre du présidium du conseil central des syndicats. En 1925, se rangea aux côtés de la Nouvelle Opposition.

(2) Moïsseïev I. I. (?), secrétaire du conseil régional des syndicats de Leningrad, partisan de la Nouvelle Opposition.

(3) Fedorov (?), directeur du Palais du travail, siège de l’état-major des syndicats de Leningrad, partisan de la Nouvelle Opposition.

(4) Organe dirigeant les syndicats de la région.

(5) Lisskier M. L. (?), secrétaire de l’union régionale des syndicats de médecins.

(6) Weinberg G. D. (?), membre de la commission centrale de contrôle du Parti communiste russe (bolchevique), responsable de la section de tarification économique du conseil régional des syndicats.

(7) Membre du présidium du conseil régional des syndicats, membre de la fraction communiste de ce conseil.

(8) Les comités d’usines et de fabriques étaient à cette époque les sections de base des syndicats dans les entreprises.

(9) Rezakova (?) et Dementiev (?) étaient présidents des comités d’usines et de fabriques de leurs entreprises.

gistes, ouvriers du textile, ouvriers imprimeurs, transports fluviaux, etc.) tiennent des conférences permanentes.

Chez les métallurgistes aussi, un travail du même ordre fut entrepris : on convoqua les présidents des comités syndicaux des usines Poutilov rouge, Troubotchkoï (10) et autres. A la suite de cela, le travail (syndical) s'interrompt dans ces usines. Car les présidents opposants s'occupaient de "grande politique". Aux questions de travail courant qui leur étaient posées, Glebov et Moïsseiev répondaient : "*Nous n'avons pas le temps*", "*Laisse-nous tranquilles*", "*On a autre chose à s'occuper en ce moment*", etc. Et le travail (syndical) était paralysé.

Chaque syndicat et chaque comité d'usine comportait des partisans du comité central et des opposants, qui luttaient entre eux... Les partisans du comité central dans le comité régional des syndicats de Leningrad développaient de leur côté une intense activité en faveur du comité central (du parti).

Au Rabpross (11), Olkhovenski (12) a été démissionné par 20 voix pour et 2 abstentions. La fraction du syndicat des travailleurs du bois affirma sa défiance à son président, Prokhorov (13), et le démissionna. Le même phénomène se passa dans toute une série d'autres syndicats...

L'opposition est particulièrement forte dans le syndicat des métallurgistes, qui compte 100 000 membres. Jusqu'alors, Fedorov expliquait : "*Il n'y a rien à craindre, il y a peu de travailleurs qualifiés, donc ils sont très demandés. Nous, les métallurgistes, nous devons tenir ferme et si on limoge l'un d'entre nous, nous devons tous prendre sa défense, parce que si nous nous soutenons les uns les autres, personne ne pourra nous défaire, et si on nous liquide, que cela se passe dans le sang.*"

Jouk (14) a été démissionné au congrès des travailleurs du textile pour mauvais travail. Chedboukhov (15), au congrès national des travailleurs du bâtiment, a été élu au comité central et laissé en poste au comité central à Moscou. Mouchtakov (16) a quitté le syndicat du transport fluvial pour un travail dans

l'économie. Gordon (17), le vaillant écuyer de l'opposition, a été démis par la commission centrale de contrôle et mis par elle à la disposition du comité central du parti.

Glebov a démissionné le rédacteur en chef de *L'Ouvrier de Leningrad* (18), coupable d'avoir publié un article défendant les décisions du XIV<sup>e</sup> Congrès sur les problèmes syndicaux sans l'avis du bureau de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad. Le bureau du comité de Leningrad du parti a confirmé cette décision, sans écouter le bureau de la fraction...

Au cours des deux dernières semaines, de nombreux membres du bureau de la fraction et de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad envoient des déclarations réclamant la réunion d'un plénum du conseil régional. Mais Glebov et Moïsseiev sont intraitables. Et le 8 janvier 1926, ils ont privé toute une série de camarades (présidents de syndicats et membres suppléants du présidium) du droit de vote. Avec le bureau de la fraction des syndicats, ils ont en effet décidé, à propos de la convocation d'une réunion de la fraction pour écouter le rapport de Tomski sur le XIV<sup>e</sup> Congrès et les tâches des syndicats, "*de considérer que les membres suppléants du présidium et les présidents des syndicats n'avaient pas*

(10) Poutilov rouge (aujourd'hui "Usine Kirov") et Troubotchkoï étaient de grosses entreprises de construction mécanique.

(11) Rabpross : syndicat des personnels de l'enseignement.

(12) Olkhovenski (?), président du comité régional des syndicats des personnels de l'enseignement jusqu'en 1926.

(13) Prokhorov (?), président du comité régional des syndicats des travailleurs du bois jusqu'en 1926.

(14) Jouk (?), président du comité régional du syndicat des travailleurs du textile jusqu'en 1926.

(15) Chedboukhov (?), président du comité régional du syndicat des travailleurs du bâtiment jusqu'en 1926.

(16) Mouchtakov (?), président du comité régional du syndicat des transports fluviaux jusqu'en 1926.

(17) Gordon M. S., président du comité régional du syndicat des ouvriers imprimeurs.

(18) Journal des syndicats de Leningrad.



voix délibérative". Ils ont ainsi pu écarter la convocation de la fraction.

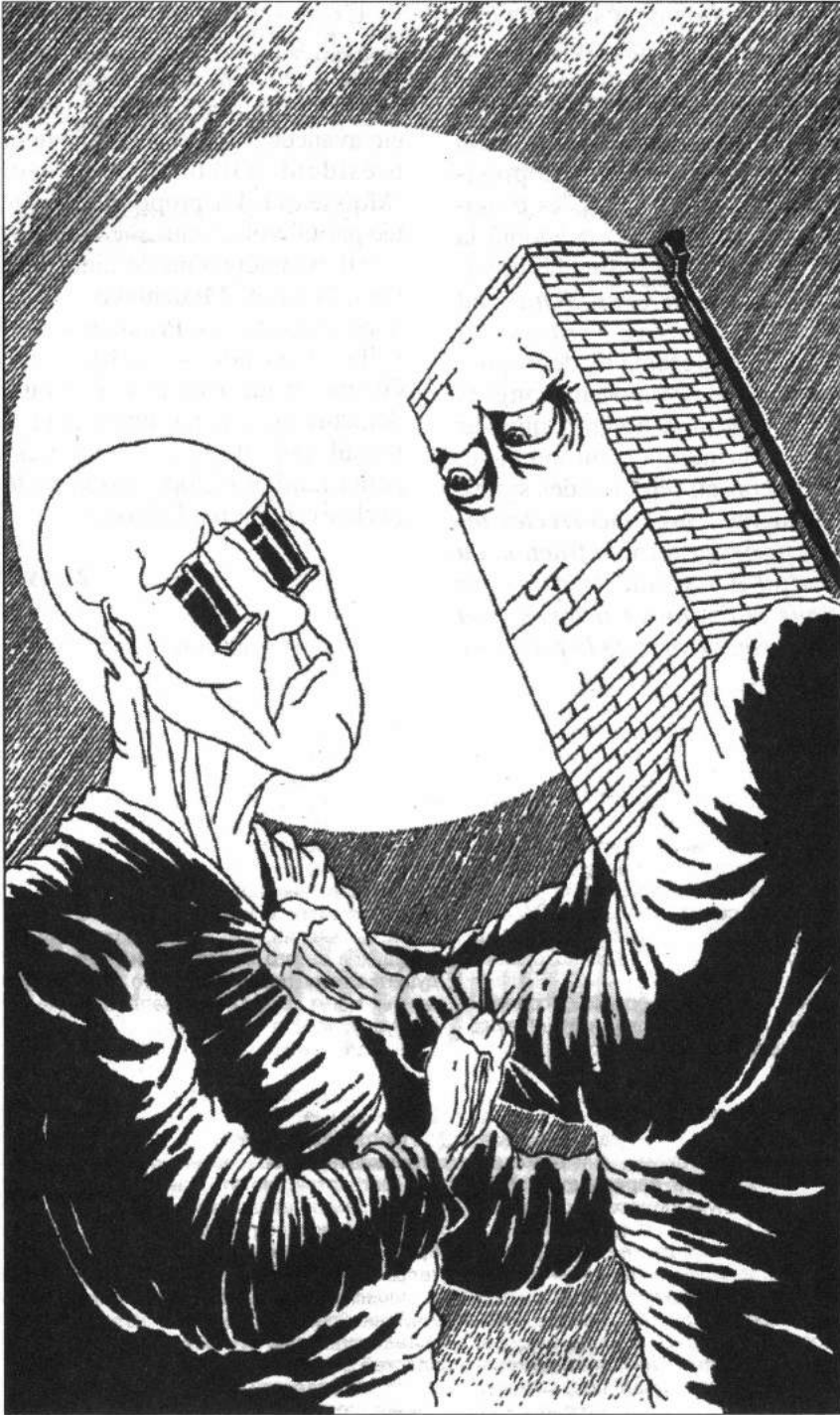
Ce n'est qu'à la réunion suivante que l'on a pu faire décider cette réunion. La réunion de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad et du bureau de la fraction des syndicats a, par 260 voix contre 40, démissionné le présidium de la réunion, formé par les camarades Glebov et Moïsseiev, et adopté la résolution suivante : *"Toutes les décisions du XIV<sup>e</sup> Congrès sont pleinement justes et d'un contenu léniniste."* Condamnant les représentants de l'opposition qui sont intervenus au congrès d'un point de vue non bolchevique sur les problèmes du mouvement syndical, la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad *"juge incorrectes les accusations portées contre la fraction du conseil central des syndicats de mener une politique des salaires incorrecte et de poser de façon incorrecte le problème*

*de l'unité du mouvement syndical mondial"*.

L'opposition a exigé la réunion à huis clos du seul bureau de la fraction de la réunion plénière du conseil régional des syndicats. Au cours de cette réunion a été avancée la proposition de démettre le président (Glebov) et le secrétaire (Moïsseiev). La proposition a été adoptée par 69 voix contre 31.

(Il est intéressant de noter qu'auparavant, Fedorov, Mouchtakov — des transports fluviaux —, Prokhorov — des travailleurs du bois — se bagarraient avec Glebov et lui avec eux, ils voulaient se démettre les uns les autres pour mauvais travail, puis ils se sont réunifiés en une petite famille.) L'opposition a été battue exclusivement par la base.

**21 avril 1926,  
G. Weinberg,  
membre du comité central**



**Deux regards  
sur la grève  
générale  
de 1926  
en Angleterre**



Manifestation de chômeurs dans le quartier du Strand, à Londres, dans les années 1920.

## **“Pas un penny en moins sur la paye, pas une seconde en plus pour la journée”**

**A**UJOURD'HUI oubliée des manuels d'histoire et même de nombreux historiens, la grève générale de mai 1926 en Angleterre a été un moment important de la lutte des classes en Europe dans les années de l'après-guerre. Nous donnons une image de ses moments les plus importants en citant les faits indiqués, d'un côté, par John Mac Nair, secrétaire de l'Independent Labour Party à dater de 1938, que l'on peut qualifier de “social-démocrate de gauche pacifiste” (1), et, de l'autre, par Henry Pelling, universitaire, historien quasi officiel du Labour Party et des Trade Unions (2). Les faits cités par Pelling et même ses conclusions sont d'autant plus significatifs que sa position est claire :

*“Ni les dirigeants ni la majorité des grévistes n'avaient vraiment l'intention de transformer la grève en mouvement révolutionnaire ; et c'est pourquoi, en face d'un gouvernement décidé à s'opposer aux revendications, le conseil général n'avait pas d'autre alternative que de céder tôt ou tard (3).”*

A ces dirigeants, Pelling fait néanmoins un reproche lorsqu'il évoque les négociations engagées par eux dès le lendemain de la décision de grève :

*“On doit blâmer le comité de négociation, et surtout Thomas, pour n'avoir pas réussi à obtenir la moindre concession de la part du gouvernement et pour*

*avoir dissimulé son échec à ses collègues (4).”*

Henry Pelling balance ce reproche aux dirigeants du conseil général par un autre, inverse, à l'adresse des mineurs, qui continuèrent la grève neuf mois durant après son interruption, le 12 mai 1926 :

*“En revanche, l'inflexibilité des mineurs et l'absence de leurs dirigeants étaient également inexcusables (5).”*

*“La grève générale de 1926 est le plus grand et le plus tragique épisode de l'histoire de la classe ouvrière britannique”,* écrit John Mac Nair dans sa biographie de James Maxton, le dirigeant de l'Independent Labour Party, dont John Mac Nair lui-même fut élu secrétaire général à son retour d'Espagne en 1938 (6).

Pour répondre à la crise provoquée par la contraction brutale des marchés outre-mer, le patronat britannique décida de baisser sévèrement le coût du travail et s'attaqua d'abord aux mineurs :

*“En avril, les propriétaires des mines exigèrent une nouvelle réduction de sa-*

(1) John Mac Nair, *James Maxton, the Beloved Rebel*, Georges Allen and Unwin, Londres, 1955.

(2) Henry Pelling, *Histoire du syndicalisme britannique*, le Seuil, 1967.

(3) *Ibidem*, p. 198.

(4) *Ibid.*, p. 198.

(5) *Ibid.*, pp. 198-199.

(6) Mac Nair, *op. cit.*, p. 157.

lares, qui étaient déjà pratiquement à un niveau de famine. Les mineurs refusèrent et les patrons décidèrent leur second lock-out des mines le samedi 1<sup>er</sup> mai (7).”

Une commission royale de conciliation présidée par le noble sir Herbert Samuel reprit les exigences des patrons (réduction des salaires, allongement de la durée du travail). Le secrétaire général des mineurs formula les exigences de ses syndiqués par une formule claire : *“Pas un penny en moins sur la paye, pas une seconde en plus sur la journée”*, ce qui pousse Henry Pelling à le ranger parmi les *“hommes amers et obstinés”* (8). Les patrons des mines avaient déjà organisé un premier lock-out cinq ans plus tôt, pour tenter de briser les mineurs et, à travers eux, la classe ouvrière britannique. Le choix du 1<sup>er</sup> mai pour décréter un tel lock-out avait un caractère évident de défi.

La réaction ouvrière fut immédiate :

*“La plus grande manifestation jamais vue à Londres fut organisée à Hyde Park ce même premier mai. La manifestation exprima l'exigence irrésistible que les mineurs soient soutenus à tout prix et, pour ce faire, d'en appeler à l'aide de la Triple Alliance, c'est-à-dire des cheminots et de tous les travailleurs du transport (9).”*

Par crainte de voir l'incendie se propager, le gouvernement engagea immédiatement des négociations et, malgré le respect britannique du repos dominical, ces négociations s'engagèrent dès le dimanche 2 mai :

*“Toute la journée de dimanche et de lundi, le conseil général des Trade Unions négocia avec le gouvernement, mais ces négociations furent rompues le lundi soir sur une question en fait secondaire. En plein milieu des négociations, le Daily Mail voulut publier l'un de ses articles orduriers attaquant les mineurs. A leur honneur éternel, les ouvriers imprimeurs refusèrent de composer l'article. Quand la nouvelle fut rendue publique, le cabinet rompit immédiatement toutes négociations, alors même que les représentants du gouvernement et des syndicats étaient arrivés à*

*un accord (...). A minuit, le lundi 3 mai, face au refus du gouvernement de poursuivre les discussions, le conseil général invita les cheminots et les travailleurs du transport à débrayer ; la grève générale fut déclarée (10).”*

Elle concernait les trois corporations : mineurs, cheminots, transports, soit environ trois millions de travailleurs. Le conseil général, en revanche, laissa au travail les ouvriers du textile et les employés des postes. Dès la proclamation de la grève, des comités de grève locaux se constituèrent dans toutes les agglomérations, mais ne se fédérèrent pas entre eux. Le conseil général assurait seul, et sans contrôle de la part des grévistes, la direction du mouvement.

Dans cette situation d'exception, Churchill prit en main la défense des intérêts du patronat :

*“Le Premier ministre était alors Stanley Baldwin, mais la personnalité dominante du gouvernement était Winston Churchill, qui mobilisa alors toutes les forces de l'Etat. Vu la paralysie des transports, les journaux ne pouvaient pas être distribués et la BBC devint la seule source d'informations. La BBC fut littéralement confisquée par le gouvernement, qui diffusa chaque jour sa propagande contre la grève. Churchill publia aussitôt un journal intitulé The British Gazette, qui fut largement distribué par les briseurs de grève” (11), dont le recrutement est systématiquement organisé.*

Le 5 mai, le conseil général décida d'imprimer à Manchester son propre journal, le *British Worker*, en réponse à *The British Gazette*.

John Mac Nair souligne :

*“Le gouvernement avait l'appui complet de la classe moyenne, les proprié-*

(7) *Ibid.*, p. 157.

(8) Pelling, *op. cit.*, p. 193.

(9) Mac Nair, *ibid.*, p. 157.

(10) *Ibid.*, pp. 157-158. Le *Daily Mail* est un journal conservateur. La Triple Alliance est un accord d'unité d'action passé entre les trois plus gros syndicats des TUC (mineurs, cheminots, transports).

(11) *Ibid.*, p. 158.

taires terriens, des financiers avec leur énorme armée de laquais, et la totalité des partis officiels, conservateurs et libéraux. Ils étaient tous unis, mobilisés avec énergie et impitoyablement dressés contre les travailleurs.

Ce n'était pas le cas de l'autre côté. Il y avait une effrayante division parmi les dirigeants et une totale incompréhension entre l'aile politique et l'aide syndicale du mouvement (12)."

Cette division s'exprima de façon brutale lors de la reprise des négociations entre le conseil général et la commission royale d'Herbert Samuel. Le conseil général désigna pour le rencontrer un comité de négociation dans lequel ne figurait aucun représentant de la fédération des mineurs.

"Malgré cela, poursuit John Mac Nair, une totale solidarité régnait parmi les quatre millions d'ouvriers qui avaient répondu à l'appel à la grève. Aucune défaillance dans leurs rangs. De nombreuses autres sections de la classe ouvrière, tout particulièrement les mécaniciens et les travailleurs du bâtiment, auraient répondu s'ils avaient été invités à entrer dans le mouvement et la grève serait alors devenue générale. Mais l'appel ne fut pas lancé. Une fois de plus, la division introduite par les dirigeants conduisit à la défaite des travailleurs (13)."

La fédération des mineurs, consultée sur le relevé de conclusions établi par le comité de négociation et Herbert Samuel, émit un avis négatif. Et pour cause, comme le souligne John Mac Nair, qui y voit pourtant un compromis : le relevé "contenait une clause sinistre sur la réduction provisoire du salaire des mineurs" et ne donnait aucune garantie sur la réintégration des grévistes licenciés et sur la fin du lock-out... Le comité de négociation décida purement et simplement de ne plus solliciter l'avis de la fédération des mineurs. Le journal *British Worker* titra pourtant en manchette : "Les conditions de paix : les mineurs ont obtenu un contrat honnête."

Le 12 mai 1926, le conseil général des TUC donna l'ordre de la reprise. John Mac Nair note :

"Les travailleurs, surtout dans les Midlands, le nord et l'Ecosse, ne purent y croire. Quand l'arrêt du mouvement fut confirmé, les travailleurs crurent avec confiance que le gouvernement avait reculé. Tel n'était pas le cas. Sir Herbert Samuel, le président de la commission, avait établi un mémorandum officieux, qui n'avait de valeur contraignante pour personne. C'était un document de compromis, dont les termes étaient plutôt meilleurs que ceux du précédent relevé de conclusions et rien n'y suggérait la continuation du lock-out des mineurs. Ces propositions furent soumises au gouvernement, qui, apparemment, les approuva, et elles furent acceptées par le conseil général des Trade Unions. Avec une stupidité stupéfiante, le conseil général décida aussitôt la fin de la grève, sans avoir obtenu du gouvernement aucun accord définitif sur les conclusions de la commission Samuel ni la garantie du maintien des grévistes dans leur emploi et de la réintégration des mineurs lockoutés. Seuls les mineurs refusèrent d'accepter cette décision et ils menèrent une lutte acharnée, mais solitaire et navrante, pendant neuf mois (14)."

Henry Pelling s'interroge :

"La fin de la grève générale fut-elle vraiment une trahison ? L'extrême gauche l'a toujours pensé (15)."

Il avait répondu auparavant à sa question en affirmant :

"Comme les membres du conseil général n'avaient aucun dessein révolutionnaire, ils redoutaient tout autant que le gouvernement une situation de chaos politique (...). Plusieurs d'entre eux, J.-H. Thomas en particulier, avaient peur de perdre le contrôle de leurs partisans et d'être entièrement dépassés par les événements ; ils étaient donc d'autant plus soucieux de saisir n'importe quelle occasion de reprendre contact avec le cabinet (16)."

(12) *Ibid.*, p. 158.

(13) *Ibid.*, p. 158.

(14) *Ibid.*, p. 158.

(15) Pelling, *op. cit.*, p. 198.

(16) *Ibid.*, p. 197.

Malgré cette analyse, Henry Pelling affirme :

*“La loyauté des militants de base pendant la grève générale montra le pouvoir et la force extraordinaires du syndicalisme britannique ; l’infâme capitulation de ses dirigeants prouva à quel point ils étaient dépourvus de tout programme politique pour l’avenir (17).”*

John Mac Nair, de son côté, affirme :

*« Les membres du conseil général étaient de confortables permanents, comme leurs partenaires de la Fédération des industries britanniques. Ils n’avaient aucune idée de l’ampleur potentielle des forces qu’ils avaient déchaînées. Si les écluses de la révolution avaient été ouvertes, ils auraient été balayés. Aussi veillèrent-ils à ce qu’elles soient soigneusement fermées. Ils furent encouragés dans cette attitude par la déclaration de sir John Simon, qui qualifia la grève d’“anticonstitutionnelle”. Ils acceptèrent la définition de cette grève comme anticonstitutionnelle (18). »*

Le bilan de cette défaite organisée est très lourd. John Mac Nair le décrit en ces termes :

*“Les derniers mois de cette année virent la victoire complète de toutes les forces de la réaction et la prostration des ouvriers. Le gouvernement fit payer une note salée. Un arrêté décréta la grève générale anticonstitutionnelle et, dès le début de 1927, furent adoptés les actes infâmes sur les discussions professionnelles*

*et sur les Trade Unions, qui portèrent un coup mortel aux fondements du syndicalisme britannique. Les mineurs continuaient à se battre seuls, et de nombreuses femmes et de nombreux enfants mouraient littéralement de faim dans les vallées du Pays de Galles. Tous les dirigeants locaux des mineurs étaient victimes de représailles. Les propriétaires de mines, qui avaient toujours été les plus brutaux de l’armée des profiteurs de guerre, furent impitoyables. Les mineurs durent se soumettre à des réductions de salaires et à une augmentation des heures de travail.”*

John Mac Nair conclut :

*“Tous les pouvoirs de l’Etat et tous les profits accumulés de la guerre furent utilisés pour écraser et pour humilier les hommes qui avaient produit les richesses qui avaient rendu les profits possibles (19).”*

La dirigeante du courant fabien (droite réformatrice) dans le Labour Party, future admiratrice de Staline (avec son époux Sidney), Beatrice Web, nota dans son journal, en date du 18 mai :

*“L’échec de la grève générale montre à quel point le peuple britannique est plein de bon sens (20).”*

(17) *Ibid.*, p. 201.

(18) Mac Nair, *op. cit.*, p. 159.

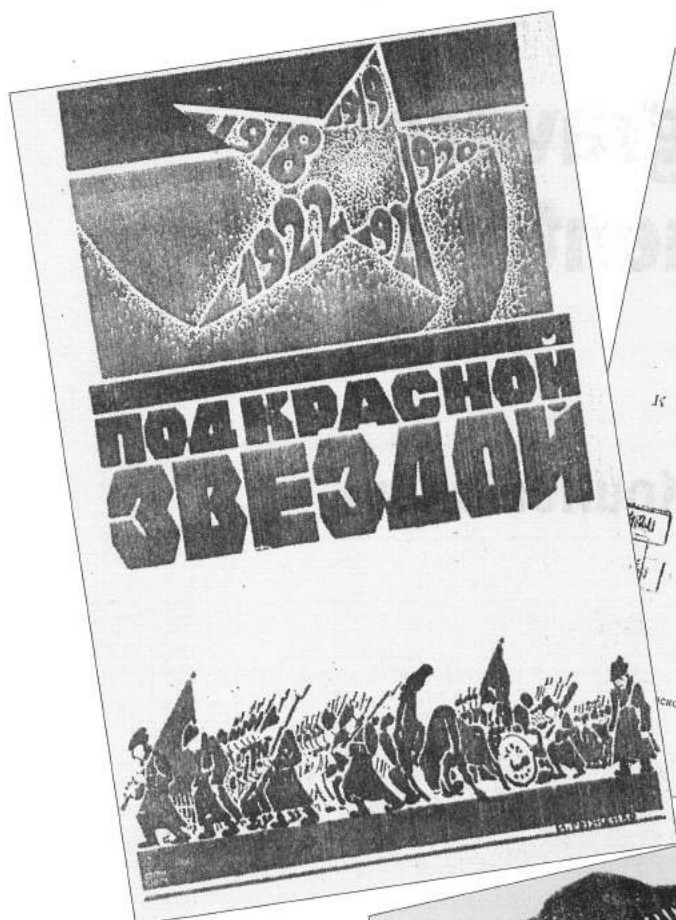
(19) *Ibid.*, p. 162.

(20) Cité par Pelling, *op. cit.*, p. 201.



# **“Les gravures qui mentent”**

**(Andreï Kourionichev)**



*Sous l'étoile rouge.*



*“L’organisateur et le chef de l’Armée rouge, L. D. Trotsky.”*

*“Sous l'étoile rouge, recueil pour le cinquième anniversaire de l'Armée rouge, sous la rédaction de N. Noratchev et de N. Antchar-ski.”*

## "Le cas Trotsky"

**L**ES gravures qui mentent" : tel est le titre de l'exposition qui s'est ouverte récemment au Musée d'histoire contemporaine de la République fédérale d'Allemagne, exposition consacrée aux falsifications, déformations des sources visuelles et de la mémoire historique de faits, de phénomènes ou de personnages historiques. L'une des rubriques de l'exposition devait s'appeler "*Le cas Trotsky*". Malheureusement, elle n'a pas été maintenue sous cette forme, et les matériaux qui y auraient été rassemblés sont dispersés sous d'autres chapitres. Néanmoins, le fait même que les historiens et les collaborateurs du musée se soient intéressés à ce thème mérite à notre avis d'en informer le plus largement l'opinion, et notamment ceux qui s'intéressent à la vie et à la lutte de L. D. Trotsky, et à la lutte qu'ont menée contre lui ses adversaires politiques et idéologiques.

Le vingtième siècle a donné l'exemple des déformations les plus extravagantes de la réalité historique. Les formes et les méthodes employées pour répandre et, peut-on dire, imposer à la société divers mythes sur tel ou tel événement, fait ou personnage historique perdurent massivement jusqu'à aujourd'hui. La culture, le cinéma et la télévision de masse sont des exemples éclatants de la façon dont on roule le peuple. En même temps, on continue à utiliser les méthodes de falsification les plus

grossières : documents historiques falsifiés, photos et documents filmés retouchés et recadrés, personnages recouverts sur les toiles ou tableaux entièrement repeints.

Le gouvernement, les fonctionnaires, les bureaucrates sont devenus si puissants en notre siècle qu'ils ne craignent pas de recourir aux falsifications les plus ouvertes et les plus grossières. L'histoire est réécrite, les événements et les individus apparaissent dans les manuels, et même les ouvrages scientifiques, exactement à l'opposé de la réalité. Le Musée historique d'Etat de Moscou, qui a également pris part à cette exposition, possède une grande quantité de matériaux reflétant d'une manière ou d'une autre les tentatives des milieux dirigeants de l'URSS pour déformer l'histoire. Le musée possède non seulement un grand nombre de photographies, d'œuvres d'art déformant les événements historiques, mais également les sources tentant de déformer le passé sous l'angle, pour ainsi dire, de la vie quotidienne. Les artistes, les photographes se soumettaient à la commande sociale des dirigeants, mais on connaît des exemples où, sous l'empire d'une propagande incessante ou de la peur, les gens eux-mêmes, sans ordres venus "d'en haut", découpaient les représentations d'anciens héros de la révolution et de la guerre civile tombés en disgrâce vis-à-vis du pouvoir, crayonnaient leurs visages sur les photographies, etc.

Les musées et les archives allaient bien entendu beaucoup plus loin, collant par exemple sur le corps d'un homme représenté sur une photo la tête d'un autre. De plus, l'histoire contemporaine connaît des exemples de faits, d'événements, de phénomènes historiques fabriqués artificiellement par le moyen de photographies mises en scène ou de films imitant des documentaires. Un exemple éclatant de ce type de falsification est le film d'Eisenstein sur la prise du palais d'Hiver, en octobre 1917. A l'exposition, on donne comme exemple de photographies mises en scène les photographies fixant l'instant où le drapeau de la victoire est planté sur le Reichstag. Le sujet du drapeau planté comme symbole de la victoire était à l'époque assez commun. Dans le catalogue de l'exposition figure une scène en tout point semblable à celle de Berlin, mais avec la participation des troupes américaines.

L'un des exemples les plus criants de déformation de la vérité historique est sans conteste la métamorphose du rôle joué par L. D. Trotsky. Il a été transformé, de l'un des dirigeants les plus en vue du parti communiste, de l'Etat soviétique, organisateur de l'Armée rouge, en contre-révolutionnaire, ennemi de l'URSS, laquais et espion des Etats impérialistes, etc. Tous ces postulats de la nouvelle interprétation de l'histoire soviétique, formulés dans les années 1930 à 1950, exigeaient une confirmation documentaire particulière pour répondre aux besoins de la propagande.

Les auteurs de l'exposition du Musée de l'histoire contemporaine de Bonn n'ont malheureusement pas accordé assez d'attention à l'histoire de la transformation du dirigeant de la révolution et organisateur de l'Armée rouge en son antipode. De nombreuses œuvres artistiques et photographies sont à jamais perdues, ou, en tout cas, n'ont pas été retrouvées. Par exemple, les auteurs de l'exposition auraient voulu exposer l'affiche de Deni (V. N. Denissov) représentant Trotsky en saint Georges victorieux, écrasant le dragon de la contre-révolution. Cette affiche leur était nécessaire, visiblement, parce que Deni est devenu

par la suite l'un des caricaturistes les plus acharnés contre Trotsky après son expulsion d'URSS. L'affiche en question et d'autres matériaux graphiques (le tableau de M. I. Avilov de 1923, où Trotsky est représenté avec Lénine) auraient pu montrer son vrai rôle dans l'histoire ou, tout du moins, le représenter tel que le voyaient ses contemporains.

C'est visiblement à cause de l'absence de cette affiche que les organisateurs de l'exposition ont dû renoncer à exposer les dessins de Deni destinés à illustrer le livre de D. Biedny *Pas le temps de cracher*. Le livre de Biedny, écrit en très mauvais vers, était consacré à la parution à Berlin de l'autobiographie de Trotsky, *Ma vie*. Dans la mesure où sont représentées ou devaient être représentées à l'exposition des caricatures contre Trotsky de diverses époques, œuvres d'artistes aussi connus que les Koukryniksy, B. Efimov, A. Deni, D. Moor, il n'est pas inutile de noter que tous, à l'exception peut-être des Koukryniksy, avaient en leur temps activement participé au travail de propagande des organes du conseil militaire révolutionnaire dirigé par Trotsky, le connaissaient personnellement et même avaient été parmi ses partisans.

Ainsi, Deni (1893-1946) était un caricaturiste, un graphiste connu dès avant la révolution. Dans la période pré-révolutionnaire, Deni a collaboré aux journaux de Moscou *Boudilnik* ("Le Réveil-matin"), *Rampa i jizn* ("La Rampe et la Vie"), *Golos Moskvy* ("La Voix de Moscou"). Deni a commencé à faire des dessins satiriques pendant la Première Guerre mondiale. Ils étaient consacrés aux événements mondiaux. En 1917, après la révolution de Février, Deni a collaboré à la revue *Bitch* ("Le Fouet"), qui publiait ses caricatures contre les dirigeants bolcheviques. Après la révolution d'Octobre, Deni a commencé à collaborer activement à la propagande soviétique, y compris, comme il a été rappelé plus haut, dans l'armée.

De concert avec Demian Biedny, lui aussi chante dans le passé de la gloire de Trotsky, Deni et le poète prolétarien ont commis ce piètre pamphlet contre

l'autobiographie du chef de l'Armée rouge en disgrâce. Deni a été également l'auteur de plusieurs caricatures conservées dans les fonds de la filiale du Musée historique d'Etat-Musée Lenine, mais qui ne figurent pas à l'exposition “Les gravures qui mentent”, parce qu'elles ont été prêtées pour l'exposition “Dans les sous-sols du réalisme socialiste”. Dans l'ensemble, on peut constater que les caricatures de Deni, si on les compare à ce que d'autres artistes ont fait plus tard, font quasiment figure de panégyriques. Les caricatures parues dans la presse centrale soviétique, dans la *Pravda* et les *Izvestia*, pendant les procès politiques de 1936-1938, sont marquées d'une haine quasiment pathologique.

Dans ce domaine, un artiste toujours vivant, Boris Efimov, s'est particulièrement distingué. Ce caricaturiste a servi corps et âme la bureaucratie soviétique, de même que son frère aîné, Mikhaïl Koltsov, qui a longtemps été rédacteur en chef de la *Pravda* et des *Izvestia*. Mikhaïl Koltsov a été victime de la répression, ce qui n'a pas empêché Boris Efimov de continuer à exécuter les basses œuvres de Staline and Co.

Le plus étonnant est que, dans son livre récemment paru, Efimov a consacré tout un chapitre à ses rencontres avec Trotsky. Ce chapitre est écrit dans le style dont il usait à l'époque où Trotsky était encore au pouvoir. La première rencontre entre Efimov et Trotsky est caractéristique de la conduite de cet artiste en général. Il préparait la publication de son premier recueil de dessins satiriques et avait montré les épreuves à un journaliste et spécialiste de l'art connu à l'époque, Viatcheslav Polonsky. Ce dernier était, à l'époque de la guerre civile, chef du département des publications littéraires du conseil militaire révolutionnaire de la République. Ayant regardé le recueil, Polonsky déclara inopinément : “Et si on montrait ça à Léon Davidovitch Trotsky ?” “Oh, vous n'y pensez pas, Viatcheslav Pavlovitch ! Aller ennuyer Trotsky avec ça !”

“Quelques jours plus tard, écrit Efimov, j'entrai dans un immense bureau

de six pièces, dans le bâtiment du comité militaire révolutionnaire, rue Znamenka. Il convient de souligner, poursuit Efimov, que Trotsky trouva le temps et le désir de s'intéresser à mes dessins, alors que faisait déjà rage la discussion interne au parti (en fait, la lutte pour le pouvoir) entre l'opposition et la direction stalinienne (1).”!

La dernière rencontre de Efimov avec Trotsky eut également lieu dans des circonstances curieuses, peu avant l'expulsion de celui-ci d'Alma-Ata. Efimov passa chez Trotsky à la demande, une fois encore, de Polonsky. Efimov, il est vrai, ne fut pas convié au repas, qui était prêt. L'artiste lui-même raconte ainsi cet épisode : “Nous sommes sortis dans l'entrée, et là, ce qui s'est passé m'a stupéfait : Trotsky prit mon manteau, il était derrière moi et me le présentait, tandis que, terriblement confus de tant d'amabilité, je n'arrivais pas à trouver les manches (2).” Trotsky accompagna Efimov, visiblement occupé à ce moment par des problèmes bien plus importants que des discussions sur l'art. Maintenant, bien sûr, Efimov peut écrire ce qu'il veut sur ses rapports avec Trotsky, mais les infâmes caricatures torchées sur instruction directe de Staline, Mekhlis et leur acolytes ne pourront être effacées de l'histoire.

Un autre caricaturiste connu, qui a trempé dans l'iconographie calomniatrice de Trotsky, Moor (D. S. Orlov), l'a personnellement connu et a travaillé dans son ministère. Moor, comme on le sait, est l'auteur d'une des affiches les plus connues de l'époque de la guerre civile : “T'es-tu porté volontaire ?” (1920). Les caricatures de Moor contre Trotsky sont parmi les plus anciennes. Elles sont liées à un épisode de l'expulsion de Trotsky d'URSS et son arrivée à l'étranger. Là encore, les autorités officielles n'ont pu se retenir de fabuler. Comme on le sait, Trotsky a passé les premières années de son exil sur l'île de Prinkipo, au large de la Turquie, et ne

(1) Efimov B. E., *Moï vek* (“Mon siècle”), 1998, pp. 86-87.

(2) *Ibidem*, p. 89.

pouvait en aucune façon rencontrer et avoir des discussions avec les leaders européens de la social-démocratie. La caricature fait allusion à la parenté "spirituelle" et idéologique de Trotsky avec la social-démocratie, jouant sur la phrase du "Testament" de Lénine sur le "*non-bolchevisme de Trotsky*".

On peut également voir à l'exposition des caricatures, non moins féroces que celles de Boris Efimov, du trio d'artistes devenus célèbres sous le pseudonyme des Koukryniksy. Ils sont sans doute les

seuls dont on ne peut affirmer qu'ils aient travaillé dans le ministère de Trotsky et l'aient personnellement connu. Tous les autres participants à la falsification de l'histoire et au dénigrement de Trotsky le connaissaient parfaitement, avaient travaillé sous sa direction, et même, parfois, l'avaient encensé sans mesure ou glorifié dans leurs peintures, leurs photos ou à l'écran.

**Andrei Kourionichev**





Reproduction d'un foulard donné en 1925 à un délégué du congrès des enseignants : l'effigie de Trotsky, en bas à droite, a été effacée



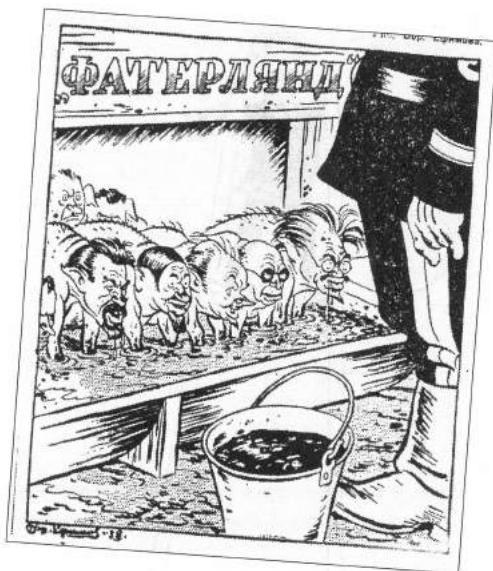
Léon Blum, Otto Bauer, Dan et Albert Thomas s'adressant à Léon Trotsky. "Les mencheviks (en chœur) : Lev Davidovitch ! Mon cher ! Enfin, vous êtes de nouveau avec nous !"



Trotsky brandit *Ma vie* en allemand. Il est perché sur une grande poubelle.



“Une carte perdante.” En bas, la tête de Trotsky.

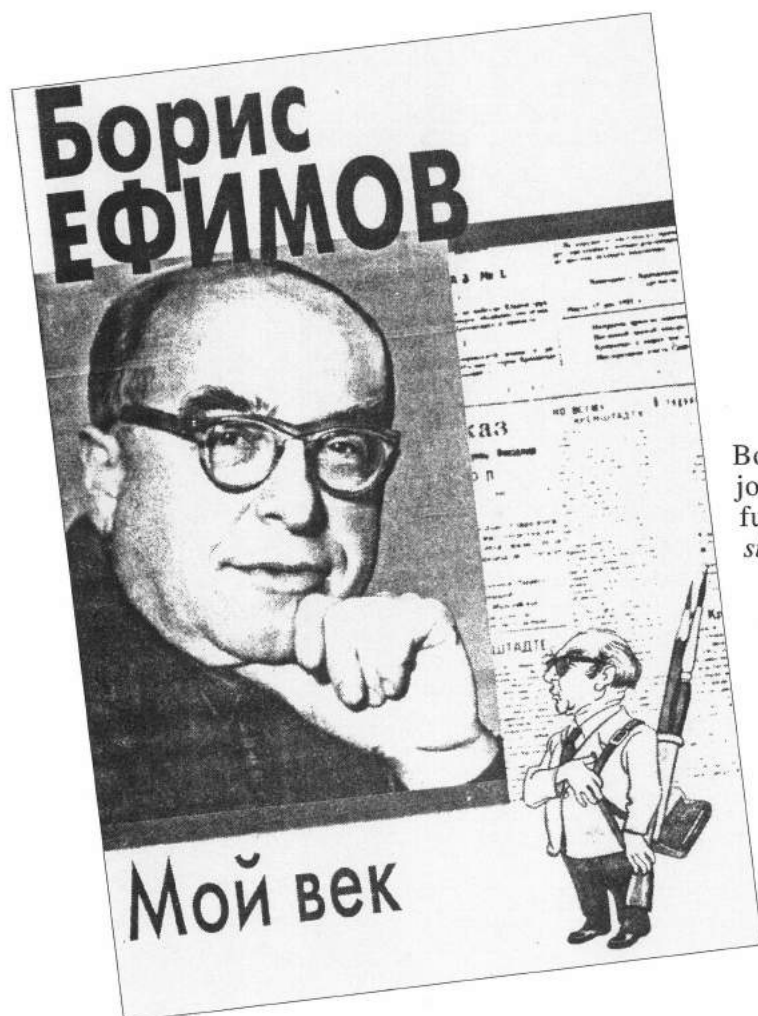
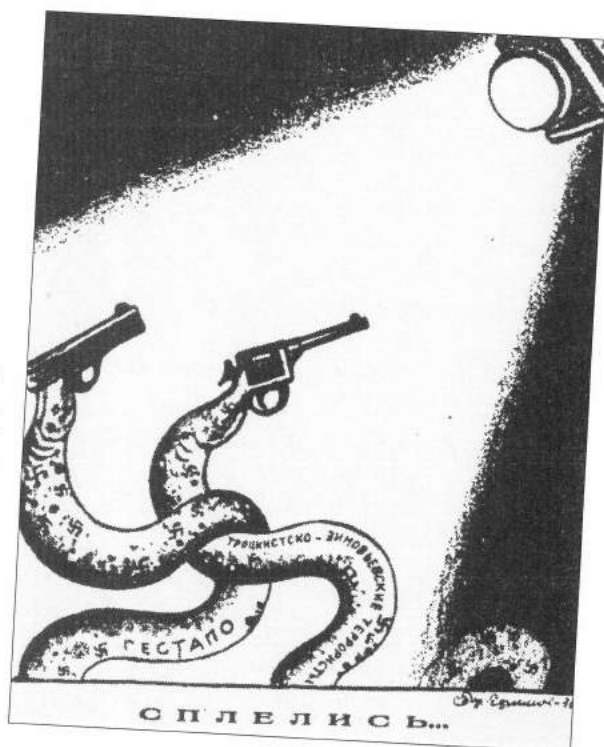


“Le chien enragé du fascisme.”

Les Izvestia, 5 mars 1938 : “Leur patrie”. “Dans le restaurant berlinois Vaterland (“La patrie”), s’est réalisé l’accord sur la rencontre de Tchernov, le représentant du bloc des trotskystes et des droitiers, avec Dan, le leader de la Deuxième Internationale et agent des services secrets allemands.” Trotsky est à l’extrême droite de l’auge. Rappelons que Dan (pseudonyme de Gourvitch) était juif, ce qui donne la mesure de la finesse stalinienne.



Août 1936 :  
"Gestapo,  
centre terro-  
riste trotsko-  
zinoviéviste.  
Ils se sont en-  
treliés."



Boris Efimov (frère du  
journaliste M. Koltsov,  
fusillé en 1940) : *Mon  
siècle.*



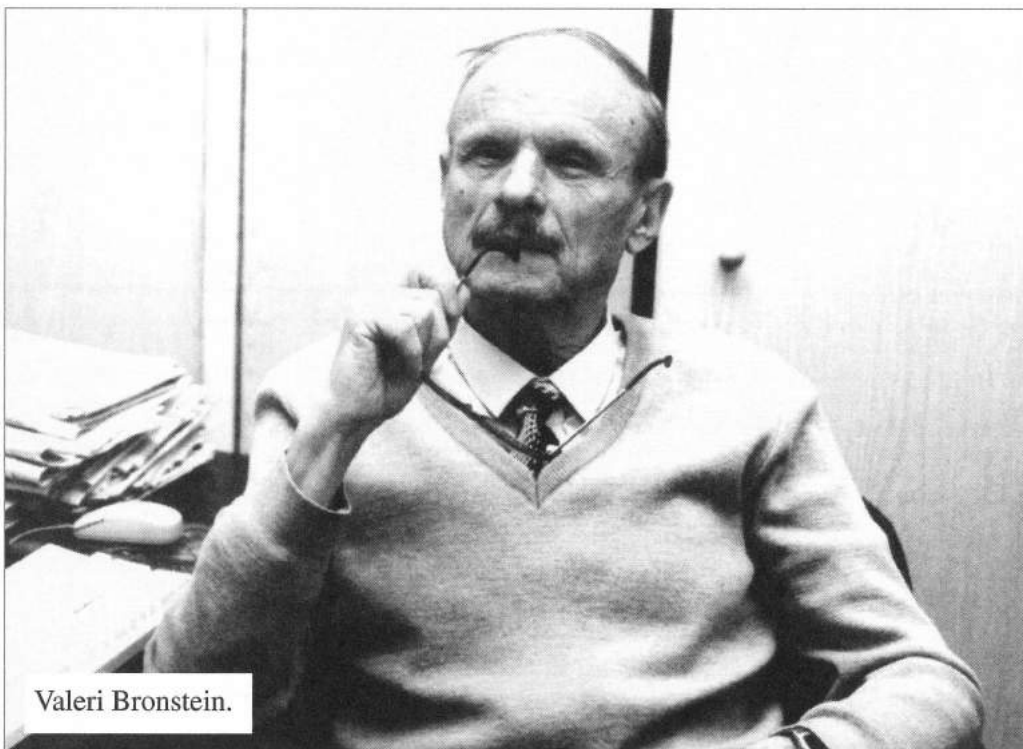
# **Le sort de la famille Bronstein**

**(Valeri Bronstein)**

Valeri Bronstein, petit-fils du frère aîné de Trotsky, est le dernier à porter en Russie le nom de famille de Bronstein. Dans l'article qu'il a envoyé aux *Cahiers du mouvement ouvrier*, il évoque lui-même les dates les plus importantes de son existence, qu'il est donc inutile de rappeler dans cette introduction.

Depuis qu'il a pris sa retraite, Valeri Bronstein déploie une intense activité dans le groupe de "La perpétuation du souvenir des victimes des répressions politiques", fondé en 1992. Travaillant en relation avec la direction des archives centrales du KGB (devenu FSB), ce groupe a publié plusieurs listes (avec, chaque fois que cela a été possible, des notices biographiques succinctes) de fusillés par le NKVD enfouis dans des fosses communes (à Boutovo, Boutovo-Kommunarka, le crématoire de Donskoïe, le cimetière de Vagankovskoïe, l'hôpital de Iaouzkaïa). Au total, 17 250 fusillés sont ainsi sortis de l'oubli.

Le groupe a aussi rédigé un mémoire sur la déportation, dans le camp de Solovki, de 170 Moscovites, en 1937-1938. Il a aussi établi une liste de 20 675 individus fusillés par le NKVD à Boutovo. Le groupe a enfin publié trois ouvrages consacrés aux massacres de Boutovo, intitulés : *Le Polygone de Boutovo, 1937-1938*.



Valeri Bronstein.

## La vengeance du tyran

**A**U printemps 1879, la famille de David Leontievitch Bronstein, formée de sa femme Annette Lvovna — née Issivovskaia — et de ses deux enfants, Alexandre, âgé de neuf ans, et Elizabeth, âgée de cinq ans, s'installa dans le petit village de Ianovka, qui se trouvait près de la ville de Kherson, dans la province d'Odessa, au sud de l'Ukraine, où le chef de la famille avait acheté une centaine d'hectares de terres et en avait loué quelques centaines d'hectares supplémentaires. C'est là qu'en octobre 1879 lui naquit un autre fils, Lev, puis une fille cadette, Olga (1883).

Le travail de la terre rapportait un certain revenu, au début certes pas bien grand, mais suffisant pour permettre une existence aisée de la famille et la possibilité de donner aux enfants une éducation convenable. Au début de la révolution, David Leontievitch était devenu millionnaire et le plus grand locataire de terres de tout le sud de la Russie. La question des études des enfants agita beaucoup le père, qui avait reçu, lui, une éducation insuffisante, mais qui considérait à très bon droit que seules les connaissances et une profession de prestige pourraient lui permettre de regarder l'avenir avec assurance. C'est pourquoi il ne lésina pas sur la dépense pour l'éducation des enfants, et ces dépenses étaient élevées, vu les restrictions impo-

sées aux Juifs en Russie. En règle générale, tous les enfants de la famille reçurent leur éducation moyenne en Russie et la formation universitaire à l'étranger. Ainsi, le fils aîné devint agronome, Elizabeth médecin stomatologue et Olga, après avoir terminé le lycée, suivit les cours supérieurs féminins à Odessa. Lev devait devenir ingénieur mécanicien, mais, à la grande amertume de son père, une fois terminée l'école réale (1), il quitta la maison familiale et choisit la voie de révolutionnaire professionnel.

Le père supporta mal le départ de son fils dans l'activité révolutionnaire, d'autant plus qu'il avait obtenu d'excellents résultats scolaires et donnait de grandes espérances. C'est pourquoi, jusqu'en 1906, il rompit presque complètement les contacts directs avec lui, bien qu'il lui assurât un soutien matériel par l'intermédiaire de sa femme ; il ne le rencontra que dans la salle du tribunal, lorsqu'il vint avec sa femme assister au procès du premier soviét de Pétersbourg des délégués ouvriers. Le procès rendit Trotsky célèbre, ce qui, d'un certain point de vue, le réconcilia avec son père, sans les rapprocher pour autant.

### Notes de la rédaction :

(1) Ecole réale : nom donné dans la Russie du siècle précédent aux écoles ayant un programme aussi scientifique que littéraire, à la différence des lycées (gymnasium).

Jusqu'à la fin de sa vie, Trotsky ne put jamais revenir à Ianovka, où il était né et avait passé son enfance. Il aimait pourtant cet endroit et l'évoquait régulièrement dans les conversations. Et quand il revint illégalement à Saint-Pétersbourg, en 1905, il donna ainsi un tribut à la mémoire de son nid natal, Ianovka, en prenant le pseudonyme de Ianovski. Les deux filles issues du premier mariage de Trotski, Nina et Zina, ainsi que les enfants d'Alexandre, vécurent et furent élevés à Ianovka. Ianovka ne fut désertée que pendant la guerre civile ; le dernier à quitter Ianovka fut le père, David Leontievitch, qui se trouvait dans une situation difficile : pour les "rouges", c'était un grand propriétaire terrien et, pour les "blancs", c'était le père de l'un des dirigeants de la révolution. Il fit à pied le trajet de Kherson à Odessa, soit 200 kilomètres, à travers le pays dévasté. Puis il mit longtemps à arriver à Moscou, pour y retrouver ses fils Alexandre et Lev.

Il exprima son avis sur la révolution en s'exclamant dans une phrase devenue fameuse : *"Les pères travaillent, travaillent, pour s'assurer leur vieillesse, et ensuite leurs enfants font la révolution."* Pendant un certain temps, il vécut dans la famille d'Alexandre (10, passage Bolchoï Gnezdnikovski), puis il reçut un appartement dans l'arrondissement Gory Vorobiev. Il mourut en 1922, à Moscou. Sa femme, Annetta, mourut plus tôt, en 1910, à Ianovka (d'autres sources la font mourir en 1912).

La personnalité de Trotsky exerça une influence sensible sur les membres de sa famille. Malgré le conservatisme de ses parents et le combat qu'ils menaient contre son influence, l'aîné, Alexandre, quitta la maison familiale pour travailler comme agronome salarié. Olga et le fils aîné d'Alexandre, Boris, élevé chez son grand-père à Ianovka, choisirent la voie de la lutte révolutionnaire et quittèrent eux aussi la demeure paternelle.

En même temps, le destin de Trotsky s'entremêla de façon tragique avec le destin de tous les membres de sa famille. Après l'exil de Trotsky à l'étranger en

1929, vingt-deux membres de sa proche famille et sa première femme, Alexandra Sokolovskaia, restèrent en URSS, dont quatorze adultes et huit enfants d'âges divers. Ils furent pratiquement tous victimes de la répression, quels que fussent leur âge et leur sexe. Sept d'entre eux furent fusillés (le fils de Trotsky, Serge Sedov, Alexandre, Olga, le fils aîné d'Alexandre, Boris Bronstein, les enfants d'Olga, Alexandre et Iouri Kamenev [2], ainsi qu'Alexandra Sokolovskaia). Mathilde Menkes, la fille aînée d'Alexandre, mourut dans un camp ; le fils cadet d'Alexandre, Lev Bronstein, périt dans des circonstances non élucidées, juste à son retour du camp à Moscou. Les autres passèrent par les prisons, les camps et l'exil dans des régions éloignées du pays.

Le rouleau compresseur de la répression passa sur les membres de la famille de Lev Davidovitch, en écrasant sous lui non seulement les parents de la première et de la seconde générations, mais aussi de la troisième génération. Les enfants de la fille cadette de Trotsky, Nina, Lev et Volina Nevelson, disparurent sans laisser de traces et périrent manifestement, ainsi que le fils de Serge Sedov, Lev (Lioulik) Riaboukhine-Sedov. Sa petite-fille, Alexandra Moglina, fille de sa fille aînée, Zina, et le petit-fils de son frère aîné, Alexandre Davidovitch, fils de son fils Boris, Valeri Bronstein (3), passèrent par les prisons et l'exil.

Qui sont ces gens ? De simples parents de Trotsky ou des individus représentant un danger pour l'Etat, et pour cette raison isolés ou anéantis ? Parmi eux, trois seulement eurent, au cours de leur existence, une activité politique : Alexandra Lvovna Sokolovskaia, la première femme de Trotsky, puis Olga Davidovna Kameneva, sa sœur cadette, et son neveu Boris Alexandrovitch Bronstein, le fils aîné de son frère aîné Alexandre. Les autres parents ne s'intéressaient pas à la politique et n'en faisaient pas.

(2) Olga Bronstein fut la première femme de Léon Kamenev.

(3) L'auteur de ces lignes.

**Alexandra Lvovna Sokolovskaia** (pseudonyme de parti : Vonskaia), la première femme de Trotsky et, l'on peut dire, la première personne à lui avoir enseigné les fondements du marxisme à Nicolaïev, naquit en 1872. Elle adhéra à l'Union ouvrière de la Russie du Sud, dans le sud de l'Ukraine, en même temps que Trotsky. Elle était sur des positions marxistes. Après le démantèlement de l'Union en 1898 et l'arrestation de ses membres, elle épousa Lev Bronstein (malgré l'opposition des parents de ce dernier) sur le chemin de l'exil, dans la prison de transit de Boutyrki. Elle vécut en exil avec lui à Oust-Koust. Mère de ses deux filles, Zina (née en 1900) et Nina (née en 1902), elle soutint l'idée de l'évasion de Trotsky et contribua à sa réalisation ; après quoi, elle envoya ses deux filles aux parents de son mari et se plongea entièrement dans l'activité révolutionnaire. Elle fut arrêtée plusieurs fois par l'Okhrana (4). A l'époque soviétique, elle travailla activement dans les organisations du parti et fut sur les positions du trotskysme. Après la mort de sa fille Nina, en 1928, elle éleva les deux enfants de cette dernière (Lev Nevelson, né en 1921, et Volina Nevelson, née en 1925).

Bien que son mariage avec Léon Trotsky se fût désagrégé dès 1902, elle garda des relations amicales avec lui et avec sa nouvelle femme, Natalia Sedova (1882-1962). Elle fut arrêtée à Leningrad en 1935 et envoyée en Sibérie. En 1937, elle fut arrêtée une seconde fois et expédiée à Moscou. Le collège militaire du Tribunal suprême de l'URSS la condamna à mort et elle fut fusillée en 1938. Après son arrestation, ses petits-enfants, Lev et Volina, furent recueillis chez sa sœur en Ukraine et leur destin ultérieur est inconnu. Ils furent visiblement eux aussi liquidés. Le premier et le second mari de sa fille aînée, Zinaïda, Zakhar Mogline et Platon Volkov, ainsi que le mari de sa fille cadette Nina, Man Nevelson, furent eux aussi fusillés.

**Zinaïda Lvovna Bronstein** (nom de femme mariée Volkova), la fille aînée de Trotsky et d'Alexandra Sokolovskaia, quitta le pays après son père en 1930.

Elle était institutrice de profession. Les deux filles de Trotsky aimaient beaucoup leur père et étaient fanatiquement dévouées à ses idées. En 1932, Zinaïda et son mari furent privés de la citoyenneté soviétique. Sa sœur Nina était morte de la tuberculose en 1928. Zinaïda vint se soigner de la même maladie à Berlin en 1932. Le 11 janvier 1933, menacée d'être expulsée d'Allemagne et se trouvant dans un état de profonde dépression, elle se suicida.

Elle avait emmené avec elle à Berlin son fils Vsevolod (Esteban) Platonovitch Volkov, né en 1926. Après la mort de sa mère, il vécut chez le fils aîné de Trotsky né de son second mariage, Lev Lvovitch Sedov, qui mourut à Paris en 1938. La femme de Léon Sedov, Anna Riaboukhina-Sedova, était restée à Moscou et fut fusillée en 1938 ; le sort de leur fils Lev (Lioulik) est à ce jour resté inconnu.. Après la mort de Léon Sedov, Seva vécut chez son grand-père, au Mexique, où il est toujours installé à ce jour. Il a quatre filles (Veronika, Nora, Natalia et Patricia) et deux petits-fils. Alexandra Zarakhovna Moglina (nom de femme mariée Bakhvalova), la fille de Zinaïda Lvovna et de Zakhar Mogline, naquit en 1923 et resta en URSS. Jusqu'au départ de sa mère à l'étranger, elle vécut dans la famille Volkov, puis avec son père. En 1949, elle fut arrêtée au titre de l'article 7-35 du Code pénal de la République de Russie, en tant qu'élément socialement dangereux, et exilée au Kazakhstan, en tant que petite-fille de Trotsky, jusqu'à sa réhabilitation, en 1956. Elle mourut à Moscou en 1989. En ce moment, vivent à Moscou sa fille, Olga Anatolievna Bakhvalov, née en 1958, et son petit-fils, Denis Bakhvalov, né en 1983.

**Serguei Lvovitch Sedov**, le fils cadet de Trotsky et de Natalia Sedova, naquit en 1908 et, à la différence de son frère aîné, il ne s'intéressait pas à la politique et tenait manifestement à le souligner. Dans sa jeunesse, il se passionna pour la gymnastique, rêvant de devenir un athlète-

(4) Police politique tsariste, créée sous le tsar Alexandre III (1881-1894).

te et un artiste de cirque, puis pour la technique, et fit ses études à l'Institut technique supérieur de Moscou. Ingénieur de talent, auteur de plusieurs travaux scientifiques sur la thermodynamique et la théorie des moteurs, il devint très jeune professeur dans un institut technique supérieur de Moscou. Il se maria tôt et vécut, séparé de ses parents, dans une pièce d'un appartement communautaire. Il ne partit pas en exil avec son père et son frère à Alma-Ata et refusa aussi de partir à l'étranger, décision qui s'avéra fatale pour lui. En 1933, il divorça, mais sa femme et lui continuèrent à vivre dans la même pièce, faute de pouvoir trouver un autre appartement. Au début de 1935, en liaison avec l'affaire du Kremlin (5), il fut condamné à cinq ans d'exil dans le territoire de Krasnoïarsk. Il fut à nouveau arrêté en 1937 et fusillé le 29 octobre de cette même année, à l'âge de 29 ans. Il fut réhabilité de façon posthume en 1988.

En exil, Serge Sedov se remaria en 1935 avec Henriette Rubenstein. Ni ses parents ni les membres de sa famille en Russie ne furent informés de ce remariage, d'où naquit en 1936 une fille, Julie. Julie Sergueïevna Sedova (nom de femme mariée Axelrod) vit actuellement aux Etats-Unis, son fils David et trois petits-fils en bas âge vivent en Israël. Sa mère, Henriette Rubinstein, passa dix ans en prison, puis fut exilée et mourut à Tallin en 1987.

**Alexandre Davidovitch Bronstein**, le frère aîné de Trotsky, naquit en 1870. Il étudia dans une école réelle à Elizabethgrad, puis dans une école supérieure en Suisse. Il travailla toute sa vie comme éleveur et comme agronome dans diverses raffineries de sucre.

Bien que les idées de son frère cadet ne lui fussent pas étrangères, il était par nature éloigné de la politique et n'eut jamais aucune activité révolutionnaire. Aussi ne s'opposa-t-il pas à son fils aîné Boris quand ce dernier, attiré par le marxisme, quitta la demeure familiale. Pendant la révolution et les années de guerre civile qui la suivirent, pour échapper aux blancs, il dut quitter avec

sa famille son pays natal et se fixer un temps à Moscou (1918-1920). Après la fin de la guerre, il retourna dans la région de Ianovka et reprit son travail dans les raffineries de sucre : son dernier poste fut celui de directeur d'une ferme de la raffinerie de Deriouguine, dans la province de Koursk. C'est là qu'il fut arrêté en mars 1937 et, après un court séjour dans la prison de Koursk, il fut transféré à Moscou. Le collègue militaire de la Cour suprême de l'URSS examina son affaire et, sur la base des articles 58-6, 58-8 et 58-11 du Code pénal de la République de Russie, il fut condamné à mort le 25 avril 1938 "*pour avoir maintenu des contacts avec son frère Trotsky et son fils Sedov, pour avoir des contacts avec l'espion Blair et pour son activité antisoviétique à la ferme de Deriouguine, qui s'est exprimée dans sa compassion pour les membres du centre trotskoinoviéviste fusillés*". Il fut fusillé le même jour.

Le fils aîné d'Alexandre Dadidovitch, **Boris Alexandrovitch Bronstein**, était de tous le plus étroitement lié à Trotsky par les conceptions idéologiques et par les relations de travail en plus des liens de famille. Il naquit en 1897, à Ianovka, fit ses études à l'école réelle de Nicolaïev, d'où il fut exclu en 1912 pour avoir pris part à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai et pour autres "*actions illégales*". Cette même année, il partit à l'étranger, où il passa deux ans. En 1914, il revint en Russie "*pour travailler dans les masses*" et, à Ekaterinoslav, il adhéra au Parti bolchevique. En 1916, le parti lui confia un travail parmi les soldats. Il participa plus tard à la formation de détachements de gardes rouges en Ukraine.

Pendant la guerre civile, il appartenait à l'Inspection militaire supérieure, fut commissaire militaire des régiments d'artillerie, des troupes automobiles, du service d'artillerie et du service du train du front Est, puis des fronts Sud et

(5) Affaire fabriquée au lendemain de la mort de Kirov par le Guépeou, visant à présenter les bibliothécaires du Kremlin et une partie du personnel de service comme préparant des attentats contre Staline et d'autres dirigeants de l'URSS.



Ouest. En 1920, il est nommé vice-président du plénipotentiaire extraordinaire du conseil du Travail et de la Défense. Il est ensuite chef de service administratif du commissariat des Affaires étrangères (en 1921), puis attaché militaire en Autriche (en 1925). Il maintint un contact illégal avec Trotsky après l'exclusion de ce dernier du parti jusqu'à son exil à l'étranger. Il fut arrêté en mai 1937, condamné par le collège militaire de la Cour suprême au titre des articles 58-7, 58-8 et 58-11 du Code pénal de la République de Russie pour le fait "*qu'étant membre de la famille de Trotsky, il appartient à une organisation antisoviétique créée dans l'aviation civile*". Il fut fusillé en octobre 1937, presque en même temps que Serge Sedov. Il fut réhabilité de façon posthume en 1956.

Sa femme, Rufina Vassilievna Kepanova-Bronstein, passa dix-sept ans en détention, fut réhabilitée en 1956 et mourut à Moscou en 1975.

Les quatre autres enfants d'Alexandre Ivanovitch passèrent par les camps et l'exil. Le fils cadet, Lev Alexandrovitch Bronstein, fut opérateur de cinéma aux studios Mosfilm. Il passa dix ans dans les camps de Vorkouta et mourut subitement le deuxième jour de son arrivée à Moscou, après sa libération, en 1947. La cause de sa mort est inconnue.

La fille aînée, Mathilde Alexandrovna Bronstein (nom de femme mariée Menkes), mourut dans les camps (elle était mariée à l'un des dirigeants de l'agence Tass, qui fut lui aussi fusillé).

Ses deux filles cadettes, Eugénie et Anna, furent aussi victimes de répressions diverses. Actuellement, seule Anna Alexandrovna Kassatikova, née en 1912, est encore en vie ; elle habite Moscou.

Le fils aîné de Boris Alexandrovitch, **Valeri Borissovitch Bronstein**, petit-neveu de Trotsky, est le seul homme de la branche des Bronstein vivant en Russie et portant ce nom de famille. Il naquit en 1924. Après l'arrestation de son père, puis de sa mère, il fut envoyé dans un orphelinat. Puis, il fut élevé par sa grand-mère (la mère de Roufina Vassilievna Kepanova-Bronstein). Il prit part

à la guerre contre l'Allemagne fasciste de 1942 à 1945 et reçut quatorze décorations. En 1948, il fut arrêté, interné dans la prison intérieure de la Loubianka et condamné à la déportation par la conférence spéciale (6), au titre de l'article 7-35 du Code pénal, "*en tant qu'élément socialement dangereux, petit-fils de Trotsky et fils d'un ennemi du peuple*". Il fut déporté à Kolyma, puis réhabilité en 1955.

Pendant près de quarante ans, il travailla dans divers organismes géologiques du ministère de la Géologie de l'URSS. Il supervisa des travaux de géophysique dans les régions centrales de Russie. Les trois dernières années avant son départ en retraite, en 1994, il fut directeur de recherches. Il a publié vingt-cinq travaux scientifiques. Il est aujourd'hui en retraite et a une activité sociale.

Sa fille, Helena Valerievna Bronstein (nom de femme mariée Koudacheva), née en 1956, et son petit-fils Maxime Koudachov, né en 1979, vivent eux aussi à Moscou.

**Elizabetha Davidovna Bronstein** (nom de femme mariée Meilman), la sœur aînée de Léon Trotsky, naquit en 1875. Elle devint stomatologue. En 1898, elle épousa le médecin Naoum Meilman ; après son mariage, elle vécut à Nicolaïev. Elle n'eut aucune activité politique. En 1900, elle mit au monde un fils, appelé Lev (Léon). Elle mourut en 1924 de maladie en Crimée. Son mari périt de façon tragique en 1934, assassiné par un fou.

Son fils, Lev Davidovitch Meilman, fut un architecte assez connu, auteur du projet de stade nautique de l'avenue de Leningrad, à Moscou. Il fut arrêté, emprisonné. Après sa libération, on l'envoya vivre à Balkach, au Kazakhstan, où il mourut en 1960. Il n'avait pas d'enfants.

**Olga Davidovna Bronstein** (nom de femme mariée Kameneva), la jeune sœur

(6) Organisme créé par le NKVD en 1937 pour juger de façon expéditive, à huis clos, sans avocat et sans droit d'appel.

de Léon Davidovitch, que ce dernier aimait beaucoup, naquit en 1883 à Ianovka. Etudiante des cours supérieurs féminins, elle s'engagea avec ardeur dans l'activité révolutionnaire et passa pour cela devant un tribunal. En 1905, elle adhéra au Parti bolchevique et épousa alors le fameux bolchevik Kamenev. A l'époque soviétique, Olga Kameneva occupa toute une série de fonctions dirigeantes dans les organisations étatiques et sociales chargées de l'activité culturelle et éducative. La dernière fonction qu'elle occupa fut celle de présidente de la Société des échanges culturels avec les pays étrangers. En 1927, elle condamna publiquement l'activité de son frère Léon et rompit avec ses idées, ainsi qu'avec celles de son mari. Elle expliqua à ses proches que ses désaccords politiques avec son mari furent la cause de son divorce. Malgré cela, elle fut arrêtée en 1935 et, six ans plus tard, fusillée (à l'automne 1941).

Alexandre Lvovitch Kamenev, son fils aîné, naquit en 1907, son fils cadet Iouri en 1920. Alexandre était un aviateur d'essai très éloigné de la politique. Iouri était un écolier. Ils furent tous les deux arrêtés en 1937 et fusillés en 1938. La femme d'Alexandre, Galina Kravtchenko, qui fut en son temps une actrice de cinéma connue, et son fils Vitali échappèrent à la répression et restèrent en vie grâce au remariage très rapide de Galina Kravtchenko et à l'adoption de

son fils par son second mari. Vitali travailla comme scénariste aux studios Mosfilm, tomba sérieusement malade et se suicida en 1970. Sa mère Galina mourut en 1987.

Ainsi, une bonne partie de la famille non seulement proche, mais éloignée, de Trotsky fut anéantie et pratiquement tous furent victimes de la répression. Ainsi se confirma la prédiction faite par Iouri Piatakov à Trotsky en 1926 après que ce dernier eut déclaré au bureau politique : Staline a posé sa candidature au rôle de "fossoyeur du parti et de la révolution" : "Il ne vous le pardonnera jamais, ni à vous, ni à vos enfants, ni à vos petits-enfants" ; en revanche le pronostic de Trotsky ne fut pas confirmé : "Les coups contre mes proches en Russie ne peuvent lui procurer (à Staline) la satisfaction nécessaire et en même temps engendrent de sérieux désagréments politiques."

Trotsky avait sous-estimé certains traits de caractère de Staline, qui disait : "La plus grande jouissance, c'est de choisir un ennemi, de tout préparer, de bien se venger et ensuite d'aller se coucher (7)."

**Valeri Bronstein**

---

(7) Léon Trotsky, *Journal et lettres*, éditions Ermitage, 1990, pages 94 et 97.



“Le sergent chef Bro(\*)stein Valeri Borissovitch, par ordre du commandant suprême, le Maréchal de l’Union soviétique Staline, en date du 2 mai 1945, n° 359, EN TÉMOIGNAGE DE RECONNAISSANCE À TOUS LES MEMBRES DE NOTRE UNITÉ, dont vous, pour avoir participé aux combats pour la prise de BERLIN, la capitale de l’Allemagne.

Le commandant de notre unité, le major Tcherkov.”

N. B. : on remarquera que le “n” de Bronstein a été noirci.



Boris Alexandrovitch Bronstein, neveu de Trotsky, père de Valeri Bronstein, en 1937.

# Vladimir Tsederbaum-Levitski :

## Les destins du socialisme en Russie

Le n° 5 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a présenté Sergueï Ossipovitch Tsederbaum (1), frère cadet de Jules Martov, le plus connu des dirigeants mencheviques avec son beau-frère, Fiodor Dan. Nous reproduisons ci-dessous un texte du benjamin de la famille Tsederbaum, Vladimir Ossipovitch (pseudonyme de membre du parti : Levitski ; pseudonymes de plume : Rakitine, Elm-Em). Adhèrent du Parti ouvrier social-démocrate dès 1901, Sergueï, membre de la fraction menchevique, appartient à son aile dite des liquidateurs (2) ; pendant la guerre, il est "défensiste", c'est-à-dire partisan de la guerre jusqu'à la victoire. Membre du comité provisoire du Parti menchevique au lendemain de la révolution de Février, puis membre de son comité de Moscou, il est partisan d'une participation des mencheviks au gouvernement provisoire. Il s'oppose à la révolution d'Octobre ; selon la biographie rédigée par sa petite-nièce, "*il considérait que la tactique bolchevique d'adaptation à l'état d'esprit spontané des masses ne déboucherait jamais sur le renforcement de la social-démocratie*" (3).

En 1920, il est condamné à trois ans de camp de concentration pour appartenance à l'organisation antibolchevique "Union de la renaissance", puis libéré par anticipation en 1921. Il travaille alors au Gosplan (administration de la planification d'Etat) comme responsable du bureau des statistiques. Le Guépéou l'arrête à nouveau à Moscou en 1923 et le condamne à deux ans d'emprisonnement (dans l'"isolateur politique" de Souzdal, dans la province de Vladimir, en Russie centrale). A l'expiration de sa peine, le Guépéou l'envoie en exil pour trois ans à Minoussinsk, petit port sur l'Ienisseï, dans la région de Krasnoïarsk, en Sibérie centrale. A l'expiration de sa peine, il est libéré, mais le Guépéou lui interdit de séjourner à Moscou, à Leningrad et dans plusieurs autres villes. Il est envoyé à Sverdlovsk pour trois ans. Il y est à nouveau arrêté le 17 septembre 1931 pour sa correspondance avec Milman (4), dont nous publions ci-dessous un extrait, et envoyé à l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk pour trois ans. Le 7 mars 1934, le Guépéou prolonge sa détention d'un an en l'accusant de propagande antisoviétique, mais deux mois plus tard, le 18 mai, il est libéré et envoyé en exil à Oufa, où se trouve une importante colonie de socialistes-révolutionnaires de gauche exilés (5). Il est arrêté le 16 mars 1937 et accusé d'appartenir à une mythique organisation contre-révolutionnaire. Il ne résiste pas au traitement que lui inflige le NKVD pour le faire avouer et meurt dans sa cellule le 22 février 1938. Un an plus tard, le 25 février, son frère Serge Ossipovitch Tsederbaum sera condamné à mort par le NKVD et fusillé le jour même.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5, pp. 19 à 30.

(2) Partisans de "liquider" l'activité clandestine du Parti ouvrier social-démocrate pour se concentrer sur l'activité légale et, en particulier, parlementaire, à la suite de la création d'une Douma, dont la première fut élue en 1906.

(3) Tatiana Tsederbaum : *Soudba rodnikh Martova v Rossii poslie 1917 goda*, Moscou, 1996, p. 58.

(4) Milman : militant trotskyste, liquidé en 1937.

(5) Cf. le testament de Spiridonova, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5, pp. 88 à 92.

## **“Le retour au passé est tout à fait possible...”**

**I**L est permis de poser la question théoriquement : n’y aurait-il pas eu plus de résultats si la révolution s’était développée non selon la recette bolchevique (la dictature), mais selon la recette menchevique (la démocratie) ? Malheureusement, on ne peut donner de réponse directe à cette question, car la vérification historique est impossible : on ne peut faire la révolution deux fois. C’est pourquoi le seul moyen à notre disposition, c’est de comparer les plus et les moins que la révolution a produits et d’en faire un bilan. Malheureusement, cela est encore impossible, car le processus n’est pas terminé et nous ne pouvons pas encore faire de bilans définitifs.

Vous écrivez avec une grande assurance que le retour au passé est impossible et vous parlez des conquêtes démocratiques de la révolution. Je ne parlerais pas de façon aussi assurée ; je ne pense pas non plus qu’une restauration politique et sociale du système féodal autocratique soit possible, mais je considère comme tout à fait possible et même vraisemblable une restauration, sous une forme ou une autre, des rapports capitalistes (à la différence de vous, je considérerais cette restauration sous bien des aspects comme un plus économique et politique par rapport à ce que nous avons aujourd’hui). Je ne nie pas les conquêtes démocratiques, ou plus exactement la démo-

cratisation réalisée dans le sens de l’éveil à la vie de larges couches du peuple, mais, d’un autre côté, je pense que le régime de dictature des bolcheviks, malgré tous ses germes de l’initiative sociale et en particulier prolétarienne, nourrit le terrain pour le plus authentique fascisme ; je crois à l’avènement du fascisme à la place du régime existant comme tout à fait possible, mais pas nécessaire : je ne suis pas un fataliste.

Vous indiquez à juste titre que Lénine comprenait le caractère limité de nos possibilités socialistes et eut le courage non seulement de le reconnaître, mais d’effectuer un tournant brutal. Mais il s’est arrêté à mi-chemin, retenu par son propre passé (1914-1920) et par son entourage. Alors qu’il avait effectué un tournant économique, il ne le couronna pas par un tournant politique, c’est-à-dire par le développement de l’initiative naturelle possible seulement dans le cadre de la liberté politique et d’un régime démocratique qui, bien entendu, vu l’état de nos forces économiques et des rapports entre les forces politiques, ne pouvait s’achever que par la restauration des rapports capitalistes marchands sous une forme ou sous une autre.

S’étant arrêté à mi-chemin, il rendit inévitable le tournant politique de Staline vers l’industrialisation et la collectivisation, qui devaient éradiquer complètement tous les germes et les possibilités

du capitalisme. Il y avait alors une alternative : ou bien élargir les cadres de la NEP, et dès lors aller à toute vitesse vers le capitalisme sur la base d'une économie fermière et d'un régime démocratique (c'était le plan de Lénine pendant la révolution de 1905, et après elle jusqu'à la guerre mondiale), ou bien fouetter politiquement les relations économiques et resserrer la dictature pour rattraper et dépasser (1) dans les délais les plus courts, c'est-à-dire précipiter le pays vers le socialisme sans passer par une étape capitaliste. L'histoire ne fournissait pas de troisième voie. Le résultat a été ces folies effroyables que nous constatons à chaque pas de notre réalité et dans l'appréciation desquelles vous et moi sommes en si vif désaccord.

Mais où est l'issue ? Vous la voyez dans les nouveaux cadres de "combattants communistes" forgés par la révolution. Je crains que chez vous, comme le disent les Allemands, le désir ne soit le père de la pensée. Je ne discute pas l'idée, et même je pense de façon assez nette que le prolétariat de Russie devra passer par une lourde défaite et un profond désenchantement avant de trouver la base réelle lui permettant de former un parti de classe véritablement autonome. Mais il n'en recevra que la base.

L'histoire montre qu'après les défaites (la France, l'Allemagne de 1848, la France de 1871), il faut deux bonnes décennies pour que sur le sol fertilisé par le sang et la révolution poussent les graines du socialisme et s'organise le prolétariat. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'affirmer la précision des délais, le problème est qu'il s'agit d'un processus assez long et douloureux. Ensuite, l'histoire montre qu'une classe qui a subi une défaite au cours d'une révolution n'est pas en état, pendant le développement de cette révolution, de dire son mot de façon suffisamment forte et décisive lors de son dénouement. Et les dangers sont d'autant plus grands que le dénouement et les stades ultimes de la nouvelle révolution se produiront dans une situation où le prolétariat ne sera peut-être pas totalement silencieux, mais en tout cas trop peu actif. Et cela ne rend guère possible le dénouement socialiste de la crise

économique et politique déjà patente de la dictature stalinienne qui doit se dénouer.

D'un autre côté, vous avouerez vraisemblablement que le régime actuel de dictature, qui éduque des esclaves et des pique-assiettes, et transforme les masses ouvrières en un troupeau de gens, englutis littéralement par le souci du pain quotidien, ne contribue guère au développement des coutumes et des instincts sociaux, à l'organisation et à la consolidation de la classe.

Enfin, s'il faut prendre en considération la supériorité numérique de la paysannerie sur la classe ouvrière, et son état d'esprit antiprolétarien et antisocialiste extraordinairement renforcés par les kolkhozes, alors les chances d'un "rétablissement" de la dictature prolétarienne dont rêvent certains de vos amis ne sont pas bien grandes.

De deux choses l'une : ou bien le prolétariat, dans sa lutte contre la dictature, forme de nouveau un bloc avec la paysannerie (c'est sa seule chance de vaincre), et alors sa victoire doit déboucher sur le développement des relations marchandes et de la propriété privée qu'exige la paysannerie, c'est-à-dire sur une restauration bourgeoise et, dans le domaine politique, à un régime de démocratie bourgeoise ; ou bien le prolétariat ira seul au combat et, dans ce cas-là, il sera très probablement, comme la paysannerie l'a été, réduit en miettes, connaissant ainsi le sort qu'ont connu jusqu'alors les soulèvements paysans et les grèves ouvrières ; et si, par miracle, il l'emporte, il devra défendre sa domination par la dictature sur le peuple, sur la paysannerie, c'est-à-dire répéter l'expérience de Staline et arriver aux mêmes résultats.

A mon sens, il n'y a globalement aujourd'hui que deux possibilités : ou la dictature stalinienne, fasciste ou autre, la plus impitoyable, ou un gouvernement s'appuyant sur la paysannerie et revêtant des formes de fonctionnement plus ou moins démocratiques. Vous citez les pa-

(1) Rattraper et dépasser les pays capitalistes était le slogan stalinien à la mode, NDLR.



roles de Lénine : *“Une révolution bourgeoise ou une révolution sociale(iste), c’est le combat qui décidera.”*

A mon sens, bien que le combat ne soit pas terminé, la tendance est de plus en plus manifeste, et je dirai franchement que la tendance bourgeoise l’a déjà emporté sur la tendance socialiste, et n’attend que d’en recevoir la sanction formelle. C’est en partant de cette réalité

qu’un homme politique doit tirer les conclusions adéquates. Mais je m’arrête là pour le moment. J’ai écrit ces lignes à la va-vite, et je suis prêt à développer mes pensées de façon plus détaillée en rapport avec vos remarques et vos questions.

**1<sup>er</sup> septembre 1933**



Deux portraits de Vladimir Tsederbaum-Levitski.

**Le journal  
du consul général  
soviétique  
à Barcelone,  
en 1936**

**(Mark Goloviznine,  
collaborateur scientifique  
de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie)**



Vladimir Antonov-Ovseenko.

## **“Les Marocains suscitent immédiatement une insurrection si le gouvernement républicain leur garantit l'indépendance...”**

**V**LADIMIR OVSEENKO fut nommé au poste de consul général à Barcelone à la fin de septembre 1936. A ce moment, le sort de la république espagnole se décidait au cours des lourds combats qui se déroulaient aux abords de Madrid et au nord du pays, dans les Asturies et au Pays basque. La désignation à ce poste d'un homme qui avait une réputation de vieux révolutionnaire, une grande expérience de l'activité militaire et diplomatique, devait inspirer aux Espagnols la conviction que l'Union soviétique ne laisserait pas le gouvernement ami seul à seul face au fascisme international.

### **Balayer les trotsko-zinoviévistes de la surface de la terre !**

En outre, cette désignation, sanctionnée par Staline après le procès du “centre terroriste trotsko-zinoviéviste”, semblait démontrer la loyauté de la direction du parti à l'égard des anciens membres de l'opposition trotskyste qui avaient reconnu pleinement la justesse de la “ligne générale” et qui “*ne s'étaient en rien entachés*” au cours de leur activité militante ultérieure dans les rangs du Parti communiste russe.

Pendant le procès, Antonov-Ovseenko avait publié dans les *Izvestia* un ar-

ticle intitulé “*Donner le coup de grâce final*”, dans lequel il exigeait la répression sanglante de ses anciens camarades de pensée.

“*La bande trotsko-zinoviéviste, écrivait-il, est un détachement spécial de terroristes fascistes ayant des tâches particulièrement scélérates, sous un masque particulièrement vil. C'est un détachement de l'ennemi de classe doublement dangereux. Il faut les balayer de la surface de la terre.*”

Comme les articles d'anciens opposants, candidats pour cela à figurer sur le banc des accusés d'un nouveau procès, son article contenait les repentirs rituels :

“*Je suis empli d'une honte profonde pour avoir, de 1923 à 1927, soutenu Trotsky bien que j'eusse entendu un net avertissement. Mais je n'ai pas écouté cet avertissement. Ce n'est qu'après le 7 novembre 1927 (1), lorsque le bloc trotsko-zinoviéviste antiparti eut effectué sa manifestation antisoviétique, que j'ai pleinement reconnu la justesse de la politique organisationnelle du comité central. C'est alors que j'ai écrit au camarade Kaganovitch que j'étais prêt à remplir toute mis-*

**Notes de l'auteur (NDA) et de la rédaction (NDLR) :**

(1) Le 7 novembre 1927, l'Opposition unifiée décida de participer aux manifestations en faveur de l'anniversaire de la révolution d'Octobre sous ses propres banderoles, avec ses propres mots d'ordre. Cela fut le prétexte de l'exclusion de nombreux militants (NDLR).

sion du parti à l'égard des opposants. Cela signifiait clairement aller jusqu'à les abattre comme contre-révolutionnaires patents" (les *Izvestia*, 24 août 1936).

La nomination d'Antonov-Ovseenko en Espagne coïncidait avec le développement d'une campagne de terreur morale et physique engagée sous l'égide du NKVD contre les forces de gauche qui échappaient au contrôle de Staline, au premier chef le POUM et les anarchistes de gauche. La Catalogne était au centre de cette campagne. On ne saurait donc être étonné par les remarques sarcastiques de Trotsky dans un article du *Bulletin de l'Opposition* :

« L'ancien révolutionnaire Antonov-Ovseenko, qui s'était repenti en 1927 de ses péchés oppositionnels, a déclaré qu'il était prêt à étrangler les trotskystes "de ses propres mains". On a aussitôt envoyé cet individu sous le masque de consul à Barcelone et on lui a indiqué qui précisément il devait étrangler. De telles missions responsables ne sont menées à bien que sur ordre direct du secrétaire général (2). »

Les historiens contemporains insistent eux aussi sur le rôle d'Antonov-Ovseenko dans l'exécution des volontés staliniennes en Catalogne. Reiner Tossstorff, dans son ouvrage *Un procès de Moscou à Barcelone*, écrit :

"L'ironie de l'histoire voulut que le consul général soviétique Antonov-Ovseenko, qui, aux yeux de la société, dirigeait la campagne contre le POUM, était un ancien compagnon de Trotsky dans l'opposition antistalinienne et une vieille relation du dirigeant du POUM, Andrès Nin." En même temps, selon lui, "les véritables dirigeants en coulisse de la répression contre le POUM restaient dans l'ombre" (3).

A l'exception de ces témoignages et de quelques autres contradictoires, nous n'avons pas découvert de sources d'informations conséquentes caractérisant l'activité du consul soviétique à Barcelone pendant cette période.

Aussi le recueil de documents dénommé conventionnellement *Journal d'Antonov-Ovseenko*, conservé dans le fonds du comité central du PCUS aux anciennes

Archives centrales du parti à Moscou (4), présente un intérêt indiscutable. Le journal se présente comme un recueil de documents préparés par le consul général, de rapports officiels, de notes adressées à différents destinataires en octobre 1936 : à l'ambassadeur de l'URSS en Espagne, au vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères et aussi à l'"Instance" (le bureau politique du comité central du Parti communiste russe).

Ces derniers documents étaient transmis directement à Staline et à son entourage immédiat. Les rapports et les notes sont accompagnés d'annexes plus détaillées, dans lesquelles l'auteur exprime ses impressions et ses jugements sur ses rencontres avec les représentants officiels de la direction espagnole et catalane.

Ces documents le soulignent : le principal problème auquel ait été confronté le consul soviétique a été les relations tendues, la défiance et la suspicion mutuelles entre le gouvernement catalan autonome et Madrid. De nombreux dirigeants du gouvernement autonome de Catalogne, qui, deux mois plus tôt, se trouvaient à la tête des détachements ouvriers qui avaient écrasé les troupes insurgées, considéraient que la révolution, "leur révolution", devait aboutir à la répartition de la propriété entre les collectifs de travailleurs et à la transformation de la république espagnole en un Etat fédéral, dans lequel la Catalogne jouerait un rôle de partenaire à droits égaux, en commun avec d'autres régions autonomes, la Galicie et le Pays basque.

## Le consul et la Catalogne

Les représentants du gouvernement catalan cherchèrent à obtenir le soutien

(2) *Bulletin de l'Opposition*, 1937, n° 58-59, p. 2 (NDA).

(3) Tossstorff R., *Ein Moskauer Prozess in Barcelona. Die Verfolgung der POUM und ihre internationale Bedeutung*, in *Kommunisten verfolgen kommunisten*, Berlin, 1993, pp. 197-198 (NDA).

(4) CRCEDHC, devenue Archives d'Etat russes de l'histoire sociale et politique (en russe, RGASPI), fonds 17, inventaire 120, dossier 84, feuilles 58-79 (NDA).

d'Antonov-Ovseenko, d'abord pour le ravitaillement de la Catalogne en armement moderne et le renforcement du front d'Aragon. Il évoque en particulier de façon détaillée ses conversations avec les membres du gouvernement appartenant à la Confédération nationale du travail (CNT) et à la Fédération des anarchistes ibériques (FAI), la force principale en Catalogne.

On a l'impression que nombre de leurs initiatives suscitaient la sympathie du consul soviétique. Ainsi, recevant le dirigeant de l'industrie de guerre, qui était aussi un des dirigeants de la CNT, Antonov-Ovseenko s'affirme d'accord avec sa volonté de développer le plus vite possible des initiatives militaires sur le front d'Aragon afin de libérer Saragosse. Il souligne :

« Garcia Oliver ne s'élève ni contre le commandement unique ni contre la discipline au combat, mais il est hostile au rétablissement d'un corps d'officiers permanents, où il voit le fondement du militarisme... Il a enregistré avec une satisfaction évidente mon accord avec son plan militaire : aider Madrid d'abord en développant des opérations vers Saragosse. Il rejette les allusions au séparatisme catalan en soulignant : "En majorité, nous ne sommes pas Catalans de naissance, mais Madrid ne doit pas nous ramener en arrière". »

Antonov-Ovseenko souligne le ton amical de la discussion et le grand intérêt avec lequel Garcia Oliver a écouté son exposé des fondements de la théorie marxiste de la dictature du prolétariat et sur le dépérissement de l'Etat.

Racontant une conversation avec Miravittles, ancien secrétaire du comité des milices antifascistes, ancien membre du groupe de Maurin (5), le consul souligne :

« Les anarcho-sindicalistes montrent de plus en plus de prudence dans la gestion de l'industrie. Ils ont refusé l'introduction de l'égalitarisme dans les grandes entreprises. »

Discutant la question du futur statut de la Catalogne, Miravittles informe Antonov-Ovseenko sur les reproches qu'il fait au gouvernement central : il lui reproche de ne pas avoir accordé une large

autonomie dans le domaine de l'éducation, sur le plan militaire, et d'avoir rejeté la "législation sociale catalane, qui était la plus avancée". Miravittles concluait : "La Catalogne ne veut pas se séparer de l'Espagne, mais Barcelone doit être la capitale de la future république fédérale espagnole."

Les rapports d'Antonov-Ovseenko sur ses conversations avec le président du gouvernement autonome catalan, Companys, montrent que de telles idées n'existaient pas seulement chez les anarchistes. Companys, dit Antonov-Ovseenko, "a beaucoup parlé de la lutte du peuple espagnol contre les forces parasites du vieux monde". Le consul informe précisément Moscou qu'à propos des rapports avec Madrid, Companys "s'assombrit et s'écrie avec passion que Madrid ne comprend pas la Catalogne, que les ministres madrilènes soulignent fortement qu'ils sont ministres pour toute l'Espagne et le traitent comme un gouverneur subordonné". Madrid a refusé de transférer à Barcelone l'équipement d'une fabrique de poudre de Tolède, alors que la Catalogne a envoyé à Madrid ses meilleures réserves et n'a rien reçu en échange, sauf des "ordres de gouverneurs et des reproches". Au cours de la conversation, Companys ajoute que "la Catalogne a le même destin que l'Espagne ; c'est elle qui, la première, a proclamé la république ; elle a proclamé la république espagnole, pas la république catalane ; mais il ne faut pas humilier la dignité nationale des Catalans, il faut construire une nouvelle Espagne en tant que république fédérale, comme cela existe en Union soviétique". Cependant, d'après Companys, après la formation du gouvernement Caballero, les relations avec Madrid se sont améliorées : "Durutti est revenu satisfait de chez Caballero."

(5) Joaquim Maurin (1897-1973), secrétaire régional de la CNT en 1920, adhère au PC espagnol en 1921, en est exclu en 1929, fonde alors la Fédération catalane, puis le Bloc ouvrier et paysan, auquel se rallient la majorité des membres de l'Opposition de gauche espagnole en 1935 pour fonder le POUM. Arrêté par les franquistes dès le soulèvement de juillet 1936 (NDLR).

L'analyse de la situation politique, militaire et économique amène Antonov-Ovseenko à conclure à la nécessité de soutenir la Catalogne. Dans ses rapports à Moscou, il décrit la situation de la province en des termes très différents de ceux de la propagande cominternienne officielle, qui représentait la Catalogne comme "le règne de la makhnovchtchina espagnole" (6), comme le rempart de l'anarchie, de la terreur anarchiste et du communisme de caserne. Le consul jugeait rationnel, du point de vue militaire et stratégique, de concentrer des forces de frappe importantes en Catalogne, pour pouvoir dans le futur développer une contre-attaque sur l'axe nord-ouest et faire la jonction avec les forces républicaines dans les Asturies. Et il proposait en même temps de mettre un terme à la propagande hostile aux anarchistes espagnols dans la presse de l'URSS et du Comintern, et aussi d'approuver publiquement et de soutenir le gouvernement catalan (7).

## Pour l'indépendance du Maroc espagnol !

Le 6 octobre 1936, Antonov-Ovseenko adresse à l'ambassadeur soviétique en Espagne, Rosenberg, un rapport détaillé. Il y écrit :

*"Il n'est pas correct de présenter la situation en Catalogne comme anarchique... Le gouvernement veut effectivement s'occuper de l'organisation de la défense et s'en occupe de près. A la place de l'ancien comité des milices anti-fascistes, est constitué un état-major dirigé par un bon spécialiste. Deux écoles de formation de jeunes officiers ont commencé à fonctionner. Une fabrique de poudre est en cours d'installation et commencera à fonctionner d'ici deux mois ; toute une série d'autres usines sont militarisées. Les travaux d'édification d'une ligne de défense couvrant la Catalogne sont en cours. Sur le front, on sent une élévation du moral... Il n'est pas douteux que les chefs de ce gouvernement comprennent le lien étroit qui unit les destinées de la Catalogne répu-*

*blicaine et progressiste et le destin de Madrid. Ils comprennent aussi le lien économique étroit qui unit la Catalogne et le reste de l'Espagne. Sur le plan stratégique, il est parfaitement possible qu'en défendant la cause de la Catalogne, ils jouent en même temps le rôle de sauveurs de l'Espagne. La conduite de Madrid est révoltante dans la question de l'école catalane (interdiction d'organiser un réseau d'écoles nationales catalanes) comme dans l'aide à la militarisation de l'industrie catalane (la fabrique de poudre de Tolède a été transférée je ne sais où, et on a refusé de l'installer en Catalogne)."*

*"Je juge incorrect, continue le consul, d'envoyer des forces armées en nombre significatif à Madrid. A Madrid, ils se décomposent. Il faut au plus vite constituer une force de frappe puissante au sud-est de Madrid, organiser l'offensive sur Saragosse et la déployer du nord vers le sud. Il faut donc à toute force renforcer le groupe d'Aragon.*

*Le fait que les Catalans sont prêts à passer un accord avec les nationalistes marocains souligne les limites de leur propre nationalisme. Il faut à mon avis à toute force soutenir leur position. Il faut obtenir de Caballero qu'il donne son accord aux conditions du Comité national marocain" (8).*

Antonov-Ovseenko accordait une importance primordiale à ce dernier point. Les bruits sur la tension qui régnait dans le Maroc espagnol, sur les arrières des franquistes, se répandirent loin au-delà des frontières de l'Espagne. Les *Izvestia*, du 2 septembre, annonçaient que l'agitation se développait chez les indigènes du Maroc et que de nombreuses troupes de Franco avaient été rappelées du front d'Espagne pour d'éventuelles opérations militaires contre des insurgés marocains.

Le 5 octobre, Antonov-Ovseenko adresse une demande au bureau poli-

(6) Du nom de Makhno, le chef de groupes de paysans ukrainiens se réclamant de l'anarchisme (NDLR).

(7) RGASPI, fonds 17, inventaire 120, dossier 259, feuilles 73-74 (NDA).

(8) *Ibid.*, fonds 17, inventaire 120, dossier 84, feuilles 70-72 (NDA).



tique, communiquée à Staline, Molotov, Vorochilov, Ordjonikidzé et Andreiev, où il indique en particulier :

*“Il y a deux semaines, une délégation du Comité national marocain, organisation qui mérite la confiance vu son influence dans les tribus du Maroc espagnol, a engagé des négociations avec le comité des milices antifascistes de Catalogne. Les Marocains suscitent immédiatement une insurrection si le gouvernement républicain espagnol leur garantit qu'en cas de victoire de l'insurrection, l'indépendance du Maroc sera reconnue et les Marocains bénéficieront d'une aide financière. Le comité catalan incline à conclure cet accord et a envoyé à cet effet une délégation spéciale à Madrid il y a dix jours. Sans donner son avis, Caballero a proposé que la délégation marocaine engage des négociations directement avec lui.”*

Selon Antonov-Ovseenko, Prieto a manifesté son scepticisme : *“On peut donner de l'argent aux Marocains, mais il est impossible de leur donner la garantie de l'indépendance”*, a-t-il dit ; et Prieto a donné comme argument que le protectorat sur le Maroc espagnol est fondé sur un accord entre trois puissances et que le retrait de l'Espagne du protectorat léserait les intérêts de la France. Antonov-Ovseenko, affirmant son accord avec les propositions des nationalistes marocains, insistait pour recevoir une réponse rapide à sa lettre (9).

Le “journal” ne comporte aucun document sur les réactions de Staline à cette lettre, mais d'autres matériaux permettent de conclure que les propositions d'Antonov-Ovseenko ont été écartées et ont peut-être été la cause de son rappel d'Espagne.

La réponse de Prieto (10) (la France ne peut accepter la proclamation de l'indépendance du Maroc) n'était nullement circonstancielle. Plus se développait la collaboration économique et militaire entre l'URSS et l'Espagne républicaine, et plus Staline s'appuyait sur les forces à la tête de la république qui pouvaient être acceptables pour l'Angleterre et la France, les alliés stratégiques potentiels de l'URSS. L'essor de la lutte de libéra-

tion nationale dans les colonies françaises frontalières du Maroc espagnol n'entrait pas dans les calculs géopolitiques de Staline.

Le gouvernement soviétique accordait, de plus, une grande importance aux rapports financiers avec l'Espagne et au contrôle de ses exportations et de ses importations. Le représentant soviétique à Madrid, A. Staszewski, écrivait ainsi à Moscou :

*“A notre avis, il faut par tous les moyens soutenir la concentration sous une direction unique de l'ensemble des opérations d'exportation et d'importation, et de toutes les opérations en devises”* (11).

Le projet de balance import-export de l'Espagne républicaine envoyé par Staszewski à Moscou indiquait les marchandises que Moscou désirait recevoir d'Espagne dès la première moitié de 1937 : rails, moteurs électriques, ciment, métaux non ferreux, argent, textile (12).

Les rapports ultérieurs adressés par Staszewski au commissaire du peuple au Commerce extérieur, Rosengoltz (futur condamné du troisième procès de Moscou), révèlent un mécontentement manifeste devant la politique financière du gouvernement républicain, en particulier suscité par le fait que *“les Catalans puisent des centaines de millions de pesetas dans le compte de la Banque d'Espagne”*. Selon Staszewski, cet état de choses *“peut s'expliquer dans une certaine mesure par la composition du gouvernement : Caballero, ce vieillard têtu qui ne peut oublier ses 40 années d'activité syndicale ; Prieto, un homme efficace, mais qui ne croit ni en la classe ouvrière ni en la victoire ; les anarchistes, qui, dans le cabinet, ne font guère de travail positif ; et enfin les communistes, qui, dans le cabinet, sont inexistantes”* (13).

(9) *Ibid.*, fonds 17, inventaire 120, dossier 84, feuilles 75-76 (NDA).

(10) Indalecio Prieto, dirigeant socialiste, ministre de la Guerre du gouvernement Caballero (NDLR).

(11) RGASPI, fonds 17, inventaire 120, dossier 263, feuilles 2-3 (NDA).

(12) *Ibid.*, feuilles 16-17 (NDA).

(13) *Ibid.*, feuille 7 (NDA).

## Antonov-Ovseenko à Negrin : *“Moi, je suis un révolutionnaire, pas un bureaucrate !”*

Dans ces conditions, Moscou cherchait avec insistance un homme “fort” et “loyal”, qui puisse contrôler effectivement la situation dans le pays en menant une politique fondée sur le respect des principes de la propriété privée et des accords internationaux de l’Espagne, etc., en mettant fin aux *“désordres de certaines provinces”*. Dès la fin de 1936, Negrin — alors ministre des Finances — apparaissait candidat à ce rôle. Ainsi, Staszewski écrivait alors : *“Le ministre des Finances (...) a une bonne dose de bon sens, et il est assez proche de nous.”*

Les désaccords entre Antonov-Ovseenko et l’“Instance” s’aggravèrent au début de 1937. Le 7 février 1937, Staszewski informe Moscou d’un conflit qui a éclaté entre le consul soviétique à Barcelone et Negrin. Lors d’une rencontre à la représentation commerciale, Antonov-Ovseenko *“a pris avec tant de ferveur la défense de la Catalogne”* que Negrin lui a répliqué : *“Vous êtes plus Catalan que les Catalans.”* A quoi Antonov-Ovseenko a répliqué grossièrement, selon Staszewski : *“Moi, je suis un révolutionnaire, pas un bureaucrate.”*

Negrin a réagi à cette déclaration en annonçant qu’il quittait le gouvernement, car il considérait la déclaration du consul général comme un acte de défiance politique. Il a ajouté : *“Je suis capable de combattre les Basques et les Catalans, mais je ne veux pas me battre contre l’URSS”* (14). Moscou fut informée de l’attitude de Negrin et Antonov-Ovseenko reçut un blâme. Le développement ultérieur des événements (la chute du gouvernement Caballero [15], la désignation de Negrin comme Premier ministre, la terreur et le procès du POUM organisé dans les meilleures traditions de la mise en scène stalinienne) souligne que l’orientation d’Antonov-Ovseenko en faveur du soutien de la Catalogne “révolutionnaire” et “autonome” divergeait for-

tement de celle de la direction stalinienne. Cette divergence préfigurait le destin personnel et politique du consul... (16).

L’exemple d’Antonov-Ovseenko, qui, tout en étant un émissaire éminent de Staline, voulut soutenir les conquêtes révolutionnaires de la Catalogne, reflète, à mon sens, profondément, la tragédie des vieux-bolcheviks qui décidèrent de renoncer à leurs convictions pour suivre Staline et l’aidèrent à réprimer leurs anciens camarades. Vadim Rogovine écrit :

*“Ils restaient des bolcheviks dans la mesure où ils conservaient des éléments de la conscience sociale bolchevique, où ils s’attelaient avec abnégation à la réalisation des tâches qui leur étaient confiées, dans le développement de l’économie, de la capacité de défense du pays ou de la culture. Et en même temps, ils avaient cessé d’être des bolcheviks dans la mesure où ils s’étaient transformés de révolutionnaires prolétariens en bureaucrates, d’adversaires de l’inégalité sociale en défenseurs de cette inégalité, de porte-parole des intérêts du peuple en porte-parole des intérêts des dignitaires du parti qui s’en étaient détachés”* (17).

L’exemple d’Antonov-Ovseenko montre que les qualités personnelles des vieux-bolcheviks entraînent dans un conflit de plus en plus brutal avec les tâches politiques que Staline leur confiait. On peut voir là la racine de leur protestation consciente ou inconsciente contre le stalinisme, et aussi la cause de la liquidation de pratiquement toute la génération des vieux-bolcheviks pendant la grande purge.

**Mark Goloviznine,**  
collaborateur scientifique  
de l’Institut de sociologie  
de l’Académie des sciences de Russie

(14) *Ibid.*, feuille 32 (NDA).

(15) Le gouvernement Caballero tomba le 15 mai 1937, après les journées de Barcelone. Un gouvernement dirigé par Negrin fut constitué dès le 17 (NDLR).

(16) Antonov-Ovseenko fut rappelé à Moscou en septembre 1937, nommé officiellement procureur de la République de Russie, arrêté quinze jours après, puis fusillé en février 1938 (NDLR).

(17) Vadim Rogovine, 1937, Moscou, 1995, p. 196 (NDA).

**L'entourage  
de Staline  
à l'époque  
de la grande purge :**

**3. Andreïev, Kalinine,  
Jdanov  
et Khrouchtchev**

**(Vadim Rogovine)**



Nikita Khrouchtchev (à droite).



De gauche à droite : Vorochilov, Staline, Kalinine, Ordjonikidze, Molotov.

## Andreïev

**A**NDREÏEV, secrétaire du comité central et “proche compagnon d’armes”, avait un passé compromettant qui le mettait à la merci de Staline. En effet, au moment de la discussion sur les syndicats en 1920-1921, encore frais émoulu au comité central, il avait voté pour la plate-forme de Trotsky. Aussi traînait-il derrière lui une réputation “d’ancien trotskyste militant”, même si, par la suite, il avait toujours soutenu sans réserve les positions de la fraction dirigeante. En le gardant au bureau politique, Staline montrait qu’il ne réprimait pas les “trotskystes qui avaient déposé les armes”, eux qui avaient été sans pitié pour ses anciens partisans. Lors de la séance du conseil militaire qui précéda le procès du groupe de Toukhatchevski, Staline le cita en exemple pour dire qu’il “avait été un trotskyste actif en 1921”, mais qu’il avait ensuite rompu avec les trotskystes et “se battait très bien” contre eux (1).

Khrouchtchev écrit dans ses mémoires qu’Andreïev “fit beaucoup de mal lors des répressions de 1937. Il est possible que son passé lui faisait craindre d’être soupçonné de faiblesse envers les anciens trotskystes. Partout où il passait, beaucoup de gens mouraient (2).”

Sa mission la plus sanglante fut son voyage d’automne 1937 en Ouzbékistan. Il s’agissait formellement d’“expliquer” au comité central du parti de la république la lettre de Staline et de Molotov concernant Ikramov, le premier secrétaire du comité central d’Ouzbékistan, qui

n’avait pas encore été arrêté. Cette lettre mentionnait que le comité central du PCR (b) avait établi, sur la base de déclarations et de confrontations de détenus, que “Ikramov avait non seulement fait preuve d’aveuglement politique vis-à-vis des nationalistes bourgeois, ennemis du peuple ouzbek (...), mais les avait même parfois protégés” et qu’il entretenait “apparemment des relations avec les dirigeants du groupe des trotskystes de droite de Moscou”. Le plénum du comité central de la république était chargé d’“examiner le cas du camarade Ikramov et de communiquer son avis au CC du PCR (b)” (3).

La plupart des membres du comité central ouzbek se retrouvèrent en prison. Réuni en effectif réduit, le plénum donna son “avis” sur Ikramov et lança une nouvelle campagne de terreur dans la république. La situation qui s’installa à Tachkent durant la présence d’Andreïev fut si terrifiante que, le lendemain du plénum, Ikramov mit en garde sa collaboratrice, qui venait d’être promue secrétaire du comité de ville : “N’acceptez en aucun cas cette nomination. Vous seriez aussitôt arrêtée. Trouvez n’importe quoi, partez, tombez malade... Ils doivent remplir le plan dans la nomenclature (4).”

Quant à lui, il reçut l’ordre de se rendre à Moscou par le même train qu’Andreïev et fut bientôt arrêté.

(1) *Istotchnik*, 1994, n° 3, p. 74.

(2) *Voprossy Istorii*, 1998, n° 4, p. 78.

(3) *Znamia*, 1989, n° 6, p. 95

(4) *Znamia*, 1989, n° 6, p. 75.

Après la destitution de Iéjov du poste de commissaire du peuple aux Affaires intérieures, Andreïev fut nommé président de la commission d'enquête du bureau politique sur les activités du NKVD. Il commença alors à recevoir des milliers de lettres de détenus qui demandaient la révision de leurs dossiers. Ainsi, le bolchevik Kedrov, qui était âgé de 62 ans et connaissait bien Andreïev, lui écrivait : *“De ma sombre cellule de la prison de Lefortovo, je vous appelle à l'aide. Entendez mon cri de détresse, ne vous détournez pas, intervenez, aidez-*

*moi à en finir avec ce cauchemar des interrogatoires... Je suis sûr qu'avec une enquête tranquille et impartiale, sans insultes abjectes, sans haine, sans vexations horribles, il sera facile d'établir que ces accusations n'ont aucun fondement (5).”*

La lettre resta sans réponse. Cependant, le tribunal le relaxa, mais il fut de nouveau arrêté au début de la guerre sur ordre personnel de Beria.

(5) *Reabilitatsia*, pp. 55-56.

## Kalinine

**K**ALININE était le plus ancien membre du bureau politique. Il y était entré dès sa création, en mars 1919, et avait alors été élu président du comité exécutif sur proposition de Trotsky (c'est lors de cette séance que Trotsky l'appela pour la première fois le *“chef de l'Union”*). Kalinine, qui s'était risqué à exprimer des opinions indépendantes dans les années 1920, était devenu dans les années 1930 un personnage purement décoratif.

Durant les années de la Grande Terreur, il entérina sans mot dire les arrestations de membres de l'organe suprême de l'Etat. Rien que dans la seconde moitié de l'année 1937, il envoya au parquet quinze relevés de calomnies concernant 181 membres du comité exécutif. Dès qu'il recevait les *“conclusions”* du parquet, il signait les décrets d'exclusion et transmettait les dossiers au NKVD (1).

Kalinine fut le premier membre du bureau politique dont la femme fut arrêtée (le tour de la femme de Molotov et

de celle d'Andreïev viendrait après la guerre). Selon le témoignage de Larina, sa femme fut arrêtée en été 1938 pour avoir, lors d'une conversation avec une vieille amie, caractérisé Staline de *“tyran sadique qui a liquidé toute la garde de Lénine et des millions d'innocents”*.

Les parents des détenus s'adressaient souvent à lui en tant que chef de l'Etat pour lui demander d'intercéder en leur faveur. Quand un professeur de Moscou lui demanda d'intervenir pour faire sortir sa femme du camp, Kalinine lui répondit naïvement : *“Mais, mon cher, je suis exactement dans la même situation. Je n'ai rien pu faire pour ma propre femme, il m'est impossible d'aider la vôtre (2).”*

Ce n'est qu'après la guerre que Staline condescendit à accéder aux prières insistantes du *“chef de l'Union”* et à libérer sa femme.

(1) Nekrassov V. F., *Trinadtsat' "jeleznykh" narukomov*, Moscou, 1995, pp. 200-201.

(2) Larina A. M., *Nezabyvaemoe*, pp. 224-225.

## Jdanov

**J**DANOV, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique, appartenait à la cohorte des protégés de Staline. Il avait dirigé la purge de Leningrad qui suivit l'assassinat de Kirov, organisée sur une très grande échelle, car la plupart des membres du parti de Leningrad avaient soutenu la "Nouvelle Opposition" en 1925.

En outre, Jdanov fut chargé des missions de répression en province contre les cadres locaux du parti, missions égales en férocité aux expéditions punitives de Kaganovitch et d'Andreïev.

En octobre 1937, il s'occupa du plénum du comité du parti de la région de Bachkirie, accusant la direction de complot trotsko-boukharinien et nationaliste-bourgeois. *"D'un point de vue politique, ce sont des fascistes et des espions. Côté social, des bureaucrates pourris et débauchés."*

Le premier secrétaire du comité de Bachkirie eut droit à cette appréciation : *"Bykine est un vieux loup ; à mon avis, on verra que c'est un vieil espion depuis huit ou dix ans (1)"* (c'est moi qui souligne — V. R.).

Dans son discours à la réunion solennelle consacrée au quatorzième anniversaire de la mort de Lénine, Jdanov déclara que *"l'année 1937 entrera dans l'histoire comme l'année de la déroute des ennemis du peuple (2)"*.

S'il était l'un des satrapes les plus cyniques et les plus impitoyables de Staline, il n'était pas dépourvu d'un certain humour noir. Le constructeur d'avions Iakovlev, admis durant ces années-là dans le cercle des dirigeants du Kremlin, rapporte dans ses souvenirs une anecdote que lui a racontée Jdanov : *« Un jour, Staline s'était plaint d'avoir perdu sa pipe. "Je donnerais beaucoup pour la retrouver", avait-il dit. Au bout de trois jours, Beria avait déjà trouvé dix voleurs, qui avaient tous "avoué". Le lendemain, Staline a retrouvé sa pipe, qui était tombée derrière un divan de sa chambre. » "Cette histoire macabre faisait beaucoup rire Jdanov", ajoute Iakovlev (3).*

(1) *Voprossy Istorii*, 1988, n° 9, p. 126.

(2) *La Pravda*, 22 janvier 1938.

(3) Iakovlev A. *Tsel' jizni*, Moscou, 1969, p. 509.

## Khrouchtchev

**K**HROUCHTCHEV ne fut promu à une haute fonction dans l'appareil qu'en 1932, mais il poursuivit son ascension dans les années de la grande purge. En 1937, il était premier secrétaire du comité de région et du comité de ville de Moscou,

et devint, au début de 1938, premier secrétaire du comité central du Parti communiste d'Ukraine. Il fut le seul (à part Iéjov) à être admis dans ces années-là comme membre suppléant du bureau politique, dont les effectifs s'étaient considérablement réduits.

Son comportement ne se distinguait pas fondamentalement de celui des autres secrétaires des républiques ou des régions, qui étaient tenus d'entériner les arrestations dans la nomenclature de leurs comités de parti. En même temps, ce n'est pas par hasard si c'est lui qui prendra l'initiative de dénoncer les crimes de Staline. Ses mémoires montrent que les répressions de 1936-1938 avaient suscité chez lui une sincère perplexité, qui se mua en une vigoureuse indignation après la mort de Staline.

Dans ses mémoires, Khrouchtchev ne cache pas l'admiration qu'il avait pour Staline dans les années 1930, ni les affres qu'il endura pour se libérer de ses illusions. Ce n'est qu'après les enquêtes sur les crimes de Staline qu'il aurait définitivement compris qu'il s'agissait d'"actes parfaitement calculés d'un despote qui avait su convaincre un très grand nombre que Lénine ne comprenait rien aux gens et ne savait pas les choisir, et que presque tous ceux qui dirigeaient le pays après sa mort s'étaient avérés des ennemis du peuple (1)".

Selon Khrouchtchev, la grande purge fut déclenchée par Staline "*afin qu'il ne puisse plus y avoir dans le parti un seul individu ou groupe qui veuille le faire revenir à la démocratie interne de Lénine et mener le pays vers une société démocratique... Le peuple, disait Staline, c'est du fumier, une masse informe qui suit le plus fort. Et lui, il avait montré cette force. Il anéantissait tout ce qui pouvait nourrir d'une manière ou d'une autre la compréhension réelle des événements, toute réflexion de bon sens qui aurait pu contredire son point de vue. Toute la tragédie de l'URSS est là (2).*"

A propos des années de la Grande Terreur en Ukraine, Khrouchtchev essaie de se justifier en disant qu'Ouspenski, le commissaire du peuple aux Affaires intérieures, le faisait crouler sous les papiers et que "*chaque papier, c'était des ennemis, des ennemis et encore des ennemis*". En contresignant les listes de détenus et de condamnés, Khrouchtchev "*appliquait une sorte de contrôle du parti*" sur le NKVD d'Ukraine. Mais il savait très bien que ces listes étaient en-

voyées en même temps à Iéjov, qui faisait son rapport à Staline. Tout refus d'un dirigeant local du parti d'entériner les arrestations aurait donc immanquablement attiré l'attention de Staline. Décrivant ce mécanisme de la grande purge, Khrouchtchev remarque à juste titre : "*De quel contrôle peut-on parler quand les organes du parti tombaient eux-mêmes sous le contrôle de ceux qu'ils étaient censés contrôler ?... Au-dessus du parti, il y avait la Tchéka (3).*" "*A vrai dire, précise-t-il plus loin, ce n'est pas nous qui les dirigeons, c'est eux qui nous imposaient leur volonté, même si extérieurement la hiérarchie était respectée. En fait, avec les dossiers qu'ils constituaient, leurs documents et leurs actes, ils faisaient de nous ce qu'ils voulaient. Et nous, conformément à la pratique instituée, nous étions tenus de faire totalement confiance aux documents qu'ils établissaient pour les organes du parti (4).*"

On comprend que Khrouchtchev s'arrête longuement sur les cas où il est parvenu à empêcher une arrestation. Par exemple, il empêcha celle du poète Maxime Rylski en racontant au commissaire aux Affaires intérieures que sa chanson sur Staline "*glorifiait toute l'Ukraine*". Il cite également les cas où il prit sur lui d'aller au NKVD pour discuter avec les prévenus dont il doutait de la culpabilité et raconte qu'il fit part à Malenkov de son scepticisme quant à certains aveux (5).

Il fait une description saisissante de la campagne de répressions provoquée par une épidémie mortelle qui s'était abattue sur les chevaux dans les régions frontalières de l'Ukraine. Pour enquêter sur les causes de l'épizootie, plusieurs commissions furent créées, dont les membres furent arrêtés dès le début de leur travail comme comploteurs. Khrouchtchev tenta d'y voir clair et apprit que des professeurs et des vétérini-

(1) *Voprossy Istorii*, 1993, n° 8, p. 80.

(2) *Voprossy Istorii*, 1991, n° 12, pp. 62-63.

(3) *Voprossy Istorii*, 1991, n° 5, p. 64.

(4) *Voprossy Istorii*, 1991, n° 5, p. 58.

(5) *Voprossy Istorii*, 1991, n° 5, pp. 47, 51.



naires avaient été accusés d'avoir empoisonné le fourrage. Il s'adressa alors à Ouspenski pour que les accusés lui révèlent la formule chimique du poison. La recette fut expérimentée : elle était sans effet sur les chevaux. Khrouchtchev essaya d'interroger lui-même les détenus. Ils lui déclarèrent qu'ils avaient effectivement empoisonné le fourrage avec un produit reçu d'Allemagne. Ils faisaient donc tout pour "*confirmer leurs aveux et donner raison à leurs tortionnaires de la Tchéka* (6)".

Pendant ce temps, l'épidémie continuait. Alors, Khrouchtchev créa deux nouvelles commissions, qui travaillaient en parallèle, plus une autre constituée de scientifiques de Moscou. Ces commissions découvrirent la cause réelle de la mort des chevaux : le fourrage, qui n'était pas frais, avait été contaminé par un champignon microscopique de la paille. On diffusa une directive stricte sur l'entretien du fourrage et l'épidémie cessa. Ce récit de Khrouchtchev est confirmé dans une communication de l'académicien Sarkissov, qui a découvert la toxicité du champignon avec des scientifiques ukrainiens à la fin des années 1930 (7). Mais au moment de cette découverte, beaucoup de présidents de kolkhozes, d'agronomes, de vétérinaires et de scientifiques avaient déjà été fusillés pour sabotage.

Khrouchtchev prétend que, même après ces événements, il n'imaginait pas que les organes du NKVD aient pu extorquer des aveux, car "*ces organes passaient pour irréprochables* (8)". Là, il triche, bien sûr, car il a souvent eu l'occasion de rencontrer des gens qui lui parlaient des tortures qu'ils avaient subies. Par exemple, l'ancien commissaire du peuple au Commerce, Loukachov, lui avait raconté, en sortant de prison, comment on en avait fait un invalide pour lui faire avouer qu'il avait été envoyé à l'étranger par Khrouchtchev lui-même afin d'établir des relations avec les services d'espionnage. Lorsque Khrouchtchev en avait parlé à Staline, celui-ci lui

avait répondu : "*Oui, on voit ce genre de perversités. Sur moi aussi, on rassemble un dossier. C'est Iéjov qui fait ça* (9)."

Il avait également parlé à Staline de la visite d'un jeune instituteur, qu'on avait torturé en prison pour lui faire avouer que Korotchenko, le président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, était un agent de la cour de Roumanie. Entendant que Korotchenko aurait été lié au roi de Roumanie, Staline "plaisanta" : "*Ce n'était pas avec la reine ? Elle a quel âge, cette reine ?*" Khrouchtchev répondit sur le même ton : "*Le roi n'est pas encore majeur, mais il y a la reine mère. Il était sûrement en relation avec la reine mère.*" Et cela entraîna d'autres plaisanteries (10).

Cette anecdote, tout comme celle de Jdanov citée plus haut, résume bien l'atmosphère qui régnait dans la camarilla de Staline. Il est vrai que, dans ce cas, le résultat des "échanges de plaisanteries", ce fut la liquidation des enquêteurs qui avaient concocté "l'affaire Korotchenko".

Il s'agit manifestement de l'affaire de l'instituteur moldave Sadaliouk, à qui on extorqua des aveux non seulement contre Korotchenko, mais contre Khrouchtchev. La plainte de Sadaliouk fut examinée en décembre 1938 au cours d'une séance du bureau politique, qui vota la résolution suivante : "*Organiser un jugement public, fusiller les coupables et le faire savoir dans la presse*" centrale et locale (11).

Cet épilogue montre bien la confiance particulière dont Khrouchtchev jouissait auprès de Staline et explique pourquoi il sera élu membre du bureau politique après le XVIII<sup>e</sup> Congrès.

(6) *Voprossy Istorii*, 1991, n° 5, p. 61.

(7) *Pravda*, 1995, n° 25, p. 11.

(8) *Voprossy Istorii*, 1990, n° 5, p. 63.

(9) *Voprossy Istorii*, 1992, n° 2-3, p. 86-87.

(10) *Voprossy Istorii*, 1990, n° 5, p. 48-49.

(11) Khlebniouk O.V. *1937-ï. Stalin, NKVD i sovietskoe obchtchestvo*, p. 225.



Nikita Khroutchtchev entouré de mineurs.

**Un article  
de Pietro Tresso  
(Blasco)  
sur  
Antonio Gramsci**

L'article que nous publions ci-après, écrit par Blasco (1893-1943), est paru au lendemain de la mort d'Antonio Gramsci dans *La Lutte ouvrière*, l'organe du Parti ouvrier internationaliste, n° 44, du 14 mai 1937. Il a été ensuite republié dans le volume d'Alfredo Azzaroni intitulé *Blasco*, édité par la Commission pour la vérité sur les crimes de Staline en 1965, volume depuis longtemps introuvable.

La réédition de cet article répond à deux soucis :

— Le premier est exprimé par Blasco lui-même dans son texte : pour répondre à tous ceux qui "*nous présentent un Gramsci truqué, méconnaissable à ceux qui l'ont connu et à lui-même s'il était encore vivant*". Ce trucage s'est perpétué et aggravé au fil des ans, et Gramsci a été déformé pour servir à des fins politiques diverses, qui n'avaient manifestement pas grand rapport avec celles qu'il poursuivait.

— La seconde est qu'au-delà du portrait de Gramsci, Blasco esquisse, de façon certes très rapide et succincte, quelques traits de l'histoire des origines du Parti communiste italien, histoire aussi déformée, voire plus encore s'il est possible, que celle du Parti communiste français.

Rappelons quelques éléments de l'existence de Blasco, pseudonyme de Pietro Tresso : né en janvier 1893, apprenti tailleur dès l'âge de neuf ans, Pietro Tresso adhère dès l'adolescence aux Jeunesses socialistes, puis milite dans le mouvement syndical. Hostile à la guerre, il adhère au Parti communiste italien dès sa fondation au Congrès de Livourne. En novembre 1922, il fait partie de la délégation italienne au IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, où, pour la dernière fois de sa vie consciente, Lénine prend la parole en public. Elu au comité central du PC italien au congrès tenu à Lyon en 1926, vu l'impossibilité de tenir un congrès dans l'Italie fasciste, il se voit alors confier la direction du centre secret du parti. Il entre l'année suivante dans l'organe restreint de direction du parti, le bureau politique.

En 1930, en désaccord avec la théorie du "social-fascisme" (selon laquelle, d'après la formule de Staline, social-démocratie et fascisme sont deux frères jumeaux) et avec la stratégie dite de la "troisième période", qui débouche en Italie sur la proclamation de la lutte armée contre le fascisme triomphant, il rompt, ainsi que deux autres membres du bureau politique (Ravazzoli et Leonetti), avec la direction du Parti communiste italien et du Comintern et rejoint l'Opposition de gauche internationale. Il milite longuement dans les rangs du Parti ouvrier internationaliste, l'organisation trotskyste française.

Sous l'Occupation, il entre dans l'illégalité ; fuyant la Gestapo, il s'installe à Marseille en 1941, où il est arrêté en juin, après une diffusion de tracts antivichyssois auxquels il est convaincu d'avoir contribué. Condamné à dix ans de travaux forcés, il est interné au Puy. En octobre 1943, le Parti communiste français, dont de nombreux militants étaient internés au Puy, organise une évocation des quatre-vingts détenus politiques de la prison. Parmi eux, Blasco et quatre autres militants trotskystes, qui sont associés à l'évasion par ses organisateurs de façon à pouvoir être liquidés en catimini. A part l'un d'eux, qui réussit à s'enfuir, Albert Demazière, les quatre autres, dont Blasco, sont abattus par des cadres du Parti communiste français, dont personne ne peut évidemment penser qu'ils agissent de leur propre initiative. Les organisateurs de ce quadruple assassinat ont toujours tout fait pour que la piste des recherches ne remonte pas jusqu'à eux.

## Qui a contribué le plus à le tuer ?

**A** PRÈS onze ans de prison, Antonio Gramsci est mort d'une apoplexie à Rome, dans une clinique, où la bestiale répression fasciste s'était vue obligée de le transférer il y a deux ans, pour éviter que l'homme le plus aimé du prolétariat d'Italie finît par mourir au fond de son cachot.

Antonio Gramsci était venu au socialisme dans les années qui précédèrent immédiatement la guerre de 1914, lorsque, jeune étudiant, fils de paysans pauvres, de sa Sardaigne natale, il alla à Turin dans le but de continuer ses études. Ce fut dans la capitale du Piémont, au contact du prolétariat industriel le plus concentré et le plus expérimenté d'Italie, qu'il fit ses premiers pas sur le chemin de la révolution. Quoique d'un extérieur extrêmement négligé et d'un physique pénible, il faisait du premier abord la plus grande impression sur ceux qui avaient l'occasion de s'entretenir avec lui. Mussolini, qui, en 1914, avant son reniement, avait été appelé à Turin par le groupe des étudiants socialistes, dont Gramsci, se souvenait justement de lui, huit ans plus tard, lorsqu'il écrivit que le Parti communiste avait pour tête un petit bossu, extraordinairement intelligent et malin...

La tourmente de 1914 et l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 trouvèrent Gramsci, encore ignoré, encore obscur, à

son poste de combat. Il ne fléchit point. Les racontars selon lesquels il aurait eu des hésitations ou même des sympathies pour le mouvement interventionniste ne sont que des insinuations habilement répandues par certains "disciples" à retardement, dans le but de justifier leur désertion et leur lâcheté. En 1917, dans l'année la plus dure de la guerre, au moment où la réaction s'acharne impitoyablement contre le révolutionnaire, tandis que Ercoli (l'actuel secrétaire de l'Internationale communiste) reniait le parti au nom de la "Magna Anglia" (1), Gramsci continue sa modeste besogne, assure le service de correspondance avec l'organe central du parti, l'*Avanti*, comme il assure les liaisons avec les camarades restés à Turin ou qui reviennent de la zone de guerre. Gramsci m'a affirmé lui-même, en 1922, qu'il n'avait jamais été interventionniste.

Mais c'est seulement en 1919 que Gramsci révèle entièrement toutes ses qualités de polémiste, de tête et de cœur de la classe ouvrière, et plus particulièrement du prolétariat industriel du Piémont.

En 1919, le prolétariat italien est en pleine effervescence révolutionnaire. Les reculs successifs de la bourgeoisie rapprochent extraordinairement aux yeux de

---

(1) "Grande Angletterre" : nom donné à l'alliance de l'Italie avec l'Angleterre.

la classe ouvrière et des masses laborieuses la possibilité de la victoire définitive, du triomphe de la révolution. Les nouvelles provenant de Russie sur les victoires et la consolidation du pouvoir soviétique emportent les masses d'enthousiasme. L'emblème de la faucille et du marteau couvre les murs des villes et des villages d'un côté à l'autre de l'Italie. Les noms de Lénine et de Trotsky sont acclamés comme des défis de combat par des millions d'ouvriers, de soldats, de petits paysans. Le Parti socialiste, qui grossit de jour en jour, se révèle absolument impuissant pour coordonner le mouvement des masses, pour organiser la révolution. Même les éléments révolutionnaires les plus conscients et décidés avancent d'un pas irrésolu et incertain.

Deux noms émergent : Bordiga et Gramsci.

Bordiga, déjà connu des jeunes avant la guerre, qui connaît mieux que Gramsci les hommes du Parti socialiste et le parti lui-même, fonde à Naples l'hebdomadaire *Le Soviet* et organise d'un bout à l'autre de l'Italie sa fraction, qui plus tard sera appelée la "fraction des abstentionnistes", parce qu'elle préconisa l'abstention des élections parlementaires. Le combat de Bordiga est le combat pour la scission d'avec les réformistes et les centristes ; le combat pour la construction du parti de la révolution. Il est seul à se battre déjà depuis plus d'une année pour ce but.

Gramsci ne voit pas encore cette nécessité. De l'expérience toute fraîche de la révolution d'Octobre et des révolutions des autres pays, il retient surtout le phénomène de la croissance et du développement des "conseils de fabriques". Il voit dans ces conseils la forme révélée par l'histoire de l'autogouvernement des masses travailleuses, des cellules vivantes de l'Ordre nouveau.

*L'Ordine Nuovo* sera donc le titre de l'hebdomadaire qu'il fonde à Turin, et dont il prend la direction. Toute la vraie personnalité de Gramsci, son originalité, sa grandeur, se trouvent dans ce journal. Pendant deux ans, dans des articles à forme très personnelle, mais qui reflètent

tout le tourment et tout l'effort créateur de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat de Turin, Gramsci dévore les trésors de son intelligence, de sa culture et de sa passion révolutionnaire pour impulser les conseils d'usines, pour en démontrer la valeur destructive de l'ordre capitaliste et nécessaire en tant que cellules constitutives de l'Ordre nouveau, de l'ordre socialiste et communiste. Les ouvriers avancés des grandes usines de Turin, les membres des "commissions internes", se serrent autour de lui. Les bureaucrates syndicaux l'accusent de saper l'autorité et les fonctions des syndicaux, mais lui-même répond en gagnant à son point de vue les majorités syndicales et en transformant ainsi les syndicats en puissants soutiens des conseils d'usines au lieu d'en être les adversaires.

La défaite subie par le prolétariat italien en septembre 1920 à la suite de l'abandon des usines occupées sera la fin aussi de ce mouvement des conseils d'usines, auxquels Gramsci a donné le meilleur de sa vie. *L'Ordine Nuovo*, d'hebdomadaire, se transforme en quotidien, mais il sera désormais autre chose que celui qu'il avait fondé.

Les philistins et les bureaucrates, ceux qui, aujourd'hui, cherchent à exploiter Gramsci au profit de la trahison et de l'escroquerie stalinienne, nous présentent déjà un Gramsci truqué, méconnaissable à ceux qui l'ont connu et à lui-même s'il était encore vivant.

Nous croyons pouvoir dire, en revanche, que Gramsci, malgré ses qualités éminentes, s'est lui aussi trompé, et sur des problèmes importants. Et nous pouvons ajouter que lui en avait pleine conscience et ne craignait pas de le dire. La preuve en est que, pendant des années, il s'est refusé à recueillir en volume ses écrits. A la fin, il s'était décidé à le faire, mais il avait commencé à écrire une préface (il en avait déjà écrit environ 100 petits papiers, de sa très petite, mais claire calligraphie), dans laquelle il se critiquait soi-même avec cette honnêteté intellectuelle qui le caractérisait.

Ce projet a été brisé par son arrestation au moment des lois d'exception et, maintenant, par sa mort.

Nous ne savons pas quelle a été l'évolution de Gramsci au cours des onze années de prison, mais nous pouvons affirmer ceci : toute l'activité de Gramsci, toute sa conception du développement du parti et du mouvement ouvrier s'opposent de façon absolue au stalinisme, à ses crapuleries politiques, à ses falsifications éhontées. Un des derniers actes politiques de Gramsci avant son arrestation, en 1926, a été celui de faire approuver, par le bureau politique du parti italien, une lettre adressée au bureau politique du parti russe, en lui demandant de se contenir vis-à-vis du camarade Trotsky dans les limites d'une discussion entre camarades, et de ne pas adopter les méthodes qui fausseraient les problèmes controversés et empêcheraient le parti et l'Internationale de se prononcer en pleine connaissance de cause. Cette lettre fut approuvée aussi par Grieco (Garlandi), Camilla Ravera et Mauro Scoccimarro.

Mais elle fut envoyée sur "une voie de garage" par Ercoli, qui, étant à Moscou et en ayant pressenti les destinataires, a cru bon de la garder dans sa poche.

Nous pouvons affirmer aussi que, au moins depuis 1931 et jusqu'en 1935, la rupture morale et politique de Gramsci avec le parti stalinisé était complète. La preuve est donnée seulement par le fait que, pendant ces années, la presse a mis la sourdine à la campagne pour la libération de Gramsci, mais aussi par le fait que Gramsci avait été officiellement destitué en tant que chef du parti et que, à sa place, on avait dressé ce clown bon à tout faire qui s'appelle Ercoli (2). Les camarades sortis de prison nous ont communiqué aussi, il y a deux ans, que Gramsci avait été exclu du parti, exclusion que la direction avait décidé de tenir cachée au moins jusqu'à ce que Gramsci aurait été dans la possibilité de parler librement.

Et cela dans le but de pouvoir exploiter la personnalité de Gramsci à ses fins. En tout cas, les bureaucrates staliniens s'étaient arrangés pour ensevelir Gramsci politiquement avant que le régime mussolinien ne l'achevât physiquement.

Gramsci est mort, mais pour le prolétariat, pour les jeunes générations qui viennent à la révolution au travers de l'enfer fasciste, il restera toujours celui qui, mieux que tout autre, a incarné les souffrances, les aspirations et la volonté des ouvriers et des paysans pauvres d'Italie, au cours des vingt dernières années.

Il restera un exemple de droiture morale et de probité intellectuelle absolument inconcevable pour la congrégation des pique-assiettes staliniens, dont le mot d'ordre est : "s'arranger".

Gramsci est mort, mais après avoir assisté à la décomposition et à la mort du parti qu'il avait puissamment aidé à créer et après avoir entendu dans ses oreilles les coups de revolver chargés par Staline et qui abattirent toute une génération de vieux-bolcheviks.

Gramsci est mort, mais après avoir su que des nouveaux vieux-bolcheviks, comme Boukharine, Rykov et Racovski étaient déjà prêts pour l'abattoir.

Gramsci est mort d'un coup au cœur ; on ne saura peut-être jamais qui a contribué le plus à le tuer : les onze années de souffrance dans les prisons mussoliniennes ou les coups de pistolet que Staline a fait tirer dans la nuque de Zinoviev, de Kamenev, de Smirnov, de Piatakov et de leurs camarades dans les caves de la Guépéou.

Adieu Gramsci.

*La Lutte ouvrière*, n° 44,  
4 mai 1937,  
O. (Blasco)

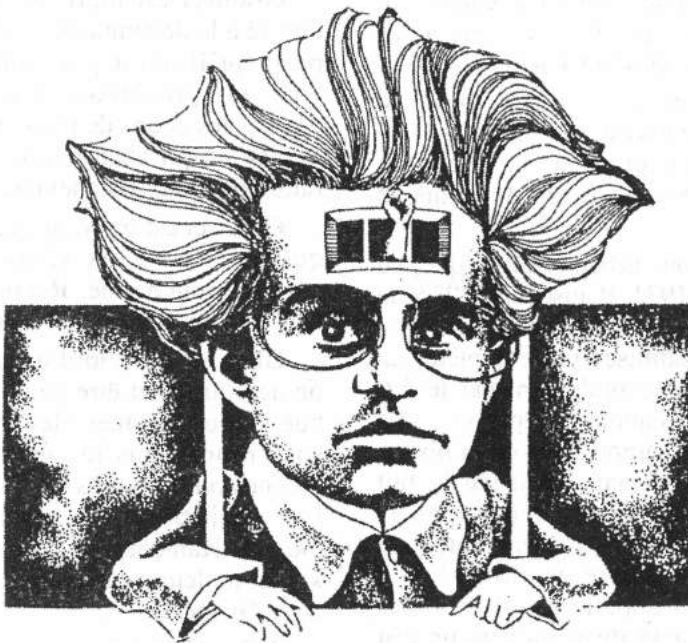
(2) Pseudonyme de Palmiro Togliatti.

**QUADERNI del Centro Studi Pietro Tresso**

**Serie: STUDI E RICERCHE, n.14**

**Andy Cleminson-Keith Hassell**

**ANTONIO GRAMSCI  
E LA TRADIZIONE RIVOLUZIONARIA**



**CENTRO STUDI**



**PIETRO TRESSO**



# **Le manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin (1945)**

Des trois auteurs de ce manifeste, le plus connu est évidemment Jean-Pierre Raffin-Dugens (1861-1946), dont cet acte fut pratiquement le dernier acte politique de sa vie consciente et militante, puisque, déjà grabataire à l'époque de la rédaction de ce texte, il mourut quelques mois plus tard. Nous renvoyons à son propos aux pages le concernant publiées dans les nos 5 et 6 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (1). Rappelons simplement que Raffin-Dugens, député socialiste SFIO de 1910 à 1919, participe à la Conférence de Kienthal contre la guerre en avril 1916 ; partisan de la révolution russe, il dispose au Congrès de Tours, en décembre 1920, de 84 mandats de sa fédération socialiste de l'Isère pour l'adhésion à la Troisième Internationale ; son adversaire, Mistral, ne dispose que de 21 mandats contre ; il est l'un des fondateurs du Parti communiste dans l'Isère, cesse d'assumer la direction de la fédération à dater de 1923, est exclu du PCF en 1925, y revient en 1936, participe très activement à son action clandestine pendant la guerre. C'est sans doute pourquoi, à la Libération, il est nommé conseiller municipal et premier adjoint au maire de la ville d'Eybens. Refusant, aux élections municipales, de faire bloc avec des éléments nationalistes tout jeunes adhérents du PCF, il en est exclu au cours de l'été 1945.

Charles Martel (1889-1975) adhère en 1913 à la SFIO, dont il démissionne au lendemain du vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire en août 1914. Envoyé au front, blessé puis emprisonné pour avoir diffusé un petit journal clandestin qu'il rédigeait, fait alors connaissance de Raffin-Dugens. Adhère au Parti communiste et à l'Association républicaine des anciens combattants, fondée par Barbusse et Vaillant-Couturier. Candidat du PCF aux élections législatives de 1924, puis aux élections complémentaires de 1925. Devient en 1925 secrétaire de la fédération de l'Isère du PCF au moment où Raffin-Dugens en est exclu, avec, semble-t-il, sa participation. Il est rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La Voix paysanne* de 1927 à 1931 et secrétaire de la Confédération générale des paysans travailleurs (CGTP), dont il est l'un des principaux fondateurs.

En 1930, convoqué à Moscou, il y est un éphémère secrétaire de la section des pays latins du Krestintern (Internationale paysanne rouge). De retour en France en 1931, il fait connaître ses critiques sur l'inégalité sociale croissante en URSS et sur les privilèges des bureaucrates. Mis à l'écart par les dirigeants du PCF, travaille comme gardien de garage, puis est exclu du PCF à la fin de 1933, travaille ensuite comme ouvrier agricole, connaît de longues périodes de chômage, retrouve Raffin-Dugens, est deux fois candidat du PCI aux élections en 1946 et 1947, puis se détourne de l'activité politique militante.

Sur Horace Martin, cheminot de profession, on ne sait pas grand-chose, sinon qu'il adhéra à l'un des partis socialistes existant alors dès 1895, militant de la CGT, délégué des cheminots du Paris-Lyon-Marseille (PLM) lors de la grève des cheminots de 1920. Fut militant du PCF de sa fondation à son exclusion en 1945. Pendant la guerre, fut militant de la cellule clandestine du PCF d'Eybens, la commune de Raffin-Dugens, dont la maison abritait l'imprimerie clandestine de la cellule. Il mourut peu après la rédaction de ce manifeste d'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale avec Raffin-Dugens et Charles Martel, et la campagne électorale du PCI qu'il mena avec ce dernier en 1946.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5, pp. 117 à 121, et n° 6, pp. 119 à 126.

# **“Pourquoi nous avons adhéré à la Quatrième Internationale”** **(“manifeste de vieux militants révolutionnaires de l’Isère, fondateurs du Parti communiste”)**

*“Les communistes  
ne s’abaissent pas à dissimuler  
leurs opinions et leurs projets”*

*(Manifeste communiste,  
Marx et Engels)*

**L**E monde sort meurtri de la plus sanglante guerre de l’histoire : des dizaines de millions de morts et d’estropiés. L’Europe et l’Asie couvertes de ruines, la famine généralisée. Mais nul ne se fait plus d’illusions sur la “dernière des guerres” : l’hécatombe est à peine terminée qu’on en prépare une nouvelle ; celle-ci, avec des engins aussi meurtriers que la bombe atomique, serait vraiment la fin de l’humanité.

Devant cette situation angoissante, nous, vieux militants révolutionnaires, qui n’avons jamais cessé de servir le monde du travail, tenons à exposer aux masses nos raisons de craindre et aussi nos raisons d’espérer.

Nos raisons de craindre : devant des classes possédantes féroces autant qu’incapables, les chefs des grands partis ouvriers adoptent une attitude de lâcheté inconcevable.

Nos raisons d’espérer : devant la capitulation du Parti communiste (dont nous nous honorons d’être parmi les fondateurs), un nouveau parti révolutionnaire, le Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV<sup>e</sup>

Internationale, reprend la tradition d’internationalisme et de lutte de classes de Lénine et grandit chaque jour en influence dans les masses.

## **Notre ennemi : le capitalisme international**

C’est le capitalisme international qui a financé l’arrivée au pouvoir des dictateurs : Hitler, Mussolini, Franco, Pétain. C’est lui qui s’est servi de leur police, de leurs camps de concentration et de leurs chambres de tortures pour assassiner les ouvriers révolutionnaires. Et maintenant que ces régimes sont abattus, il tente de les relever en soutenant des monarques et des généraux, malgré les aspirations démocratiques des peuples.

C’est le capitalisme international qui a fomenté les deux guerres, bombardé les populations civiles (en épargnant des fiefs capitalistes comme le bassin de Briey ou l’IG Farbenindustrie, à Francfort) ; c’est lui qui a encaissé les bénéfices, tandis que d’autres donnaient leur vie, et qui maintenant veut instaurer la grande pénitence pour faire payer par les masses populaires la reconstruction du monde qu’il a détruit. Comme disait Lénine en 1920 :

*“Ouvriers et paysans de l’Europe, de l’Amérique, de l’Asie, de l’Afrique et de*

*l'Australie ! Vous avez sacrifié dix millions de vies, vingt millions de blessés et d'invalides. Maintenant, vous savez du moins ce que vous avez obtenu à ce prix !*"

Oui, nous savons maintenant que si nous n'abattons pas le capitalisme, il nous plongera dans une barbarie pire que celle que nous venons de vivre ; nous savons que, pour défendre ses privilèges injustifiés, il emploiera contre nous les plus terrifiants moyens si nous sommes trop faibles pour l'en empêcher.

Exploités de tous les pays, ouvrez les yeux !

## La capitulation des partis socialiste et communiste

Il y a bien longtemps que les masses populaires auraient balayé cet ignoble régime d'oppression si, à chacune de leurs tentatives d'émancipation, elles n'avaient pas été freinées par ceux en qui elles avaient mis toute leur confiance. Ceux-ci, par une politique de collaboration de classes et de capitulation devant l'ennemi, les ont conduites de défaite en défaite.

Nous avons, à l'époque, dénoncé Noske, Ebert, les sociaux-démocrates allemands, qui, après avoir fait l'Union sacrée avec Guillaume II dans la guerre (même contre la Russie des soviets), réprimèrent férocelement la poussée révolutionnaire allemande de 1919. Ils allèrent jusqu'à assassiner les deux irréprochables internationalistes Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, alors qu'ils laissaient en place les éléments réactionnaires de l'armée et de l'administration, qui plus tard devaient soutenir Hitler.

Nous dénonçons Blum, l'homme de la pause, de la dévaluation, de la non-intervention en Espagne ; Thorez, l'inventeur de la formule : "*Il faut savoir terminer une grève*" ; Jouhaux, le saboteur de la grève des cheminots de 1920 et de la grève du 30 novembre 1938 ; nous dénonçons la poltronnerie de ces "chefs" qui, en 1936, brisèrent le splendide élan

de la classe ouvrière. Ils prétendaient se justifier en affirmant qu'en face de la menace hitlérienne, il n'y avait pas d'autre solution que l'alliance avec le parti bourgeois radical-socialiste (celui qui donna le pouvoir à Paul Reynaud, et par lui à Pétain !) et la confiance vis-à-vis des chefs de notre "grande armée républicaine" (ceux qui capitulèrent en 1940 !).

Nous dénonçons encore une fois le Parti socialiste et le Parti communiste, qui, pendant cette guerre, ont manifesté le chauvinisme le plus étroit, ont prêché la confiance aveugle en de Gaulle et son gouvernement d'Alger. Après la Libération, ils ont eux-mêmes dissous les organismes populaires créés dans la clandestinité (comités de libération, comités d'épuration et surtout milices ouvrières) pour remettre tout le pouvoir au général de Gaulle, à son armée et à sa police. Maintenant, ils s'aperçoivent, hélas un peu tard, des tentatives bonapartistes de celui-ci, et protestent par de grandes phrases, mais montrent, par le maintien de leurs représentants dans les ministères, leur ferme volonté de ne pas engager la bataille.

Comme autrefois ceux qui étaient à la tête de la social-démocratie, aujourd'hui, ceux qui sont à la tête du Parti communiste se sont laissé griser et corrompre par le pouvoir ; devenus fonctionnaires appointés du parti, membres des assemblées parlementaires ou des ministères, ils sont devenus, tout comme les chefs socialistes, des bureaucrates embourgeoisés : s'élevant au-dessus de la masse travailleuse, ils ont cessé de servir ses intérêts. Ils sont habiles à justifier les pires erreurs politiques (1). Manœuvres, tactique, disent-ils. Mais les trusts ne sont pas dupes et les masses ouvrières sont désemparées. Ils sont sur la pente savonneuse, ils la descendront jusqu'en bas.

Tous ces opportunistes n'ont, en réalité, aucune confiance dans la classe ouvrière et n'imaginent pas qu'elle puisse sortir de la léthargie dans laquelle ils l'ont eux-mêmes plongée. Ils ne conçoivent

(1) Dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale, dissolution des milices ouvrières, dissolution des Jeunesses communistes.

vent d'autres forces agissantes, ne recherchent d'autres appuis que l'armée, la police, le clergé, la diplomatie et les partis bourgeois, forces qui, en définitive, ne sont que des tentacules des trusts et ne cesseront de les défendre. Et quand nos petits manœuvriers jubilent parce qu'ils ont, au prix de l'abandon de toute politique révolutionnaire, réussi à s'entendre avec un beau général, ils ne se rendent pas compte que celui-ci n'attend qu'une occasion pour leur passer la corde autour du cou.

## Pour une véritable politique révolutionnaire

Quant à nous, la force sur laquelle nous comptons, c'est celle des travailleurs qui, en 1917, renversèrent en Russie la féodalité et la bourgeoisie coalisées et qui soutinrent pendant quatre ans une guerre victorieuse contre les en-

nemis de l'intérieur et contre les impérialistes étrangers ; c'est celle des ouvriers français qui, en juin 1936, mirent à genoux le patronat ; c'est celle de tous les ouvriers révolutionnaires des époques héroïques de l'histoire ; c'est cette force qui, quoiqu'invisible aujourd'hui, fait trembler les grands sur toute la terre : c'est la force du prolétariat uni par-dessus les frontières, mobilisant derrière lui les masses travailleuses du monde entier pour le renversement du capitalisme international.

Nous savons que ce renversement du capitalisme ne peut se faire n'importe où et n'importe quand. Mais encore faut-il le préparer.

Pour cela, il faut mobiliser les masses vers des objectifs qui, à la fois, soient immédiatement réalisables et attaquent les fondements mêmes de la puissance des trusts. D'où la nécessité d'adopter un programme transitoire. Un tel programme doit au moins comprendre les 8 points suivants :

1. — Au lieu de recommander au prolétariat de "*travailler d'abord, revendiquer ensuite*" (ce qui ne change rien à l'anarchie capitaliste et au sabotage des trusts !), il faut lui faire confiance, à lui seul, pour reconstruire l'économie : nationaliser toutes les grandes entreprises sans indemnité ni rachat, instituer un plan national de production dressé par les ouvriers organisés dans leurs syndicats et faire appliquer le contrôle ouvrier de la production.

2. — Au lieu de laisser les trusts et le gouvernement bloquer les salaires sans bloquer les prix, il faut stabiliser le pouvoir d'achat par l'échelle mobile des salaires.

3. — Au lieu de faire confiance, pour mener l'épuration, à l'armée, à la police, aux tribunaux issus de Vichy, il faut constituer les comités ouvriers d'épuration, les milices ouvrières, les tribunaux populaires, qui existaient à la Libération et qu'on a supprimés avec l'approbation officielle des chefs des partis ouvriers.

4. — Au lieu de faire confiance aux généraux "sauveurs de la nation" pour diriger le pays, il faut élire une Assemblée constituante souveraine, au suffrage universel, direct et secret, pour les deux sexes à partir de 18 ans, avec droit de vote étendu aux travailleurs immigrés. Cette Constituante devra rétablir toutes les libertés démocratiques et s'attaquer sans détours à la puissance malfaisante des trusts.

5. — Au lieu de s'allier, au sein du ministère, avec des représentants des trusts, les partis ouvriers devraient prendre leurs responsabilités, comme les travaillistes (2) en Angleterre, et former à eux seuls le gouvernement. Nous exigeons la rupture de la coalition avec la bourgeoisie ! Gouvernement des partis ouvriers !

(2) Nous n'avons absolument aucune confiance dans les travaillistes, mais au moins ils ont eu le mérite de prendre leurs responsabilités.

6. — Ce gouvernement doit, comme le gouvernement des soviets en octobre 1917, publier tous les traités secrets des gouvernements impérialistes pendant cette guerre et rompre avec la diplomatie secrète de Potsdam, où trois "grands" peuvent, confortablement assis autour d'une table, fixer le sort de 300 millions d'Européens ; nous devons exiger le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

7. — Au lieu de nous solidariser avec l'oppression que nos trusts et notre armée font subir aux peuples de nos colonies, nous devons proclamer que ces peuples et notre classe ouvrière ont les mêmes ennemis : les capitalistes français. Nous devons accorder aux peuples coloniaux l'indépendance totale à laquelle ils ont plein droit.

8. — Nous considérons toujours la défense de l'URSS comme une de nos tâches les plus importantes, bien que nous soyons en profond désaccord avec ses dirigeants. Nous pensons qu'au lieu d'endormir les peuples par la fiction de l'unité des "trois grands" et de la possibilité d'une amitié durable des alliés, il faut leur montrer la duplicité fondamentale de tous les gouvernements impérialistes vis-à-vis de l'URSS. Ces gouvernements cherchent à l'abattre, tantôt par la force des armes, tantôt par des pressions économiques. Le seul vrai défenseur de l'URSS reste le prolétariat révolutionnaire.

Une telle politique révolutionnaire ne doit pas être discutée seulement par quelques "chefs géniaux", à qui la masse obéit aveuglément. Elle doit être élaborée par toute la classe ouvrière. Cette large discussion de l'action politique aidera le prolétariat à prendre conscience de lui-même ; à connaître et à comparer les programmes d'action de tous les véritables partis ouvriers ; à chasser les provocateurs ; à faire régner en son sein une véritable démocratie excluant tous les procédés de chantage et de calomnie, dont l'existence actuelle est une honte en même temps qu'un signe de dégénérescence ; enfin, à réaliser l'unité qu'il désire profondément. Cette unité est réalisable, non par la mise au pas de tout le prolétariat par un parti bureaucraté, mais par la création d'une grande organisation démocratique, où pourront s'exprimer librement toutes les tendances ouvrières. La libre expression de la tendance révolutionnaire est la condition expresse de l'unité de la classe ouvrière. La pire besogne de division est faite par ceux qui, malgré de belles affirmations sur l'unité, excluent de leur rang et calomnient les révolutionnaires, tandis qu'ils sont pleins d'égards pour les radicaux et les curés. Pour ces raisons, nous considérons que les trotskystes, loin d'être des diviseurs de la classe ouvrière,

l'aideront au contraire à se retrouver elle-même et à s'unir.

## La IV<sup>e</sup> Internationale

Nous avons trouvé dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale tout ce que nous demandions à un parti révolutionnaire et nous venons lui apporter notre adhésion.

Nous savons que cette voie n'est pas facile, que nous ne sommes encore qu'une minorité. Mais il nous est arrivé déjà une fois dans notre vie, et nous en sommes fiers, de marcher avec un si petit nombre d'hommes que cela pouvait paraître décourageant : c'était lorsqu'en 1914 nous suivions la politique révolutionnaire de Lénine contre l'Union sacrée. C'est pourtant cette politique qui assura le triomphe de la révolution d'Octobre en Russie. Aujourd'hui, nous rallions une organisation qui existe déjà à l'échelle mondiale (3), et dont la ligne théorique, longuement mûrie à la lumière

(3) La IV<sup>e</sup> Internationale a des sections dans la plupart des pays ; la plus puissante est celle des Etats-Unis. Il y en a de fortes en Europe et dans les pays coloniaux.

re de toutes les expériences économiques et politiques, est aussi ferme que le fut celle de Lénine.

La section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui se constitua en parti en 1936, fut toujours à la pointe du combat prolétarien. Après la débâcle de 1940, alors que, déconcertés par le pacte germano-soviétique et par la défaite, tous les grands partis hésitaient et attendaient de savoir comment réagirait l'Angleterre ou l'URSS, les trotskystes engagèrent immédiatement la lutte révolutionnaire contre le nazisme. Dès le mois d'août 1940 paraissait son journal, *La Vérité*, le seul qui expliquât que l'on pouvait lutter contre l'oppression fasciste sans faire l'Union sacrée avec les impérialismes alliés. C'est le seul journal clandestin qui, tout en menant une lutte acharnée contre Hitler, osa dévoiler le caractère bonapartiste de la politique de De Gaulle. C'est pour cette raison que la parution légale de ce journal, l'un des plus importants dans la clandestinité, est encore interdite un an après la prétendue libération !

La Gestapo a poursuivi féroce­ment ce parti, donnant ainsi un tragique démenti aux allégations antitrotskystes. De nombreux et valeureux révolutionnaires ont souffert et sont morts en pleine jeunesse. Malgré ces pertes, le Parti communiste internationaliste a augmenté ses effectifs et se présente aujourd'hui comme pôle de ralliement des forces révolutionnaires. Il offre une direction ferme à tous ceux, prolétaires et paysans, qui sentent que le régime capitaliste est plus que jamais à l'agonie et que des coups portés énergiquement peuvent le renverser et assurer le salut de l'humanité.

C'est à vous, camarades, que nous adressons cet appel. Nous sommes vieux, certains d'entre nous ne verront pas la victoire du prolétariat, mais elle est certaine. Nous vous conjurons de rester courageusement au combat et de rejoindre le Parti communiste internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui est aujourd'hui le seul parti révolutionnaire, le seul parti qui lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat par le régime des soviets.

**POURQUOI NOUS AVONS ADHÉRÉ**  
à la  
**QUATRIÈME**  
**INTERNATIONALE**



MARTEL



RAFFIN-DUGENS



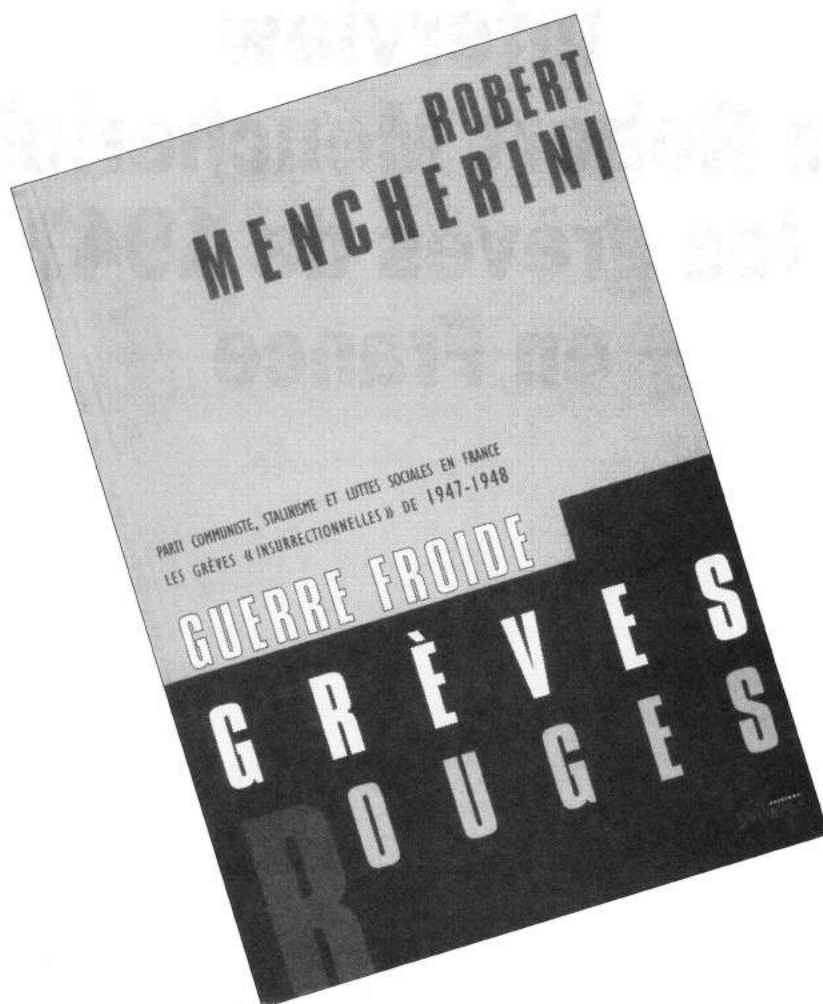
MARTIN

**MANIFESTE**  
**DE VIEUX MILITANTS RÉVOLUTIONNAIRES DE L'ISÈRE**  
**Fondateurs du Parti Communiste**

« Les communistes ne s'abaissent pas à  
dissimuler leurs opinions et leurs projets. »



**Interview  
de Robert Mencherini :  
les grèves de 1947  
en France**



Editions Syllepse.

# Huit questions à Robert Mencherini sur *Guerre froide, grèves rouges,*

posées par Michel Barbe (correspondant du CERMTRI pour Marseille et les Bouches-du-Rhône)

• Dès le titre, tu n'hésites pas à établir un lien direct et politique entre le tournant mondial de 1947 — plan Marshall d'un côté, Kominform de l'autre — et les mobilisations ouvrières successives en France. Estimes-tu que la classe ouvrière — avec une fraction largement combative organisée au PCF et à la CGT — considère que le “contrat” qui lui était imposé d'en haut de “reconstruire d'abord” et “revendiquer ensuite” est enfin rompu et qu'elle aurait en quelque sorte “reconquis” sa liberté de revendiquer ?

• Il est, à mon avis, impossible de comprendre les grèves de novembre-décembre 1947 indépendamment du contexte international et de la rupture de l'automne, avec la rencontre en Pologne des partis communistes européens. Mais cela ne veut pas dire, c'est du moins ce que j'ai essayé de démontrer, qu'il s'agit d'un enchaînement mécanique. Je suis très critique par rapport à la thèse des grèves “Kominform” télécommandées depuis Moscou.

Pour simplifier, disons que ces grèves résultent d'une combinaison. D'une part, la création du Kominform laisse croire à de nombreux militants du PCF que la volonté de Staline est désormais de revenir — après la période de l'union nationale — à une opposition de classe et aux

moyens d'action traditionnels de la classe ouvrière (dont la grève). De l'autre, le mécontentement lié à une dégradation du niveau de vie pousse effectivement les salariés à l'action. Et les communistes, qui essayaient jusqu'alors peu ou prou de contenir les grèves, ne freinent plus un mouvement qu'ils pouvaient d'ailleurs difficilement endiguer plus longtemps, ainsi que les grèves Renault l'avaient démontré en mai 1947. Mieux, certains d'entre eux vont y voir les prémices d'une révolution. Maurice Thorez, de retour de Moscou, s'emploiera avec difficulté à rectifier le tir : c'est une autre forme d'union nationale qu'il faut y construire, y compris avec une fraction du patronat, mais contre l'impérialisme américain, cette fois.

• Tu écris “*grèves rouges*”. Pourquoi ? Ont-elles eu d'emblée un caractère politique posant la question du pouvoir, ou bien, revendicatives à l'origine, ont-elles débordé ou débouché sur la question du pouvoir ; ou bien est-ce le pouvoir qui les a qualifiées de “politiques” pour mieux isoler le PCF et l'expulser du gouvernement ?

• Tout mouvement social est nécessairement coloré par le contexte et les rapports de force entre les divers courants politiques. Celui de 1947 ne fait pas ex-

ception. Il démarre sur des revendications assez précises : augmentation des salaires, une forme d'échelle mobile... C'est du moins la plate-forme que développe le CCN de la CGT. Mais, parallèlement, existe chez de nombreux militants le sentiment d'une régression des conquêtes ouvrières, qui peut aller jusqu'à la crainte d'un danger "fasciste", en particulier après la vague RPF lors des municipales d'octobre 1947. Il est significatif que les deux premiers foyers de grève s'allument pour protester contre l'emprisonnement de militants ouvriers, puis contre l'assassinat d'un jeune ouvrier (à Marseille) ou la révocation d'un administrateur CGT des Charbonnages (dans le Nord). Et ce sont les deux régions où la grève restera assez solide jusqu'à la fin.

Que, dans le cadre d'un mouvement qui s'étend, d'un durcissement des relations internationales, de l'autocritique d'un PCF qui a été accusé d'avoir négligé les occasions révolutionnaires de la Libération, des militants et même des dirigeants du PCF pensent qu'il faut franchir une étape et "aller plus loin", sans d'ailleurs que cet avenir soit clairement défini, cela me semble une évidence. Les débats au sein du PCF l'attestent. En ce sens, pour au moins une partie des communistes, la grève est politique.

Ce qui ne signifie pas nécessairement insurrectionnelle, du moins immédiatement. Jules Moch lui-même remarque que les communistes, tout en essayant de centraliser le mouvement (par exemple, en créant un comité national de grève), évitent soigneusement l'emploi d'armes. Il pense d'ailleurs que novembre-décembre 1947 ne constitue qu'une répétition générale, les mouvements décisifs devant, selon lui, avoir lieu en février 1948...

**• Tu évoques la situation en Europe (et mondiale) à la chute des dictatures fascistes sans la qualifier nettement ou de "révolutionnaire", ou de "pré-révolutionnaire", alors que tu qualifies sans hésiter de "rouges" les grèves de 1947 en France.**

**Y aurait-il eu une sorte "d'exception française" ? Pourquoi ?**

**• Existe-t-il une "spécificité française" ?**  
Oui et non. Oui, par rapport à l'Europe occidentale en général, la question étant très différente pour l'Europe de l'Est, où le poids de l'Armée rouge a été déterminant et, sans doute, les ambitions de Staline différentes. Non, car la période connaît des mouvements du même type en Italie, autre pays où le PC occupe une place décisive. Mais de manière sans doute moins centralisée, ce qui peut facilement être lié aux différences structurelles entre les deux pays. Il faut d'ailleurs noter qu'un certain nombre de rapports des Renseignements généraux, tout au long de l'année 1947, colportent régulièrement la rumeur d'une insurrection européenne imminente combinant l'action des communistes en Italie et en France du Sud, avec déplacement massif de troupes, parachutage d'armes...

**• Tu as eu accès à des archives jusque-là restées fermées ou privées : Jules Moch, comité central du PCF à Paris et à Moscou, d'autres : confirment-elles, infirment-elles ou modifient-elles sensiblement l'analyse politique généralement admise de soumission étroite de la direction du PCF (et donc de la CGT) à la diplomatie et aux besoins du Kremlin, afin de lui soumettre la classe ouvrière ? Ne se proclame-t-elle pas direction du parti "de la classe ouvrière" ?**

**Ces archives "nouvelles" du PCF permettent-elles d'éclairer de façon précise et détaillée, venant de sa direction, la méthode stalinienne coiffant tout mouvement indépendant qui dresse la classe ouvrière contre le patronat ? Comment cette méthode s'exprime-t-elle en 1947 ?**

**• Je dis dans *Grèves rouges* que la liaison étroite entre Moscou et le PCF n'est plus à démontrer. Toutes les archives le confirment. Mais en rester aujourd'hui à ce niveau, c'est se maintenir à un niveau très limité de l'analyse historique. Ce qui m'intéressait particulièrement en étudiant cette période de tension, c'était d'examiner comment fonctionnaient à la fois la liaison Moscou-Paris et**

les relations au sein du parti. Il est vrai, par exemple, que Staline donne des consignes précises lors de ses entrevues avec Maurice Thorez. Mais encore faut-il que ce dernier arrive à les "faire passer" dans une organisation en prise avec une société (et pas seulement avec la "classe ouvrière") dont elle subit les pressions diverses, ce qui demande du temps et de l'habileté. Pour que les desiderata de Staline soient vraiment acceptés et pour réarmer le parti en position de guerre froide, il faudra, entre octobre et décembre 1947, deux comités centraux critiques et autocritiques et quatre semaines de grèves très dures. Et il faut aussi tenir compte de la diversité du parti lui-même et ne pas se laisser prendre au piège de l'image qu'il entend donner de lui-même, celle d'un bloc sans fissures, stéréotype tout à fait contraire à la réalité et que la consultation des archives (par exemple, celles du comité central) met à mal. Bien sûr, le centralisme existe, mais tout dépend des périodes. Et il est nécessaire, pour comprendre la manière dont circulent l'information et les consignes, d'adopter d'autres modèles que ceux issus de la mécanique, tels que les rouages ou la courroie de transmission qui supposent que les ordres du "sommet" parviennent à la "base" sans modification ni problèmes. Par exemple, il est essentiel de prendre en compte aussi les représentations des militants : la vision qu'ils ont du tournant d'octobre 1947 n'est pas nécessairement conforme à ce que veut Staline. Des "décalages" peuvent ainsi exister à divers niveaux.

• **Tu esquisses de façon intéressante une distinction entre deux "couches" du PCF : celle des cadres rompus à l'obéissance à l'appareil dirigeant, hostiles à toute initiative indépendante de la classe, et celle des jeunes ouvriers venus au PCF pour "en découdre" et cherchant à faire aboutir la voie anti-capitaliste. Quelle est l'attitude de la direction à l'égard de cette "deuxième couche" combative ?**

• L'examen des archives du comité central, mais aussi d'autres sources et témoignages m'ont montré qu'existaient

des "couches" différentes au sein du PCF, d'ailleurs assez mouvantes. Mais il ne s'agit pas forcément d'une opposition entre "jeunes" et "vieux". Au moment des grèves, par exemple, ce sont plutôt les syndicalistes, jeunes ou expérimentés, qui se démarquent en prenant les luttes en main. Ce que d'ailleurs Thorez leur reprochera.

Mais il ne faut pas faire d'anachronisme. Ces syndicalistes ne sont pas une résurgence d'un "syndicalisme révolutionnaire" resté tapi sous la strate du "stalinisme". De fait, il y a impossibilité pour eux de s'abstraire du stalinisme. C'est parfois au nom même du stalinisme, du moins des idées qu'ils prêtent à Staline, qu'ils mènent le combat. Ce qui fait que l'autocritique l'emporte pratiquement toujours sur la critique. La tâche de la direction est bien sûr de faire entrer ces militants dans le moule. A noter qu'avant la rupture de l'automne, le PCF sent bien qu'une partie des jeunes salariés lui échappe. Le mouvement de novembre-décembre 1947 lui permet de les récupérer. Ce qui fait qu'en dépit de la catastrophe que constitue la scission syndicale, le potentiel militant du Parti communiste dans les entreprises est très loin d'être affaibli.

• **Tu as déploré, dans l'interview d'Annick K. donnée à *L'Ecole émancipée*, le silence de la presse du PCF à l'égard de ton livre. Peut-on faire un lien avec la politique libérale suivie par ce parti de la "gauche plurielle" dans ce silence ?**

J'ai consulté attentivement le chapitre sur la "guerre froide" et l'année 1947 dans quelques manuels d'histoire des classes de terminale : étonnant ! Seul Breal, en un paragraphe de sept lignes (p. 262), évoque la grève Renault : "*La crise de 1947 entraîne l'exclusion des communistes. A la suite de grèves déclenchées par l'extrême-gauche trotskyste, le PCF, qui craint de se laisser déborder sur sa gauche* (souligné par moi), rompt la solidarité gouvernementale et refuse de voter la confiance à Ramadier sur la question du blocage des salaires..."

Quoique le plus “explicite” de tous sur le fond, mais difficile à comprendre hors du contexte et pas un mot sur Marseille, Hatier, quant à lui, p. 242, indique : “*De graves problèmes opposent les communistes aux autres partis. D’abord d’accord pour lutter contre l’inflation avec les autres partis, les communistes et la CGT décident en 1947 d’appuyer les revendications salariales...*” Lesquelles ? Où ? C’est tout, et pas un mot sur Marseille. C’est incompréhensible pour les élèves. Belin, p. 270 : “*La rupture de l’alliance entre le PCF et les deux autres grands partis est définitive en mai 47.*” On ne comprend ni pourquoi, ni comment, ni où ! Incompréhensible pour les professeurs mal informés et pour les élèves. Comment expliques-tu qu’un tournant politique aussi décisif de l’après-guerre en France (et dans le monde) soit occulté dans les manuels scolaires de troisième, et surtout de terminale ? Comment nos élèves peuvent-ils comprendre ce qui s’est passé ? Peut-on y voir un lien entre tripartisme, rupture du tripartisme et participation actuelle du PCF au gouvernement de la “gauche plurielle” de soutien au libéralisme ?

• Je relèverai immédiatement un erreur : la rupture entre le PC et les “deux autres grands partis” est loin d’être définitive en mai 1947. Jusqu’à l’automne 1947, le PCF se définit toujours comme parti de gouvernement. Ce n’est qu’alors qu’il modifie sa formule gouvernementale.

Le mouvement de novembre-décembre 1947 est inclassable, situation qui nuit toujours à la perpétuation d’une mémoire ou même à l’étude historique, contrainte alors de sortir des sentiers bien balisés. Il n’a pas l’image claire des événements que l’on commémore (la Libération ou les acquis du Front populaire, par exemple) ou la noirceur de certaines périodes, que l’on ravive pour mieux les dénoncer, comme les années de Vichy. D’autre part, on n’arrive pas à désigner clairement les vainqueurs de l’affrontement. Enfin, personne n’est véritablement porteur de mémoire de cette période, qui reste dans le clair-obscur. Pourtant, et de manière évidente, les conséquences de ces deux mois d’affrontements perdurent jusqu’à nos jours.

C’est tout cet ensemble qui m’a poussé à revenir sur l’analyse de la période que j’avais déjà commencé à étudier pour ma thèse il y a plus de vingt ans. Et j’ai effectivement constaté que les recherches sur la période étaient bien maigres. J’espère tout de même avoir contribué à relancer un débat qui me semble décisif, parce qu’il renvoie non seulement à la nature du “*stalinisme à la française*” (selon le titre d’un débat auquel j’ai participé à la dernière fête de *L’Humanité*), mais aussi, de manière beaucoup plus large, à l’histoire du mouvement ouvrier en France.

**Aix-en-Provence,  
le 1<sup>er</sup> janvier 2 000**

# Chronique des falsifications

## dossier : Qui finance les révolutions ?

## LE CONTEXTE

« On m'accuse souvent d'avoir fait notre révolution avec l'argent allemand. Je ne l'ai jamais nié et ne le nie pas à présent. Mais, par contre, c'est avec l'argent russe que je vais soulever la même révolution en Allemagne ! » Cet aveu incroyable est de Lénine. Quel est l'intérêt du régime impérial allemand dans cette affaire ? Le Kaiser Guil-

laume II cherche par tous les moyens à affaiblir le tsar Nicolas II, dont l'empire peut devenir une menace pour lui. La Russie a conclu en 1907 un pacte avec la France et la Grande-Bretagne, sous le nom de Triple Entente, qui prend littéralement l'Allemagne en tenailles. De son côté, l'Allemagne a passé, dès 1879, un accord défensif avec l'Autriche-Hongrie, étendu à l'Italie en 1882, pour

former la Triple Alliance. Et ce ne sont pas les sujets de conflit entre les deux blocs qui manquent : crises en Bosnie, au Maroc, dans les Balkans ne sont que les prémices de l'explosion de 1914. C'est dans ce climat de tensions internationales qu'il faut comprendre la politique germanique. Par l'entremise de Parvus, qui a des liens avec les services secrets allemands et les révolutionnaires

russe, un accord occulte est passé. « Au cas où une guerre surviendrait, l'état-major allemand donnerait à Lénine toute facilité pour poursuivre une intensive campagne de défaitisme, tant à l'étranger que parmi les troupes russes. En échange, il disposerait des capitaux nécessaires à la vie du parti, à la protection de ses membres », analyse Paul Mourousy, dans *Lénine*, aux Editions du Rocher, en 1999.

## Le banquier Parvus trouve à Berlin des fonds pour Lénine

Homme de l'ombre, financier richissime, marxiste convaincu, il a subventionné à coup de dizaines de millions de marks les révolutionnaires russes. Et pourtant, son action reste méconnue.

par Alexandre Adler, historien et éditorialiste

C'est l'histoire philosophiquement la plus étonnante, politiquement la plus sensible, la plus vertigineuse aussi sur le plan romanesque : l'histoire de deux hommes en lutte pour un même but métaphysique, en opposition totale sur les étapes intermédiaires et qui vont se rapprocher dramatiquement jusqu'à ce que leurs deux volontés déchainées ne fassent plus qu'une, et entraînent dans le basculement le XX<sup>e</sup> siècle encore balbutiant. L'un est connu de tous, l'autre méconnu sinon parfaitement ignoré : l'un reste le symbole de la révolution, l'autre est devenu une

note érudite de bas de page. Et pourtant, l'examen dépassionné de la mise en place du financement des entreprises de Lénine et des bolcheviks immigrés en Suisse par Parvus-Helphand, et derrière lui, le gouvernement impérial allemand, a de quoi faire chavirer bien des certitudes et donner le sentiment d'approcher de ce moment mystique où le temps d'une époque se dénoue pour de bon. Israël Helphand est né en 1867, un peu avant Lénine donc, à Berezino, au cœur de la Biélorussie de Marc Chagall, son cousin éloigné. Après de brillantes études secondaires à Odessa, le voici, comme de nombreux juifs russes, parti pour l'Eu-

rope, les études et l'aventure en Suisse. A Zurich, il s'agrége à la petite colonie de révolutionnaires marxistes en exil, Pavel Akelrod et Gregory Plekhanov essentiellement. Mais comme Helphand est déjà parfaitement bilingue, il va devenir très vite journaliste dans la presse social-démocrate allemande, se consacrant très largement aux affaires russes. Bienôt, il adopte le pseudonyme de Parvus, le « petit » et aussi le « pauvre », une double ironie par rapport tant à sa corpulence qu'à sa richesse ultérieure (beaucoup de ses camarades allemands, en prononçant Barfuss, l'appelleront de bonne foi « pieds-nus », « va-nu-pieds », ce



## Les (mauvais) romans-feuilletons d'Alexandre Adler

**D**ANS les nos 7 et 8 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous avons étudié l'étrange entreprise que constitue la publication en français des souvenirs du fils de Beria à partir de la comparaison avec l'édition russe, qui en diffère sous de très nombreux aspects au point qu'elles affirment parfois strictement l'inverse l'une de l'autre. Le "spécialiste" médiatique Alexandre Adler a néanmoins jugé bon de chanter, dans *Le Monde*, du 5 novembre 1999, cette entreprise en termes dithyrambiques :

### **"Cette véritable réhabilitation de Beria"**

*"C'est Beria qui revit, qui parle par le truchement de son fils, notamment lorsqu'il explique et condamne la germanophilie militante d'un Jdanov, qui entraînera ce dernier dans un soutien enthousiaste en 1939 d'un pacte germano-soviétique conçu comme le premier pas d'une grande alliance stratégique avec Hitler, ce qui éclaire bien des aspects de l'après-guerre.*

*Au reste, lorsque le narrateur s'égare ou galèje, une remarquable soviétologue, Françoise Thom, est là pour confronter son surprenant témoignage aux documents de plus en plus nombreux qui font foi. Françoise Thom fut long-*

*temps fort sceptique sur la sincérité de la conversion démocratique de Gorbatchev ; c'est dire si cette véritable réhabilitation de Beria, opérée sous sa garantie érudite, devient peu discutable, outre qu'elle prend pour elle la figure d'une sorte de chemin de Damas."*

### **Le faux grossier d'Anton Kolendic**

Il est vrai que, dans le même article, Alexandre Adler ajoute son propre roman-feuilleton à ces trafics de la mémoire. Il écrit en effet : *"Andropov lui-même s'était arrangé pour qu'un général des services secrets yougoslaves, qui était de ses amis, Anton Kolendic, publie dès 1979 à Belgrade une histoire des derniers jours de Staline, fondée sur un accès privilégié au dossier Beria et qui faisait du chef des services secrets soviétiques le fauteur d'une volte-face révolutionnaire sur toute la ligne dès le début des années 50 : réunification démocratique de l'Allemagne, décollectivisation de l'agriculture, autonomisation des nationalités, répression de l'antisémitisme, armistice en Corée, réhabilitation des victimes de la répression et amnistie générale."*

La présentation du programme de Beria est à la fois faussée et incomplète : faussée, par exemple, lorsqu'Alexandre

Adler parle d'“*amnistie générale*”, alors que Beria a fait proclamer une amnistie partielle portant sur 1 200 000, en gros, des 2 500 000 détenus du Goulag et qui excluait tous les détenus politiques condamnés à des peines de plus de cinq ans (c'est-à-dire l'écrasante majorité des politiques) ou de “*réhabilitation des victimes de la répression*”, alors que la réhabilitation entreprise par lui concernait uniquement les victimes du prétendu “complot des blouses blanches” (soit 37 médecins... sur des centaines de milliers de condamnés !) et ses amis de la Sécurité.

Ensuite, l'ouvrage de Kolendic a été publié en français en 1982 (1). Chacun peut donc vérifier la validité de ses “révélations”.

La quatrième de couverture de cet ouvrage affirme, avec une relative et inhabituelle prudence pour ce genre de prose qui vise à promouvoir un ouvrage : “*Qui a pu avoir accès aux archives, notamment celles laissées par Beria ? Il semble (sic !) que ce soit le cas de Kolendic, haut fonctionnaire yougoslave, qui, pour la première fois, confronte les témoignages déjà connus sur cette période (les mémoires de Khrouchtchev, ceux de la fille de Staline) avec des documents tout à fait inédits, dont certaines notes par lesquelles Beria répondait à son juge d'instruction, pendant la préparation de son procès.*” (On remarquera, en passant, que ladite quatrième de couverture n'évoque pas la qualité de “*général des services secrets yougoslaves*” de Kolendic, dont nous laissons la responsabilité à Alexandre Adler... Vu ce que “révèle” Kolendic, on aurait de quoi être inquiet — ou rassuré — sur la qualité des services secrets yougoslaves.)

Dans son livre, Kolendic affirme bien utiliser le “manuscrit” du texte rédigé par Beria dans la prison militaire des environs de Moscou, où il fut interné après son arrestation le 26 juin 1953. Il prétend donc reproduire des notes de Beria. Ainsi, page 55, on lit : “*Beria écrit...*” Suivent deux pages de texte (prétendu) de Beria, et il recommence pages 70 et 71, etc. Le dernier chapitre de son livre s'intitule même “*Des archives de Beria*”.

Aucun historien sérieux n'a jamais utilisé cet ouvrage, sorti par Alexandre

Adler d'un oubli bien mérité. Et on les comprend.

Malheureusement pour ces “révélations” qu'Alexandre Adler prend au sérieux, le texte de Kolendic et celui prêté à Beria sont en effet truffés d'erreurs grossières et grotesques, qu'une connaissance élémentaire de l'histoire de l'URSS permet aisément de dépister.

Page 71, Kolendic écrit à propos de Mikhoels, le président du Comité antifasciste juif : “*Le destin de Mikhoels fut plus tragique... Dès son arrestation, la presse américaine et mondiale en parla. Staline était furieux, mais il dut, comme l'écrit Beria dans ses aveux, le faire libérer.*”

Il poursuit : “*Malheureusement, à sa sortie de prison, Mikhoels était tellement ébranlé qu'il se mit à boire et trouva très vite la mort sous une voiture alors qu'il était ivre*” (p. 71).

Or Mikhoels n'a jamais été arrêté. La presse américaine et mondiale n'a donc pas parlé de cette arrestation prétendue. Chacun peut le vérifier en lisant les souvenirs de sa fille (2). N'ayant pas été arrêté, il ne fut donc pas ébranlé par son séjour imaginaire en prison et ne fut pas libéré. Il n'a pas, enfin, roulé sous une voiture pour excès de boisson, il a été assassiné par le MGB. Beria savait évidemment tout cela... Il l'a même écrit dans une lettre à Malenkov, du 3 avril 1953 (authentique, celle-là !). Les lignes mises sous sa plume sont donc stupides.

Kolendic commet des erreurs énormes sur des faits publics. Il affirme ainsi : “*Au XIX<sup>e</sup> Congrès du parti, Malenkov avait été désigné comme remplaçant de Staline et son successeur à la tête du Politburo*” (p. 12).

Un compte rendu officiel du XIX<sup>e</sup> Congrès a été publié en français, comme numéro spécial des *Cahiers du communisme*. Chacun peut vérifier que, si Malenkov a présenté le rapport du comité central au début du congrès, il n'a nullement été désigné comme remplaçant de

(1) *Les Derniers Jours*, Fayard, 1982.

(2) Natalia Vovsi-Mikhoels : *Mon père, Salomon Mikhoels*, Noir sur Blanc, Suisse, 1990.

Staline et son successeur à la tête du Politburo. Et lorsqu'à la réunion du comité central qui a suivi le congrès (16 et 17 octobre), Staline a suggéré que, vu son âge, il devrait être remplacé à certaines fonctions, c'est Malenkov, assis derrière lui, qui a tenté de faire comprendre aux élus de cet organisme qu'il ne fallait surtout pas répondre à cette demande-piège.

Kolendic affirme un peu plus loin que, le 2 mars, "*Beria, attendant sagement que Malenkov, en tant que secrétaire général, donnât son accord, avait formé sa propre équipe de médecins*" (p. 20). Entre le XIX<sup>e</sup> Congrès et la mort de Staline, il n'y a pas eu de secrétaire général (après sa mort non plus, d'ailleurs ; il y aura un premier secrétaire, poste que Malenkov occupera seulement quelques jours).

Kolendic affirme que "*Staline décernait au cours de l'hiver 1952, à Abakoumov, le titre de Héros du travail socialiste*" (p. 52) et, plus effrontément encore, déclare : "*Beria écrit qu'à l'automne 1952, Victor Semionovitch Abakoumov, alors ministre de la Sécurité d'Etat et chef des services de renseignements et de contre-espionnage de l'URSS, lui avait confié dans le plus grand secret que Staline lui avait remis une liste de personnes soupçonnées d'activités criminelles*" (p. 55).

Et Kolendic met dans la bouche de Beria (pp. 55, 56 et 57) un long développement sur cette liste et la conduite d'Abakoumov. Or ce dernier avait été arrêté et emprisonné le 12 juillet 1951 ! Il ne pouvait donc remettre à Beria aucune liste à l'automne 1952. Si l'on prenait Kolendic au sérieux, il faudrait admettre que Beria n'en savait rien. Ce qui est d'autant plus surprenant qu'Abakoumov, de sa prison, lui adressa plusieurs lettres, ainsi qu'à Malenkov, pour tenter de les apitoyer sur son sort !

On pourrait continuer à collectionner des pages entières de bourdes et d'erreurs grossières dans ce faux de Kolendic. Indiquons-en deux, au hasard.

Kolendic affirme que Lozovski, dirigeant du Comité antifasciste juif, arrêté au début de 1948 avec d'autres dirigeants dudit comité, "*fut immédiatement liquidé, dès les premiers interrogatoires*" (p. 70), et il le fait donc mourir dans ses notes biographiques à la fin du volume en 1949... Or Lozovski fut l'un des accusés du procès qui se déroula en 1952, et il s'y défendit d'ailleurs comme un beau diable.

Kolendic cite ensuite un extrait de "lettres" de la doctoresse Lydia Timachouk à Staline (pp. 64 à 66), dont le nom fut utilisé lors de la proclamation du "complot des blouses blanches", en janvier 1953. Les lettres de Timachouk ont été publiées depuis lors. Inutile de préciser qu'aucune des lignes que cite (qu'invente) Kolendic ne figure dans le texte authentique, que semble ignorer Alexandre Adler... C'est bien là le problème des faux : c'est une marchandise hautement périssable.

Alexandre Adler affabule donc, lorsqu'il affirme que les "révélations" de Kolendic viennent d'Andropov, le chef du KGB, dont il aurait été l'ami (à moins d'imaginer une opération de désinformation d'Andropov, dont on ne voit pas la fin... et de confondre Andropov et Alfred Jarry, et le KGB avec le Collège de pataphysique).

La seule question qui reste pendante est la suivante : Alexandre Adler prend-il au sérieux, par une naïveté difficilement excusable pour un expert international qui fait figure d'autorité dans de nombreux milieux, les grossières fables de Kolendic (puis celles de Beria fils) ou feint-il seulement de le faire ? A-t-on là un simple jeu, un goût de la mystification, qui ne sauraient, bien entendu, s'avouer ? On l'espère pour lui, mais on peut alors se demander quelle pourrait bien être la fin d'un tel divertissement.

**Jean-Jacques Marie**

# **Historia, mars 2000 : Alexandre Adler, ou de l'affabulation débridée au mensonge grossier**

**L**E numéro de mars 2000 de la revue *Historia*, dont Alexandre Adler est le conseiller éditorial, porte sur la page de couverture la question : "Qui finance les révolutions ?" Un article d'Alexandre Adler, intitulé "Le banquier Parvus trouve à Berlin des fonds pour Lénine", est suivi d'un article de François Delpha, par ailleurs grand défenseur de l'honneur des Aubrac, titré *Hitler prend le pouvoir sans l'argent du grand patronat*. Le rapprochement entre les deux articles qui se suivent induit une double conclusion :

1. — La prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917 et l'arrivée de Hitler — nommé par le chancelier Hindenburg — et des nazis au pouvoir en 1933 sont l'une et l'autre des révolutions (peu importe, apparemment, pour les auteurs, que la révolution russe ait supprimé la propriété privée, alors que le nazisme l'a soigneusement maintenue et protégée, et lui a même fourni la main-d'œuvre gratuite des camps de concentration).

2. — Si un banquier a soutenu Lénine, le grand patronat a refusé de soutenir Hitler ! Donc, les banquiers préfèrent les bolcheviks aux nazis. Qui l'eut dit, qui l'eut cru ?

Ensuite, Alexandre Adler, résumant en toute hâte un certain nombre de ragots rancis, accumule les trouvailles. Le chapeau qui surmonte son article commence par une "citation" de Lénine soigneusement dépourvue de référence, ce qui évite d'avoir à la retrouver :

« On m'accuse souvent d'avoir fait notre révolution avec l'argent allemand.

Je ne l'ai jamais nié et ne le nie pas à présent." *Cet aveu incroyable est de Lénine.* »

Puisqu'on vous le dit ! Où ? Quand ? Au lecteur de le trouver tout seul...

En revanche, on a droit à une autre "citation" nous présentant un prétendu plan commun élaboré entre Lénine et l'état-major allemand avant le déclenchement de la guerre :

« "Au cas où une guerre surviendrait, l'état-major allemand donnerait à Lénine toute facilité pour poursuivre une intensive campagne de défaitisme, tant à l'étranger que parmi les troupes russes. En échange, il disposerait des capitaux nécessaires à la vie du parti, à la protection de ses membres", analyse Paul Mourousy dans *Lénine, aux éditions du Rocher, en 1999.* »

Cette "analyse" a le mérite d'être exceptionnellement grotesque. Aucun membre de l'état-major allemand, en effet, n'avait avant la guerre (et même longtemps après son déclenchement) la moindre idée de l'existence de Lénine, et donc n'aurait pu une seule seconde avoir l'idée de tenter d'entrer en contact avec lui... Mais qu'importe à ce Mourousy ?

De plus, Paul Mourousy et Alexandre Adler confondent manifestement Hindenburg et Ludendorff, les chefs de l'état-major allemand, avec Nostradamus. Jusqu'à la déclaration de guerre, Lénine a en effet, contre la guerre à venir, la position de l'Internationale socialiste. Il a voté les mêmes résolutions que ses autres dirigeants. La seule différence entre lui et ces dirigeants, c'est qu'avec Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht,

Christian Racovski et Léon Trotsky, il restera fidèle à ce qu'il a voté, alors que les autres ont piétiné leur propre vote.

Ce n'est qu'après le ralliement des dirigeants socialistes allemands (puis français et autres) à l'Union sacrée qu'il définit la position dite du défaitisme révolutionnaire en termes clairs :

*“Du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges de l'Europe et de l'Asie”* (déclaration du comité central du Parti bolchevique du 28 septembre 1914).

Puis, le 1<sup>er</sup> novembre, Lénine définit le mot d'ordre, à ses yeux valable pour les vrais socialistes internationalistes de tous les pays, et non pour la seule Russie : *“la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile”* en Russie comme en Allemagne, en France comme en Autriche, ce qui ne saurait vraiment réjouir aucun état-major, ni l'allemand ni le français, ni le russe ni l'autrichien.

Quant au rejet de la guerre par les soldats russes à partir de 1917, il n'est pas né — comme l'a souligné le général tsariste Denikine lui-même — d'une inexistante campagne défaitiste des bolcheviks dans les troupes, mais du dégoût croissant de cette guerre dans les tranchées.

L'article d'Alexandre Adler, commencé sous ce beau patronage, relève d'une assez triste littérature policière. Il écrit ainsi qu'au début de la guerre, *“Parvus s'installe d'abord en Bulgarie, où, avec l'aide de son grand ami Christian Racovski, le fondateur des partis sociaux-démocrates roumain et bulgare, il multiplie les actions, notamment sonnantes et trébuchantes, pour entraîner ces deux pays hésitants dans le camp des empires centraux”* (p. 51).

Ainsi, Christian Racovski aurait voulu, avec l'argent de Parvus, entraîner la Roumanie et la Bulgarie dans la guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche ! On se frotte les yeux de stupeur. Alexandre Adler se prendrait-il pour Vy-chinski au troisième procès de Moscou ?

Racovski s'est battu contre l'entrée en guerre de la Bulgarie et de la Roumanie de quelque côté que ce soit. Il se battit surtout pour la neutralité de la Roumanie, où il vivait alors. Il participa à la Conférence de Zimmerwald, mais quand la Roumanie entra en guerre en août 1916, le gouvernement jeta Racovski en prison.

Cela n'empêche pas Alexandre Adler d'écrire :

*“A partir de la seconde moitié de 1916, Parvus met en place, 8, Birger Jals Gatan (avenue du comte Birger), un institut qui n'est qu'un paravent des services secrets allemands et qui écoulera plusieurs dizaines de millions de marks or de l'époque aux bolcheviks pour financer la révolution et le sabotage en Russie. Or qui sont les principaux collaborateurs de Parvus dans cette entreprise ? Des bolcheviks, tous proches de Lénine, qui continueront leur activité au service de la révolution après 1917 : Hanecki, alias Fürstenberg, qui avait organisé le transfert de Lénine de Cracovie en Suisse ; les frères Slarzs, qui s'occuperont de représenter le cinéma soviétique à Berlin dans les années 1920 ; Racovski, le social-démocrate bulgare et futur chef du gouvernement ukrainien et ambassadeur de l'URSS à Paris ; Ouritsky, futur chef du renseignement militaire de l'Armée rouge, et Bronski, futur chef du Parti communiste polonais”* (p. 52).

Or Racovski n'était pas alors bolchevik et il était en prison en Roumanie ; de sa cellule, il aurait eu beaucoup de peine à collaborer avec qui que ce soit. Quant à Bronski, il n'a jamais été le *“chef du Parti communiste polonais”*, sauf dans l'imagination fertile, mais ignare, d'Alexandre Adler.

Les *“dizaines de millions de marks or”* transmis aux bolcheviks *“pour financer la révolution et le sabotage”* appellent deux remarques :

— D'abord, le mot *“sabotage”* appartient au vocabulaire policier et stalinien. Le sabotage relève de l'activité de groupes de diversion terroristes et les bolcheviks n'ont évidemment jamais mené d'activité de ce type, dont Alexandre Adler serait bien en peine de citer le

moindre exemple. C'est Staline qui, plus tard, accusera tous ceux qu'il éliminera de sabotage. Apparemment, la méthode de Staline a laissé des traces.

— Ensuite, à propos de la destination des sommes que l'état-major allemand versait à Parvus (bien inférieures à ces dizaines de millions de marks or : Parvus a touché en réalité 3 millions de marks, qu'il a dépensés essentiellement au casino et avec les prostituées, tout en envoyant des rapports lyriques, voire épiques, mais fantaisistes, à l'état-major allemand sur l'usage politique qu'il prétendait en avoir fait), rappelons ce que disait l'historien américain F. I. Carsten dans son article de *Problems of Communism* (revue financée par le département d'Etat américain), n° 1-2, 1959 :

*“Le gouvernement du Kaiser a payé de très larges sommes à divers agents pour nourrir la propagande subversive en Russie. Ce que nous n'apprenons pas est quelle partie de cet argent a jamais atteint la Russie et quel usage en a été fait (...). Le gouvernement impérial était prêt à dépenser de larges sommes d'argent pour ces projets, sans aucune garantie que l'argent arrivait à la destination fixée et, dans ce cas, qu'il était dépensé dans l'intérêt du donateur.”*

Ces affirmations incontestables suffiraient, outre tout le reste, à frapper de nullité les élucubrations publiées dans *Historia*.

Mais pourquoi donc cet acharnement à répandre ces billevesées ?

J.-J. M.

## Aragon, faussaire de l'histoire...

**P**OURQUOI donc revenir sur les falsifications innombrables signées par Aragon, il y a quarante ans, dans les deux volumes d'une *Histoire parallèle URSS-Etats-Unis*, rédigée avec André Maurois (responsable de la partie américaine) ? Qui lit encore ces volumes aujourd'hui ? Personne, sans doute, et c'est bien normal. Et les falsifications à la mode autour du *Livre noir du communisme* et de ses imitateurs ne sont-elles pas au premier regard bien différentes de celles que “cautionnait” Aragon ? N'est-ce pas, dès lors, se faire plaisir à bon marché, voire gratuitement ?

D'abord, elles ne sont différentes qu'au premier regard. Elles représentent chacune l'envers de l'autre. Chacune est fondée sur la version d'une continuité linéaire et progressive entre 1917 et 1937

ou 1947, ou plus sommairement entre Lénine et Staline : le stalinisme ne serait que le développement ou l'épanouissement du bolchevisme. Le parti de 1937 ou de 1947 est celui de 1917, ou du moins sa fidèle continuation. D'ailleurs, il s'appelle toujours Parti communiste russe (bolchevique), la mention bolchevique ne disparaissant qu'au XIX<sup>e</sup> Congrès, en octobre 1952. Simplement, là où Aragon met un signe plus, les auteurs du *Livre noir* mettent un signe moins, et le tour est joué.

Si Aragon mérite que l'on revienne un instant sur ses exploits d'historien, c'est que les éditions Gallimard viennent de publier un énorme volume de correspondance entre la compagne d'Aragon, Elsa Triolet, et Lili Brik (les deux femmes étaient sœurs, nées Kagan). Or le préfacier-traducteur de cette entrepri-

se, cofinancée par le Centre national des lettres, a jugé bon de conclure sa préface par une référence à Aragon historien déclarant au seuil de son chef-d'œuvre : "Si je me suis résolu à ce travail, c'était parce que je croyais à la vertu de la vérité, de l'honnêteté dans l'histoire pour qu'on se comprît mieux."

L'honnêteté et la véracité plus que douteuses d'Aragon historien reçoivent ainsi la caution, certes involontaire et passive, mais réelle, des éditions Gallimard et du Centre national des lettres, auxquels on ne saurait évidemment demander d'exercer la moindre censure sur les écrits qu'ils cautionnent ou publient. Or l'histoire de l'URSS d'Aragon a été rédigée et publiée au moment le plus élevé de la "déstalinisation" khrouchtchevienne (au moment même du XXII<sup>e</sup> Congrès d'octobre 1961, qui porta la dénonciation de Staline le plus loin que Khrouchtchev ait jamais tenté, au moment de la publication en novembre 1962 du récit de Soljenitsyne sur le Goulag : *Une journée d'Ivan Denissovitch*).

Cette situation donnait à Aragon la possibilité de faire preuve, même très relativement, de cette indépendance d'esprit, dont il tentera tout au long de sa vie de donner l'illusion fallacieuse. Or son *Histoire* est un monument d'erreurs, de mensonges et de falsifications, qui dépasse largement ce que Moscou lui demandait. Son "indépendance" se manifeste donc, non pas dans l'élargissement de la brèche ouverte par Khrouchtchev dans l'édifice mensonger de la propagande stalinienne, mais dans la défense et l'illustration de ce dernier, bref, dans la tentative de consolider un édifice branlant. Aragon a rédigé ces deux volumes avec le concours actif de son secrétaire, Antoine Vitez (le futur metteur en scène), et du correspondant de *L'Humanité* à Moscou, Pierre Hentgès, qui en partagent donc avec lui, anonymement, la responsabilité.

Egrenons quelques exemples significatifs de son entreprise :

1. — A propos de la grève générale anglaise et du Comité anglo-russe dans lequel les dirigeants syndicaux soviétiques siégeaient aux côtés des dirigeants

syndicaux anglais, Aragon écrit : "*Trotsky, appuyé de Zinoviev, va insister sur le caractère réactionnaire des syndicats dans les pays capitalistes*" (pp. 264-265). Trotsky insistait sur le caractère réactionnaire des dirigeants syndicaux, qui sabotaient la grève générale dans laquelle les syndiqués, avec leurs syndicats, étaient engagés. C'est plus qu'une nuance ! Pour Aragon, il est vrai, le parti, c'est Maurice Thorez, et la CGT, Benoît Frachon. Donc, les TUC se réduisent aussi à leur secrétaire général.

2. — Il écrit : "*Medvediev, ex-dirigeant de l'opposition ouvrière (...), propose d'abandonner l'industrie d'Etat au capital étranger et d'en finir avec les Internationales communiste et syndicale rouge*" (p. 265). De cette proposition à la restauration capitaliste, il n'y a évidemment qu'un tout petit pas... mais il s'agit d'une affabulation totale fabriquée par le Guépéou.

3. — "*Au début de mars 1928, l'opinion est saisie de la découverte dans le Donets, dans la région de Chakhty, d'une organisation de sabotage industriel, dont l'activité s'étend à tout le Donets, pénètre de grandes organisations comme le trust du charbon Donougol par ses filiales, d'où les contre-révolutionnaires élargissent leur activité à d'autres industries, se liant à des organismes coopératifs à Moscou et par deux chemins (Kharkov-Varsovie-Berlin et Moscou-Varsovie-Paris) avec l'étranger...*" (p. 279).

En 1960, c'était depuis longtemps déjà un secret de polichinelle que cette organisation mythique avait été totalement inventée par le Guépéou et que le procès était entièrement truqué. Aragon pouvait ne pas le dire, choisir au moins de n'en pas parler pour ne pas reprendre à son compte cette fabrication policière. Il n'y pense manifestement même pas.

4. — L'expulsion *manu militari* de Trotsky d'URSS, en janvier 1929, devient : "*Trotsky et les siens passent en Turquie*" (p. 285). Dans la même veine, on pourrait aussi écrire, à propos de l'emprisonnement de quelqu'un : "*M. X. change de résidence.*" En 1962, Aragon aurait pu écrire sans sortir de l'ortho-

doxie khrouchtchevienne : Trotsky fut exilé en Turquie. Mais il faut qu'il en rajoute.

5. — Evoquant l'opposition de droite (Boukharine, Tomski, Rykov), Aragon écrit : *"Sur les témoignages d'un certain nombre d'entre eux, Iaroslavski dit qu'ils croyaient gagner la majorité du comité central en tablant sur les difficultés (stockage des blés, etc.) et envisageaient de le modifier par la violence, déportation des uns, arrestation des autres. Cela est possible"* (p. 301). Or jamais une opposition n'a été aussi légaliste que l'opposition de droite, dont jamais les dirigeants n'ont envisagé la moindre mesure violente (*"déportation des uns, arrestation des autres"*, pourquoi pas pendaison haut et court ?) contre un quelconque des membres du groupe de Staline ! C'est là encore une invention grossière, dont, en 1962, il pouvait encore s'épargner la répétition sans courir le moindre risque de la moindre critique du moindre bureaucrate soviétique...

6. — Après avoir affirmé la validité du procès truqué des prétendus "saboteurs" de Chakhty, il affirme celle du procès tout aussi truqué du tout aussi prétendu Parti industriel, de l'imaginaire *"organisation de sabotage et d'espionnage dans le domaine du ravitaillement de la viande, du poisson, des légumes, qui atteint une série de centres d'Etat et s'étend aux branches correspondantes du commissariat au Commerce"* (p. 304), du prétendu "Parti paysan du travail" et du fantaisiste "Bureau fédéral des mencheviks" (p. 308).

7. — Pas un procès truqué, si fantastique soit-il, dont il ne défende la légitimité. D'ailleurs, affirme Aragon, *"ils s'accusent eux-mêmes"* (p. 306). Il reprend ici la théorie de Vychinski sur *"l'aveu, reine des preuves"*, qui était la règle fondamentale de l'Inquisition.

8. — Il salue la construction du quasi inutilisable canal mer Blanche-Baltique par les victimes du Goulag, dont plus de 30 000 y ont trouvé la mort : *"Ouvrage d'importance, exécuté sous la direction de l'Oguépéou, c'est-à-dire de Iagoda, avec la main-d'œuvre pénitentiaire, cri-*

*minels de droit commun, saboteurs, condamnés politiques, où le travail est considéré comme une méthode de rééducation"* (p. 322). Ces criminels de droit commun sont en réalité, dans leur écrasante majorité, des paysans qui ont résisté à la collectivisation forcée ou ne l'ont pas accueillie avec assez d'enthousiasme, des ouvriers qui ont grogné devant la baisse de leur salaire ou ont eu une défaillance au travail, ou des intellectuels auteurs d'une remarque trop critique... En 1934, il est vrai, Aragon souhaitait voir cette méthode étendue aux écrivains.

9. — Il écrit à propos de la plate-forme d'opposants dite *"de Rioutine"* : *"Nous n'avons sur la plate-forme de Rioutine qu'une note du bulletin de Trotski à l'étranger (?). La note révèle que Kamenev et Zinoviev ont eu communication du document. Sur cette dénonciation de Trotski, tous deux seront un peu plus tard arrêtés, exclus du parti, etc."* (p. 319). Or l'information du *Bulletin de l'opposition* de novembre 1932 repose sur le communiqué officiel annonçant l'arrestation en octobre de Zinoviev, Kamenev, Rioutine et quelques autres, et leur est donc nécessairement postérieure. Point de "dénonciation", donc, sauf celle, calomnieuse, d'Aragon... On est plus près du Guépéou, dont Aragon réclama, d'ailleurs, l'installation en France, que de Clio.

10. — Il ne dit mot des famines d'Ukraine et du Kazakhstan, qui ont à elles deux tué plus de 5 millions d'hommes, de femmes et d'enfants au cours de l'hiver 1932-1933 ; pour lui, ces 5 millions de morts de faim ne sont même pas un détail de l'histoire. Ils n'existent pas. Evoquant l'année 1934, qui suit ce brillant succès du stalinisme, *"année de contrastes et d'harmonies"* (p. 333), il écrit : *"La suppression des parasites, la disparition du chômage à la ville et au village, voilà les traits de la nouvelle époque"* (p. 326). Les parasites disparus — alors que fleurit la bureaucratie — seraient-ils donc ces paysans morts de faim ?

11. — Il déforme même les faits les plus patents. Evoquant ainsi les arresta-



tions des médecins qui ont donné naissance au prétendu "complot des blouses blanches" fabriqué par Staline en 1952 et rendu public le 13 janvier 1953, il écrit : "Quinze médecins (...) arrêtés ont avoué avoir assassiné Chicherbakov et Jdanov, tenté de le faire pour plusieurs maréchaux et généraux (dont Vassilievski, Govorov et Koniev) en liaison avec une organisation d'assistance juive, l'Américain Joint Distribution Committee. Il n'y a que cinq Juifs parmi eux, mais l'étranger y voit une manifestation d'antisémitisme, notamment en Israël" (tome II, p. 213). Chiffres étranges : s'il s'agit du nombre réel, qu'Aragon pouvait ne pas connaître à l'époque, il est de trente-sept médecins arrêtés ; s'il s'agit de la liste rendue publique par le communiqué de presse du 13 janvier, elle comporte neuf noms, sur lesquels il y avait six médecins juifs, soit les deux tiers ; on saisit l'objectif de la manipulation des chiffres : six médecins juifs sur neuf arrêtés, cela fleure bon — si j'ose dire — l'antisémitisme ; cinq sur quinze, c'est autre chose, c'est juste une proportion à peine exagérée eu égard au nombre élevé de médecins juifs. Cette manipulation suggère qu'antisémitisme il n'y avait point. On appréciera la délicatesse de ce trafic si l'on se souvient que le nom de jeune

fille de la compagne d'Aragon, Elsa Triolet, était Kagan.

Cette *Histoire* falsifiée, stalinienne, paraît en 1962, six ans après le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline, ce qui n'empêche pas le préfacier d'écrire : "Après Les Yeux et la Mémoire, Le Roman inachevé a marqué en 1956 le rejet complet et définitif du stalinisme dans l'œuvre d'Aragon" (p. 15). Les citations faites ci-dessus (que l'on pourrait multiplier) attestent qu'il n'en est rien.

Comme plus personne ne lit aujourd'hui son *Histoire parallèle*, la tentative de réhabiliter Aragon historien à l'occasion de la publication de la correspondance Lili Brik-Elsa Triolet, quoiqu'inattendue et curieuse, l'affirmation manifestement inacceptable qu'il a dès 1956 effectué un "rejet complet et définitif du stalinisme" qu'il n'a par ailleurs jamais effectué, visent à préserver sa figure : faute de pouvoir maintenir telle quelle la défense et l'illustration du stalinisme, il s'agit de préserver à toutes fins utiles la figure de l'un de ses plus éminents représentants dans le domaine intellectuel.

J.-J. M.

## Qui finance les révolutions ?



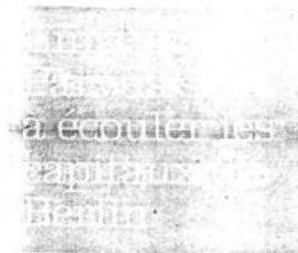
### Les intimes de Parvus

De gauche à droite: Trotski, avec qui il dirige le soviet de Saint-Petersbourg en 1905; Rakovski, fondateur des partis socialistes roumain et bulgare, futur chef du gouvernement ukrainien; Gorki, dont il a fait quasiment l'associé de sa maison d'édition en Allemagne.

► cheviks de bonne foi, tel Trotski, hésiteraient à pactiser avec l'ennemi. Dans le fond, Lénine et Helphand sont faits pour s'entendre. L'un et l'autre haïssent le tsar et veulent abattre son régime. L'un et l'autre sont convaincus que le marxisme triomphera un jour sur la base d'une alliance étroite de l'Allemagne et de la Russie. L'un et l'autre pensent que le monde violent dans lequel ils vivent ne supporte que des médecines violentes, radicales. Mais Helphand croit que la guerre, « les baïonnettes allemandes », finiront par porter à Berlin un pouvoir social-démocrate, égalitaire et libéral, et Lénine, lui, espère par une révolution russe radicale, enclencher le mécanisme d'une révolution allemande. Ils ont tous deux raisons à court terme : en 1918, Lénine sera maître de la Russie, et Friedrich Ebert, dont Parvus est le conseiller occulte, dirigera à Berlin un gouvernement d'unité socialiste. Mais ils ont tous les deux tort : Staline balayera bien vite le bolchevisme historique, et Hitler, un peu plus tard, la République de Weimar. Mais seule la combinaison du messianisme révolutionnaire de Lénine et de la métaphysique réformiste de Parvus pourraient constituer le détonateur de la révolution. Et ce détonateur est financier.

A Copenhague, à partir de la seconde moitié de 1916, Parvus met

en place, 8 Birger Jarls Gatan (avenue du comte Birger) un institut qui n'est qu'un paravent des services secrets allemands, et qui écoulera plusieurs dizaines de millions de marks or de l'époque aux bolcheviks, pour financer la révolution et le sabotage en Russie. Or, qui sont les principaux collaborateurs de Parvus dans cette entreprise ? Des bolcheviks, tous proches de Lénine, qui continueront leur activité au service de la révolution après 1917 : Hanecki, alias Fürs-



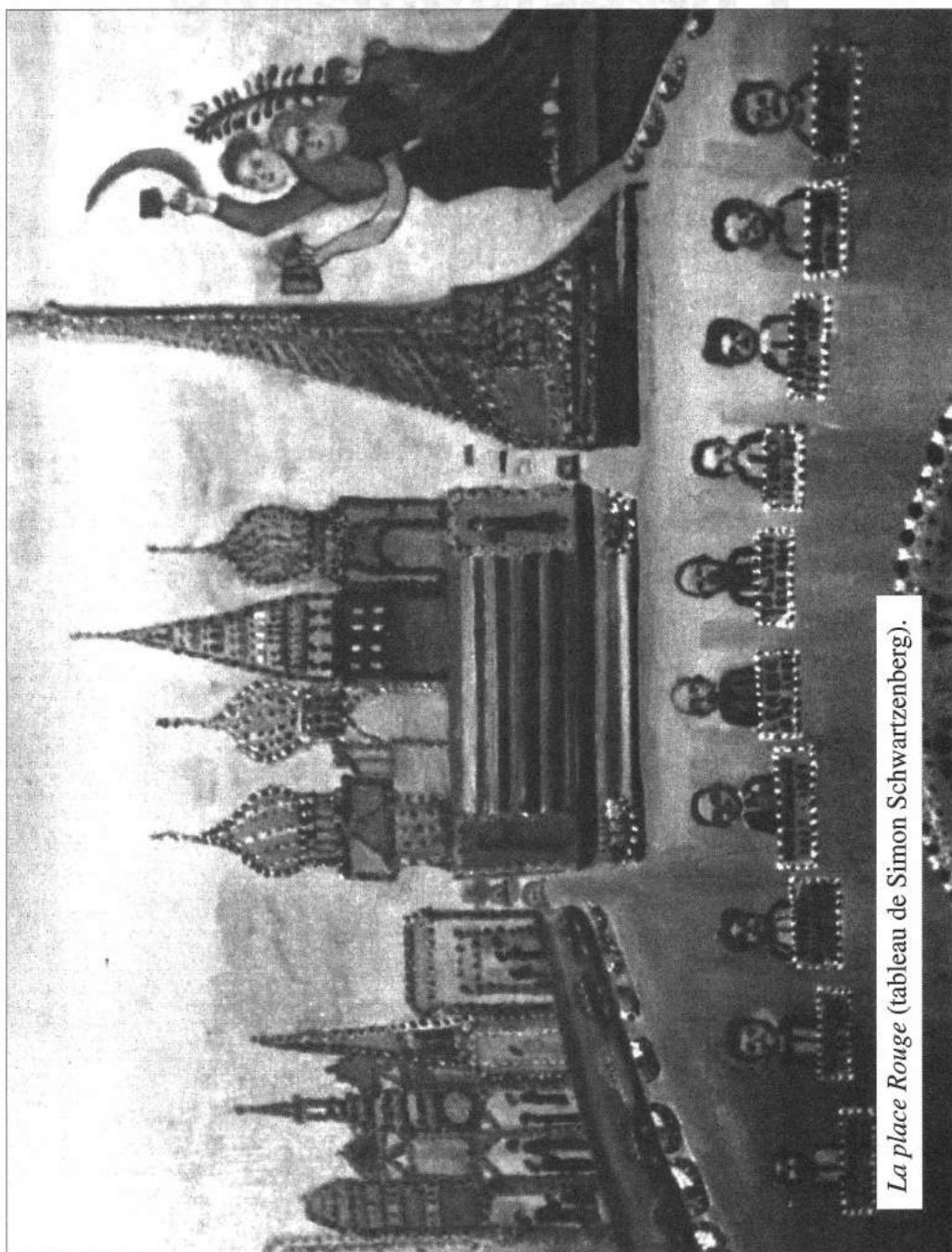
tenberg, qui avait organisé le transfert de Lénine de Cracovie en Suisse; les frères Sklarsz, qui s'occuperont de représenter le cinéma soviétique à Berlin dans les années 1920; Rakovsky, le social-démocrate bulgare et futur chef du gouvernement ukrainien et ambassadeur de l'URSS à Paris; Ouritsky, futur chef du renseignement militaire de l'Armée rouge, et Bronski, futur chef du parti communiste polonais.

Pas un des hommes de Parvus n'a trahi Lénine par la suite. La cause

est entendue : l'institut de Copenhague est une véritable « joint venture » des services secrets allemands et des bolcheviks. Par son intermédiaire, le financement de la révolution est assuré... par le Kaiser. Non sans hésitation toutefois. Le ministre des Affaires étrangères, l'aristocrate Jagon, préférerait s'arranger au plus haut niveau : il entretient des contacts avec l'ancien Premier ministre germanophile Witte, avec l'entourage de Raspoutine, qui souhaite une paix blanche, avec certains nobles russes et polonais. C'est l'assassinat de Raspoutine, à la fin de 1916, et l'emprise croissante des franco-anglais à Pétersbourg qui affaiblit sa position, face à l'audacieux et libéral comte Brockdorff-Rantzau. Ce dernier, ambassadeur à Copenhague, est un noble libéral, littéralement fasciné par Parvus. Il croit dur comme fer à la solution Lénine. Il aura gain de cause. Brockdorff-Rantzau sera en 1918 ambassadeur à Moscou, ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar, et mourra en 1928. Aristocrate de centre gauche, il est le meilleur ami de Parvus et de Walther Rathenau, avec lequel il met au point, trop tard, l'alliance germano-russe de Rapallo en 1922. Seuls Lénine et Parvus meurent, terrassés par leurs excès, tous deux en 1924, hallucinés par la certitude terrible de l'échec de leurs songes prométhéens.

NDLR : ces trois «intimes» ont rompu avec Parvus avant 1910, quand ce dernier, de militant, est devenu affairiste.

# Correspondance



*La place Rouge (tableau de Simon Schwartzberg).*

## Une lettre de R. Lemarquis

**S**ATISFAIT de la revue, j'aimerais apporter quelques remarques. Par exemple, à propos du n° 7 :

— Une note de la rédaction (comme vous l'avez d'ailleurs fait page 95 sur le PCF en 1939) pourrait être ajoutée lorsque certains textes peuvent être complétés par des données nouvelles. Ainsi, p. 29, note 4, à propos du jugement de M. Ollivier sur Gabriel Péri ; on sait maintenant assez précisément comment et par qui ce dernier fut dénoncé. De même, p. 39, note 15, à propos de Crémet, qui ne fut pas jeté à la mer.

### Réponse de la rédaction

“Bien que, depuis la rédaction de ses souvenirs, des données nouvelles soient apparues, nous avons pris l'engagement de n'ajouter aucune note au texte de Marcel Ollivier, afin de ne pas risquer de modifier en quoi que ce soit sa vision des événements et des individus.”

### Réponse de Jean-Marc Schiappa

« R. Lemarquis reproche (et cette critique est parfaitement recevable) à l'article sur le PCF en 1939 de ne pas être

— Toujours sur le PCF en 1939-1940. F. Soupé n'a pas été exécuté pendant la guerre. Il fut certes blessé lors d'un attentat, mais il mourut en septembre 1976, dans l'Eure. De plus, des ouvrages consacrés à cette période auraient dû être mentionnés. Sans remonter aux ouvrages très anciens de Tasca (A. Rossi), il existe au Seuil et à la FNSP deux livres de comptes rendus du colloque d'octobre 1983 (organisé par Paris-I, l'IHTP, la FNSP et le CRHMSS), consacrés à cette période. Il eût été possible de préciser les dates et les motifs différents des diverses vagues de démissions de responsables du PC durant la période indiquée.”

complet. Cet article ne visait nullement à l'exhaustivité, mais comme son titre l'indiquait (“*Sur le PCF en 1939-1940*”), il voulait donner un axe général de réflexion : l'appareil stalinien, dans des fractions considérables, peut passer de Staline à Hitler sans problème de conscience aucun. Ou de Brejnev à Wall Street, nous l'avons vu. Pour l'appareil ; les militants, c'est une autre question...

Enfin, et ici, il n'y a aucun commentaire, R. Lemarquis souligne que Soupé, ancien dirigeant du PCF et membre du comité central, n'a pas “*été exécuté pendant la guerre*”. Il s'agit d'une assimilation erronée : Gitton et Clamamus (fils) furent exécutés, mais Soupé survécut à l'attentat qui le visait, comme le père Clamamus. L'anglais “*shot down*” (et sa traduction “*abattus*”) eut couvert cette ambiguïté, pas le terme “*exécutés*”. Dont acte à R. Lemarquis. »

# Epilogue

**Tico Jossifort nous a demandé de publier l'épilogue de sa contribution au colloque organisé par l'Espace Marx, en octobre 1997, sur la révolution russe, épilogue omis dans la reproduction de son intervention dans les actes du colloque.**

**L**A révolution d'Octobre a exercé un effet catalyseur auprès des peuples coloniaux, dont les révoltes ont brisé un premier tour des chaînes impérialistes.

Mais Octobre 1917 n'a pas liquidé le despotisme d'usine, c'est le côté stalinien qui demeure dans ses séquelles, qui s'est même répandu au-delà des mers et qui a causé sa chute, du moins dans son lieu d'origine. Or le stalinisme exprime en raccourci les séquelles de l'asiatisme (Lénine), c'est-à-dire les pesanteurs du mode de production asiatique dans la Russie tsariste, qui n'ont pu être maîtrisées par la révolution bolchevique.

1. — En tant que négation du capitalisme et jusqu'à la révolution d'Octobre, le communisme n'était qu'une théorie (marxiste), une utopie.

2. — A cette date, il est devenu théorie-pratique sous le nom de bolchevisme.

3. — Mais si le bolchevisme a partiellement échoué dans son pays d'origine, cela ne met pas en cause la vérité universelle du communisme.

4. — Le mérite de Trotsky a été de dénoncer l'imposture du siècle et de maintenir la continuité historique du bolchevisme vrai et conforme à sa théorie (marxiste).

5. — Le bolchevisme rétabli dans sa vérité, c'est-à-dire le communisme - déjà - réalisé - partiellement, continue de hanter l'Europe.

6. — A présent que l'imposture est dénoncée, l'histoire nous met au défi d'assumer la continuité du communisme, qui fraye sa voie en dépit de la coupure du stalinisme, ce qui se nomme dépassement.

Au niveau des masses, l'ambiguïté de la révolution d'Octobre a été perçue sous la forme mythologique de Janus - fétiche à deux visages. Le visage lumineux fut celui du socialisme euphorique, alors que le visage sombre fut celui de Cassandre et prophète Trotsky. De sorte que la révolution d'Octobre et son message bolchevique ont été vécus comme le condensé des mythes qui ont travaillé l'histoire d'Occident.

**Une brochure  
du CERMTRI :  
*Karl Kautsky :  
la Révolution  
française***



La statue de Jean-François Poulain-Corbion, maire de Saint-Brieuc, assassiné par les chouans en 1799 (cf. *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 8, pp. 142 à 146).



# La Révolution de 1789

## vue et analysée

### par Karl Kautsky

**K**ARL KAUTSKY est aujourd'hui à demi oublié, ou plus exactement réduit à ce qu'il fut et écrivit à la fin de sa vie. Dans la postface du *Livre noir du communisme*, Stéphane Courtois cite longuement ses deux ouvrages critiques des bolcheviks : *La Dictature du prolétariat* et *Communisme et Terrorisme*, qui, dans les années 1920, fournirent l'armement théorique essentiel de la critique social-démocrate du bolchevisme. Il cite en particulier, comme "jugement sans appel" de Kautsky, sa conclusion : "*Si la Russie actuelle montre autant de similitudes avec la France de 1793, c'est la preuve qu'elle est proche du stade de la Révolution française (...). Ce qui se passe là-bas, ce n'est pas la première révolution socialiste, mais la dernière révolution bourgeoise*" (p. 807), qui s'est pourtant traduite par l'expropriation brutale de la bourgeoisie. Ce sont toujours ces deux ouvrages que l'on met en avant, peut-être parce que Lénine a répondu au premier (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*) et Trotsky au second (*Terrorisme et Communisme*), et qu'ils se trouvent donc au cœur d'une polémique célèbre.

Mais Kautsky, longtemps maître à penser de la social-démocratie allemande et plus largement de la Deuxième Internationale, ne saurait être réduit à ces deux textes de la fin de sa vie. Il avait

beaucoup écrit avant ces deux ouvrages : *Le Chemin du pouvoir*, *La Question agraire*, etc. Il a, entre autres, rédigé en 1901 une étude de la Révolution française que les *Cahiers du CERMTRI* viennent de rééditer : *La Lutte des classes en France en 1789*.

Cette analyse des origines de la révolution et de sa dynamique est marquée par un souci de dessiner au plus près le visage de chacune des couches sociales en présence et de discerner leurs mobiles, leurs buts, leurs divisions, voire leurs contradictions internes : "*On n'est que trop disposé, écrit-il, lorsqu'on ramène le devenir historique à une lutte de classes, à ne voir dans la société que deux camps, deux classes en lutte, deux masses compactes homogènes, la masse révolutionnaire et la masse réactionnaire, celle qui est en bas, celle qui est en haut. A ce compte, rien n'est plus aisé que d'écrire l'histoire. Mais, en réalité, les rapports sociaux ne sont pas aussi simples. La société est et devient chaque jour davantage un organisme extraordinairement complexe, avec des classes très diverses ayant des intérêts très divergents, qui peuvent se grouper sous la bannière de partis multiples.*"

C'est avec ce souci qu'il analyse les diverses classes en présence ; la noblesse : d'un côté, la haute noblesse de cour, à la vie dissolue et qui pille de façon de plus effrénée le trésor royal, qu'elle considère

comme le sien, et dont les intérêts se marient assez bien avec ceux de la haute bourgeoisie financière, dont elle est la débitrice ; la petite noblesse des hobereaux, pauvre et patriarcale, est hostile à ces privilégiés, qui plongent le royaume dans la ruine en dissipant des richesses dont elle ne tire rien ; elle est tout aussi hostile à la bureaucratie royale tentaculaire, qui la dépossède de ses prérogatives antérieures et, comme les fermiers généraux, tond le petit peuple, dont cette petite noblesse tire sa substance ; elle est attachée de toutes ses forces au maintien d'un passé féodal ; mêmes divisions éclatantes — largement connues, elles — au sein du clergé, entre le bas clergé des curés et le haut clergé nobiliaire, aussi plongé dans la dissipation et le luxe que les grands nobles, la bourgeoisie parlementaire ou noblesse de robe, très attachée à ses privilèges et corrompue jusqu'à la moelle, mais qui, pour pouvoir jouer son rôle face au roi et à la cour, doit jouer avec les aspirations populaires, comme elle l'a fait depuis la Fronde. Dans sa hargne à défendre jusqu'au bout ses privilèges, le Parlement se dresse ainsi en 1788 contre la cour, qui semble un instant menacer de les rogner...

Il souligne aussi l'hétérogénéité de la bourgeoisie : ses couches les plus hautes (les financiers) ont des intérêts étroitement imbriqués à ceux de la noblesse parasitaire. Si une partie de la bourgeoisie commerçante et industrielle est hostile aux particularismes provinciaux et au système des corporations, d'autres fractions tirent profit de ces rigidités (en particulier des monopoles qu'elles assurent

à d'aucuns, entre autres à cause des possibilités spéculatives qu'elles offrent).

Les sans-culottes de demain forment aussi une masse bigarrée : artisans, ouvriers, petits commerçants et gueux réduits à la mendicité, unis néanmoins par une haine farouche des privilégiés et des bourgeois, qu'ils pousseront, les armes à la main, beaucoup plus loin que la bourgeoisie elle-même ne le voulait.

C'est à la lumière de cette analyse que Kautsky examine à grands traits les principales étapes de la Révolution française. Si telle ou telle affirmation de détail peut être contestée, le tableau d'ensemble est une construction solide, cohérente et claire.

En annexe, une longue lettre d'Engels à Kautsky, en date de février 1899, éclaire un moment de l'élaboration de cette étude. Ses remarques visent à rendre dans le détail l'étude de Kautsky la plus précise et la plus concrète possible : *"Je parlerais beaucoup moins du nouveau mode de production, lui écrit-il. A chaque fois, il est séparé par une énorme distance des faits dont tu parles et apparaît ainsi de par son isolement même comme une pure abstraction, qui ne rend pas les choses plus simples, mais plutôt plus obscures."*

Façon de dire que la vérité est toujours concrète. Au lecteur de vérifier si Kautsky a tenu compte de ce conseil de méthode (1).

**Marc Teulin**

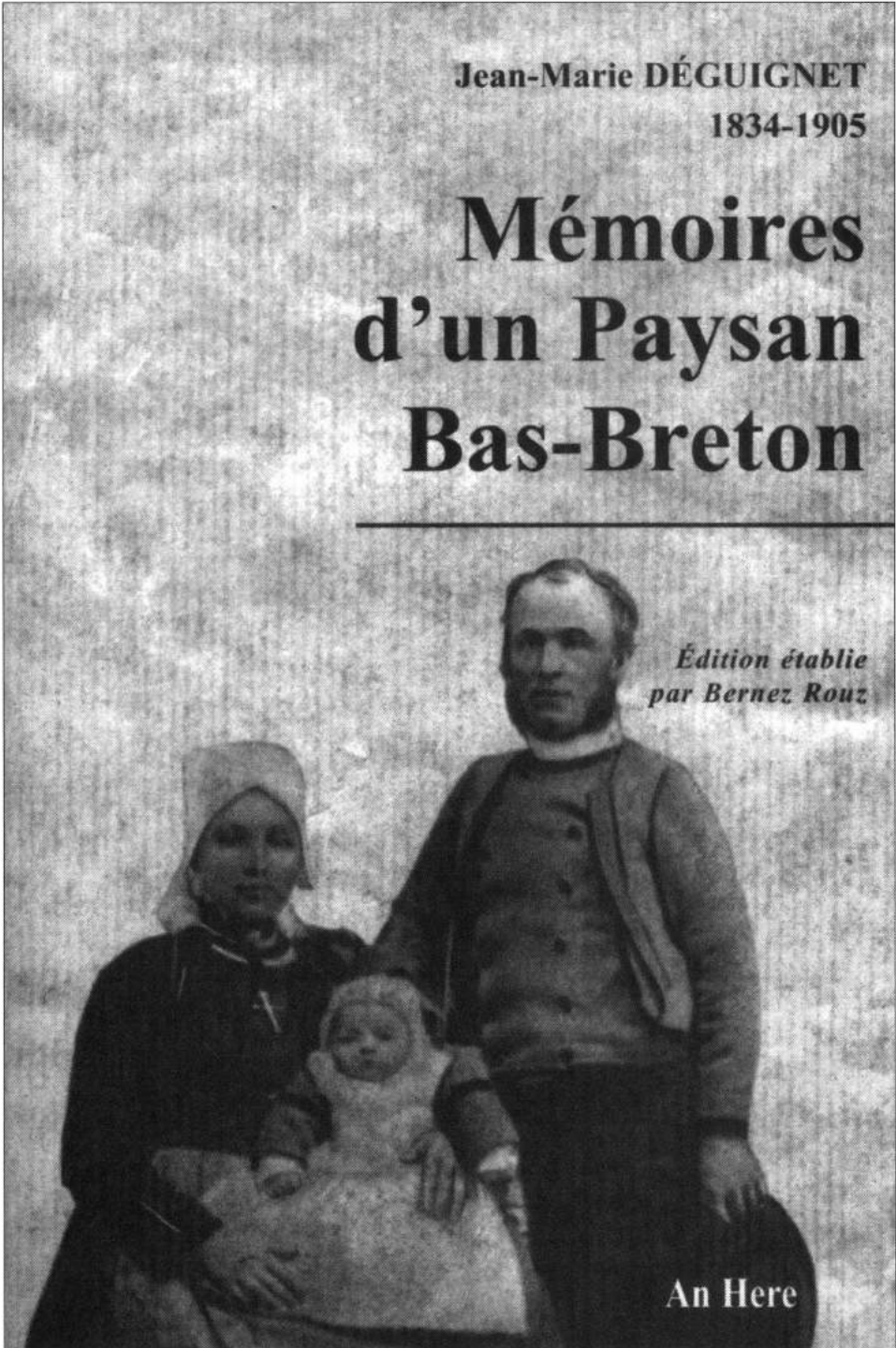
(1) *La Lutte des classes en France en 1789*, 30 F.

# Notes de lecture

Jean-Marie DÉGUIGNET  
1834-1905

# Mémoires d'un Paysan Bas-Breton

*Édition établie  
par Bernez Rouz*



An Here

## Un officier de la Stasi parle (1)

**E**N 1990, un an après la chute du Mur de Berlin, un journaliste allemand a recueilli la confession d'un officier de la Stasi (police politique de l'Allemagne de l'Est), qui ne comprenait toujours pas ce qui leur était arrivé. Pour lui, la force motrice du socialisme, c'était... les services secrets bien rodés de la RDA :

*“Je suis fermement persuadé, écrit-il, que le socialisme l'aurait déjà emporté dans le monde entier si la motivation et la créativité avaient été aussi fortes dans la population des Etats socialistes que dans les services secrets (...). Personne, dans le pays, n'avait autant d'endurance et d'imagination que nous”* (p. 35).

Le récit de ses activités ne confirme pourtant guère l'existence dans la Stasi d'une “créativité” et d'une “imagination” débordantes.

Recherche d'informateurs, établissement de rapports, notes de synthèse, perquisitions dites conspiratives en l'absence du suspect, et dont l'officier, dépité, note en passant : *“Aucune de celles auxquelles j'ai participé n'a jamais permis de découvrir quoi que ce soit”* (p. 29).

Tout cela relève d'une routine policière bien banale, qui a certes intimidé — de moins en moins au fil des ans — la population de RDA et produit une

montagne de papier, qui s'est écroulée en quelques semaines. Cette routine lui semble garantir la stabilité de l'Etat, car il ne comprend pas ce qui se passe dans une population à laquelle il est complètement étranger. Et il l'avoue avec une stupeur empreinte de naïveté : *« Nous n'avions pas d'instrument pour comprendre ce que fut plus tard la “révolution pacifique” du peuple. Les dossiers et les listes auxquels nous avions jusque-là attaché tant d'importance perdirent soudain toute leur valeur. Car nous avons le “peuple” devant nous »* (p. 64), un peuple qui a manifesté une “créativité” et une “imagination” dont ce récit nous donne une longue liste.

L'officier, qui raconte son expérience, cherche à comprendre son trajet et ce qui s'est passé. L'intérêt du document, qui se lit très facilement, est d'autant plus grand qu'à la différence de révélations sensationnelles, mais souvent truquées, d'anciens responsables du KGB, il ne révèle rien que son propre itinéraire, ses certitudes en ruine et son désarroi.

**Jean-Jacques Marie**

(1) *Pour l'amour du peuple*, Albin Michel, 154 pages, 98 francs.

# Sonia Combe :

## **Une Société sous surveillance.**

### **Les intellectuels et la Stasi (1)**

**C**ET ouvrage repose sur une étude de vingt dossiers d'universitaires informateurs de la Stasi. Le milieu universitaire de RDA, après avoir été soulevé au lendemain de la fin de la guerre par des aspirations révolutionnaires, a été soumis par la bureaucratie à une double tentative de domestication et de dislocation, et il est devenu, sous la férule bureaucratique, conformiste, carriériste et, au moins extérieurement, soumis au pouvoir. Les rapports avec la Stasi de ceux que la police secrète a décidé de transformer en agents (ou du moins de le tenter) soulignent la relative fragilité de l'appareil policier de la bureaucratie et, par voie de conséquence, de cette dernière, puisque son appareil policier est sa colonne vertébrale.

Vu de l'intérieur, l'appareil tentaculaire de surveillance et de mouchardage de la Stasi paraît en effet bien moins omnipotent que de l'extérieur ! Evoquant la résistance obstinée du Dr Kunze, le "pape des bibliothèques", Sonia Combe souligne : "*Son dossier montre surtout les limites du pouvoir policier*" (p. 185). Cette remarque vaut pour un bon tiers des vingt dossiers. Sonia Combe note : "*Mieux elle était surveillée par la Stasi, plus la société est-allemande devenait permissive*" (p. 46). Les idéaux proclamés se retournent contre leur caricature.

La Stasi, très méfiante à l'égard des vocations spontanées d'informateurs, recrute ses agents par la conviction ou la contrainte, la persuasion ou la pression. La balance entre les deux est délicate, d'autant que "*la Stasi avait une nette préférence pour les informateurs agissant sur la base de convictions politiques*" (p. 60), qui s'effiloquent au fil

des ans et de la crise du régime. Le régime bureaucratique et la sincérité des convictions politiques sont contradictoires : plus le socialisme proclamé apparaît une mascarade et moins il est facile de trouver des informateurs convaincus et dignes de foi. Or le recrutement d'informateurs sur les collègues de travail ne saurait reposer sur la seule corruption, sous peine d'être politiquement très douteux et peu fiable. Les candidats involontaires contactés par la Stasi ont le choix entre trois attitudes : "*Collaborer, subir ou résister.*"

Le choix apparent ou extérieur ne garantit pas le résultat. Ainsi, l'agent le plus complaisant, le carriériste Rehbein, "*dit tout simplement et de façon systématique du mal de tous ceux qui l'entourent*" (p. 197) pour éliminer les concurrents, et son torrent de révélations est inexploitable ! Evoquant l'un des "*collaborateurs par conformisme*", Johannes, qui est toujours du côté du pouvoir quel qu'il soit, Sonia Combe se demande :

*"Quel fut le principal bénéficiaire de la collaboration ? La Stasi, qui apprend qu'il y a plus d'ânes que de voitures dans les rues de Tirana, ou Johannes, qui peut se vanter du formidable privilège, en pays socialiste, de parcourir le monde à sa guise ?"* (pp. 214-215).

Son interrogation rejoint celle de l'officier : tant d'agents, de rendez-vous secrets, de papiers, de rapports, de notes de synthèse, pour quel résultat ? Avoir différé, en tentant de corseter la société, l'expression des aspirations démocratiques et les avoir rendues ainsi encore plus explosives. Comme des millions

(1) Albin Michel, 120 F.

d'ouvriers, les intellectuels est-allemands, souligne Sonia Combe, avaient la ferme volonté « de ne pas "brader" avec la réunification ce qu'ils considéraient comme des acquis positifs de la RDA » (p. 245), c'est-à-dire un ensemble d'acquis sociaux (droit au travail, absence de chômage, nombreux droits des femmes, etc.). Mais la nomenklatura est-allemande s'est alliée au gouvernement Kohl pour s'engouffrer dans la privatisation. La Stasi, constituée pour défendre et protéger cette nomenklatura, démantelée par le mouvement populaire de 1989,

ne lui servait donc plus. Elle a disparu. On a même ouvert ses dossiers. La nomenklatura et le gouvernement Kohl ont mis en place un organisme intitulé la Treuhandanstalt, dont les dirigeants ont bradé ou fermé 8 500 entreprises industrielles et 22 000 sociétés de service, tout en pillant au passage les dividendes de cette entreprise de démolition. A sa dissolution, le déficit de son exercice s'élevait à 275 milliards de marks. C'est finalement le bilan de l'ordre de la Stasi.

J.-J. M.

## Le retour des fusillés (1)

NICOLAS OFFENSTADT étudie avec minutie le sort des soldats fusillés pendant la Première Guerre mondiale, les représentations littéraires, puis cinématographiques, qui en ont été données, et les campagnes de réhabilitation dont ils ont été l'objet. Son étude porte surtout sur la France, mais aussi sur l'Angleterre et, à un moindre degré, sur l'Allemagne. Cette dernière est laissée quelque peu à l'arrière-plan, parce que c'est, de tous les pays belligérants, celui dont l'état-major a fait fusiller le moins de soldats accusés — à tort ou à raison — de désertion ou de désobéissance, voire de mutinerie.

On peut tirer de cette étude, menée sur le ton neutre d'un entomologiste, plusieurs éléments de réflexion, dont certains peuvent d'ailleurs être marginaux dans la pensée exprimée de l'auteur :

— D'abord, en règle générale, qu'ils soient "innocents" ou "coupables", les soldats accusés et déferés devant la justice militaire pour les motifs ci-dessus sont jugés de façon expéditive, sans respect des droits de la défense, et sont fusillés "pour l'exemple". Ils servent sur-

tout à effrayer les survivants. Dans son enthousiasme, il arrive d'ailleurs parfois à la justice militaire de condamner à mort par contumace des soldats disparus, accusés de désertion, alors que leur cadavre gît quelque part entre les lignes...

— Ensuite, le clergé joue un rôle d'accompagnement de l'exécution, indiqué, quoique peu souligné par l'auteur. L'aumônier est le collaborateur indispensable de l'officier qui commande le peloton d'exécution. Ainsi, décrivant un lieu d'exécution, l'auteur note : "A l'intérieur, les acteurs (prêtre, officier commandant le peloton), sur les marges, les spectateurs" (p. 51). Le prêtre accompagnateur remplit une double fonction : faire accepter son sort à la victime et en dégager une leçon claire et nette pour les vivants. Page 53, Nicolas Offenstadt cite les propos d'un abbé qui accompagne vers la mort un soldat condamné avec un de ses camarades pour une automutilation affirmée par ses supérieurs, mais pour le moins incertaine : "Ils offrirent à

(1) Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Odile Jacob, 1999, 140 F.

*Dieu leur vie en lui demandant que leur double sacrifice servît d'expiation pour les lâches qui se seraient réellement mutilés et de leçon exemplaire pour ceux de leurs camarades qui, dans la suite, auraient eu la tentation de le faire."*

Une offrande est normalement volontaire. Transformer une condamnation en offrande est un exploit douteux. L'abbé n'hésite pourtant pas... Un autre prêtre, qui accompagne un mutin fusillé en 1917, affirme : *"Je l'ai exhorté à faire bien sûr naturellement le sacrifice de sa vie afin que ce grand acte retombe en bénédiction sur les siens."* Et comme l'intéressé pouvait douter de la valeur de ce sacrifice obligatoire si évidente aux yeux du prêtre (*"bien sûr, naturellement"*), ce dernier ajoute pour le consoler : *"Je me suis efforcé de lui montrer, au-dessus de la justice des hommes forcément imparfaite, la grande justice de Dieu."*

Dieu servirait ainsi de Cour d'appel suprême ou de cassation. Belle consolation, en vérité. Et l'aumônier affirme même que le fusillé a finalement de la chance : *"En somme, du point de vue chrétien, on a plus de certitude sur son bonheur éternel que s'il était mort sur le champ de bataille"* (p. 53). La condamnation à mort comme récompense, il fallait y penser ! On a beau savoir que la fonction des divers clergés est de protéger les appareils d'Etat (sauf lorsqu'ils s'effondrent), on reste néanmoins confondu devant un cynisme aussi satisfait...

— Dans son souci d'exactitude, Nicolas Offenstadt cite les diverses réactions face à ces exécutions. Il en est une qui est d'une étrange actualité, au moment où l'offensive pour disloquer la nation issue de la Révolution française se déploie. L'un des 450 à 900 fusillés (on ne connaît pas le nombre exact), François Laurent, était Breton. En 1934, une organisation autonomiste bretonne a tiré de son sort la leçon suivante : *"François Laurent a été victime de la domination française en Bretagne (...). La France n'a pas permis à François Laurent de vivre."* Comme si "la France" était collectivement responsable de la justice militaire, qui a frappé au bas mot un demi-millier de soldats de tous les coins du

pays ! La nation serait alors coupable de la mort de tous les autres. Breiz Atao dédouane ainsi la justice militaire (française) et l'état-major (français) en défendant l'appareil d'Etat, en même temps qu'il vilipende la nation et dénonce *"un régime qui ne reconnaît pas l'existence des Bretons et ne leur permet pas de vivre s'ils n'acceptent d'être Français"* (p. 103). Pour quelle raison, alors, les autres ont-ils été abattus ?

D'autres éléments de cet ouvrage mériteraient d'être abordés. Concluons néanmoins par une réserve. Malgré ses mérites, l'ouvrage pose un problème de méthode. L'auteur écrit en effet, à propos de la campagne pour les réhabilitations des fusillés britanniques engagée par Anthony Babington : *"La qualité de la recherche, associée à la respectabilité du personnage (un juge ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale, deux fois blessé), donne d'emblée une légitimité à la discussion sur les exécutions"* (p. 160). La qualité de la recherche, certes, mais que viennent faire la "respectabilité" du personnage (par rapport à qui et à quoi ?) et les critères qui sont censés la définir (le métier de juge, la qualité d'ancien combattant — possédée par des millions d'hommes — et les blessures — reçues par des centaines de milliers, voire des millions d'entre eux !) ? Ces critères donnent une légitimité par rapport à quoi ou vis-à-vis de qui ? Vis-à-vis des institutions, de la couronne ou de l'état-major britanniques ? Un peu plus loin, dans la même veine, mais plus nettement, l'auteur affirme que les déclarations publiques de vétérans de la Grande Guerre *"rendent la cause (de la réhabilitation des fusillés, NDA) tout à fait honorable, c'est-à-dire digne d'être prise en considération par les autorités"* (souligné par moi, p. 163). Serait-ce de l'humour ? Comme c'est au nom de ces autorités et avec leur accord que les exécutions ont été décidées, cela voudrait dire que serait légitime et honorable ce qui peut être accepté par elles ? On imagine ce qu'un tel critère aurait donné lors de l'affaire Dreyfus...

Marc Teulin



# Colette Chambelland : Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste

**F**ILLE de Maurice Chambelland, l'un des compagnons de lutte de Pierre Monatte, Colette Chambelland consacre à ce dernier une biographie chaleureuse, qui met en évidence les aspects essentiels de son activité militante (1).

Comme elle le soulignait lors de la conférence qu'elle a tenue au CERMTRI, le 22 janvier 2000, Monatte est d'abord un "militant de plume", cherchant toute sa vie d'abord à rédiger et à diffuser une publication, une revue de préférence, parce que l'expression des idées lui paraît fondamentale.

"En 1904, souligne-t-elle, Monatte accède à sa première (et dernière) responsabilité syndicale : il entre au Comité des bourses comme représentant de la Bourse du travail de Bourg-en-Bresse" (p. 28). Il représentera ensuite, jusqu'à sa démission en 1914, les unions départementales du Rhône et du Gard au comité confédéral de la CGT, instance délibérative qui définit les grandes orientations du syndicat. Ce n'est pas une responsabilité de direction quotidienne d'un syndicat. A l'exercice de responsabilités, il préfère l'activité de journaliste militant. Il est ainsi le vrai père fondateur, en octobre 1909, de *La Vie ouvrière*, qu'il définit comme une "revue d'action" (p. 56), c'est-à-dire une sorte d'organe théorique et pratique du "syndicalisme révolutionnaire", fournissant aux militants "des matériaux utilisables dans la bataille et la propagande" (p. 57).

Il participe ensuite, en 1911, au lancement du quotidien syndicalisme révolutionnaire *La Bataille syndicaliste*, destiné à concurrencer l'organe de la SFIO, *L'Humanité*, dans les rangs ouvriers. Le

lancement d'un tel quotidien montre assez bien que le syndicalisme révolutionnaire veut faire jouer au syndicat un rôle à la fois syndical et politique. L'échec est vite au bout de l'aventure.

Au lendemain de la déclaration de guerre et de l'Union sacrée réalisée autour du gouvernement, il démissionne du comité confédéral et participe au regroupement des forces, au début très maigres, qui, dans le mouvement ouvrier, s'opposent à la guerre. Outre la vague de chauvinisme et le ralliement des dirigeants de la SFIO et de la CGT, ces derniers ont un moyen puissant de faire plier les récalcitrants : s'ils bénéficient tous, eux, de sursis d'appel, ils peuvent (et ne s'en privent guère) demander la résiliation des sursis d'appel (et donc, l'envoi au front) des opposants. Monatte, avant de partir au front, est amené à rencontrer les exilés russes installés à Paris, qui se battent contre la guerre, dont Trotsky.

Il salue la révolution d'Octobre 1917 : "*La révolution russe, souligne Colette Chambelland, est vraiment pour lui la grande espérance de paix, mais aussi et surtout de révolution sociale (...). A un moment où la révolution russe est attaquée de toutes parts, où, en juillet 1918, Albert Thomas souhaite une intervention militaire en Russie, où la presse se déchaine, Monatte et ses amis pensent que leur devoir essentiel est de la défendre*" (pp. 112-113).

C'est l'un des points centraux du remarquable discours qu'il prononce au congrès de Lyon de la CGT en septembre 1919 (2). Il tente en vain de s'op-

(1) Editions de l'Atelier, 130 F.

(2) Quelques extraits en sont reproduits dans les "Pages oubliées", pp. 149 à 153.

poser à la scission syndicale organisée par les dirigeants réformistes en 1921 et favorisée par un groupe d'anarchistes, dont Louis Lecoin, qui va jusqu'à tirer un coup de revolver en l'air en plein congrès confédéral. Comme dira plus tard avec beaucoup de modération Monatte : "*Ce geste n'était pas fait pour gagner les hésitants à la minorité. Il ne restait plus que deux cents voix d'écart entre les deux courants, donc deux cents syndicats à gagner* (2)." Le geste de Lecoin a dû en écarter plus d'un : "*Cette scission syndicale est pour Monatte un incontestable échec ; elle restera toute sa vie une épine*" (p. 127).

Deuxième échec : son passage au Parti communiste français. Trotsky, très méfiant sur le personnel parlementaire socialiste qui, à la suite de Frossard et Cachin, s'engouffre dans le Parti communiste français, porté alors par la vague de la révolution russe et le dégoût du massacre qui vient de se terminer, compte sur Monatte et des hommes comme lui pour faire de ce parti un vrai parti communiste. Monatte traîne la jambe. Il y adhère en mai 1923, se consacre essentiellement à la chronique sociale de *L'Humanité*, entre au comité directeur en janvier 1924 et quitte le Parti communiste en décembre 1924. "*Seul le monde syndical le passionne*" (p. 135). Il ne peut accepter la "bolchevisation" engagée par Zinoviev, qui fait de la discipline aux ordres de l'Internationale, c'est-à-dire, déjà, du noyau dirigeant de sa section russe, bref du bureau politique russe, et de l'acceptation sans discussion de tous leurs tournants la condition première, voire la seule, de l'accès ou du maintien à une fonction dirigeante.

Colette Chambelland ne consacre que 42 pages (soit moins d'un quart du volume) aux trente-six dernières années de la vie et de l'activité de Pierre Monatte, qu'elle résume par la définition d'une position : "*Ni stalinisme ni réformisme.*"

On peut, sans vaine polémique, dire que la marginalisation, puis la décompo-

sition du syndicalisme révolutionnaire, qui voit dans le syndicat le principal, sinon le seul moteur de l'émancipation ouvrière, marginalise Pierre Monatte lui-même, qui se résigne à une sorte de rôle de commentateur de la vie syndicale. Il se met en retrait volontairement et souligne alors : "*Je ne me suis jamais regardé comme un chef de file. En 1914, j'ai parlé parce que les autres se reniaient ou se taisaient* (3)." Dans la revue qu'il anime, *La Révolution prolétarienne*, d'avril 1947, il écrit : "*Aujourd'hui, en ce pauvre 1947, l'horizon est bouché. Le nationalisme (...) a tout submergé. L'esprit de classe est recouvert par le chauvinisme (...). Chacun cuve son impuissance dans son coin* (4)."

Partisan de l'adhésion à Force ouvrière à la fin de 1947, il se voit contraint de rester à la CGT, sous contrôle stalinien. Le syndicat du livre auquel il appartient a en effet voté à la majorité le maintien dans la CGT et Monatte a le souci légitime de ne pas quitter son syndicat et la masse des personnels qui lui restent attachés ; mais il se condamne en même temps à n'avoir guère d'activité syndicale effective. Le bilan qu'il tire à la fin de sa vie est amer. Peu avant de mourir, il écrit : "*Nous sommes la génération qui a vu la faillite du socialisme et celle de l'internationalisme* (5)."

L'ouvrage de Colette Chambelland donne au lecteur tous les éléments pour réfléchir sur le sens de cette vie militante et du syndicalisme révolutionnaire, dont il a été sans doute la figure la plus consciente, la plus conséquente et la plus déterminée. C'est son premier mérite. Il se lit très aisément. C'est un second mérite en ces temps de charabia médiatique.

**Jean-Jacques Marie**

(3) Pierre Monatte, *Trois scissions syndicales*, Editions ouvrières, 1958, p. 160.

(4) *Ibidem*, p. 174.

(5) *Ibidem*, p. 188.

## Une parution inattendue

**L**ES *Mémoires d'un paysan bas-breton* (1), parus fin 1999, étonnent à plus d'un titre. Ce livre a été présenté dans la presse et à la radio, et a retenu l'attention d'un large public. Dans son introduction, Bernez Rouz considère ces mémoires comme "un document unique sur la société rurale bretonne du XIX<sup>e</sup> siècle". Parlant de Jean-Marie Déguignet, il indique que son "parti pris anticlérical est cependant dérangeant, ses arguments et ses anathèmes prêteraient, affirme-t-il, aujourd'hui à sourire". Il ajoute que Jean-Marie Déguignet est un pourfendeur du conservatisme, de la routine, qu'il est sensible aux thèses anarchistes et révolutionnaires, républicain et libre penseur.

Il précise également que certains passages du manuscrit "n'ont pas été retenus" (*sic* !): digressions, commentaires antireligieux sur la vie de Jésus, lettres "délirantes" à des personnalités.

Pourquoi tant de précautions oratoires ? Ces mémoires, qui se lisent comme un roman d'aventures, présenteraient-ils un danger ? Plus que le personnage lui-même, à l'ego démesuré et qui, lorsqu'il écrit, à la fin de sa vie, est à n'en pas douter paranoïaque, qui fut tour à tour mendiant, soldat, cultivateur, qui pratiquait, à l'en croire, plusieurs langues ; plus que ses aventures hors du commun, qui le mènent de la Crimée en Italie, de la Kabylie au Mexique, ce sont les problèmes auxquels il se trouve confronté et les réflexions qu'il nous livre qui résonnent d'un extraordinaire écho aujourd'hui.

Ces quelques citations, entre autres, ne nous renvoient-elles pas au présent ?

En 1902, le gouvernement anticlérical d'Emile Combes décide l'expulsion des congrégations religieuses et l'interdiction de l'usage du breton dans les églises. Déguignet écrit à propos de l'expulsion des sœurs du Saint-Esprit, qui dirigent l'école des filles :

*"L'évêque de Quimper et de Léon, qui ne sait pas un mot de tous ces vieux idiomes barbares, se met en quatre pour les défendre. Oh, je sais bien que ce n'est pas uniquement pour défendre une vieille langue qu'il ne connaît pas, que ce vieux crossé et mitré se démène ainsi. C'est parce qu'il sait bien que tant que les Bretons conserveront leurs divers charabias, ils ne pourront guère avancer dans la lumière, cette lumière que ces charlatans noirs veulent toujours cacher au popolo."*

A propos de l'Union régionaliste bretonne : tant que les Bretons ne "pourront lire que des livres bretons, qui ne sont que des livres religieux, ceux-ci resteront dans l'abrutissement et dans l'imbécillité, c'est-à-dire dans les meilleures conditions possibles pour être exploités sur toutes les coutures".

Au cours de ses campagnes en Italie, en Kabylie et au Mexique, Déguignet souligne la bêtise, la cupidité des dirigeants militaires et politiques. Sébastopol, la guerre de Crimée, la description des tranchées, les blessés, les assauts et les morts inutiles :

*"J'entendis le capitaine tempester : toujours les mêmes sottises, les mêmes stupidités. On veut que nous soyons tous massacrés ici jusqu'au dernier. Qu'est-ce que nous faisons ici, exposés plus que les autres à la mort, à une mort stupide ?"*

*“Pélicier a enfin l’honneur de prendre, non Sébastopol, mais ses ruines, que les Russes comptaient abandonner du reste prochainement, estimant que c’était stupide de rester là se faire tuer sur ces tristes ruines.”*

Depuis 1861, la famille Bolloré détenait le moulin à papier d’Odet et y employait 200 ouvriers avant la guerre de 1914. Déguignet écrit :

*“Une nouvelle machine est arrivée l’autre jour du Creusot. Elle fait à elle seule l’ouvrage de dix ouvriers et, par conséquent, le patron a mis dix ouvriers dehors. Et ce n’est pas fini, il en viendra d’autres, jusqu’à ce que tous les ouvriers soient remplacés par des machines.*

*On entend quelques soi-disant économistes, dont toutes les économies viennent de ces machines, dire du fond de leurs cabinets que ces machines pourraient bien devenir un danger, mais qu’on ne peut pas arrêter l’essor du génie...*

*Mais ce génie va à l’encontre du but vers lequel il devrait tendre, c’est-à-dire à égaliser un peu le bonheur en ce monde entre tous les individus, tandis qu’il tend au contraire à accabler de ri-*

*chesses et bonheur quelques privilégiés seulement, en en éloignant de plus en plus des millions de malheureux.”*

En effet, ce livre est bien dangereux. Il l’est pour tous les tenants du consensus général, du politiquement correct. Il nous montre un homme qui, quelles que soient les circonstances, reste debout, parce qu’il pense, exerce son libre arbitre et fait preuve d’une exceptionnelle clairvoyance.

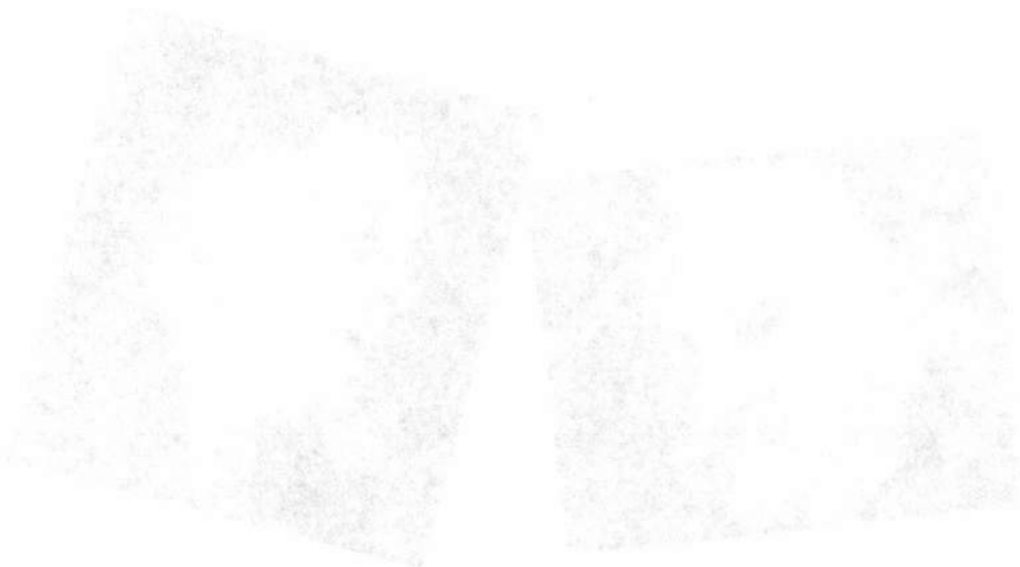
Une dernière citation peut, à elle seule, faire le portrait de Jean-Marie Déguignet et nous amener à lire ses mémoires :

*“En politique, je suis un républicain des plus avancés, et en religion, libre penseur, philosophe ami de l’humanité, de la vraie, et ennemi déclaré de tous les dieux, qui sont des êtres imaginaires, et des prêtres, qui ne sont que des charlatans et des fripons.”*

**Yolande Levasseur**

(1) Jean-Marie Déguignet (1834-1905), *Mémoires d’un paysan bas-breton*, édition établie par Bernez Rouz - An Here - 29480 Ar Releg-Kerhuon, 120 F.

# Pages oubliées



20389

**Nous évoquons la biographie de Pierre Monatte par Colette Chambelland dans les "Notes de lecture". Nous y renvoyons. Nous reproduisons ci-après l'essentiel du discours que prononça Pierre Monatte au congrès de la CGT de Lyon, en 1919.**



Pierre Monatte (1881-1960), fondateur de *La Vie ouvrière*, et Maurice Chambelland (1901-1966).

## Discours au congrès de Lyon (1919)

**Q**UELLE était notre attitude à nous tous, avant la guerre ? A quelques-uns, nous avons gardé notre foi et nous ne nous sommes plus trouvés qu'une poignée. Cette poignée, elle s'est morcelée par la suite, elle s'est effritée. Mais, ces heures-là, nous ne pouvons pas les oublier.

Je ne ferai pas au bureau confédéral le reproche de n'avoir pas déclenché la grève générale devant la mobilisation. Non ! Nous avons été impuissants, et les uns et les autres. La vague a passé, elle nous a emportés. Nos ennemis de classe ont agencé de telle façon leur entreprise, ils ont trop bien réussi à affoler le pays. Mais si la masse pouvait en un tel moment se laisser entraîner, il est des hommes qui devaient tenir bon et attendre que le vent ait passé, et se redresser. Or ils ne l'ont pas fait.

Quelle a été notre attitude ? Elle a été fort bien exprimée dans une déclaration d'un socialiste italien, que je veux vous relire. Turati disait à la Maison du peuple de Milan :

*“Une fois l'intervention proclamée (...) et le pays engagé de toute façon dans une aventure qui peut mettre en danger son indépendance et son unité, nous — proclamèrent d'une seule voix la direction, le groupe parlementaire et la presse socialistes —, nous ne sabotons pas votre guerre, nous n'affaiblirons pas ni directement ni indirectement, par des faits positifs, la défense nationale ; nous concourrons même volontairement et sans feinte à adoucir toutes les blessures et à reconforter toutes les souffrances qui résulteront du désastre ; mais point de coresponsabilité, aucune complicité*

*avec les classes dirigeantes, avec les partis bourgeois qui voulurent ou qui admirèrent cette situation. Séparation nette, absolue, sans équivoque, sans transactions. Deux routes, deux âmes, deux mondes, nous et eux, irréconciliables — aujourd'hui et plus encore demain” (applaudissements).*

Pas de coresponsabilité ! Mais, en France, le secrétaire confédéral acceptait un mandat de commissaire à la Nation ; le secrétaire confédéral, votre représentant, le représentant des ouvriers français, va aujourd'hui à la conférence de la paix, à côté d'un des ministres responsables de la guerre. Voilà la coresponsabilité de l'organisation ouvrière française avec les responsables, les auteurs de la guerre (*applaudissements*).

Un de nos amis, Suisse, parlant à un député socialiste français, lui disait : *“Mais vous ne pouvez pas nier qu'il y ait une minorité dans le syndicalisme, qu'il y ait encore des internationalistes, qu'il y ait une opposition contre la guerre !”* Quelle réponse lui était faite ? *“Patience, lui répondit Renaudel, la mobilisation n'est pas finie !”*

En effet, la mobilisation n'était pas finie ! Nous passions devant les commissions de récupération, et tous ceux qui étaient considérés comme minoritaires allaient à la guerre !

Camarades, vous avez accepté une responsabilité dans la guerre, vous l'avez partagée avec les gouvernants. Pour nous, cette guerre, c'est le grand crime que nous devons imputer au régime capitaliste ; c'est au nom de cela, de cet assassinat de la civilisation, que nous devons prononcer la condamnation du régime capitaliste et dire à ses dirigeants :

“Vous n’avez plus le droit moralement de conduire le monde ; vous l’avez mené à la boucherie ; vous ne pouvez pas l’en sortir ; vous l’y rejetterez.” C’est pour cela que nous disons que l’organisation ouvrière française, elle qui tenait dans le monde une place si particulière, marquée par l’idéalisme révolutionnaire, a trahi sa mission ! C’est avec une amertume sans nom, une amertume inexprimable, que nous, qui n’avons d’autre raison de vivre, nous ne pouvons, pas plus aujourd’hui qu’hier, accepter cette responsabilité de notre organisme central. Responsabilité qui s’est affirmée au début de la guerre, qui s’est affirmée tout au cours de cette guerre, qui s’est affirmée à la conclusion de cette guerre par la présence de Jouhaux à côté de Loucheur. C’est cela que nous ne pouvons pas admettre. Là-dessus, aucune abdication de notre part n’est possible. C’est notre point de vue entier que nous devons défendre ici. Vous n’êtes plus dignes, camarades, d’interpréter la pensée du mouvement ouvrier français (*applaudissements*). Et je demande à ceux avec qui nous avons dit cela en 1914, en 1915, en 1916, en 1917, je demande à Merrheim, je te demande à toi, Dumoulin : “*Cet engagement, ce serment : eux et nous irréconciliables aujourd’hui et plus encore demain, qu’en avez-vous fait ? L’avez-vous tenu ou trahi ?*”

Il faut que vous me répondiez, parce que, dans le malaise actuel, c’est cela qui est à la base !

## Paix sociale ou révolution ?

Je veux maintenant aborder un autre point : solidarité avec le gouvernement dans ses responsabilités de guerre, solidarité encore avec le gouvernement dans l’œuvre de réorganisation économique ; solidarité avec le patronat. Nous ne pouvons pas l’enlever de nos yeux. Pas plus que nous pouvons enlever de nos yeux Jouhaux acceptant un mandat de délégué de commissaire à la Nation, nous ne pouvons pas ne pas le voir au banquet de

la Fédération des industriels et commerçants. Y serais-tu allé, Jouhaux, avant la guerre ? (*applaudissements*) (...).

Camarades, examinons maintenant la question des huit heures. Les huit heures ? Le gouvernement, au lendemain de la grande tourmente qui ne pouvait pas se conclure sans un malaise, qui ne pouvait pas se conclure sans une sorte de désespoir de la classe ouvrière, a voulu, pour empêcher l’explosion de mécontentement, donner quelque chose à la classe ouvrière. Il lui a donné la journée de huit heures, et il l’a fait dans ce but seul de conjurer une crise révolutionnaire.

Là encore, je trouve une coresponsabilité dans l’acceptation de ce point de vue.

Evidemment, nous devons accepter la journée de huit heures et même la conquérir, parce que celle qu’on nous donne n’est qu’une duperie ; mais nous ne devons pas l’accepter dans l’esprit où un membre du bureau confédéral l’a acceptée.

Après la publication de ce texte de loi, une déclaration a été faite par un secrétaire adjoint confédéral. Cependant, nous avons pu entendre dire par d’autres membres du bureau : “*Le bureau, sur tous les points, est solidaire.*” Eh bien, Dumoulin, si tu es solidaire de la déclaration de Laurent, que je vais lire ici, je dirai que, lorsque je t’ai donné mon amitié autrefois, une amitié qui a duré vingt ans, nous étions frères tous deux, eh bien, à ce moment-là, je me suis trompé ! (*applaudissements*).

Devant un Comité national d’études sociales et politiques, dont le siège est 45, rue d’Ulm, à l’Ecole normale supérieure, deux secrétaires confédéraux, Jouhaux et Laurent, ont parlé. C’est Laurent qui a fait l’exposé du point de vue confédéral sur la journée de huit heures. J’ai le procès-verbal fait par le Comité national d’études.

LAURENT. — Sont-ce mes paroles ?

MONATTE. — Voici la conclusion de Laurent :

“*En terminant, M. Laurent constate que notre pays est à peu près le seul à n’avoir pas éprouvé de troubles sociaux*



graves depuis la signature de l'armistice, et il considère que l'établissement de la journée de huit heures permettra aux dirigeants de la classe ouvrière de se présenter devant leurs mandants avec des garanties de la bonne volonté des milieux gouvernementaux et patronaux ; on pourra escompter que l'évolution sociale se poursuivra d'une façon paisible."

RIVELLI. — Et tu te sers de cela, toi, Monatte ! Moi, cela me fait de la peine...

MONATTE. — Une nouvelle preuve que la CGT française s'est associée à une œuvre de paix sociale, à l'œuvre essentielle de paix sociale, cela à l'heure où la révolution vient sur nous comme est venue la guerre. Le gouvernement a besoin de trouver dans nos rangs un appui, des points d'appui, pour sa défense. Nous voyons le ministre Clémentel dire ceci :

« A la notion stérile, d'ailleurs "made in Germany", de la lutte des classes, nous devons substituer la notion de la collaboration des classes dans l'intérêt commun. Les patrons français sont prêts, j'en suis certain, à pratiquer cette collaboration, qui est d'ailleurs une tradition française.

Du côté ouvrier, vous trouverez aussi, je puis vous en donner l'assurance, des dispositions nouvelles...

Ils n'abandonnent pas, vous ne leur demanderez pas d'abandonner leurs conceptions théoriques, leurs rêves d'un nouvel avenir social. Vous vous placerez avec eux sur le ferme terrain des réalités et vous enregistrez comme nous ce fait qu'ils ont cessé d'être des adversaires du machinisme et du taylorisme. Vous constaterez avec nous que leurs chefs se déclarent soucieux avant tout d'augmenter la production.

La réorganisation économique, déclarent-ils, doit avoir pour base le développement ininterrompu de l'outillage national, et pour but de stimuler les initiatives privées en enlevant toute excuse et toute tranquillité à la routine stérile et meurtrière.

Aux formules restrictives, ils ont substitué une formule nouvelle, la formule

du travail fécond, à la fois intensif et rémunérateur, de maximum de production dans le minimum de temps, pour le maximum possible de salaire et avec le minimum possible de fatigue.

Quel industriel, à l'esprit ouvert aux nécessités de demain pour notre pays, ne souscrirait pas à ce programme ? »

Eh bien, nous n'y souscrivons pas, parce que nous savons que le patronat français est impuissant à donner quoi que ce soit à la classe ouvrière.

UN DÉLÉGUÉ. — Si, le désordre !

MONATTE. — En effet, le désordre. C'est le régime capitaliste qui l'a créé, et nous voulons sauver ce régime (...) !

Oui, je sais, la bourgeoisie, la fraction intelligente de la bourgeoisie, qui sent la fin venir, veut tout tenter pour se sauver. Ce n'est pas à nous à lui en donner les moyens. Elle est condamnée, non parce que nous la condamnons : elle s'est condamnée elle-même. Mais nous, nous avons à précipiter sa fin, non à lui donner les moyens de se sauver.

Un Conseil national économique est proposé, où seront représentés : organisation ouvrière, organisation patronale et gouvernement. Dernièrement, un rapport publié dans un quotidien nous montrait comment le travail de préparation, le plan d'organisation des organismes patronaux avaient été dressés et poursuivis. Nous avons retrouvé là une belle figure de la guerre parmi les artisans de ce plan du Conseil national économique. Le plan initial, savez-vous de qui il vient ? Du lieutenant Bruyant, l'homme de la Sécurité militaire !

Conseil national économique ? Ah ! un camarade, à qui je faisais part non seulement de mes appréhensions, mais de ma condamnation de ce système, m'opposait ceci : "Mais tu ne vois donc pas que c'est ce que, en 48, les ouvriers parisiens ont essayé de faire !"

Parlement du travail ! Ah non ! nous ne voulons pas du prétendu Parlement du travail de 48 !

## **“Merrheim ne veut pas faire le saut révolutionnaire”**

Et maintenant, camarades, je vais conclure. Il y a deux points que je ne peux pas ne pas aborder ici. Nous sommes dans une période de malaise, c'est certain ; dans une période de crise, où le régime bourgeois est en déséquilibre.

La société ne peut plus tenir sur ses bases. Il n'y a pas d'Etat en Europe qui soit capable de dresser un budget ; c'est la faillite, sûrement. C'est certainement là l'impuissance pour l'industrie française de se réorganiser avec les vieilles méthodes capitalistes. Elle ne le peut qu'avec nos méthodes ouvrières, par la prise de l'organisme de production par les syndicats (*applaudissements*).

Nous sommes devant cette situation grave. Nous la regardons en face. Nous savons que le gouffre est là et nous savons que nous devons le sauter.

Certains de nos camarades d'hier — nous le sentons bien dans les défections qui se sont produites dans les rangs de la minorité —, des camarades convaincus cependant comme nous que le monde va à la liquidation de la bourgeoisie, qu'il va à la révolution, reculent aujourd'hui ; ils ont peur.

Evidemment, il y aura des moments douloureux, il y aura peut-être des choses peu belles ; mais, au-dessus de tout cela, il y a le salut de notre classe et de la civilisation.

Dans les explications que je me donne à moi-même de l'absence de Merrheim dans nos rangs, je vois cette raison au premier plan : Merrheim ne veut pas faire le saut révolutionnaire. Merrheim, comme le cheval au bord de l'obstacle, s'arrête et recule... Le flot passera quand même. Comme dans la guerre, Merrheim, tu seras, vous serez impuissants ! Tandis que nous suivrons le flot, nous essaierons de faire la tâche qui incombe aux véritables militants (*applaudissements*).

## **“En Judas, l'administrateur avait tué l'apôtre !”**

On a prononcé au congrès des métaux des paroles qui sont entrées en moi comme un bol de vitriol. Ah ! vous dites que le droit de critique s'arrête où commence la calomnie ! Et vous dites, vous osez dire, vous qui nous connaissez, que ceux qui ont tenu, en dépit de tous les dangers, au sacrifice de leur vie, l'attitude qu'ils ont maintenue pendant la guerre, qui mènent une vie de dévouement à leurs idées, de désintéressement, de pauvreté, qui ont plus que vous le refus de parvenir, vous vous permettez de les appeler des “marchands du Temple” !

Vous devriez avoir honte, Lenoir, de proférer de telles calomnies ! (*applaudissements*).

On s'est vanté, au même congrès des métaux, d'avoir chassé de la fédération des métaux ces marchands du Temple, lorsqu'on y est revenu. En effet, nous avons été jusqu'à ce moment-là, mes amis et moi, les collaborateurs de Merrheim. Moi, aux tranchées, évidemment, je ne pouvais pas le faire ; mais mes amis le faisaient. C'est eux que je tiens à défendre, à laver ici. Nous étions avec Merrheim dans toutes les heures de danger. Ils étaient avec lui : ils ont travaillé avec lui. Ils ont pris tous leur part de danger. Et quand les autres secrétaires fédéraux des métaux revinrent au bureau de leur fédération, leur premier acte fut de mettre à la porte ces marchands du Temple : ah ! les marchands du Temple, les comités indésirables, le Comité de la reprise des relations internationales, on les renie ! En les reniant, c'est Zimmerwald que vous reniez. C'est pourtant la plus belle page de l'histoire de votre fédération des métaux.

Renan, dans sa *Vie de Jésus*, explique ainsi la psychologie de Judas : Judas, dans l'équipe des apôtres, était le trésorier ; il paraît que Jésus et les autres apôtres pouvaient quelquefois faire des dépenses inconsidérées ; on raconte que, voyant Marie-Madeleine laver les pieds

de Jésus avec de l'huile, Judas aurait dit : *"Mais cela représente de l'argent !"* En conclusion, Renan donne cette explication de la trahison de Judas : *"L'administrateur avait tué l'apôtre en lui !"*

Eh bien, dans notre mouvement, où il faut que l'administrateur et l'apôtre ne fassent qu'un seul corps, trop souvent l'administrateur tue l'apôtre !

## **"Le grand devoir : la révolution mondiale"**

Et maintenant, pour conclure : quel est, à notre sens, le grand devoir de l'heure présente ? Ce grand devoir, il est unique : c'est le salut, le développement, la réussite de la révolution mondiale qui a commencé, qui embrase aujourd'hui un grand pays et qui demain doit embraser toute l'Europe. Mais, pour cette tâche, la Confédération générale du travail a-t-elle fait ce

qu'elle devait faire ? Je ne veux pas entrer dans le détail des circonstances du 21 juillet, je veux dire seulement ceci : que la CGT a manqué à son devoir lorsqu'elle a dit, par la voix de Dumoulin : *"Notre plus grande préoccupation est d'engager une forte campagne pour la réforme du logement, de l'habitation, afin de lutter contre les taudis."*

Notre plus grande préoccupation à nous, à la classe ouvrière française, à la classe ouvrière internationale, c'est la révolution russe. On vous a distribué l'appel que la CGT russe a lancé assez récemment aux organisations ouvrières des pays de l'Entente. Je vous demande d'y apporter une réponse ; qu'elle soit la conclusion pratique de ce congrès et que vous disiez avec Smillie, le président de la fédération des mineurs anglais, qu'il n'y a, à l'heure actuelle, dans le monde, en Angleterre comme en France, qu'une seule grande question ouvrière qui domine toutes les autres : la révolution russe ! (*applaudissements*).

### **Trois positions de Pierre Monatte à la fin de sa vie**

*"En 1919, le totalitarisme russe n'existait pas. Ce qui existait, c'était la révolution russe, qui pouvait connaître un autre sort si la révolution allemande avait réussi son deuxième bond, si la révolution italienne avait pu faire son premier. La France, entourée par ces deux brasiers, aurait pris feu à son tour. C'était alors la révolution européenne. Ne pas l'avoir eue, ne pas l'avoir faite, l'avoir empêchée a coûté cher : le fascisme en Italie, l'hitlérisme en Allemagne, le stalinisme en Russie."*

(*Trois scissions syndicales*, p. 70, Editions ouvrières, 1958)

*"On dirait que le moment où la révolution russe a été trahie et où elle est devenue, par Staline, la contre-révolution russe, comme c'était arrivé jadis pour la Révolution française, a vraiment échappé à l'attention des gens."*

*Le moment où ses premiers défenseurs, ceux de 1917, ont été chassés de tous les partis communistes ou en sont sortis, où la génération d'Octobre a été fusillée en Russie ; mais le moment aussi où, par le monde entier, les ennemis de 1917 ont senti la sympathie leur venir pour la Russie de Staline, ce fait essentiel échappe à tous les Sartre de la terre."*

(*Ibidem*, p. 164)

*"Les années de 1917 à 1923 ont été des années comptant double ou triple, où les événements décisifs se sont précipités. Jusqu'en 1923, nous avons gardé l'espoir que la révolution allemande relayerait la révolution russe. Cet espoir réalisé, le sort de la révolution russe aurait été différent et celui du monde aurait changé."*

(*Ibidem*, p. 244)

D'abord militante féministe, centrant son activité sur l'émancipation de la femme, Louise Bodin, à l'épreuve de la guerre, devient socialiste. Le 1<sup>er</sup> mai 1918, elle est nommée rédactrice en chef de *La Voix des femmes*. Elle se prononce pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et est élue, dès la fondation du Parti communiste, secrétaire de sa fédération d'Ille-et-Vilaine.

Elle affirme alors : "*Le féminisme ne peut être un instrument de progrès humain que s'il est révolutionnaire, que s'il mène à la lutte des classes en commun avec les communistes, que s'il s'intègre au communisme.*" Elle milite pour la fondation spécifique d'un journal communiste à destination des femmes ; elle est élue au comité directeur du Parti communiste en décembre 1921. Elle n'y est pas réélue en octobre 1922. Malade, elle abandonne la direction de la fédération d'Ille-et-Vilaine en janvier 1924, mais s'occupe de sa trésorerie. En août 1925, elle devient rédactrice en chef de l'hebdomadaire *La Bretagne communiste*. Elle milite dès lors surtout par ses écrits. En novembre 1927, elle adresse au comité central du PCF une lettre, dont la revue oppositionnelle *Contre le courant* publie de longs extraits dans son numéro du 30 décembre 1927. A cette date, elle a déjà décidé de quitter le PCF depuis un mois. Rongée par un cancer, elle meurt en février 1929.

Colette Cosnier lui a consacré une biographie très riche en citations de ses écrits, sous le titre *La Bolchevique aux bijoux* (Pierre Horay, 1988, 120 F).

## Louise Bodin (1877-1929)

**A**USSI isolée que je sois, aussi écartée que je sois de l'activité communiste par mon état, j'ai pu me tenir au courant de la politique du parti. Les journées d'immobilité sont favorables à la lecture, à la documentation et à la réflexion. Camarades, il m'est impossible d'accepter dans ses causes, dans son exécution, dans sa signification et dans ses conséquences, l'exclusion de Trotsky du Parti communiste russe, et des grands révolutionnaires qui ont fait avec Lénine la ré-

volution russe de 1917. Il m'est impossible d'accepter le ton vulgaire et blessant de *L'Humanité* dans sa campagne contre l'Opposition, qui tente de cacher par la violence, les menaces, les injures et les pitreries, l'embarras où elle est d'expliquer des mesures de force inexplicables (...).

"*Stipendiés de la contre-révolution, ennemis jusqu'à la haine de la III<sup>e</sup> Internationale*", c'est ainsi que vous traitez ceux qui ne pensent pas comme vous, et tout en affirmant que la discussion est

libre dans les organisations du parti, c'est bien la discussion que vous interdisez (...).

Camarades, je n'ai encore fait aucun acte oppositionnel, aucune tentative fractionnelle : je n'en aurais pas les moyens, mais j'ai lu tout ce que vous n'avez pas publié, et de ces "*stipendiés de la contre-révolution*", j'en suis de toute ma raison. Les protestations, les révoltes, les constatations de Trotsky et des siens, appuyées sur des réalités, ne devaient à aucun prix entraîner leur exclusion. Le bloc des commissaires du peuple, du comité central, de l'exécutif devait rester indivisible.

Vous publiez des extraits de Lénine (on peut d'ailleurs publier tout ce qu'on veut quand on veut perdre son adversaire). Que ne publiez-vous la pensée de Lénine quant à Staline et au comité central ?

(...) Vous vous bornez à une campagne sans base, mais quotidienne, dans *L'Humanité*, et comme Poincaré confond la France avec lui-même, vous confondez la discipline avec tel ou tel de vous auquel il plaît de la décréter. Camarades, je ne réfuterai pas point par point (il faudrait une brochure entière, et je n'ai pas la force de le faire) tout ce que vous avez pu écrire dans *L'Humanité*, dans *Les Cahiers du bolchevisme*, dans *La Correspondance internationale*, et sans doute, faute de documents, de nombreuses inexactitudes doivent m'échapper.

Quant à vos comités régionaux, ils approuvent tous en mesure, sans se soucier si tel paragraphe de leur approbation contredit le précédent. Et puis, vous avez aussi pour vous les articles de René Marchand dans *La Volonté*. Ces articles curieux, à la gloire de Staline, sont tout de même un peu inquiétants.

Camarades, vous ferez de moi ce que vous voudrez. J'ai l'intention qu'on sache ici, à ma région, que je suis d'accord avec l'Opposition. Vous me déférez à la commission de contrôle. Je sais, et vous le dites, que vous n'en êtes pas à une tête près, et que suis-je auprès des grands révolutionnaires russes que vous avez sacrifiés d'un cœur si léger ?

Quand on vous parle *idées*, vous répondez *personnes*. Vous direz à mes camarades que je n'ai pas aimé la classe ouvrière. Vous leur direz que je suis une contre-révolutionnaire. S'ils le croient, je les plains. Vous leur direz peut-être bien d'autres choses encore. Que m'importe. J'ai libéré ma conscience, qui reste fidèle aux enseignements de Lénine, fidèle à l'immense enthousiasme révolutionnaire qui me secoua en 1917, fidèle à la conviction qu'il faut continuer à combattre, à renseigner les travailleurs, fidèle à l'espoir qu'un jour prochain la classe prolétarienne gardera enfin sa révolution faite et saura — entre les hommes — reconnaître les siens.

**(Contre le courant,  
30 décembre 1927)**

Colette Cosnier

# La bolchevique aux bijoux

Louise

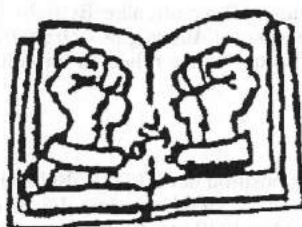


Bodin

Pierre Horay

# **Les archives du CERMTRI**

**(Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux)**



**C.E.R.M.T.R.I.**

**Centre d'Etudes et de Recherches  
sur les Mouvements Trotskyste  
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.  
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

• Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Il s'agit, cette fois-ci, du fonds concernant les publications relatives au **mouvement ouvrier allemand**. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un inventaire, mais d'un guide indicatif.

#### **Die Kommunistische Internationale**

Organ des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale (*organe du comité exécutif de l'Internationale communiste - rédacteur en chef : Zinoviev*). 2<sup>e</sup> année, 1921, n<sup>os</sup> 18 et 19. 3<sup>e</sup> année, 1922, n<sup>os</sup> 20 et 21. 5<sup>e</sup> année, 1924, n<sup>os</sup> 31-32, 33.

#### **Proletarier**

Zeitschrift für Kommunismus (*périodique pour le communisme*) 4<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 1 à 8 : janvier 1924 ; n<sup>os</sup> 9 à 16 : février 1924 ; n<sup>os</sup> 17 à 23 : mars 1924. A partir de là, paraît sous un autre nom :

#### **Kommunistische Arbeiterzeitung**

Organ der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands Wirtschaftsbezirk Berlin-Brandenburg, die Zeitung erscheint zweimal wöchentlich (*journal ouvrier communiste - organe du Parti ouvrier communiste d'Allemagne [KAPD], région économique Berlin-Brandebourg - paraît deux fois par semaine*). 5<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 24-25 : mars 1924 ; n<sup>os</sup> 26 à 100 : avril à décembre 1924. L'ensemble relié en un seul volume. 6<sup>e</sup> année, 1925, relié en un seul volume. 8<sup>e</sup> année, 1927, relié en un seul volume.

#### **Der Kampf**

Organ der Allgemeinen Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebs Organisationen) Erscheint wöchentlich (*organe de l'Union générale des ouvriers d'Allemagne - Organisations révolutionnaires d'entreprises - hebdomadaire*). 7<sup>e</sup> année (1926) - Toute l'année reliée en un volume. 8<sup>e</sup> année (1927) - idem. 9<sup>e</sup> année (1928).

#### **Der Kommunist**

Zeitschrift der vereinigten Linken Opposition der KPD (Bolschewiki-Leninisten) (*organe de l'Opposition de gauche unifiée du PC allemand - bolcheviks-léninistes*). 1<sup>re</sup> année, n<sup>o</sup> 9, début septembre 1930 ; n<sup>o</sup> 10, fin septembre 1930 ; n<sup>o</sup> 12, fin novembre 1930 ; n<sup>o</sup> 13, fin décembre 1930.

#### **Die Neue Front**

Le Front nouveau - journal bimensuel. Organ der Sozialistischen Arbeiterpartei Deutschlands (SAP). 2<sup>e</sup> année, 1934, série complète des n<sup>os</sup> 1 à 24. A partir du n<sup>o</sup> 12, le titre est *Neue Front*, Organ für proletarisch-revolutionäre Sammlung (*organe pour le rassemblement prolétarien révolutionnaire*), toujours publié par le SAP à l'étranger. 3<sup>e</sup> année, 1935, complète, n<sup>os</sup> 1 à 24. 4<sup>e</sup> année, 1936, complète, n<sup>os</sup> 1 à 23. 5<sup>e</sup> année, 1937, n<sup>os</sup> 1 à 13 (septembre 1937). 6<sup>e</sup> année, 1938, devenu mensuel, n<sup>o</sup> 1 (janvier), n<sup>o</sup> 5 (mai), n<sup>o</sup> 6 (juin), n<sup>o</sup> 11 (novembre).

#### **Unser Wort**

Halbmonatsschrift der Internationalen Kommunisten Deutschlands (*bimensuel des communistes internationalistes d'Allemagne - IKD*) Paris. 1<sup>re</sup> année, n<sup>o</sup> 9, fin novembre 1933. Devenu un hebdomadaire : 2<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 8 (24), 2<sup>e</sup> semaine de mars 1934 ; n<sup>o</sup> 14 (30), 4<sup>e</sup> semaine d'avril 1934 ; n<sup>o</sup> 15 (31), 1<sup>re</sup> semaine de mai 1934. Redevenu un bimensuel : 3<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 3 (55), mi-avril 1935 ; n<sup>o</sup> 4 (56), début mai 1935 ; n<sup>o</sup> 6 (58), mi-juin 1935 ; n<sup>o</sup> 7 (59), début juillet 1935 ; n<sup>o</sup> 10 (62), début octobre 1935. 4<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 1 (65), début janvier 1936 ; n<sup>o</sup> 11 (75), début juin 1936. N<sup>o</sup> 1 (85) janvier 1938, page 4 (thèses sur la guerre civile en Espagne). Devenu un mensuel : 8<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 3 (101), décembre 1940, deux exemplaires originaux, annonçant en première page la mort de Trotsky.

#### **Arbeiter und Soldat**

Organ für proletarisch-revolutionäre Sammlung - Vierte Internationale (*Ouvrier et Soldat - organe pour le regroupement prolétarien-révolutionnaire - Quatrième Internationale*). N<sup>o</sup> 1, juillet 1943 - photocopie, deux exemplaires. N<sup>o</sup> 2, août 1943 - photocopie, deux exemplaires. N<sup>o</sup> 3, septembre 1943 - photocopie, deux exemplaires. Numéro sans date, mais titré : "*Ab 1. Mai 1944 Kurs auf die Revolution*" (*A partir du 1er mai 1944, cap sur la révolution*) - original, 8 exemplaires. Numéro spécial - Sondernummer - juin 1944, original, plus photocopies, plus traduction en français. Numéro de juillet 1944, original et photocopies, plus traduction en français.



**Tract de juin 1944**, signé "Europaexekutive der 4. Internationale". "Deutsche und alliierte Soldaten ! Arbeiter Europas !" ("Soldats allemands et alliés ! Ouvriers d'Europe !") - 14 exemplaires originaux.

"**Gruesse an die Arbeiter Deutschlands**" ("Salutations aux ouvriers d'Allemagne") de la part du PC révolutionnaire (trotskyste) de Grande-Bretagne et des adhérents de la IV<sup>e</sup> Internationale d'autres pays.

**Arbeiter und Soldatenräte**, 14 septembre 1943, herausgegeben vom Komitee der Internationalen Kommunisten (für die IV. Internationale) (*publié par le Comité des communistes internationaux pour la IV<sup>e</sup> Internationale*). Une feuille, agrafée avec une autre feuille, en français, intitulée *Le Soviet*, et qui est plus ou moins la traduction de la première.

#### **Trois feuilles hectographiées : IV. Internationale**

Gegen die Plünderungspläne der grossen vier - Manifest der 4. Internationale an die Arbeiter Europas und Amerikas (*Contre les plans de pillage des quatre Grands - Manifeste de la 4<sup>e</sup> Internationale aux ouvriers d'Europe et d'Amérique*).

**Unser Wort**, n° 1, juin 1944, Organ der Kommunisten-Internationalisten (Deutsche Sektion der vierten Internationale) (*organe des communistes internationalistes - section allemande de la Quatrième Internationale*). 29 pages hectographiées, une première page explique la reprise à la fin de la Seconde Guerre mondiale par le BKI et annonce le contenu des premier et deuxième numéros. Thèses du I<sup>er</sup> Congrès européen de l'Internationale.

**Die Rote Fahne**, herausgegeben von den Militanten der Bolchevistisch-Leninistischen Partei, POI, Internationalistische Arbeiterpartei - französische Sektion der 4. Internationale (*publié par les militants du Parti bolchevique-léniniste - Parti ouvrier internationaliste - section française de la 4<sup>e</sup> Internationale*), Strasbourg. 1<sup>re</sup> année, n° 6, novembre 1938 (photocopie de la page 1). N° 7 (photocopie d'une deuxième page). 2<sup>e</sup> année, n° 8, janvier 1939 (photocopie pages 1 et 2).

#### **Neuer Spartakus**

Organ der Gruppe "Neuer Spartakus" (IV. Internationale). N° 1, März 1946 - original, 4 exemplaires. N° 2, April-Mai 1946, Sondernummer (*numéro spécial*). N° 3, Juni 1946 (+ deux photocopies).

#### **Bulletin intérieur, Secrétariat international**, avril 1947.

Projet de plate-forme pour la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale (en français).

**Die Internationale**, Organ der Internationalen Kommunisten Deutschlands, deutsche Sektion der Vierten Internationale (*organe des communistes internationaux d'Allemagne, section allemande de la Quatrième Internationale*). 1<sup>re</sup> année, n° 1, juillet 1948 (deux exemplaires) ; n° 2, décembre 1948 (trois exemplaires) ; n° 3, février-mars 1948 (trois exemplaires).

**Die Gesellschaft** ("La Société"), *Internationale revue für sozialismus und politik*. Directeur : Rudolf Hilferding (novembre 1925-décembre 1926).

*Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par des militants de diverses organisations et de toutes tendances.*

*Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.*

## Au sommaire des prochains numéros

- Vadim Rogovine : l'entourage de Staline (Beria, Malenkov) ;
- Mikhaïl Panteleiev : le procès du Parti industriel (1930) ;
- Dimitar Gatchev devant ses juges ;
- Le dossier des secrétaires de Trotsky au KGB ;
- Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme ;
- Le PC italien et la révolution hongroise de 1956 ;
- Le PCUS et la révolution hongroise de 1956 (documents d'archives) ;
- Valeri Essipov : Chalamov et l'esprit de résistance ;
- Le journal de Dimitrov, secrétaire général du Comintern ;
- Le procès du groupe bolchevique-léniniste espagnol ;
- La révolution russe vue par Denikine (suite) ;
- Loïc Le Bars : l'Opposition unitaire (1930-1932) ;
- André Ferrat : discours au comité central du PCF, en 1936.

### ***Cahiers du mouvement ouvrier***

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

**Nom, prénom :** .....

**Adresse :** .....

Abonnement d'un an :  à partir du n° 1     à partir du n° 2     à partir du n° 3  
 à partir du n° 4     à partir du n° 5     à partir du n° 6     à partir du n° 7  
 à partir du n° 8     à partir du n° 9

Commande du n° 1 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 2 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 3 : <input type="checkbox"/>
Commande du n° 4 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 5 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 6 : <input type="checkbox"/>
Commande du n° 7 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 8 : <input type="checkbox"/>	Commande du n° 9 : <input type="checkbox"/>

**Chèques à l'ordre du CERMTRI**

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

**A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris**



**ISSN 1287-25-98**  
**Commission paritaire n° 78 360**